

COLLECTION DES RaPPORTS

MAI 2002



N° 222

L'OCCUPATION DES LOGEMENTS D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ET SON ÉVOLUTION

Exploitation de l'enquête nationale de 2000

*Étude réalisée à la demande de la Direction Générale
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction
du Ministère de l'équipement,
des transports et du logement*

**Audrey DANIEL
Marie-Odile SIMON**

Département "Évaluation des Politiques Sociales"

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE



Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

L'OCCUPATION DES LOGEMENTS D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ET SON ÉVOLUTION

Exploitation de l'enquête nationale de 2000

Note de synthèse

Étude réalisée à la demande de
la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction
du Ministère de l'équipement, des transports et du logement

Département Évaluation
des politiques sociales

Audrey DANIEL
Marie-Odile SIMON

⇒ Un français sur 8 logé dans le parc social

13%¹ des français sont logés dans le parc des logements sociaux en propriété ou gérés par les organismes soumis à cette enquête, cette proportion ayant très peu varié depuis 1997 (-0,1%). Ce taux varie fortement selon les zones géographiques considérées ; les régions Ile de France, la Champagne Ardennes, la Normandie et le Nord Pas de Calais comptent la plus grande part de logements sociaux.

On dénombre par ailleurs 28% de logements sociaux en ZUS sur le territoire métropolitain, la part des logements en ZRR restant marginale (3,1%).

⇒ Des taux de vacance plus faibles dans les logements sociaux

Les logements sociaux sont par ailleurs davantage occupés que l'ensemble des logements du parc locatif (3,6% de vacance pour la Métropole contre 6,9% selon le RGP 1999). La part des logements vacants se limite en effet à 3,6% pour le parc locatif social contre 6,9% pour l'ensemble du parc (RGP 1999), malgré une légère augmentation par rapport à 1997 (+0,6%). ZUS et ZRR comptent davantage de logements vacants (6% et 4,6% respectivement). Ces logements déclarés vacants ne sont pas tous disponibles. Une bonne partie d'entre eux sont en effet hors exploitation (remise en état, réhabilitation, démolition).

⇒ Davantage d'enfants et de familles monoparentales dans le parc locatif social

Les logements loués sont occupés par une population plus jeune que la population française dans son ensemble (30,2% de moins de 18 ans contre 22,1% pour le recensement de 1999). D'ailleurs, près d'un ménage locataire sur 2 a des enfants (46%), les familles monoparentales étant beaucoup plus représentées dans les logements sociaux qu'en population générale (16,6% contre 6,6% pour le RGP 1990).

Les personnes seules sont malgré tout les plus nombreuses dans le parc locatif social, représentant plus du tiers (34,1%) des occupants de ces logements. On constate des évolutions très marginales par rapport à 1997, la part des familles monoparentales et couples sans enfants ayant très légèrement augmenté au détriment des couples avec enfants.

Ces résultats sont relativement stables par rapport à la situation observée en 1997.

¹ ce chiffre s'élève à 15.4% (1 sur 7) si l'on tient compte du taux de couverture global de l'enquête.

⇒ Des dépassements limités des plafonds de ressources

A partir des avis d'imposition fournis par les ménages ayant répondu à l'enquête, les organismes ont réparti les ressources de leurs locataires selon un pourcentage du plafond de ressources PLA. Les ressources considérées correspondent au revenu net imposable, avant abattement, de l'année 1998 du ménage.

Près de 90 % des locataires ont des ressources inférieures au plafond en vigueur pour l'accès à ces logements, l'évolution par rapport à 1997 ne pouvant être caractérisée compte tenu de l'augmentation de ces plafonds depuis 1998. 58,8% des locataires de logements sociaux ont même des ressources inférieures à 60% du plafond alors que seuls 2,2% d'entre eux dépassent le seuil de 140%. La part des ménages ayant des ressources inférieures au plafond est par ailleurs plus élevée pour les locataires de logements sociaux en zone prioritaire.

Un peu plus de la moitié des ménages déclarent bénéficier de l'APL, pour des logements conventionnés à plus de 95%. Un occupant sur 10 est par ailleurs bénéficiaire d'un des 4 minima sociaux (Revenu Minimum d'Insertion (RMI), Allocation de Parent Isolé (API), Allocation pour Adulte Handicapé (AAH) et Minimum Vieillesse), dont la moitié perçoit le RMI. Cela conduit à considérer qu'au final, plus d'un bénéficiaire du RMI sur 10 (14,9%) occupe un logement social, proportion inférieure à celle observée en 1997 (16,9%), et taux proche de la part des individus locataires de logements HLM dans l'ensemble de la population (12,9%). Les risques de sous-estimation (personnes hébergées non comptabilisées et faiblesse du nombre de bénéficiaires retenus pour l'analyse par rapport à 1997) amènent cependant à considérer ces résultats avec précaution.

⇒ Un taux de chômage plus élevé dans le parc social

Les logements sociaux comptent davantage de chômeurs que la population dans son ensemble (20,7% contre 12,3% de la population active pour l'enquête emploi 1997). La part des inactifs et salariés restant proche de celle observée en population globale. On constate cependant une légère diminution de la part des chômeurs dans la population active par rapport à 1997, au profit des contrats instables, celle-ci se limitant à 1,7%.

⇒ Quelques spécificités en zone prioritaire

Les ZUS et ZRR présentent des particularités par rapport aux résultats énoncés pour l'ensemble du parc social. Ces caractéristiques sont en effet accentuées en zone prioritaire, quelques spécificités pouvant par ailleurs être soulignées.

Les ZUS accueillent ainsi davantage d'occupants mineurs de 18 ans (32% contre 30,6%), du fait d'une présence plus marquée des familles avec enfants (48,1% contre 46,1%), notamment de familles nombreuses. Les ressources y sont systématiquement plus faibles et les occupants sont davantage sans emploi (inactifs ou chômeurs) et bénéficiaires du RMI et de l'API.

La population locataire de logements sociaux en ZRR est nettement plus âgée (15,8% de plus de 65 ans contre 9,4% pour l'ensemble), les personnes seules étant en effet sur-représentées (37,3% contre 34,4% pour l'ensemble des logements sociaux). La répartition des locataires des ZRR en fonction de leurs ressources est proche de celle observée en ZUS, la part des ménages en dessous de 80% du plafond lui étant cependant inférieure. Les ménages ne bénéficiant d'aucun minimum social sont aussi plus nombreux en ZRR, la part des actifs ayant un emploi étant légèrement plus élevée.

Des variations sont par ailleurs à noter selon les régions et les départements. La région Ile de France et les DOM se distinguant particulièrement.

⇒ Les ménages ayant emménagé dans leur logement depuis moins de trois ans

Les locataires ayant emménagé dans leur logement depuis moins de 3 ans, qui représentent un tiers des locataires de logements sociaux, présentent des particularités. Leurs ressources sont notamment plus faibles que l'ensemble des locataires de logements sociaux. Ils sont par ailleurs légèrement plus nombreux à bénéficier du RMI et à exercer une activité en contrat instable. Les ménages ayant emménagé en 1997 sont ainsi peu différents des caractéristiques observées pour les emménagés récents de 1997, c'est-à-dire ceux qui sont entrés dans leur logement en 1994.



N° 222

**L'OCCUPATION DES LOGEMENTS
D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ
ET SON ÉVOLUTION**

Exploitation de l'enquête nationale de 2000

Étude réalisée à la demande de la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction du Ministère de l'équipement, des transports et du logement

Département « Évaluation des
politiques sociales »

Audrey DANIEL
Marie-Odile SIMON

SOMMAIRE

INTRODUCTION	11
I RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE OCCUPATION DU PARC SOCIAL (OPS).....	13
1.1 <i>Problématique de l'enquête.....</i>	13
1.2 <i>Champ de l'enquête.....</i>	13
1.3 <i>Collecte des informations.....</i>	13
1.4 <i>Contenu du questionnaire.....</i>	14
1.5 <i>Évolution du questionnaire par rapport à 1997.....</i>	14
1.6 <i>Structure du rapport.....</i>	15
II LA QUALITÉ DE L'INFORMATION OBTENUE	17
11.1 <i>Le taux de réponse.....</i>	17
11.2 <i>La cohérence des données.....</i>	18
CHAPITRE I LA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'ENQUÊTE	22
I REPRÉSENTATIVITÉ DE L'ENQUÊTE.....	24
1.1 <i>Taux de couverture de l'enquête OPS.....</i>	24
➤ Dans l'ensemble, un taux de couverture plus élevé qu'en 1997, mais des taux de couverture éparses selon les départements	24
➤ ... qui s'explique en particulier par des modalités retenues pour la définition du champ de l'enquête différentes	33
➤ Un taux de participation des locataires plus faible en zone prioritaire	35
➤ Un taux de participation cependant plus faible qu'en 1997 (88,4% contre 90%).....	39
II ENQUÊTE OCCUPATION DU PARC SOCIAL.....	40
11.1 <i>96,3% de logements conventionnés en Métropole.....</i>	40
➤ La métropole compte 28% de logements sociaux en ZUS, la part des ZRR restant marginale (3,1%).....	43
11.2 <i>Des évolutions peu marquées par rapport à 1997, à l'exception de quelques départements.....</i>	46
➤ Des taux de vacance plus faibles dans les logements sociaux que pour l'ensemble des logements (3,6% pour la Métropole contre 6,9% selon le RGP 1999).....	47
➤ Un taux de vacance plus élevé qu'en 1997, notamment en zone prioritaire	50

CHAPITRE II CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES LOCATAIRES DE LOGEMENTS SOCIAUX 51

I EFFECTIF DES OCCUPANTS DE LOGEMENTS 53

1.1	<i>Les personnes locataires de logements sociaux représentent 12,9% de la population (selon le RGP 1999). Cette proportion reste stable par rapport à 1997 (-0,1%). En tenant compte du taux de réponse, la proportion redressée est de 15,4%.....</i>	53
1.2	<i>Le nombre moyen de résidents par logement se situe autour de 2,5.....</i>	54
1.3	<i>Répartition par âge des locataires.....</i>	60
	➤ <i>Âge du titulaire du contrat de location.....</i>	60
	➤ <i>Structure par âge des familles locataires.....</i>	68
	➤ <i>Une répartition par âge des occupants stable par rapport à 1997.....</i>	80
1.4	<i>Structures familiales.....</i>	81
	➤ <i>Des logements privilégiés par les familles monoparentales (16,6% contre 6,6% pour le RGP 1990).....</i>	81
	➤ <i>Les ZUS accueillent davantage de familles avec enfants, les ZRR sont privilégiées par les personnes seules.....</i>	82
	➤ <i>Des structures relativement stables par rapport à 1997.....</i>	89
	➤ <i>46% de ménages avec enfants (couples avec enfants et familles monoparentales) en Métropole dont la moitié est constituée de couples avec deux enfants ou moins (20,2% de la population des locataires de logements sociaux).....</i>	91
	➤ <i>Davantage de familles nombreuses en ZUS (15,5% contre 11,9%), ces structures familiales étant peu fréquentes en ZRR (9,8%).....</i>	91
1.5	<i>Ressources des ménages.....</i>	98
	➤ <i>88,5% des locataires de logements sociaux ont des ressources inférieures au plafond. Il existe des disparités régionales fortes.....</i>	100
	➤ <i>Des ressources systématiquement plus faibles en ZUS ; des situations plus mitigées en ZRR.....</i>	100
	➤ <i>Des évolutions qui ne peuvent être déterminées.....</i>	112
1.6	<i>Allocations perçues.....</i>	113
	➤ <i>Aides au logement perçues.....</i>	114
	➤ <i>Minima sociaux.....</i>	121
1.7	<i>Nature de l'activité professionnelle.....</i>	134
	➤ <i>36,6% d'individus inactifs parmi les individus majeurs résidant en logement social pour la Métropole mais des résultats variables selon les régions considérées.....</i>	135
	➤ <i>Des situations plus précaires en logement social.....</i>	136
	➤ <i>Une population plus souvent sans emploi en ZUS (26,5% contre 20,2%), des situations plus contrastées pour les ZRR.....</i>	137
	➤ <i>Davantage de contrats stables en zone 1 et de contrats instables et de chômeurs en zones 2 et 3.....</i>	144
	➤ <i>Une baisse de la part des chômeurs au profit des contrats instables.....</i>	145

CHAPITRE III : LES EMMÉNAGÉS RÉCENTS.....	147
I LE TIERS DES LOCATAIRES EST DANS SON LOGEMENT DEPUIS MOINS DE 3 ANS.....	149
➤ Des emménagés récents plus nombreux en ZRR mais des situations contrastées selon les régions.	149
➤ Un renouvellement relativement stable des locataires du parc social.....	153
<i>1.1 ressources.....</i>	<i>154</i>
➤ Plus de 90% des emménagés récents en dessous des plafonds de ressources.....	154
➤ Davantage de locataires emménagés récents en dessous de 80% des plafonds de ressources en zones prioritaires.....	155
➤ Des évolutions difficiles à mesurer compte tenu de l'augmentation des plafonds.....	167
<i>1.2 allocations perçues.....</i>	<i>167</i>
➤ Aides au logement.....	167
➤ 56,3% des ménages emménagés récents bénéficient de l'APL.....	168
➤ Minima sociaux.....	171
<i>1.3 Nature de l'activité professionnelle.....</i>	<i>180</i>
➤ Moins d'un occupant majeur sur 3 sans activité.....	180
➤ Des emplois plus précaires en ZUS et en ZRR.....	184
➤ Des contrats stables en zone 1 pour des emplois précaires voire inexistantes en zone 2 et 3.....	187
➤ Davantage de chômeurs chez les emménagés récents par rapport à 1997.....	187
CONCLUSION	189
ANNEXE PROPORTION DE LOCATAIRES EN LOGEMENT SOCIAL, ÉCHANTILLON REDRESSÉ.....	195

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 Évolution de la part des incohérences observées après corrections du nombre de bénéficiaires de l'APL et de l'ALS et du nombre de bénéficiaires d'au moins un minimum social	20
Tableau n° 2 Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département.....	26
Tableau n° 3 Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Tris par zone géographique	33
Tableau n° 4 Taux de participation des ménages, tris par départements (1/3).....	35
Tableau n° 5 Total des logements recensés dans l'enquête ops Tris par zone géographique.....	42
Tableau n° 6 Part de logements en ZUS et en ZRR parmi l'ensemble des logements recensés Tris par département et zone géographique.....	44
Tableau n° 7 Part des logements vacants en zone prioritaire, tris par départements (1/2).....	48
Tableau n° 8° Effectif et taille des ménages locataires de logements sociaux : Comparaison Recensement général 1999 - tris par départements.....	55
Tableau n° 9 Age du titulaire du contrat de location, tris par départements (1/4).....	61
Tableau n° 10 Age du titulaire du contrat de location en zone prioritaire, tris par régions (1/2).....	65
Tableau n° 11 Age du titulaire du contrat de location en zone prioritaire, tris par zone géographique	67
Tableau n° 12 Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population Tris par département	70
Tableau n° 13 Répartition par âge des occupants de logements sociaux en zone prioritaire, tris par zones géographiques.....	77
Tableau n° 14 Répartition par âge des occupants de logements sociaux en zones prioritaires, tris par région.....	79
Tableau n° 15 Structure des ménages ayant répondu à l'enquête OPS - Comparaison Recensement général 1990 - Tris par département.....	83
Tableau n° 16 Structure des ménages en logement social en ZUS et ZRR : tris par région	87
Tableau n° 17 Structure des ménages en logement social en ZUS et en ZRR : tris par zone géographique.....	88
Tableau n° 18 Taille des familles avec enfants, tris par départements.....	93
Tableau n° 19 Taille des familles avec enfants en zones prioritaires, tris par régions	97
Tableau n° 20 Structure des ménages en logement social en ZUS et ZRR, tris par zone géographique.....	98
Tableau n° 21 Montant des plafonds de ressources annuelles (revenu net imposable en Francs) applicables aux logements PLA au 1er janvier 2000, en fonction du nombre d'occupants	100
Tableau n° 22 Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements.....	102
Tableau n° 23 Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources Tris par région	108
Tableau n° 24 Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources Tris par zone géographique.....	112
Tableau n° 25 Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par départements	117
Tableau n° 26 Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par zones géographiques	121
Tableau n° 27 Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements	124

Graphique n° 8 Évolution de la répartition par âge des occupants des logements sociaux par rapport à 1997, ensemble	80
Graphique n° 9 Évolution de la répartition par âge des occupants des logements sociaux en zones prioritaires par rapport à 1997	80
Graphique n° 10 Répartition des ménages en logement social selon la situation familiale	81
Graphique n° 11 Évolution par rapport à 1997 selon les zones géographiques de la part des différents types de ménages	90
Graphique n° 12 Évolution de la part de la population en dessous des plafonds par rapport à 1997	113
Graphique n° 13 Évolution de la part des bénéficiaires de minima sociaux par rapport à 1997	135
Graphique n° 14 Nature de l'activité professionnelle des locataires de logements sociaux, comparaison à l'ensemble de la population	137
Graphique n° 15 Évolution de la répartition entre activités professionnelles par rapport à 1997	146
Graphique n° 16 Évolution de la part des emménagés récents par rapport à 1997 en zones prioritaires	153
Graphique n° 17 Répartition des locataires emménagés récents en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources, comparaison à l'ensemble des locataires de logements sociaux	154
Graphique n° 18 Répartition des emménagés récents en fonction de leurs revenus rapportés au plafond, évolution par rapport à 1997	167
Graphique n° 19 Proportion des locataires emménagés récents bénéficiaires de l'APL en zones prioritaires, comparaison avec l'ensemble des locataires de logements sociaux	168
Graphique n° 20 Proportion des locataires emménagés récents bénéficiaires de minima sociaux, comparaison avec l'ensemble des locataires de logements sociaux	172
Graphique n° 21 Proportion des locataires emménagés récents bénéficiaires de minima sociaux, évolution par rapport à 1997	180
Graphique n° 22 Répartition des locataires emménagés récents selon la nature de leur activité professionnelle, comparaison à l'ensemble des occupants de logements sociaux	181
Graphique n° 23 Répartition des locataires emménagés récents selon la nature de leur activité professionnelle, évolution par rapport à 1997	188

LISTE DES CARTES

Carte n° 1 Écart entre le nombre de logements considérés dans l'enquête Occupation du Parc Social et l'enquête Parc Locatif Social, selon les départements	34
Carte n° 2 Taux de participation des locataires, selon les départements	38
Carte n° 3 Proportion de la population logée dans le parc social, selon les départements	59
Carte n° 4 Part des emménagés récents (depuis moins de 3 ans) dans le Parc locatif social	150

Tableau n° 28	Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux en ZUS et ZRR, tris par régions	132
Tableau n° 29	Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux en ZUS et ZRR, tris par zone géographique	134
Tableau n° 30	Nature de l'activité professionnelle, tris par départements	139
Tableau n° 31	Nature de l'activité professionnelle en ZUS et ZRR, tris par régions	143
Tableau n° 32	Nature de l'activité professionnelle en ZUS et ZRR, tris par zones géographiques	145
Tableau n° 33	Emménagés récents en zones prioritaires, tris par départements	151
Tableau n° 34	Emménagés récents en zones prioritaires, tris par zones géographiques	153
Tableau n° 35	Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenus rapportés au plafond de ressources, tris par départements	156
Tableau n° 36	Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources	162
Tableau n° 37	Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources, tris par zones géographiques	166
Tableau n° 38	Emménagés récents bénéficiaires de l'APL en zone prioritaire, tris par départements	169
Tableau n° 39	Emménagés récents bénéficiaires de l'APL, tris par zones géographiques	171
Tableau n° 40	Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum, tris par départements	173
Tableau n° 41	Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum en zone prioritaire, tris par régions	177
Tableau n° 42	Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum en zone prioritaire, tris par zones géographiques	179
Tableau n° 43	Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents, tris par départements	182
Tableau n° 44	Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents en zone prioritaire, tris par régions et comparaison à l'ensemble des locataires de logements sociaux	184
Tableau n° 45	Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents, tris par zones géographiques	187
Tableau n° 46	Proportion de locataires en logement social, échantillon redressé à partir du taux de couverture global de l'enquête	197

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1	Évolution du taux de participation des locataires par rapport à 1997, tris par zones géographiques	39
Graphique n° 2	Évolution des caractéristiques des logements sociaux par rapport à 1997	42
Graphique n° 3	Évolution de la part des logements en ZUS et ZRR par rapport à 1997, selon les zones géographiques	46
Graphique n° 4	Évolution de taux de vacance des logements sociaux par rapport à 1997 en fonction des zones prioritaires	50
Graphique n° 5	Évolution du nombre de locataires de logements sociaux par rapport à 1997 selon les zones géographiques	54
Graphique n° 6	La répartition des occupants de logements sociaux par âge - comparaison à l'ensemble de la population française	69
Graphique n° 7	Répartition par âge des occupants de logements sociaux en zones sensibles	78

INTRODUCTION

I RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE OCCUPATION DU PARC SOCIAL (OPS)

I.1 Problématique de l'enquête

En application des articles L. 442-5 et R. 442-14 du code de la construction et de l'habitation, les organismes HLM et les SEM communiquent tous les trois ans à l'administration des renseignements statistiques sur l'occupation des logements locatifs sociaux et son évolution. L'objectif de la loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité, qui a institué ce principe, est ainsi de mieux connaître les caractéristiques socio-économiques des locataires de logements sociaux, et notamment de compléter les sources d'informations déjà existantes, à savoir l'enquête logement de l'INSEE ou le Recensement Général de la Population.

Le Gouvernement a ainsi en charge de déposer un rapport sur le bureau des assemblées tous les trois ans, l'année 2000 correspondant à la deuxième vague d'enquête.

I.2 Champ de l'enquête

Offices HLM ou OPAC, SA ou fondations d'HLM, coopératives ou autres bailleurs HLM et SEM ont donc réalisé une enquête exhaustive auprès de leurs locataires au cours du premier semestre de l'année 2000. Ces derniers sont tenus de répondre dans le délai d'un mois ou sont redevables à défaut d'une pénalité de 50F majorée de 50F par mois entier de retard à l'organisme d'habitation à loyer modéré.

I.3 Collecte des informations

Les modalités de mise en œuvre de la collecte ne sont pas précisées dans l'arrêté, les organismes gestionnaires (et non propriétaires du fait des interactions éventuelles entre ces deux statuts) ont ainsi mis en place individuellement l'envoi des questionnaires et la réception des réponses des locataires. Cependant, même si le recueil des données est propre à chacun, un logiciel de saisie spécifique a été transmis par la DGUHC aux Directions Départementales de l'Équipement et aux organismes, permettant ainsi d'harmoniser les données recueillies et de faciliter la compilation des données au niveau départemental et régional. Les formulaires d'enquête devaient en effet être adressés par les organismes au préfet (direction départementale de l'équipement) du département concerné au plus tard le 30 avril 2000. La loi prévoit la restitution des données agrégées par département et par zone géographique, en faisant apparaître les réponses relatives à l'ensemble des ZUS et des ZRR. Les données individuelles restent en possession des organismes.

I.4 Contenu du questionnaire

Le contenu du questionnaire est fixé par l'article R. 442-13 du code de la Construction et de l'habitation et les informations collectées concernent pour cette vague la situation des logements au 1er janvier 2000.

Il reprend ainsi des informations relatives à la composition des ménages, leur répartition par âge, par ressources, aides aux logements et minima perçus et nature de l'activité professionnelle. Ces informations sont par ailleurs reprises pour les seuls emménagés depuis moins de 3 ans. Ces données sont ainsi collectées à partir des déclarations des locataires, sans qu'il soit possible de valider la véracité de ces réponses. Seules les ressources sont soumises à l'obligation de fournir une copie de l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu (1995 pour la vague d'enquête de 1997 et 1998 pour la vague 2000).

I.5 Évolution du questionnaire par rapport à 1997

L'arrêté du 29 septembre 1999 relatif aux enseignements statistiques concernant l'occupation des logements sociaux en l'an 2000 précise par ailleurs la liste des renseignements devant être fournis pour la vague 2000, celui-ci différant sur certains points de l'arrêté du 15 janvier 1997.

L'expérience tirée de l'enquête de 1997 a ainsi permis de préciser certains points. En ce qui concerne la composition des ménages, celle-ci reprend désormais l'intégralité des structures familiales pouvant être rencontrées de sorte que la somme de ces catégories de foyers corresponde au nombre de ménages interrogés. Il en est de même pour la nature de l'activité professionnelle, le nombre d'inactifs est désormais déclaré.

La taille de la famille a en outre été développée en fonction du nombre d'enfants présents dans le ménage et non de leur âge comme c'était le cas en 1997. Une question supplémentaire a été intégrée de manière à déterminer la structure par âge des titulaires de contrat de location.

Les catégories de ressources ont elles aussi été modifiées de sorte que la comparaison avec 1997 est difficile. Cependant, les plafonds ayant eux aussi varié, la caractérisation de l'évolution des ressources des locataires était d'ors et déjà biaisée.

Du fait de l'éventuel cumul des minima sociaux au sein d'un même ménage, il est apparu nécessaire pour la deuxième vague de préciser le nombre de ménages percevant au moins un des minima cités dans cette rubrique. Cette question a souvent été mal interprétée, conduisant à des incohérences par rapport au nombre de ménages répondants pour ces questions.

I.6 Structure du rapport

Le présent rapport présente les caractéristiques des locataires de logements sociaux au 1er janvier 2000 et caractérise l'évolution de ces situations par rapport à 1997.

Comme pour la première vague d'enquête, une première partie s'attache à définir la représentativité de l'enquête, en comparant les données recueillies à partir de l'enquête « Occupation du Parc Social » (OPS) à celles recensées à travers l'enquête « Parc Locatif Social » (PLS), réalisée annuellement par la Direction des Affaires économiques internationales (DAEI) du Ministère de l'équipement, des transports et du logement. Elle fournit ainsi des informations comparatives quant au patrimoine locatif des logements sociaux en France.

La seconde partie développe les résultats de l'enquête, à savoir les caractéristiques socio-économiques des locataires de logements sociaux et leur évolution par rapport à 1997.

Enfin, une troisième partie détaille plus précisément la situation des emménagés récents, c'est-à-dire ceux qui sont locataires de leurs logement social depuis moins de 3 ans.

L'intitulé des sections des chapitres reprend exactement les intitulés des parties du formulaire d'enquête.

Les logements considérés dans l'enquête

Le champ de l'enquête, défini par l'arrêté du 29 septembre 1999, couvre l'ensemble des logements soumis à un plafond de ressources réglementé. Il n'a pas été modifié par rapport à 1997.

* les logements conventionnés à l'APL

* parmi les logements non conventionnés à l'APL.

En métropole : les logements ILM 28 non conventionnés appartenant aux SEM, les logements non conventionnés appartenant aux organismes d'HLM ou gérés par eux lorsqu'ils ont été construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (PSR, PLR, HLMO, ILM). *Sont exclus les ILN et les logements financés sans concours financier de l'État, notamment les PLI et les PLS.*

Dans les DOM : les logements appartenant aux organismes HLM ou gérés par eux ou appartenant à une SEM de la loi du 30 avril 1946 ou à une SEM locale, lorsqu'ils ont été construits, acquis ou améliorés avec le concours financier de l'État (PSR, PLR, HLMO, LLS, LLSS, immeubles à loyer moyen). *Sont exclus les logements financés sans concours financier de l'État.*

Ne sont pas comptés les logements foyers, les logements appartenant à une personne physique, les logements ayant bénéficié d'un PCL, les PAP locatifs, les RAPAPLA et les logements de fonction.

II LA QUALITE DE L'INFORMATION OBTENUE

L'information statistique recueillie à partir des formulaires d'enquête doit être validée. Deux composantes sont susceptibles de nous informer sur la qualité des données collectées, à savoir le taux de réponse à l'enquête et la cohérence des données.

II.1 Le taux de réponse

La première partie du questionnaire s'adresse aux organismes bailleurs de logements à loyer modéré et permet notamment de mesurer le taux de réponse à l'enquête ainsi que les caractéristiques des logements couverts.

Les organismes bailleurs de logements sociaux ont été 2127 à participer à l'enquête (un organisme couvrant plusieurs départements est comptabilisé autant de fois que le nombre de départements sur lesquels il gère des logements). L'enquête OPS couvre ainsi 3 572 594 logements sociaux en Métropole et 93 676 dans les Dom soit 3 666 270 logements sociaux au total (cf. tableau n°2), ce qui correspond pour la Métropole à 94,3% des logements recensés dans l'enquête PLS (champ restreint, correspondant au champ couvert par l'enquête OPS). Le taux de couverture est un peu supérieur à celui observé pour 1997 (93,1%) mais il est à noter que cette année, le champ défini pour l'enquête PLS a été affiné pour mieux correspondre au champ couvert par l'enquête OPS. On ne peut donc que constater une augmentation du nombre de logements sociaux (+237 532 logements par rapport à 1997, DOM inclus), sans que l'on puisse facilement départager entre l'augmentation du nombre de logements sociaux dans le parc locatif et l'accroissement du taux de participation des organismes bailleurs. Cependant, il n'en reste pas moins que certains organismes se sont soustraits à l'obligation légale de fournir ces renseignements.

88,2% des locataires de ces logements ont par ailleurs accepté de répondre à l'enquête, proportion inférieure de près de 2% à celle observée en 1997 (90%). Il est possible que les locataires déjà interrogés en 1997 n'aient pas perçu l'intérêt de l'enquête (ils ont eu peu de retours quant aux résultats) ou encore n'aient pas ressenti l'application de sanctions en cas de non-participation.

Les résultats présentés dans ce rapport se basent sur les caractéristiques des seuls répondants à l'enquête. Or, comme dans toute enquête par questionnaire, il est probable que les non-répondants présentent des caractéristiques spécifiques, notamment en ce qui concerne

les ressources et la structure du ménage. Cependant, le taux de couverture est élevé et plutôt uniformément réparti, impliquant de faibles répercussions quant aux caractéristiques socio-économiques observées ; les taux de couverture les plus faibles concernent les départements de l'Ile de France (à l'exception de la Seine Saint-Denis), la Haute-Marne, l'Hérault, le Morbihan, la Corrèze et la Haute-Corse.

Les questions qui ne permettaient pas en 1997 d'estimer un taux de réponse du fait d'une partition n'intégrant pas l'ensemble des modalités ont été révisées pour la vague 2000. C'est ainsi que pour l'ensemble des questions, il a été possible de caractériser les taux de réponse aux différentes questions. Les informations relatives à la composition des ménages permettent en effet de distinguer désormais les non-répondants des personnes seules et structures familiales complexes alors qu'en 1997, ces modalités étaient assimilées.

Du fait de l'impossibilité de distinguer valeurs nulles et manquantes lors de la saisie, ces dernières sont systématiquement assimilées à des zéros dans la suite de l'exploitation.

II.2 La cohérence des données

Les données étant transmises par les DDE au niveau de l'organisme et non du ménage répondant, les contrôles de cohérence ont été réalisés à partir des données agrégées par organisme et par département. Les tests ne concernent ainsi que les niveaux de réponse agrégés pour chaque organisme et non les informations fournies individuellement par les répondants.

Le logiciel de saisie fourni aux bailleurs prévoit une série de tests afin de valider la cohérence des informations. Ces tests ne sont cependant pas bloquants c'est-à-dire qu'ils constituent un simple avertissement pour l'organisme lors de la saisie des résultats. Nous avons donc procédé à des contrôles de cohérence sur la base des résultats fournis qui nous ont conduit à réaliser un certain nombre de corrections voire à éliminer certains organismes lors du traitement des différentes questions. Au préalable de chaque analyse est donc énuméré le nombre de logements sur lesquelles elle porte, ainsi que les tests qui ont conduit à rejeter certaines données.

Afin de vérifier la cohérence des données collectées, nous leur avons donc appliqué une quarantaine de tests. Ceux ci portent d'une part sur la cohérence entre les valeurs délivrées pour l'ensemble de la zone et celles observées dans les ZUS et ZRR. C'est ainsi que

pour 25 organismes, la somme des logements en ZUS et ZRR excède le nombre de logements pour l'ensemble de la zone.

Nous avons d'autre part réalisé des contrôles portant sur la cohérence interne des données, notamment le rapport des différentes variables avec la population auxquelles elles s'appliquent ainsi que des vérifications plus intuitives telles un nombre de ménages percevant l'APL inférieur ou équivalent aux nombres de logements conventionnés.

Tous tests confondus, cela conduit à rejeter certaines données pour 793 organismes (1 523 251 logements), soit 42% des logements recensés dans l'enquête. Cependant, si l'on n'élimine que les erreurs de forte intensité (supérieures à 5% de la valeur qu'elle devrait prendre), cela revient à considérer 80% des logements recensés.

Les erreurs les plus importantes portent entre autres sur les aides au logement perçues par les ménages et le nombre de ménages bénéficiant au moins d'un des minima sociaux énumérés.

Dans le premier cas, ceci s'explique par le fait que la plupart des ménages, qu'ils résident ou non en logement social, ne font pas la distinction entre ALS et APL, ils se savent seulement bénéficiaires d'une aide au logement. Nous avons donc considéré que ces erreurs étaient imputables à une méconnaissance de leur statut de bénéficiaire. Disposant du nombre de logements conventionnés et donc assujettis à l'APL, nous avons redressé les résultats en considérant que si le nombre de ménages déclarant bénéficiaire de l'APL était supérieur au nombre de logements conventionnés, ces ménages en surplus percevaient effectivement l'ALS, et inversement si le nombre de ménages bénéficiaires de l'ALS était plus élevé que le nombre de logements non conventionnés. Ces modifications nous ont permis de ramener le taux d'erreur par logements sur ces questions (part des logements pour lesquels le nombre de bénéficiaires de l'ALS était supérieur au nombre de logements non conventionnés) à 0,6% contre 19,8% auparavant.

Dans le questionnaire, une nouvelle question avait été posée. Elle s'attachait à déterminer le nombre de ménages bénéficiaires d'au moins un des minima sociaux, permettant de ce fait de déterminer précisément la part des bénéficiaires sans double compte. Cette question semble pourtant avoir été mal comprise, les résultats concordant davantage avec la somme totale des bénéficiaires. Nous avons ainsi dans ce contexte réinitialisé cette variable comme la différence entre les questions précisant le nombre de ménages ayant répondu à ces questions et le nombre de ménages ne bénéficiant d'aucune allocation.

Au final, les modifications apportées ont permis de réduire de plus de 20% le taux d'erreurs observées, celles-ci ne jouant que sur les erreurs marginales puisque le taux d'erreurs supérieures à 5% ne s'est pas modifié.

Tableau n°1
Évolution de la part des incohérences observées après corrections du nombre de bénéficiaires de l'APL et de l'ALS et
du nombre de bénéficiaires d'au moins un minimum social

Erreurs portant sur :	Avant corrections						Après corrections					
	<i>erreurs</i>			<i>erreurs supérieures à 5%</i>			<i>erreurs</i>			<i>erreurs supérieures à 5%</i>		
	nombre d'organismes	nombre de logements	part des logements	nombre d'organismes	nombre de logements	part des logements	nombre d'organismes	nombre de logements	part des logements	nombre d'organismes	nombre de logements	part des logements
le total des zones, les ZUS et ZRR <i>(y compris les erreurs pour lesquelles la somme des ZUS et ZRR est supérieure au total zone)</i>	793	1 523 251	42%	363	731 796	20%	442	786 468	21%	363	731 796	20%
le total des zones <i>(à l'exclusion des erreurs pour lesquelles la somme des ZUS et ZRR est supérieure au total zone)</i>	725	1 310 432	36%	336	666 803	18%	382	645 495	18%	336	666 803	18%
les ZUS	313	1 022 716	28%	110	387 798	11%	148	451 805	12%	110	387 798	11%
les ZRR	60	144 942	4%	23	49 930	1%	42	88 876	2%	23	49 930	1%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Compte tenu de la faible fréquence des erreurs et de leur caractère exceptionnel, aucun organisme n'a définitivement été éliminé de l'analyse. Les résultats présentés ci-après porteront cependant sur des échantillons plus faibles, les valeurs extrêmes et incohérentes pour chacune des questions envisagées étant éliminées thématiquement de l'analyse.

CHAPITRE I

LA REPRESENTATIVITE DE L'ENQUETE

I REPRESENTATIVITE DE L'ENQUETE

I.1 Taux de couverture de l'enquête OPS

- *Dans l'ensemble, un taux de couverture plus élevé qu'en 1997, mais des taux de couverture éparses selon les départements*

Alors que 6,9% des logements recensés dans l'enquête PLS de 1995 n'étaient pas couverts par l'enquête OPS de 1997, ce chiffre est tombé à 5,7% pour l'enquête OPS 2000 par rapport à l'enquête PLS 1998 en ce qui concerne la Métropole.

On constate cependant des taux de couverture beaucoup plus faibles pour certaines régions, notamment l'Ile de France pour laquelle 18% des logements de l'enquête PLS 1998 ne sont pas couverts par OPS. Ce taux a augmenté de 1,3% par rapport à 1997. La répartition des départements appartenant à la région Ile de France a quant à elle été modifiée, le taux de couverture de la Seine Saint Denis s'améliorant de 78,6% en 1997 à 91,4% en 2000 alors que ce constat est inversé pour le Val d'Oise (de 93,7% en 1997 à 58,4% en 2000).

La situation de la Corse a elle aussi beaucoup évolué, l'écart par rapport à l'enquête PLS 1998 est passé de -0,9% en 1997 à 26,7% en 2000 du fait d'une très faible couverture de la Corse du Sud (écart de 47,4% par rapport à PLS contre 1,3% en 1997). La région PACA a à l'inverse vu son taux de couverture s'améliorer (seulement 7,8% de logements de l'enquête PLS non couverts par l'enquête OPS contre 15,9% en 1997).

Le taux de couverture de l'enquête OPS par rapport à l'enquête PLS a donc majoritairement eu tendance à augmenter. Cependant, la diversité des évolutions observées tient peut être plus aux modifications apportées quant à la définition du champ de l'enquête PLS qu'à une information plus complète.

L'enquête « Parc Locatif Social »

Cette enquête est réalisée chaque année par les Directions Régionales de l'Équipement (DRE). Elle est le résultat d'une démarche nationale coordonnée par le service économique et statistique (SES) de la direction des Affaires Économiques et Internationales (DAEI) du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

Cette enquête a pour objectif essentiel de réunir les éléments permettant d'obtenir une description aussi précise que possible du parc des logements sociaux, en particulier pour connaître son origine (date de construction, mode de financement, type de construction), et la façon dont il évolue au cours du temps.

L'enquête PLS a fait l'objet d'une importante refonte en 1998 :

- le décompte des logements sociaux revêt deux aspects : d'une part le dénombrement de tous les logements de l'organisme enquêté, quelque soit le type de mise à disposition (avec ou sans contrepartie financière), d'autre part le dénombrement des logements sociaux faisant explicitement l'objet d'un bail à loyer ;
- les logements vides, c'est-à-dire non occupés pour cause de vente, réhabilitation, ou démolition, ne sont pas considérés comme mis sur le marché locatif ;
- la notion de loyer s'applique aux seuls logements faisant l'objet d'un bail ordinaire.

Champ de l'enquête

Les logements sociaux entrant dans le champ de l'enquête sont des logements détenus ou gérés par des organismes de gestion de logements sociaux, conventionnés ou non, faisant l'objet d'un contrat de location. Ne sont retenus dans cette enquête que les logements qui appartiennent à un organisme d'HLM ou une SEM de construction, quel que soit leur gestionnaire, et ceux qui appartiennent à des collectivités territoriales, investisseurs, chambres de commerce, etc., mais qui sont gérés par un organisme d'HLM, une SEM de construction, une fondation d'HLM ou une association agréée. Les logements-foyers, les résidences sociales, les résidences pour personnes âgées ou handicapées, les résidences universitaires, etc., ne faisant pas l'objet d'un bail à loyer, sont exclus du champ.

Dans le cadre des comparaisons précédentes, le champ de l'enquête PLS au 31/12/1998 a été restreint de manière à correspondre à celui retenu pour l'enquête OPS. ILN, Prêts spéciaux du Crédit Foncier de France, PPLS, PLA-CCF, PAP et PC locatifs, PLS/PLI ne sont ainsi pas considérés dans le cadre des comparaisons avec l'enquête OPS 2000, cette distinction n'ayant pas été effectuée aussi précisément en 1997.

Tableau n° 2 (1/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total PLS/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
Ile de France **	859 154	757 660	1 047 213	853 013	18,0%	11,2%	88,2%	81,5%	4,1%	0,4%
75. Paris **	130 363	115 159	174 987	117 561	25,5%	2,0%	88,3%	67,2%	2,3%	0,3%
77. Sei. et Marne *	72 297	68 151	83 912	78 367	13,8%	13,0%	94,3%	93,4%	4,8%	0,7%
78. Yvelines *	91 226	83 728	105 679	86 129	13,7%	2,8%	91,8%	81,5%	4,5%	0,4%
91. Essonne **	77 396	69 037	90 126	76 196	14,1%	9,4%	89,2%	84,5%	7,3%	0,8%
92. Hts-de-Seine **	134 144	114 847	159 024	124 742	15,6%	7,9%	85,6%	78,4%	4,1%	0,2%
93. Sei.-St-Denis *	174 482	160 986	190 893	170 187	8,6%	5,4%	92,3%	89,2%	4,4%	0,3%
94. Val-de-Marne **	119 733	102 318	140 771	109 976	14,9%	7,0%	85,5%	78,1%	3,0%	0,6%
95. Val d'Oise **	59 513	43 434	101 821	89 855	41,6%	51,7%	73,0%	88,2%	3,3%	0,8%
Ch-Ardenes	125 877	124 333	131 112	128 099	4,0%	2,9%	98,8%	97,7%	4,2%	0,3%
08. Ardenes	23 943	23 934	23 941	23 735	0,0%	-0,8%	100,0%	99,1%	4,6%	0,2%
10. Aube	28 387	27 794	27 923	27 117	-1,7%	-2,5%	97,9%	97,1%	6,1%	0,3%
51. Marne	62 276	61 441	62 781	60 901	0,8%	-0,9%	98,7%	97,0%	3,2%	0,3%
52. Haute-Marne **	11 271	11 164	16 467	16 346	31,6%	31,7%	99,1%	99,3%	4,0%	0,0%
Picardie	123 518	122 870	123 245	117 368	-0,2%	-4,7%	99,5%	95,2%	2,9%	0,3%
02. Aisne	34 811	34 524	35 326	34 396	1,5%	-0,4%	99,2%	97,4%	2,4%	0,3%
60. Oise	56 397	56 085	55 522	54 135	-1,6%	-3,6%	99,4%	97,5%	3,6%	0,2%
80. Somme	32 310	32 261	32 397	28 837	0,3%	-11,9%	99,8%	89,0%	2,3%	0,7%

Tableau n°2 (2/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total PLS/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
Haute Normandie	157 376	155 480	155 204	150 602	-1,4%	-3,2%	98,8%	97,0%	3,9%	0,3%
27. Eure	33 150	32 642	34 814	34 165	4,8%	4,5%	98,5%	98,1%	4,4%	0,2%
76. Seine-Marit.	124 226	122 838	120 390	116 437	-3,2%	-5,5%	98,9%	96,7%	3,8%	0,4%
Centre *	162 716	160 011	173 780	162 047	6,4%	1,3%	98,3%	93,2%	5,3%	0,5%
18. Cher	22 214	22 204	22 025	21 783	-0,9%	-1,9%	100,0%	98,9%	8,2%	0,2%
28. Eure et Loir *	28 692	27 154	30 651	26 988	6,4%	-0,6%	94,6%	88,0%	7,2%	0,4%
36. Indre	17 021	16 804	16 422	14 786	-3,6%	-13,6%	98,7%	90,0%	4,1%	0,3%
37. Indre et Loire *	41 678	41 068	44 700	39 582	6,8%	-3,8%	98,5%	88,6%	3,9%	1,1%
41. Loir et Cher **	11 882	11 750	18 724	18 288	36,5%	35,8%	98,9%	97,7%	5,8%	0,3%
45. Loiret	41 229	41 031	41 258	40 620	0,1%	-1,0%	99,5%	98,5%	4,2%	0,4%
B. Normandie	103 837	103 304	102 060	101 035	-1,7%	-2,2%	99,5%	99,0%	2,3%	0,4%
14. Calvados	48 246	47 805	46 609	46 190	-3,5%	-3,5%	99,1%	99,1%	1,9%	0,5%
50. Manche	34 565	34 548	34 279	34 246	-0,8%	-0,9%	100,0%	99,9%	2,6%	0,2%
61. Orne	21 026	20 951	21 172	20 599	0,7%	-1,7%	99,6%	97,3%	2,9%	0,5%
Bourgogne	99 555	98 242	98 610	96 669	-1,0%	-1,6%	98,7%	98,0%	6,0%	0,2%
21. Côte d'Or	28 635	28 606	27 931	27 820	-2,5%	-2,8%	99,9%	99,6%	4,6%	0,2%
58. Nièvre	13 011	12 971	13 095	12 750	0,6%	-1,7%	99,7%	97,4%	4,3%	0,6%
71. Saône et Loi.	39 559	38 606	39 388	38 196	-0,4%	-1,1%	97,6%	97,0%	8,1%	0,2%
89. Yonne	18 350	18 059	18 196	17 903	-0,8%	-0,9%	98,4%	98,4%	5,1%	0,2%

Tableau n° 2 (3/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total PLS/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
N.p.de Calais	291 668	286 133	296 611	291 260	1,7%	1,8%	98,1%	98,2%	1,9%	0,9%
59. Nord	199 878	196 100	203 651	200 100	1,9%	2,0%	98,1%	98,3%	1,7%	1,1%
62. Pas de calais	91 790	90 033	92 960	91 160	1,3%	1,2%	98,1%	98,1%	2,4%	0,7%
Lorraine	138 039	136 250	141 698	136 059	2,6%	-0,1%	98,7%	96,0%	4,3%	0,5%
54. Meu. et Moselle	47 654	46 607	48 878	46 476	2,5%	-0,3%	97,8%	95,1%	4,8%	0,3%
55. Meuse	11 053	11 003	11 539	11 004	4,2%	0,0%	99,5%	95,4%	8,7%	0,4%
57. Moselle	55 297	54 616	56 598	54 074	2,3%	-1,0%	98,8%	95,5%	3,2%	0,6%
88. Vosges	24 035	24 024	24 683	24 505	2,6%	2,0%	100,0%	99,3%	3,9%	0,7%
Alsace	81 977	80 894	78 789	75 598	-4,0%	-7,0%	98,7%	96,0%	2,3%	0,5%
67. Bas-Rhin *	44 948	44 344	42 204	40 169	-6,5%	-10,4%	98,7%	95,2%	2,1%	0,6%
68. Haut-Rhin	37 029	36 550	36 585	35 429	-1,2%	-3,2%	98,7%	96,8%	2,5%	0,5%
Franche-Comté	71 514	71 174	71 421	70 371	-0,1%	-1,1%	99,5%	98,5%	4,8%	0,5%
25. Doubs	35 683	35 532	35 971	35 193	0,8%	-1,0%	99,6%	97,8%	5,1%	0,6%
39. Jura	13 557	13 468	13 428	13 359	-1,0%	-0,8%	99,3%	99,5%	5,0%	0,1%
70. Haute-Saône	9 623	9 601	9 523	9 504	-1,1%	-1,0%	99,8%	99,8%	5,0%	0,5%
90. Belfort	12 651	12 573	12 499	12 315	-1,2%	-2,1%	99,4%	98,5%	3,2%	0,5%

Tableau n° 2 (4/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total PLS/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
Pays de la Loire	182 525	181 018	179 300	176 337	-1,8%	-2,7%	99,2%	98,3%	2,8%	0,3%
44. Loire Atlantique	63 520	62 924	61 389	61 220	-3,5%	-2,8%	99,1%	99,7%	2,1%	0,6%
49. Maine et Loire	54 137	54 066	53 743	51 877	-0,7%	-4,2%	99,9%	96,5%	3,1%	0,1%
53. Mayenne	14 890	14 868	14 570	14 569	-2,2%	-2,1%	99,9%	100,0%	2,6%	0,1%
72. Sarthe	35 189	34 431	35 284	34 479	0,3%	0,1%	97,8%	97,7%	3,8%	0,3%
85. Vendée	14 789	14 729	14 314	14 192	-3,3%	-3,8%	99,6%	99,1%	2,0%	0,1%
Bretagne *	128 370	127 981	118 359	117 859	-8,5%	-8,6%	99,7%	99,6%	1,5%	1,4%
22. Côte. d'Armor	16 314	16 313	15 972	15 897	-2,1%	-2,6%	100,0%	99,5%	2,0%	0,4%
29. Finistère *	36 118	36 117	33 544	33 488	-7,7%	-7,9%	100,0%	99,8%	0,8%	2,4%
35. Ille-et-Vilaine	48 511	48 355	47 799	47 437	-1,5%	-1,9%	99,7%	99,2%	1,2%	0,5%
56. Morbihan **	27 427	27 196	21 044	21 037	-30,3%	-29,3%	99,2%	100,0%	2,5%	2,3%
Poitou-Charentes	71 273	71 161	69 302	68 130	-2,8%	-4,4%	99,8%	98,3%	3,2%	0,8%
16. Charente	14 546	14 546	14 200	13 871	-2,4%	-4,9%	100,0%	97,7%	3,8%	0,9%
17. Char-Maritime	21 077	20 980	21 195	20 983	0,6%	0,0%	99,5%	99,0%	1,9%	0,9%
79. Deux-Sèvres	13 044	13 032	13 302	12 856	1,9%	-1,4%	99,9%	96,6%	1,6%	1,0%
86. Vienne *	22 606	22 603	20 605	20 420	-9,7%	-10,7%	100,0%	99,1%	4,8%	0,5%
Aquitaine	111 870	110 388	110 858	107 424	-0,9%	-2,8%	98,7%	96,9%	2,5%	0,4%
24. Dordogne	11 598	11 598	11 136	11 090	-4,1%	-4,6%	100,0%	99,6%	4,1%	0,7%
33. Gironde	61 250	59 829	62 897	60 068	2,6%	0,4%	97,7%	95,5%	2,1%	0,5%
40. Landes	8 157	8 157	7 912	7 912	-3,1%	-3,1%	100,0%	100,0%	1,9%	0,2%
47. Lot-et-Garonne.	8 429	8 385	8 045	7 990	-4,8%	-4,9%	99,5%	99,3%	4,3%	0,4%
64. Pyr. atlantiques*	22 436	22 419	20 868	20 364	-7,5%	-10,1%	99,9%	97,6%	2,1%	0,3%

Tableau n°2 (5/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total PLS/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
Midi-Pyrénées	92 271	90 205	92 025	89 098	-0,3%	-1,2%	97,8%	96,8%	3,7%	0,8%
09. Ariège	2 778	2 726	2 721	2 663	-2,1%	-2,4%	98,1%	97,9%	3,8%	1,5%
12. Aveyron	6 468	6 442	6 417	6 359	-0,8%	-1,3%	99,6%	99,1%	2,5%	0,3%
31. Haute-Garonne	46 869	45 167	47 130	44 638	0,6%	-1,2%	96,4%	94,7%	3,2%	1,1%
32. Gers	3 793	3 749	3 733	3 675	-1,6%	-2,0%	98,8%	98,4%	1,2%	0,4%
46. Lot *	3 834	3 834	3 577	3 538	-7,2%	-8,4%	100,0%	98,9%	4,3%	0,4%
65. Hautes-Pyrénées	11 012	10 928	11 128	11 046	1,0%	1,1%	99,2%	99,3%	3,5%	0,1%
81. Tarn	11 831	11 710	11 676	11 674	-1,3%	-0,3%	99,0%	100,0%	6,3%	0,6%
82. Tarn et Garonne	5 686	5 649	5 643	5 505	-0,8%	-2,6%	99,3%	97,6%	4,8%	1,8%
Limousin *	32 224	31 541	35 075	32 325	8,1%	2,4%	97,9%	92,2%	6,1%	0,3%
19. Corrèze **	4 428	4 368	7 753	7 571	42,9%	42,3%	98,6%	97,7%	7,4%	0,0%
23. Creuse	5 263	5 263	5 002	4 994	-5,2%	-5,4%	100,0%	99,8%	3,1%	1,2%
87. Haute Vienne *	22 533	21 910	22 320	19 760	-1,0%	-10,9%	97,2%	88,5%	6,6%	0,2%
Rhône-Alpes	361 035	356 688	358 933	348 526	-0,6%	-2,3%	98,8%	97,1%	3,9%	0,4%
01. Ain *	32 829	32 607	30 306	29 962	-8,3%	-8,8%	99,3%	98,9%	2,0%	0,3%
07. Ardèche	9 791	9 784	9 796	9 565	0,1%	-2,3%	99,9%	97,6%	3,2%	0,3%
26. Drôme	20 236	20 135	20 307	20 190	0,3%	0,3%	99,5%	99,4%	5,0%	1,1%
38. Isère	69 227	68 824	69 052	67 589	-0,3%	-1,8%	99,4%	97,9%	3,3%	0,2%
42. Loire *	48 933	47 795	52 261	51 039	6,4%	6,4%	97,7%	97,7%	7,0%	0,2%
69. Rhône	124 463	122 642	122 137	116 309	-1,9%	-5,4%	98,5%	95,2%	4,4%	0,3%
73. Savoie	26 841	26 484	26 950	26 263	0,4%	-0,8%	98,7%	97,5%	2,7%	1,3%
74. Haute-Savoie	28 715	28 417	28 124	27 609	-2,1%	-2,9%	99,0%	98,2%	1,1%	0,9%

Tableau n°2 (6/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total PLS/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
Auvergne	57 696	57 265	56 425	55 607	-2,3%	-3,0%	99,3%	98,6%	3,0%	0,4%
03. Allier *	17 287	17 264	16 360	16 238	-5,7%	-6,3%	99,9%	99,3%	3,8%	0,2%
15. Cantal	4 469	4 449	4 413	4 361	-1,3%	-2,0%	99,6%	98,8%	3,2%	0,9%
43. Haute-Loire	7 262	7 196	7 221	7 148	-0,6%	-0,7%	99,1%	99,0%	4,1%	0,4%
63. Puy-de-Dôme	28 678	28 356	28 431	27 860	-0,9%	-1,8%	98,9%	98,0%	2,2%	0,5%
Languedoc-Rouss.	91 307	90 872	96 323	95 254	5,2%	4,6%	99,5%	98,9%	4,2%	0,2%
11. Aude	12 589	12 456	12 594	12 267	0,0%	-1,5%	98,9%	97,4%	2,0%	0,2%
30. Gard	31 274	31 097	30 408	30 000	-2,8%	-3,7%	99,4%	98,7%	7,2%	0,4%
34. Hérault **	31 278	31 229	37 086	36 936	15,7%	15,5%	99,8%	99,6%	2,5%	0,1%
48. Lozère *	2 470	2 438	2 321	2 289	-6,4%	-6,5%	98,7%	98,6%	3,1%	0,5%
66. Pyr. Orientales	13 696	13 652	13 914	13 762	1,6%	0,8%	99,7%	98,9%	3,7%	0,1%
PACA *	220 914	218 027	239 692	221 223	7,8%	1,4%	98,7%	92,3%	3,9%	0,3%
04. A-Hte-Pvence	4 394	4 391	4 314	4 311	-1,9%	-1,9%	99,9%	99,9%	1,6%	0,6%
05. Hautes-Alpes	6 566	6 424	6 290	6 202	-4,4%	-3,6%	97,8%	98,6%	2,4%	0,5%
06. A-Maritimes *	37 463	37 151	40 113	39 298	6,6%	5,5%	99,2%	98,0%	3,8%	0,9%
13. Bou-du-Rh *	111 031	109 855	127 050	111 621	12,6%	1,6%	98,9%	87,9%	3,2%	0,1%
83. Var	33 950	32 697	33 687	32 157	-0,8%	-1,7%	96,3%	95,5%	5,8%	0,1%
84. Vaucluse	27 510	27 509	28 238	27 634	2,6%	0,5%	100,0%	97,9%	5,2%	0,4%
Corse **	7 878	7 851	10 745	10 697	26,7%	26,6%	99,7%	99,6%	1,5%	0,0%
2A. Corse Sud	4 553	4 526	4 418	4 370	-3,1%	-3,6%	99,4%	98,9%	2,2%	0,0%
2B. Haute Corse **	3 325	3 325	6 327	6 327	47,4%	47,4%	100,0%	100,0%	0,5%	0,0%
Métropole	3 572 594	3 439 348	3 786 780	3 504 601	5,7%	1,9%	96,3%	92,5%	3,6%	0,5%

Tableau n°2 (7/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Comparaison avec l'enquête PLS - Tris par département

département	nbre total logements OPS 2000 (1)	logements convent. OPS 2000 (2)	total PLS 1998 (3)	logements convent. PLS 1998 (4)	écart total parc social/OPS (3-1)/3	écart conv. PLS/OPS (4-2)/4	taux de logements convent.	taux convent. PLS	taux de vacance	taux de logts loués association
971. Guadeloupe	17 202	/	/	/	/	/	/	/	1,0%	0,6%
972. Martinique	27 992	/	/	/	/	/	/	/	2,3%	0,0%
973. Guyane	7 736	/	/	/	/	/	/	/	3,4%	0,0%
974. Réunion	40 746	/	/	/	/	/	/	/	1,4%	0,3%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC
enquête Parc Locatif Social, champ restreint, DGUHC, 1998

* écart entre le nombre total de logements selon PLS et selon OPS compris entre 6 et 14 %

** écart entre PLS et OPS supérieur à 14 %

Tableau n° 3 (1/7)
Total des logements considérés dans l'enquête OPS - Tris par zone géographique¹

Zone géographique	nbre total logements	logements convent.	taux de logements convent.	taux de vacance	taux de logts loués association
Zone 1 bis	270 307	236 550	87,5%	2,9%	0,3%
Zone 1 hors 1 bis	541 796	478 261	88,3%	4,7%	0,5%
Zone 2	1 552 485	1 529 406	98,5%	3,6%	0,6%
Zone 3	1 208 006	1 195 131	98,9%	3,4%	0,4%
Métropole	3 572 594	3 439 348	96,3%	3,6%	0,5%
DOM	93 676	.	.	1,8%	0,2%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CREDOC

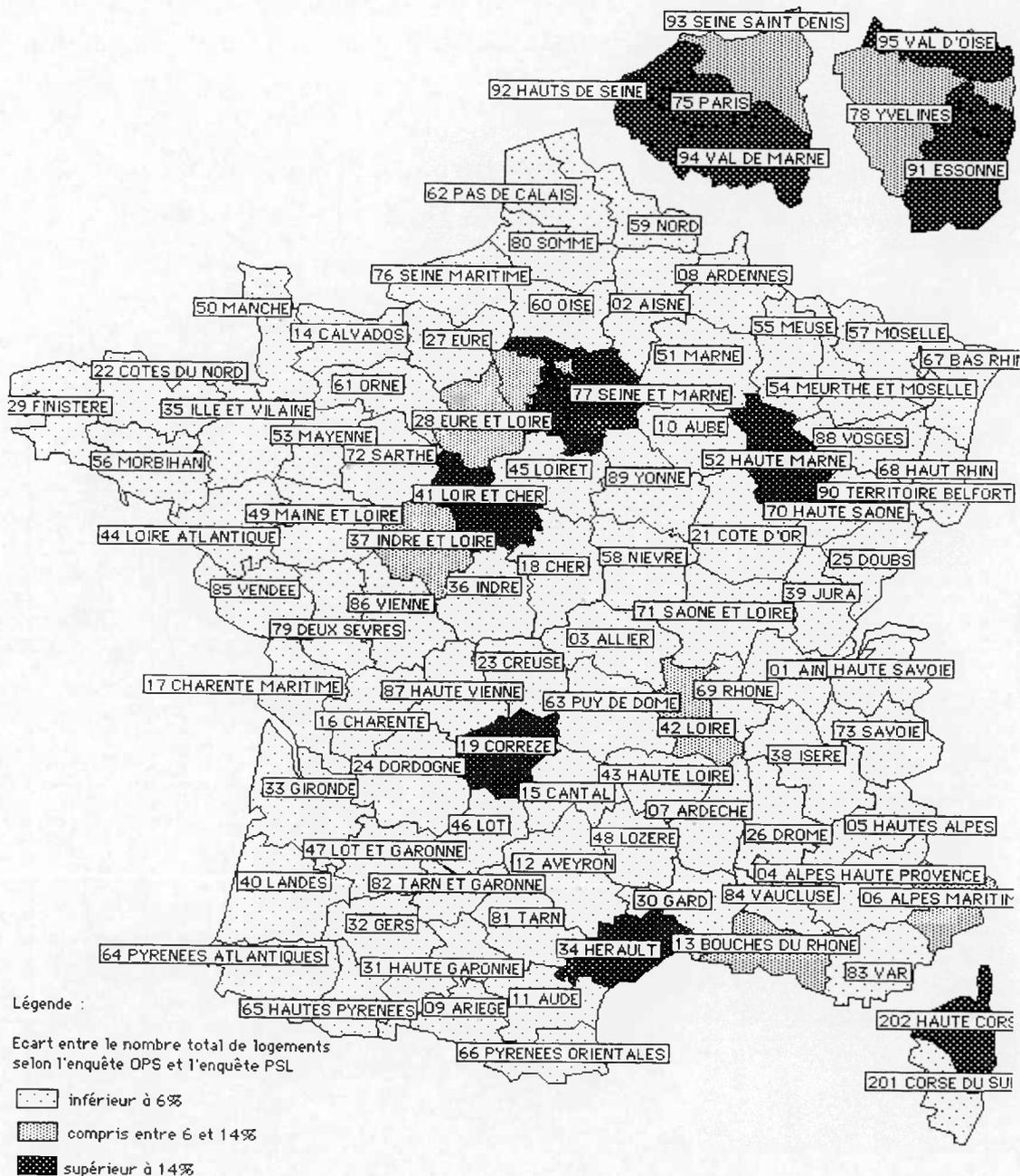
La part des logements conventionnés est plus élevée en zone 2 (98,5% contre 96,3% pour la Métropole). Le taux de vacance le plus élevé est quant à lui observé en zone 1 (4,7% contre 3,6% en Métropole). Les logements sociaux sont par ailleurs davantage loués à des associations en zone 2 (0,6% contre 0,5% pour la Métropole).

➤ ... qui s'explique en particulier par des modalités retenues pour la définition du champ de l'enquête différentes

Le nombre de logements retenus pour la détermination du taux de couverture de l'enquête a évolué depuis 1997. Non seulement, le nombre de logements recensés à travers l'enquête PLS a pu augmenter, mais le champ défini pour les sélectionner est lui aussi différent. Il semble que dans l'ensemble, le nombre de logements couverts dans l'enquête PLS ait plutôt eu tendance à augmenter (+105 698 logements pour la Métropole). Seuls la Basse Normandie et l'Alsace ont vu ce chiffre diminuer (-1 204 logements et - 6 291 logements respectivement). La part des logements PLS couverts par OPS est donc difficilement interprétable.

¹ cf. définition des zones géographiques page 37

Carte n° 1
Écart entre le nombre de logements considérés dans l'enquête Occupation du Parc Social et l'enquête Parc Locatif Social, selon les départements



Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation CREDOC
 enquête Parc Locatif Social, champ restreint, DGUHC, 2000.

➤ *Un taux de participation des locataires plus faible en zone prioritaire*

Le taux de participation des locataires excède ainsi 80% pour l'ensemble des départements, à l'exception de la Guyane où il se limite à 36,6%. La variabilité des résultats est ainsi relativement faible, le maximum étant atteint pour la Haute Vienne * avec 95,1% de locataires répondants.

Les taux de réponse sont par ailleurs plus faibles en ZUS (82,9% contre 88,4% pour la métropole) et légèrement plus élevés en ZRR (89% contre 88,4% pour la Métropole).

Tableau n° 4
Taux de participation des ménages, tris par départements (1/3)

	Ensemble	ZUS	ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR
Ile de France **	88,3%	80,7%	.	Centre *	88,8%	80,5%	88,3%
75. Paris **	92,6%	88,5%	.	18. Cher	84,8%	78,2%	83,8%
77. Sei. et Marne *	88,1%	80,4%	.	28. Eure et Loir *	84,4%	73,4%	88,2%
78. Yvelines *	88,5%	78,0%	.	36. Indre	89,9%	86,3%	87,8%
91. Essonne **	82,7%	77,2%	.	37. Indre et Loire *	94,6%	93,7%	93,5%
92. Hts-de-Seine **	90,1%	82,3%	.	41. Loir et Cher **	82,3%	76,9%	93,4%
93. Sei.-St-Denis *	86,9%	80,7%	.	45. Loiret	89,3%	79,2%	.
94. Val-de-Marne **	89,1%	82,6%	.	B. Normandie	90,6%	85,5%	87,5%
95. Val d'Oise **	84,5%	76,3%	.	14. Calvados	91,3%	88,9%	100,0%
Ch-Ardennes	90,6%	88,3%	86,9%	50. Manche	92,6%	86,5%	93,9%
08. Ardennes	91,6%	89,1%	89,4%	61. Orne	85,6%	81,2%	87,0%
10. Aube	87,2%	85,0%	87,5%	Bourgogne	88,0%	84,0%	89,2%
51. Marne	92,7%	89,4%	95,8%	21. Côte d'Or	91,3%	87,7%	93,4%
52. Haute-Marne **	85,3%	92,3%	85,8%	58. Nièvre	77,8%	70,5%	78,6%
Picardie	83,3%	79,5%	95,7%	71. Saône et Loi.	88,1%	82,2%	87,6%
02. Aisne	88,5%	87,3%	89,8%	89. Yonne	89,8%	89,3%	90,0%
60. Oise	81,4%	73,0%	.	N.p.de Calais	87,0%	81,3%	100,0%
80. Somme	81,2%	80,4%	96,0%	59. Nord	86,2%	81,0%	.
Haute Normandie	82,1%	76,2%	83,1%	62. Pas de calais	88,8%	82,2%	100,0%
27. Eure	81,7%	72,4%	83,1%				
76. Seine-Marit.	82,2%	77,2%	.				

Tableau n°4
Taux de participation des ménages, tris par départements (2/3)

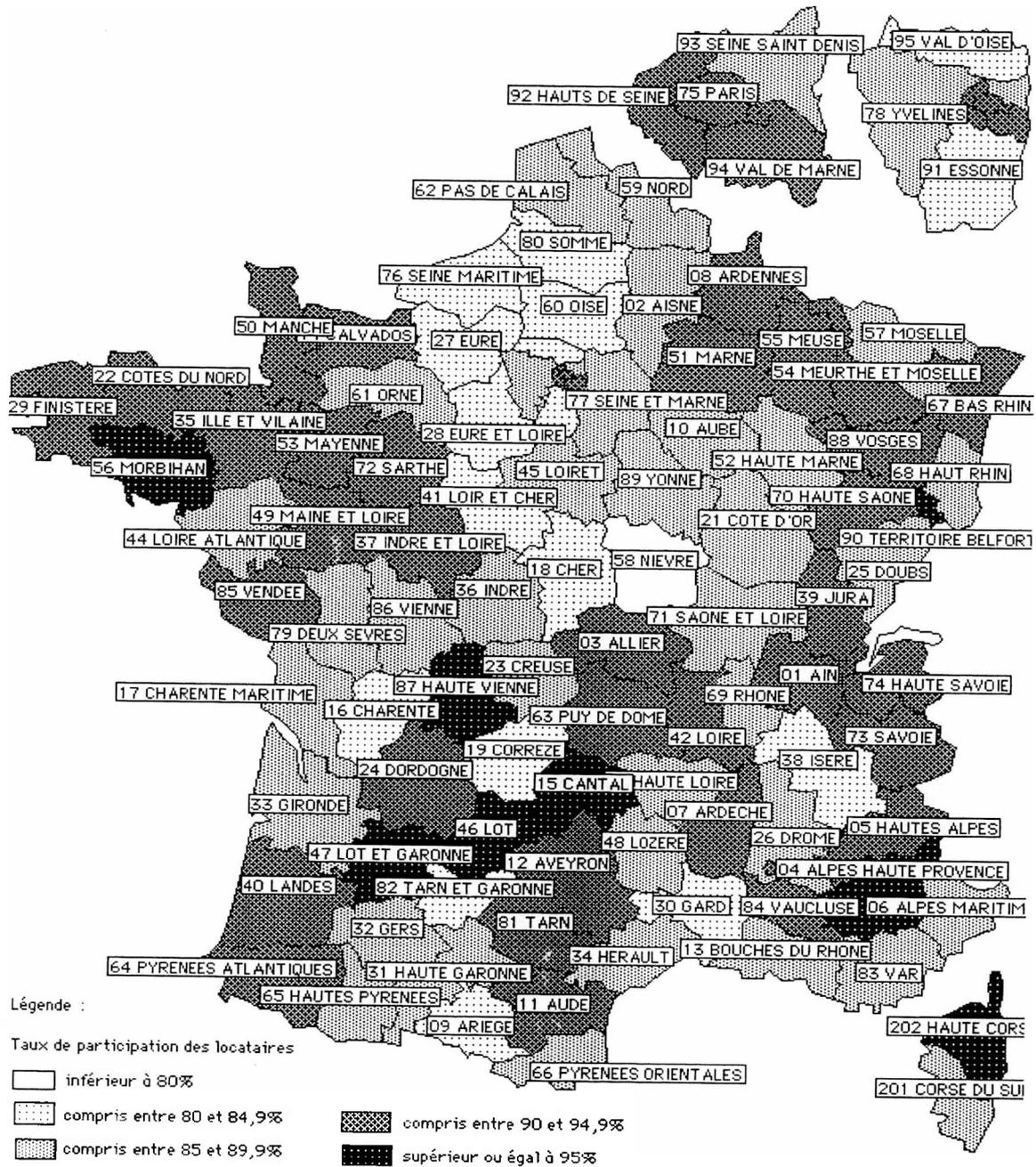
	Ensemble	ZUS	ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR
Lorraine	88,9%	81,5%	90,6%	Midi-Pyrénées	89,0%	82,5%	92,2%
54. Meu. et Moselle	90,0%	86,4%	88,0%	09. Ariège	82,0%	.	99,7%
55. Meuse	91,3%	88,2%	90,4%	12. Aveyron	94,2%	86,5%	90,7%
57. Moselle	85,9%	72,4%	96,0%	31. Haute-Garonne	87,6%	78,8%	86,6%
88. Vosges	92,4%	90,3%	90,5%	32. Gers	86,9%	.	82,5%
Alsace	90,4%	87,6%	.	46. Lot *	96,2%	.	96,2%
67. Bas-Rhin *	91,4%	89,9%	.	65. Hautes-Pyrénées	88,4%	87,0%	90,7%
68. Haut-Rhin	89,2%	83,2%	.	81. Tarn	94,9%	92,1%	97,5%
Franche-Comté	90,3%	86,2%	90,7%	82. Tarn et Garonne	84,4%	.	92,0%
25. Doubs	87,7%	83,7%	89,8%	Limousin *	91,7%	93,5%	86,4%
39. Jura	90,8%	86,7%	88,8%	19. Corrèze **	80,1%	.	81,6%
70. Haute-Saône	92,9%	89,1%	93,0%	23. Creuse	87,2%	.	87,3%
90. Belfort	95,2%	95,0%	.	87. Haute Vienne *	95,1%	93,5%	93,7%
Pays de la Loire	90,2%	82,5%	89,8%	Rhône-Alpes	88,7%	83,1%	92,0%
44. Loire Atlantique	85,4%	74,2%	66,1%	01. Ain *	92,5%	93,6%	88,2%
49. Maine et Loire	94,7%	91,1%	93,1%	07. Ardèche	90,0%	81,8%	93,5%
53. Mayenne	90,6%	86,9%	91,7%	26. Drôme	89,0%	85,2%	98,6%
72. Sarthe	90,2%	85,4%	85,1%	38. Isère	84,4%	77,9%	79,8%
85. Vendée	93,6%	91,0%	.	42. Loire *	91,4%	85,7%	83,3%
Bretagne *	92,2%	89,9%	94,3%	69. Rhône	87,9%	82,7%	93,0%
22. Côte. d'Armor	91,3%	91,8%	94,2%	73. Savoie	90,4%	84,2%	91,5%
29. Finistère *	93,0%	88,2%	94,4%	74. Haute-Savoie	91,1%	86,1%	.
35. Ille-et-Vilaine	90,0%	88,1%	.	Auvergne	92,2%	91,4%	90,0%
56. Morbihan **	95,5%	94,7%	.	03. Allier *	91,2%	89,5%	88,6%
Poitou-Charentes	87,3%	81,2%	86,4%	15. Cantal	95,3%	.	95,7%
16. Charente	82,2%	76,5%	74,6%	43. Haute-Loire	86,3%	80,9%	80,2%
17. Char-Maritime	89,0%	88,3%	84,6%	63. Puy-de-Dôme	93,9%	93,1%	95,1%
79. Deux-Sèvres	88,7%	71,1%	97,0%	Languedoc-Rouss.	85,7%	79,0%	85,7%
86. Vienne *	88,1%	80,5%	88,2%	11. Aude	90,3%	86,2%	86,1%
Aquitaine	91,4%	87,4%	92,7%	30. Gard	83,4%	75,6%	79,8%
24. Dordogne	91,9%	87,6%	90,4%	34. Hérault **	85,0%	79,5%	85,5%
33. Gironde	89,4%	86,1%	93,2%	48. Lozère *	86,7%	.	86,7%
40. Landes	93,6%	83,2%	93,1%	66. Pyr. Orientales	88,1%	83,5%	87,3%
47. Lot-et-Garonne.	95,7%	87,5%	99,7%				
64. Pyr. atlantiques *	94,0%	91,7%	89,8%				

Tableau n° 4
Taux de participation des ménages, tris par départements (3/3)

	Ensemble	ZUS	ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR
PACA *	88,6%	84,7%	86,2%	Métropole	88,4%	82,9%	89,0%
04. A-Hte-Pvence	95,8%	94,2%	85,5%	971. Guadeloupe	82,0%	75,1%	.
05. Hautes-Alpes	91,3%	.	88,0%	972. Martinique	87,4%	78,6%	.
06. A-Maritimes *	89,6%	85,7%	79,4%	973. Guyane	36,6%	24,2%	.
13. Bou-du-Rh *	87,9%	85,8%	.	974. Réunion	81,7%	78,4%	.
83. Var	86,3%	72,9%	.	Zone Géographique			
84. Vaucluse	91,0%	88,3%	88,3%	zone 1 bis	90,9%	84,9%	.
Corse **	92,1%	93,6%	85,6%	zone 1 hors 1bis	87,1%	79,7%	71,4%
2A. Corse Sud	89,5%	89,5%	82,8%	zone 2	87,8%	83,4%	86,5%
2B. Haute Corse **	95,6%	96,9%	92,8%	zone 3	89,4%	83,7%	89,2%
				DOM	79,8%	75,4%	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CREDOC

Carte n° 2
Taux de participation des locataires, selon les départements

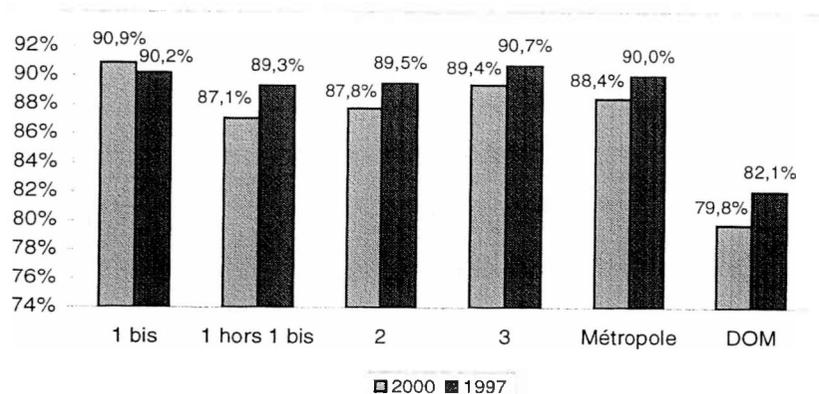


Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation CREDOC.

- Un taux de participation cependant plus faible qu'en 1997 (88,4% contre 90%)

Comme nous l'avons vu en introduction, les locataires de logements sociaux semblent s'être moins mobilisés pour cette deuxième vague d'enquête. Seule la zone 1 bis a connu une légère augmentation de la part des participants (pour les logements recensés, les effets sont inversés), cette proportion diminuant de l'ordre de 2% pour les autres zones géographiques. Les DOM sont particulièrement touchés avec un taux de participation se limitant à 79,8% des locataires.

Graphique 1
Évolution du taux de participation des locataires par rapport à 1997, tris par zones géographiques



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

II ENQUÊTE OCCUPATION DU PARC SOCIAL

II.1 96,3% de logements conventionnés en Métropole

L'essentiel des logements sociaux est conventionné (96,3% pour la Métropole), cette proportion variant très faiblement selon les régions. Le taux de conventionnement le plus faible est ainsi observé pour la région Ile-de-France** avec encore 11,8% de logements non conventionnés. Il semble par ailleurs que la part de logements conventionnés ait légèrement augmenté depuis 1997 (+2,4%)².

La proportion de logements loués à des associations reste quant à elle proche de celle observée en 1997 (0,5% contre 0,6%) et est peu variable selon les régions (elle atteint au maximum 1,39% en Bretagne).

²Deux facteurs expliquent cette croissance puisque :

- parmi les logements nouvellement construits seuls des logements conventionnés rentrent dans le champ de l'enquête
- des logements anciens rentrent dans le conventionnement à l'occasion de la réhabilitation.

Le découpage du territoire en zones géographiques

Les zones géographiques correspondent à un découpage particulier du territoire métropolitain qui induit des montants de plafond de ressources différents pour le calcul de l'attribution d'un logement social³. Les communes françaises sont réparties en quatre zones :

zone 1 bis : Paris et communes limitrophes,

zone 1 hors 1 bis : Zone d'urbanisation de la région Ile-de-France, en dehors de la zone 1 bis,

zone 2 : Région Ile-de-France hors zone 1, agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants, quelques autres communes,

zone 3 : reste du territoire métropolitain

³ Arrêté du 17 mars 1978 modifié relatif au classement des communes par zones géographiques.

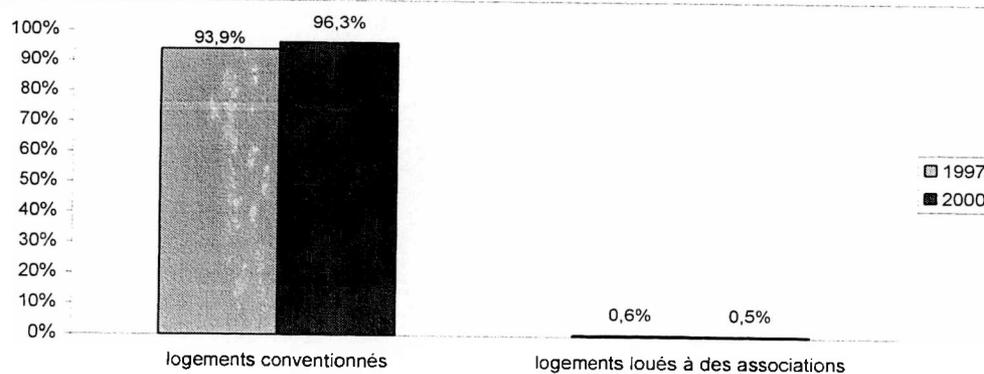
La zone 2 est ainsi caractérisée par un taux de conventionnement particulièrement élevé de 98,5%, cette proportion étant plus faible pour Paris et les zones d'urbanisation de la région Ile de France (autour de 88%). La part des logements loués à des associations est par ailleurs plus importante que sur le reste du territoire métropolitain (0,6% contre 0,5% pour la métropole).

Tableau n° 5
Total des logements recensés dans l'enquête OPS
Tris par zone géographique

zone géographique	nbre total de logements	logements convent.	taux de logements convent.	taux de vacance	taux de logts loués à des associations
zone 1 bis	270 307	236 550	87,5%	2,9%	0,3%
zone 1 hors 1bis	541 796	478 261	88,3%	4,7%	0,5%
zone 2	1 552 485	1 529 406	98,5%	3,6%	0,6%
zone 3	1 208 006	1 195 131	98,9%	3,4%	0,4%
Métropole	3 572 594	3 439 348	96,3%	3,6%	0,5%
DOM	93 676	472	0,5%	1,8%	0,2%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Graphique n° 2
Évolution des caractéristiques des logements sociaux par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

- *La métropole compte 28% de logements sociaux en ZUS, la part des ZRR restant marginale (3,1%)*

Près du tiers des logements sociaux sont en ZUS. Les ZRR comprennent quant à elles peu de logements sociaux. Cette catégorie de logements est nettement plus présente en zone 3 que sur le reste du territoire métropolitain, où elle représente 8,6% des logements sociaux. En revanche, on dénombre plus d'un logement social sur 3 en ZUS pour les zones 2 et hors 1 bis.

La Franche-Comté (39,9%), la Champagne Ardennes (37%) et la Corse** (43,9%) sont les régions qui comptent le plus de logements sociaux en ZUS. La Corse** (14,7%) et la Champagne Ardennes (11,2%) comptent par ailleurs une part de logements sociaux en ZRR nettement supérieure à la moyenne, la part des logements sociaux en zone prioritaire excède ainsi 1 logement sur 2 dans ces régions.

Tableau n° 6 (1/2)
Part de logements en ZUS et en ZRR parmi l'ensemble des logements recensés
Tris par département et zone géographique

département	part de lgts en ZUS	part de lgts en ZRR	département	part de logts en ZUS	part de logts en ZRR
Ile de France **	26,5%	.	Bourgogne	29,5%	8,9%
75. Paris **	11,1%	.	21. Côte d'Or	30,2%	13,4%
77. Sei. et Marne *	19,5%	.	58. Nièvre	36,8%	12,1%
78. Yvelines *	29,0%	.	71. Saône et Loi.	18,2%	3,2%
91. Essonne **	31,7%	.	89. Yonne	47,4%	11,8%
92. Hts-de-Seine **	23,4%	.	N.p.de Calais	28,3%	0,0%
93. Sei.-St-Denis *	35,8%	.	59. Nord	29,8%	.
94. Val-de-Marne **	29,5%	.	62. Pas de calais	25,2%	0,1%
95. Val d'Oise **	32,1%	.	Lorraine	30,3%	4,8%
Ch-Ardenes	37,0%	11,2%	54. Meu. et Moselle	35,5%	0,8%
08. Ardenes	40,2%	4,0%	55. Meuse	12,2%	45,6%
10. Aube	42,0%	9,0%	57. Moselle	30,3%	0,9%
51. Marne	40,1%	1,2%	88. Vosges	28,3%	2,9%
52. Haute-Marne **	0,5%	87,2%	Alsace	36,4%	.
Picardie	27,6%	0,8%	67. Bas-Rhin *	43,7%	.
02. Aisne	32,5%	0,2%	68. Haut-Rhin	27,6%	.
60. Oise	26,1%	.	Franche-Comté	39,9%	2,1%
80. Somme	24,8%	.	25. Doubs	50,0%	1,0%
Haute Normandie	28,3%	0,1%	39. Jura	29,7%	4,1%
27. Eure	27,0%	0,3%	70. Haute-Saône	27,4%	6,3%
76. Seine-Marit.	28,7%	.	90. Belfort	32,0%	.
Centre *	26,3%	10,0%	Pays de la Loire	25,8%	1,1%
18. Cher	36,2%	18,6%	44. Loire Atlantique	30,5%	0,1%
28. Eure et Loir *	44,4%	2,8%	49. Maine et Loire	22,1%	0,9%
36. Indre	20,7%	41,0%	53. Mayenne	17,8%	6,6%
37. Indre et Loire *	18,9%	6,6%	72. Sarthe	30,4%	1,3%
41. Loir et Cher **	39,0%	12,8%	85. Vendée	16,5%	.
45. Loiret	14,5%	.	Bretagne *	22,8%	0,4%
B. Normandie	18,5%	2,6%	22. Côte. d'Armor	19,3%	1,6%
14. Calvados	14,4%	0,0%	29. Finistère * *	14,8%	0,8%
50. Manche	15,9%	0,5%	35. Ille-et-Vilaine	30,0%	.
61. Orne	32,3%	11,9%	56. Morbihan **	22,5%	.

Tableau n°6 (2/2)
Part de logements en ZUS et en ZRR parmi l'ensemble des logements recensés
Tris par département et zone géographique

département	part de lgts en ZUS	part de lgts en ZRR	département	part de lgts en ZUS	part de lgts en ZRR
Poitou-Charentes	29,4%	4,9%	Auvergne	32,4%	12,7%
16. Charente	48,2%	5,9%	03. Allier *	40,3%	10,1%
17. Char-Maritime	37,9%	1,4%	15. Cantal	0,0%	40,1%
79. Deux-Sèvres	18,1%	5,5%	43. Haute-Loire	8,4%	25,4%
86. Vienne *	15,9%	7,2%	63. Puy-de-Dôme	38,8%	6,9%
Aquitaine	30,2%	4,3%	Languedoc-Rouss.	32,4%	5,4%
24. Dordogne	1,5%	11,1%	11. Aude	17,6%	3,6%
33. Gironde	38,8%	0,6%	30. Gard	41,1%	2,0%
40. Landes	9,5%	19,0%	34. Hérault **	33,8%	1,4%
47. Lot-et-Garonne.	17,7%	7,5%	48. Lozère *	0,0%	100,0%
64. Pyr. atlantiques *	33,5%	4,2%	66. Pyr. Orientales	29,1%	7,2%
Midi-Pyrénées	20,5%	15,2%	PACA *	32,0%	1,2%
09. Ariège	0,0%	57,4%	04. A-Hte-Pvence	5,9%	13,2%
12. Aveyron	3,6%	43,9%	05. Hautes-Alpes	0,0%	22,1%
31. Haute-Garonne	27,3%	0,7%	06. A-Maritimes *	25,8%	1,1%
32. Gers	0,0%	46,7%	13. Bou-du-Rh *	41,4%	.
46. Lot *	0,0%	100,0%	83. Var	22,3%	0,0%
65. Hautes-Pyrénées	17,3%	30,3%	84. Vaucluse	26,3%	0,6%
81. Tarn	33,4%	2,5%	Corse **	43,9%	14,7%
82. Tarn et Garonne	0,0%	1,4%	2A. Corse Sud	33,8%	18,3%
Limousin *	19,9%	32,4%	2B. Haute Corse **	57,7%	9,7%
19. Corrèze **	0,0%	80,9%	Métropole	28,0%	3,1%
23. Creuse	0,0%	99,9%	971. Guadeloupe	30,7%	.
87. Haute Vienne *	28,4%	7,1%	972. Martinique	2,7%	.
Rhône-Alpes	25,8%	1,9%	973. Guyane	13,0%	.
01. Ain *	14,0%	1,1%	974. Réunion	41,9%	.
07. Ardèche	10,4%	9,6%	Zone Géographique		
26. Drôme	39,1%	6,9%	zone 1 bis	14,9%	.
38. Isère	20,9%	0,5%	zone 1 hors 1bis	32,8%	0,1%
42. Loire *	13,9%	0,9%	zone 2	35,8%	0,3%
69. Rhône	40,4%	0,2%	zone 3	18,7%	8,6%
73. Savoie	20,0%	11,3%	DOM	25,7%	.
74. Haute-Savoie	9,4%	.			

source : enquête Occupation du Parc Social, 2000, exploitation : CRÉDOC

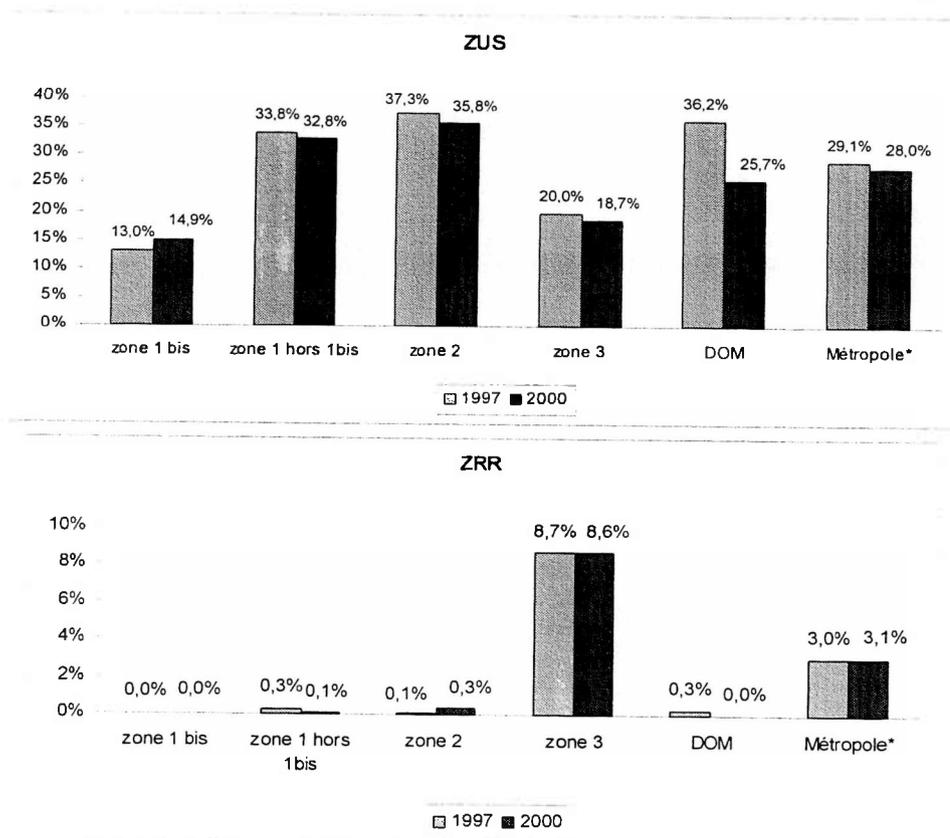
* écart entre le nombre total de logements selon PLS et selon OPS compris entre 6 et 14 %

** écart entre PLS et OPS supérieur à 14 %

II.2 Des évolutions peu marquées par rapport à 1997, à l'exception de quelques départements

On constate dans l'ensemble une légère diminution de la part des logements sociaux en ZUS, ceci étant d'autant plus vrai pour les DOM (-10,5%), mais cela peut être dû au fait de la variation du taux de réponse entre les deux enquêtes⁴. La part des logements en ZUS a ainsi particulièrement diminué pour la Somme (-10,8%), les Landes (-20,1%), la Guadeloupe (-11,7%) et la Martinique (-17,1%). La part des logements sociaux en ZRR reste quant à elle très stable, à l'exception de la Haute-Marne ** (+28,5%) pour laquelle la part des logements en ZUS atteint désormais 87,2%, cette proportion étant déjà élevée en 1997 (58,7%). On constate une évolution du même ordre en Corrèze** avec près de 80,9% de logements sociaux en ZRR contre 41% en 1997.

Graphique n° 3
Évolution de la part des logements en ZUS et ZRR par rapport à 1997, selon les zones géographiques



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

⁴ Cependant, plusieurs facteurs jouent en faveur de la diminution de la part des ZUS dans le parc social : les constructions nouvelles se font plutôt hors ZUS, en revanche, les démolitions concernent plutôt les ZUS

On remarque ainsi que la part des logements sociaux en ZUS augmente dans la zone 1 bis alors qu'elle a plutôt tendance à diminuer dans l'ensemble des autres zones et dans les DOM. La part des logements en ZRR est quant à elle relativement stable.

- *Des taux de vacance plus faibles dans les logements sociaux que pour l'ensemble des logements (3,6% pour la Métropole contre 6,9% selon le RGP 1999)*

Alors que le Recensement de la Population (RGP) 1999 dénombre 6,9% de logements vacants pour la France entière, ce chiffre se limite à 3,6% pour les seuls logements sociaux. Les taux de vacance les plus élevés ne dépassent par ailleurs jamais 9% du patrimoine locatif social et sont observés sur un très faible nombre de départements (Eure et Loir*, Saône et Loire, Meuse, Corrèze**).

ZUS et ZRR comptent davantage de logements vacants (6% et 4,6% respectivement), mais les résultats restent proches de l'ensemble. Pour les ZUS, c'est la Loire* qui présente le plus grand nombre de logements vacants (24,2%). En ce qui concerne les ZRR, la part des logements vacants et là encore peu variable, le maximum étant observé pour la Haute-Normandie (17,2%).

Le taux de vacance dans les logements hors ZUS est particulièrement faible (2,6%).

La part des logements sociaux occupés est donc relativement stable selon les régions ; les différences portent surtout sur les ZUS et ZRR. La Zone 1 hors 1 bis se distingue par un taux de vacance de 1 point supérieur à la métropole, ce constat n'étant plus valable en ZUS. Les DOM ont par ailleurs de meilleurs taux d'occupation des logements sociaux.

Tableau n° 7
Part des logements vacants en zone prioritaire, tris par départements (1/2)

	Ensemble	ZUS	ZRR	hors ZUS et ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR	hors ZUS et ZRR
Ile de France **	4,1%	5,5%	.	3,5%	Bourgogne	6,0%	10,2%	3,6%	4,4%
75. Paris **	2,3%	2,3%	.	2,3%	21. Côte d'Or	4,6%	11,3%	2,4%	1,5%
77. Sei. et Marne *	4,8%	8,2%	.	4,0%	58. Nièvre	4,3%	5,4%	4,4%	3,4%
78. Yvelines *	4,5%	8,7%	.	2,8%	71. Saône et Loi.	8,1%	15,4%	6,1%	6,5%
91. Essonne **	7,3%	4,6%	.	8,5%	89. Yonne	5,1%	7,3%	3,8%	3,1%
92. Hts-de-Seine **	4,1%	4,8%	.	3,9%	N.p.de Calais	1,9%	3,4%	0,0%	1,3%
93. Sei.-St-Denis *	4,4%	6,2%	.	3,4%	59. Nord	1,7%	2,9%	.	1,3%
94. Val-de-Marne **	3,0%	4,0%	.	2,6%	62. Pas de calais	2,4%	4,8%	0,0%	1,5%
95. Val d'Oise **	3,3%	4,6%	.	2,6%	Lorraine	4,3%	7,2%	10,0%	2,5%
Ch-Ardenne	4,2%	6,8%	3,9%	2,4%	54. Meu. et Moselle	4,8%	8,4%	3,6%	2,8%
08. Ardenne	4,6%	8,4%	0,7%	2,1%	55. Meuse	8,7%	9,1%	11,2%	5,8%
10. Aube	6,1%	9,3%	2,2%	4,2%	57. Moselle	3,2%	6,7%	8,9%	1,6%
51. Marne	3,2%	4,9%	11,9%	1,8%	88. Vosges	3,9%	5,3%	5,7%	6,8%
52. Haute-Marne **	4,0%	3,7%	4,0%	3,5%	Alsace	2,3%	3,2%	.	1,8%
Picardie	2,9%	4,1%	0,6%	2,5%	67. Bas-Rhin *	2,1%	3,0%	.	1,4%
02. Aisne	2,4%	2,9%	3,9%	2,1%	68. Haut-Rhin	2,5%	3,5%	.	2,2%
60. Oise	3,6%	4,5%	.	3,3%	Franche-Comté	4,8%	7,2%	2,6%	3,1%
80. Somme	2,3%	5,1%	.	1,4%	25. Doubs	5,1%	6,7%	3,7%	3,6%
Haute Normandie	3,9%	8,0%	17,2%	2,3%	39. Jura	5,0%	9,1%	1,6%	3,4%
27. Eure	4,4%	8,6%	17,2%	2,8%	70. Haute-Saône	5,0%	10,4%	2,8%	3,0%
76. Seine-Marit.	3,8%	7,8%	.	2,2%	90. Belfort	3,2%	5,5%	.	2,1%
Centre *	5,3%	10,7%	4,0%	3,3%	Pays de la Loire	2,8%	5,7%	2,2%	1,7%
18. Cher	8,2%	16,1%	3,0%	4,0%	44. Loire Atlantique	2,1%	3,4%	3,5%	1,5%
28. Eure et Loir *	7,2%	11,7%	3,9%	3,6%	49. Maine et Loire	3,1%	7,9%	1,9%	1,7%
36. Indre	4,1%	8,2%	3,8%	2,2%	53. Mayenne	2,6%	4,2%	1,7%	2,3%
37. Indre et Loire *	3,9%	5,8%	4,5%	3,3%	72. Sarthe	3,8%	8,3%	3,2%	1,8%
41. Loir et Cher **	5,8%	9,3%	6,1%	2,8%	85. Vendée	2,0%	2,4%	.	1,9%
45. Loiret	4,2%	10,5%	.	3,1%	Bretagne *	1,5%	1,8%	1,3%	1,4%
B. Normandie	2,3%	4,2%	1,8%	1,9%	22. Côte. d'Armor	2,0%	2,6%	1,5%	1,9%
14. Calvados	1,9%	4,1%	0,0%	1,5%	29. Finistère * *	0,8%	2,6%	1,1%	0,5%
50. Manche	2,6%	3,7%	2,2%	2,4%	35. Ille-et-Vilaine	1,2%	1,2%	.	1,2%
61. Orne	2,9%	4,7%	1,8%	2,1%	56. Morbihan **	2,5%	2,0%	.	2,6%

Tableau n° 7
Part des logements vacants en zone prioritaire, tris par départements (2/2)

	Ensemble	ZUS	ZRR	Hors ZUS et ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR	Hors ZUS et ZRR
Poitou-Charentes	3,2%	4,0%	5,6%	2,6%	Auvergne	3,0%	4,0%	3,7%	2,2%
16. Charente	3,8%	4,4%	5,6%	2,8%	03. Allier *	3,8%	4,7%	2,0%	3,4%
17. Char-Maritime	1,9%	1,4%	8,2%	2,1%	15. Cantal	3,2%		5,4%	1,7%
79. Deux-Sèvres	1,6%	3,2%	1,8%	1,1%	43. Haute-Loire	4,1%	9,4%	5,5%	2,9%
86. Vienne *	4,8%	9,3%	6,8%	3,7%	63. Puy-de-Dôme	2,2%	3,3%	2,0%	1,4%
Aquitaine	2,5%	2,9%	5,4%	2,0%	Languedoc-Rouss.	4,2%	7,5%	5,5%	2,5%
24. Dordogne	4,1%	13,1%	8,8%	3,4%	11. Aude	2,0%	4,3%	1,3%	1,5%
33. Gironde	2,1%	2,5%	4,9%	1,8%	30. Gard	7,2%	11,1%	3,0%	4,6%
40. Landes	1,9%	5,4%	3,3%	1,1%	34. Hérault **	2,5%	4,4%	10,3%	1,3%
47. Lot-et-Garonne.	4,3%	6,4%	4,1%	3,8%	48. Lozère *	3,1%		3,1%	
64. Pyr. atlantiques *	2,1%	3,1%	5,3%	1,4%	66. Pyr. Orientales	3,7%	5,6%	12,9%	1,8%
Midi-Pyrénées	3,7%	8,1%	3,6%	2,3%	PACA **	3,9%	6,6%	3,0%	2,6%
09. Ariège	3,8%		5,5%	1,6%	04. A-Hte-Pvence*	1,6%	0,4%	3,5%	1,4%
12. Aveyron	2,5%	2,1%	2,4%	2,6%	05. Hautes-Alpes *	2,4%		1,2%	2,7%
31. Haute-Garonne	3,2%	7,9%	4,1%	1,4%	06. A-Maritimes *	3,8%	7,6%	7,1%	2,4%
32. Gers	1,2%		1,7%	0,8%	13. Bou-du-Rh **	3,2%	5,0%		2,0%
46. Lot *	4,3%		4,3%		83. Var	5,8%	9,6%	0,0%	4,7%
65. Hautes-Pyrénées	3,5%	9,4%	3,5%	1,5%	84. Vaucluse	5,2%	12,8%	7,4%	2,4%
81. Tarn	6,3%	8,4%	7,4%	5,1%	Corse**	1,5%	0,7%	3,2%	1,8%
82. Tarn et Garonne	4,8%		6,3%	4,8%	2A. Corse Sud	2,2%	1,4%	4,1%	2,1%
Limousin *	6,1%	6,2%	5,4%	6,6%	2B. Haute Corse**	0,5%	0,1%	0,9%	1,1%
19. Corrèze **	7,4%		8,6%	2,0%	Métropole	3,6%	6,0%	4,6%	2,6%
23. Creuse	3,1%		3,1%	25,0%	971. Guadeloupe	1,0%	0,8%		1,1%
87. Haute Vienne *	6,6%	6,2%	5,4%	6,8%	972. Martinique	2,3%	1,9%		2,3%
Rhône-Alpes	3,9%	8,1%	6,5%	2,4%	973. Guyane	3,4%	1,5%		3,7%
01. Ain *	2,0%	3,6%	3,6%	1,8%	974. Réunion	1,4%	1,4%		1,4%
07. Ardèche	3,2%	6,0%	5,4%	2,6%	Zone Géographique				
26. Drôme	5,0%	8,6%	7,1%	2,1%	zone 1 bis	2,9%	3,5%	.	2,7%
38. Isère	3,3%	5,4%	3,8%	2,8%	zone 1 hors 1 bis	4,7%	6,0%	13,7%	4,0%
42. Loire *	7,0%	24,2%	10,6%	4,1%	zone 2	3,6%	5,8%	2,8%	2,3%
69. Rhône	4,4%	7,9%	3,6%	2,1%	zone 3	3,4%	6,9%	4,6%	2,4%
73. Savoie	2,7%	3,9%	6,7%	1,7%	DOM	1,8%	1,3%		1,9%
74. Haute-Savoie	1,1%	1,1%	.	1,1%					

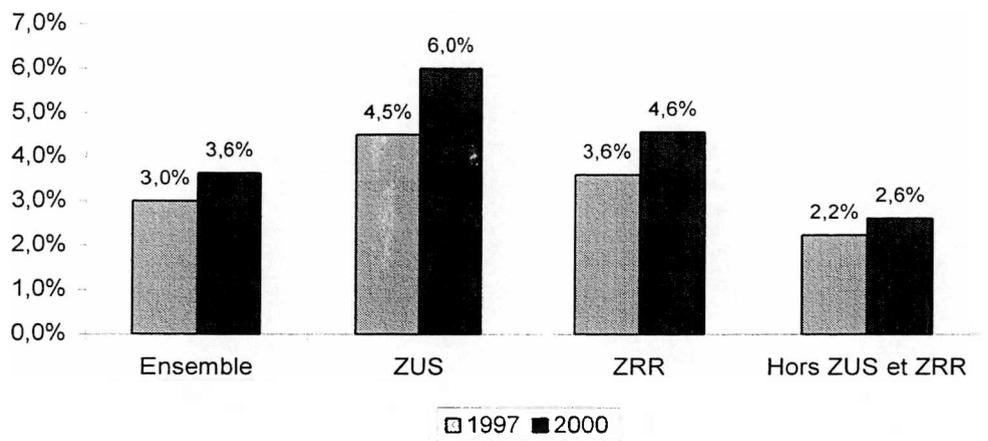
source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

➤ *Un taux de vacance plus élevé qu'en 1997, notamment en zone prioritaire*

La part des logements vacants a augmenté de 0,6% par rapport à 1997, ce constat étant d'autant plus marqué pour les logements situés en zone prioritaire (hausse de 1% en ZRR, et 1,5% en ZUS). Seules la région PACA** et la Corse** voient la part des logements occupés augmenter, la variabilité des résultats selon les régions étant plus marquée en ce qui concerne les logements sociaux situés en ZRR.

Graphique n° 4

Évolution de taux de vacance des logements sociaux par rapport à 1997 en fonction des zones prioritaires



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

CHAPITRE II

CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES LOCATAIRES DE LOGEMENTS SOCIAUX

I EFFECTIF DES OCCUPANTS DE LOGEMENTS

Les questions qui suivent sont issues de la compilation des questionnaires locataires. Ne sont donc pris en compte que les répondants. Si on cumule les taux de non réponse des organismes et celui des locataires, le taux de couverture global est estimé à 83,4% en métropole.

Le nombre d'occupants des logements a été réinitialisé de sorte à correspondre à la somme du nombre de mineurs et de majeurs dans le ménage. Aucun logement n'a donc été éliminé des traitements qui suivent.

Dans un souci de comparabilité par rapport à 1997, les tableaux suivant sont issus de l'analyse des données portant sur les seuls répondants. Cependant, ces chiffres étant rapportés au nombre d'occupants des logements présents sur le territoire métropolitain (résultats issus du Recensement Général de la Population 1999), les deux populations n'intègrent pas les mêmes individus. Les non-répondants ne sont en effet pas comptabilisés dans le cadre des occupants des logements sociaux, leur nombre est donc sous-estimé. Les données ont ainsi été redressées par le taux de non réponse global de l'enquête (organismes et ménages) de manière à considérer l'intégralité des locataires de logements sociaux et non plus seulement les répondants à l'enquête Occupation du Parc Social. Les résultats de cette analyse sont présentés en annexe 1.

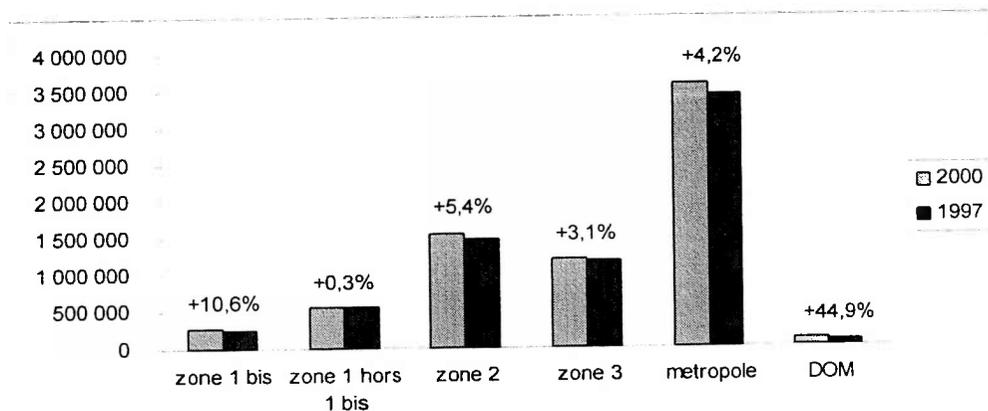
I.1 Les personnes locataires de logements sociaux représentent 12,9% de la population (selon le RGP 1999). Cette proportion reste stable par rapport à 1997 (-0,1%). En tenant compte du taux de réponse, la proportion redressée est de 15,4%⁵.

Les régions Ile-de-France**, Champagne Ardennes, la Normandie et le Nord Pas de Calais comptent près de 16% de locataires de logements sociaux contre 13% pour l'ensemble. La Seine Saint Denis* et la Marne sont particulièrement sur-représentées avec plus de 25% de locataires de logements sociaux. La situation a par ailleurs peu évolué depuis 1997 ; l'augmentation de la part des locataires de logements sociaux n'a pas excédé 2%, à l'exception de la Martinique pour qui cette proportion atteint désormais 18% contre 11% en 1997, la Haute-Marne ** voit quant à elle cette proportion se réduire de 6%.

⁵ cf annexe n°1 pour des résultats redressés au niveau départemental.

Dans l'ensemble, le nombre de locataires de logements sociaux reste stable. On constate cependant une augmentation plus marquée pour les DOM où le nombre des locataires de logements sociaux s'accroît de 19 000 ménages (+36,9%). Pour la Métropole, ce sont les zones 1 bis et 3 qui ont le plus bougé avec un accroissement respectif de 11,8% et 7,5%. La Zone 1 hors 1 bis voit quant à elle le nombre de ses locataires en logements sociaux diminuer de 3,3%.

Graphique n° 5
Évolution du nombre de locataires de logements sociaux par rapport à 1997
selon les zones géographiques



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

I.2 Le nombre moyen de résidents par logement se situe autour de 2,5

Le nombre moyen de résidents varie entre 2 et 3 par logement selon les départements mais il reste relativement stable. On constate cependant des valeurs extrêmes pour la Côte d'Armor et la Réunion, pour lesquels le nombre moyen d'habitants par logements atteint respectivement 2,1 et 3,31.

Ce chiffre n'a par ailleurs pratiquement pas évolué depuis 1997 (-0,1 point pour la métropole).

Tableau n° 8°(1/4)
Effectif et taille des ménages locataires de logements sociaux :
Comparaison Recensement général 1999 - tris par départements

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	nbre moyen par logement
Ile de France **	1 839 512	16,8%	2,53
75. Paris **	253 129	11,9%	2,15
77. Sei. et Marne *	161 559	13,5%	2,67
78. Yvelines *	209 404	15,5%	2,72
91. Essonne **	167 092	14,7%	2,82
92. Hts-de-Seine **	276 012	19,3%	2,38
93. Sei.-St-Denis *	376 507	27,2%	2,60
94. Val-de-Marne **	257 593	21,0%	2,49
95. Val d'Oise **	138 216	12,5%	2,84
Ch-Ardennes	269 314	20,1%	2,46
08. Ardennes	52 499	18,1%	2,51
10. Aube	56 434	19,3%	2,43
51. Marne	139 503	24,7%	2,50
52. Haute-Marne **	20 878	10,7%	2,26
Picardie	262 332	14,1%	2,62
02. Aisne	77 987	14,6%	2,59
60. Oise	119 990	15,7%	2,71
80. Somme	64 355	11,6%	2,51
Haute Normandie	304 252	17,1%	2,45
27. Eure	63 998	11,8%	2,47
76. Seine-Marit.	240 254	19,4%	2,47
Centre *	347 903	14,3%	2,54
18. Cher	39 761	12,6%	2,30
28. Eure et Loir *	59 159	14,5%	2,63
36. Indre	31 126	13,5%	2,12
37. Indre et Loire *	105 696	19,1%	2,79
41. Loir et Cher **	20 728	6,6%	2,25
45. Loiret	91 433	14,8%	2,59
B. Normandie	225 467	15,9%	2,46
14. Calvados	107 616	16,6%	2,49
50. Manche	78 163	16,2%	2,51
61. Orne	39 688	13,6%	2,27
Bourgogne	197 712	12,3%	2,40
21. Côte d'Or	60 564	12,0%	2,43
58. Nièvre	25 327	11,2%	2,60
71. Saône et Loi.	71 790	13,2%	2,24
89. Yonne	40 121	12,0%	2,57

Tableau n° 8 (2/4)
Effectif et taille des ménages locataires de logements sociaux :
Comparaison Recensement général 1999 - tris par départements

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	nbre moyen par logement
N.p.de Calais	635 529	15,9%	2,55
59. Nord	428 691	16,8%	2,53
62. Pas de calais	206 838	14,3%	2,60
Lorraine	287 490	12,4%	2,45
54. Meu. et Moselle	97 785	13,7%	2,39
55. Meuse	20 784	10,8%	2,25
57. Moselle	119 593	11,7%	2,60
88. Vosges	49 328	12,9%	2,31
Alsace	191 401	11,0%	2,64
67. Bas-Rhin *	107 622	10,5%	2,67
68. Haut-Rhin	83 779	11,8%	2,60
Franche-Comté	154 105	13,8%	2,51
25. Doubs	72 722	14,6%	2,45
39. Jura	30 084	12,0%	2,57
70. Haute-Saône	21 437	9,3%	2,53
90. Belfort	29 862	21,7%	2,56
Pays de la Loire	376 923	11,7%	2,36
44. Loire Atlantique	123 689	10,9%	2,33
49. Maine et Loire	122 801	16,8%	2,47
53. Mayenne	30 633	10,7%	2,33
72. Sarthe	70 910	13,4%	2,32
85. Vendée	28 890	5,4%	2,13
Bretagne *	262 392	9,0%	2,25
22. Côte. d'Armor	30 614	5,6%	2,10
29. Finistère * *	70 507	8,3%	2,12
35. Ille-et-Vilaine	101 995	11,8%	2,36
56. Morbihan **	59 276	9,2%	2,32
Poitou-Charentes	137 729	8,4%	2,29
16. Charente	28 481	8,4%	2,47
17. Char-Maritime	41 423	7,4%	2,25
79. Deux-Sèvres	25 084	7,3%	2,20
86. Vienne *	42 741	10,7%	2,25

Tableau n°8 (3/4)
Effectif et taille des ménages locataires de logements sociaux :
Comparaison Recensement général 1999 - tris par départements

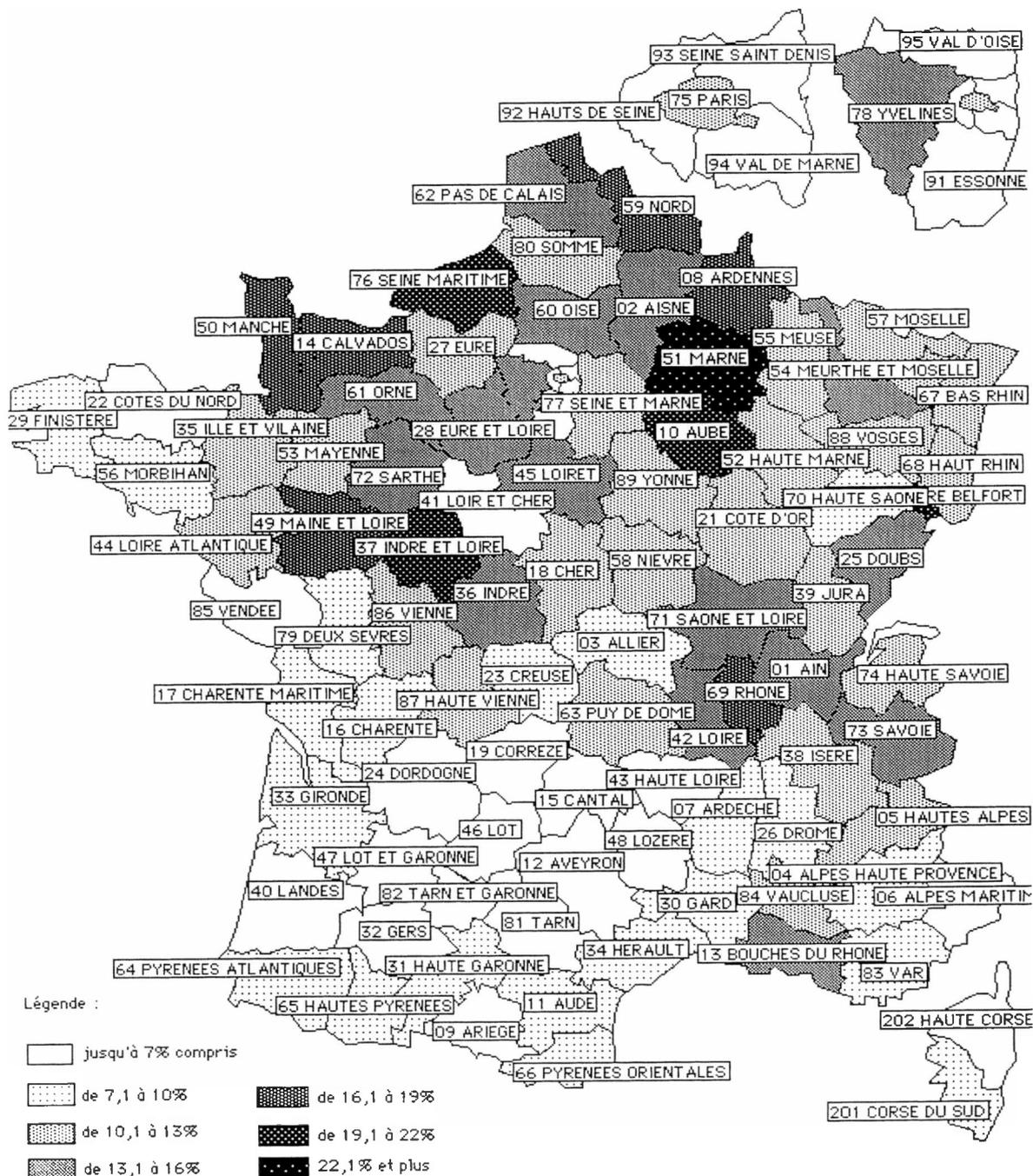
département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	nbre moyen par logement
Aquitaine	230 923	7,9%	2,33
24. Dordogne	23 656	6,1%	2,31
33. Gironde	121 718	9,5%	2,30
40. Landes	18 049	5,5%	2,41
47. Lot-et-Garonne.	17 853	5,8%	2,31
64. Pyr. atlantiques *	49 647	8,3%	2,41
Midi-Pyrénées	179 651	7,0%	2,27
09. Ariège	5 323	3,9%	2,43
12. Aveyron	13 647	5,2%	2,30
31. Haute-Garonne	90 499	8,6%	2,28
32. Gers	7 113	4,1%	2,19
46. Lot *	7 866	4,9%	2,23
65. Hautes-Pyrénées	20 214	9,1%	2,19
81. Tarn	23 919	7,0%	2,27
82. Tarn et Garonne	11 070	5,4%	2,42
Limousin *	60 125	8,5%	2,17
19. Corrèze **	7 694	3,3%	2,34
23. Creuse	9 640	7,7%	2,17
87. Haute Vienne *	42 791	12,1%	2,14
Rhône-Alpes	771 532	13,7%	2,51
01. Ain *	76 068	14,8%	2,57
07. Ardèche	20 822	7,3%	2,44
26. Drôme	43 849	10,0%	2,56
38. Isère	142 647	13,0%	2,52
42. Loire *	97 944	13,4%	2,35
69. Rhône	258 892	16,4%	2,48
73. Savoie	58 614	15,7%	2,48
74. Haute-Savoie	72 696	11,5%	2,81
Auvergne	118 636	9,1%	2,30
03. Allier *	33 713	9,8%	2,22
15. Cantal	9 429	6,3%	2,29
43. Haute-Loire	13 808	6,6%	2,30
63. Puy-de-Dôme	61 686	10,2%	2,34

Tableau n° 8 (4/4)
Effectif et taille des ménages locataires de logements sociaux :
Comparaison Recensement général 1999 - tris par départements

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	nbre moyen par logement
Languedoc-Rouss.	188 894	8,2%	2,52
11. Aude	25 943	8,4%	2,33
30. Gard	61 475	9,9%	2,54
34. Hérault **	68 202	7,6%	2,63
48. Lozère *	4 672	6,4%	2,25
66. Pyré. Orientales	28 602	7,3%	2,46
PACA *	461 968	10,3%	2,46
04. A-Hte-Pvence	10 726	7,7%	2,59
05. Hautes-Alpes	13 936	11,5%	2,38
06. A-Maritimes *	68 236	6,7%	2,11
13. Bou-du-Rh *	238 136	13,0%	2,52
83. Var	71 744	8,0%	2,64
84. Vaucluse	59 190	11,8%	2,49
Corse **	17 736	6,8%	2,48
2A. Corse Sud	10 051	8,5%	2,52
2B. Haute Corse **	7 685	5,4%	2,43
Métropole	7 521 526	12,9%	2,47
971. Guadeloupe	29 930	7,1%	2,68
972. Martinique	68 134	17,9%	2,85
973. Guyane	7 067	4,5%	2,59
974. Réunion	108 545	15,4%	3,31

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC
 (1) population totale issue du recensement 1999

Carte n° 3
Proportion de la population logée dans le parc social, selon les départements



Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation CREDOC.
Recensement Général de la Population, INSEE, 1999.

I.3 Répartition par âge des locataires

La vague d'enquête 2000 intègre une question supplémentaire à la répartition par âge des occupants des logements sociaux, qui précise l'âge du titulaire du contrat de location.

➤ *Âge du titulaire du contrat de location*

Les organismes considérés ici sont ceux pour lesquels le nombre de titulaires du contrat de location recensé est non nul et inférieur ou égal au nombre de logements recensés à travers l'enquête.

✓ *Des titulaires de tous âges*

Les titulaires du contrat de location du logement social se répartissent à peu près équitablement entre les différentes classes d'âge envisagées, la part des plus jeunes (moins de 30 ans) étant cependant inférieure (15%), au profit des 30 à 39 ans qui représentent 24% des ménages enquêtés.

Ces proportions sont relativement stables selon les départements, les disparités régionales étant surtout observées sur les tranches d'âge extrêmes. L'Alsace compte ainsi 12,3% de titulaires de contrat ayant moins de 30 ans alors que ce chiffre atteint 19,8% pour les Pays de la Loire et 20,2% pour le Poitou-Charentes. Paris se distingue par ailleurs assez nettement, la part des titulaires de moins de 30 ans excédant à peine 7% (contre 15% pour la Métropole), celle-ci étant compensée par les plus de 65 ans, qui représentent 25,6% des titulaires de contrat (contre 20,1% pour la Métropole).

✓ *Davantage de 50 à 64 ans en ZUS*

La répartition des titulaires des contrats de location en fonction de leur âge est plus fluctuante en zone prioritaire que sur l'ensemble des logements, notamment en ce qui concerne les ZRR. En fonction des régions considérées, on observera une population plus importante de moins de 30 ans ou bien à l'opposé de plus de 65 ans. Les disparités sont plus faibles en ZUS où les 50 à 64 ans sont sur-représentés dans l'intégralité des régions (22,5% contre 19,5% pour la Métropole).

Tableau n° 9
Age du titulaire du contrat de location, tris par départements (1/4)

	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Ile de France **	11,5%	24,2%	22,6%	22,3%	18,2%
75. Paris **	7,1%	18,5%	22,8%	25,7%	25,6%
77. Sei. et Marne *	15,3%	28,0%	22,8%	18,7%	13,9%
78. Yvelines *	14,0%	27,5%	23,2%	21,6%	13,3%
91. Essonne ***	14,7%	28,1%	22,6%	20,6%	12,9%
92. Hts-de-Seine **	10,2%	22,3%	21,8%	22,9%	21,9%
93. Sei.-St-Denis *	11,1%	24,3%	22,8%	22,6%	17,4%
94. Val-de-Marne **	11,1%	24,4%	21,9%	21,9%	17,6%
95. Val d'Oise **	14,7%	26,5%	23,4%	20,1%	14,1%
Ch-Ardennes	17,0%	24,2%	20,3%	19,3%	19,1%
08. Ardennes	15,7%	24,8%	19,9%	19,8%	19,8%
10. Aube	17,5%	22,7%	20,0%	19,5%	19,7%
51. Marne	17,1%	24,5%	20,6%	19,4%	18,3%
52. Haute-Marne **	17,4%	24,8%	19,6%	17,5%	20,7%
Picardie	17,9%	25,6%	21,0%	18,2%	16,9%
02. Aisne	20,1%	24,9%	20,1%	15,8%	19,1%
60. Oise	17,0%	25,9%	21,2%	19,9%	15,7%
80. Somme	17,4%	25,5%	21,5%	17,8%	16,8%
Haute Normandie	15,8%	23,7%	20,0%	19,0%	21,4%
27. Eure	18,9%	26,4%	20,3%	16,7%	17,2%
76. Seine-Marit.	14,9%	22,9%	20,0%	19,6%	22,5%
Centre *	17,8%	25,2%	20,1%	18,2%	18,4%
18. Cher	16,5%	25,9%	20,2%	18,3%	18,9%
28. Eure et Loir *	15,9%	24,3%	21,0%	19,5%	19,3%
36. Indre	19,3%	23,5%	19,2%	16,0%	20,6%
37. Indre et Loire *	19,7%	24,3%	19,4%	17,9%	18,6%
41. Loir et Cher **	17,2%	28,7%	21,4%	16,2%	16,5%
45. Loiret	17,0%	26,2%	20,3%	19,0%	16,8%
B. Normandie	14,5%	24,1%	21,5%	17,0%	22,6%
14. Calvados	11,4%	24,4%	22,8%	17,9%	23,2%
50. Manche	17,4%	23,4%	20,1%	16,2%	23,0%
61. Orne	19,1%	24,9%	20,3%	15,1%	18,0%

Tableau n° 9
Age du titulaire du contrat de location, tris par départements (2/4)

	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Bourgogne	14,7%	23,2%	20,1%	19,5%	22,5%
21. Côte d'Or	15,5%	25,1%	21,2%	20,1%	18,1%
58. Nièvre	13,4%	22,3%	20,8%	19,0%	24,4%
71. Saône et Loi.	14,1%	21,2%	18,4%	19,1%	27,0%
89. Yonne	15,2%	24,8%	21,2%	19,8%	18,7%
N.p.de Calais	18,6%	23,2%	19,2%	17,0%	21,9%
59. Nord	19,0%	22,9%	18,8%	17,7%	21,4%
62. Pas de calais	17,7%	23,9%	19,9%	15,6%	22,9%
Lorraine	16,0%	23,9%	20,4%	19,6%	20,2%
54. Meu. et Moselle	19,8%	24,3%	19,5%	18,7%	17,7%
55. Meuse	17,8%	24,9%	20,4%	17,3%	19,7%
57. Moselle	12,3%	24,2%	21,7%	20,6%	21,3%
88. Vosges	15,7%	22,0%	19,3%	20,3%	22,8%
Alsace	12,3%	23,2%	20,9%	23,1%	20,5%
67. Bas-Rhin *	11,9%	23,6%	21,4%	23,3%	19,8%
68. Haut-Rhin	12,7%	22,8%	20,2%	22,8%	21,4%
Franche-Comté	17,2%	23,5%	19,8%	20,7%	18,8%
25. Doubs	18,4%	23,3%	19,6%	20,6%	18,2%
39. Jura	15,0%	23,7%	19,7%	21,0%	20,6%
70. Haute-Saône	16,4%	23,9%	20,9%	21,1%	17,5%
90. Belfort	16,6%	23,6%	19,7%	20,4%	19,7%
Pays de la Loire	19,8%	24,9%	20,1%	16,2%	18,8%
44. Loire Atlantique	18,1%	24,8%	21,0%	17,7%	18,5%
49. Maine et Loire	20,5%	24,9%	19,6%	15,9%	19,1%
53. Mayenne	20,0%	24,9%	19,5%	14,7%	21,0%
72. Sarthe	19,0%	25,3%	20,4%	16,0%	19,4%
85. Vendée	25,5%	24,9%	18,7%	13,4%	16,0%
Bretagne *	19,1%	25,4%	20,3%	15,5%	19,7%
22. Côte. d'Armor	18,2%	22,9%	21,0%	16,2%	21,6%
29. Finistère *	21,4%	25,4%	19,6%	14,3%	19,3%
35. Ille-et-Vilaine	18,2%	25,9%	20,4%	16,0%	19,5%
56. Morbihan **	17,9%	26,0%	20,9%	15,9%	19,3%
Poitou-Charentes	20,2%	24,2%	20,0%	16,3%	19,1%
16. Charente	20,2%	24,6%	20,5%	16,1%	18,6%
17. Char-Maritime	14,8%	23,5%	21,3%	18,7%	20,8%
79. Deux-Sèvres	20,5%	24,7%	18,8%	15,8%	20,2%
86. Vienne * *	25,3%	24,3%	19,3%	14,2%	17,0%

Tableau n° 9
Age du titulaire du contrat de location, tris par départements (3/4)

	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Aquitaine	13,7%	24,9%	22,2%	17,9%	20,3%
24. Dordogne	14,4%	24,6%	20,2%	17,8%	23,0%
33. Gironde	14,1%	25,2%	23,1%	17,2%	18,6%
40. Landes	13,6%	25,6%	21,6%	18,1%	21,1%
47. Lot-et-Garonne.	17,8%	23,1%	20,6%	17,4%	21,0%
64. Pyr. atlantiques *	10,9%	24,8%	21,5%	19,8%	23,1%
Midi-Pyrénées	15,8%	24,9%	18,9%	18,1%	21,5%
09. Ariège	12,8%	18,2%	13,2%	13,9%	24,6%
12. Aveyron	17,4%	24,3%	18,6%	16,0%	23,8%
31. Haute-Garonne	16,0%	26,3%	19,9%	17,7%	20,0%
32. Gers	14,8%	24,2%	21,0%	18,1%	21,8%
46. Lot *	14,1%	35,6%	3,9%	30,5%	15,9%
65. Hautes-Pyrénées	16,4%	21,1%	20,0%	17,9%	24,1%
81. Tarn	14,4%	21,7%	18,8%	17,7%	25,1%
82. Tarn et Garonne	16,9%	23,4%	20,8%	17,4%	20,8%
Limousin *	15,6%	21,5%	18,5%	18,0%	23,9%
19. Corrèze **	17,5%	24,6%	19,8%	16,4%	21,7%
23. Creuse	16,1%	22,9%	20,0%	17,1%	23,9%
87. Haute Vienne * *	15,1%	20,7%	18,0%	18,4%	24,3%
Rhône-Alpes	14,6%	24,3%	19,6%	20,3%	20,9%
01. Ain *	17,4%	26,8%	19,6%	18,6%	17,3%
07. Ardèche	15,0%	24,5%	18,6%	18,4%	23,4%
26. Drôme	12,7%	23,8%	19,5%	21,0%	22,8%
38. Isère	14,7%	25,5%	20,2%	19,5%	19,5%
42. Loire *	13,7%	20,0%	17,5%	20,8%	27,9%
69. Rhône	14,1%	23,3%	18,9%	21,1%	22,1%
73. Savoie	15,8%	27,5%	21,0%	19,1%	16,8%
74. Haute-Savoie	14,5%	26,8%	22,8%	21,8%	14,0%
Auvergne	16,1%	24,4%	20,2%	18,6%	20,8%
03. Allier *	15,3%	23,9%	19,1%	18,2%	23,6%
15. Cantal	17,1%	24,8%	20,8%	16,8%	20,6%
43. Haute-Loire	16,2%	20,9%	18,4%	18,1%	26,5%
63. Puy-de-Dôme	16,3%	25,4%	21,2%	19,2%	17,9%

Tableau n° 9
Age du titulaire du contrat de location, tris par départements (4/4)

	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Languedoc-Rouss.	12,8%	23,4%	20,6%	19,6%	23,6%
11. Aude	15,7%	23,4%	18,9%	17,6%	24,5%
30. Gard	9,9%	20,5%	20,9%	22,2%	26,6%
34. Hérault **	12,6%	25,6%	21,4%	19,2%	21,1%
48. Lozère *	23,3%	25,1%	17,3%	17,2%	17,2%
66. Pyr. Orientales	14,6%	24,6%	20,1%	17,5%	23,2%
PACA *	11,3%	22,7%	20,8%	21,2%	22,6%
04. A-Hte-Pvence	13,2%	28,4%	22,1%	17,2%	19,0%
05. Hautes-Alpes	13,9%	25,5%	21,9%	18,9%	17,7%
06. A-Maritimes *	9,9%	20,2%	20,9%	22,4%	23,9%
13. Bou-du-Rh *	12,0%	22,6%	20,5%	21,1%	22,1%
83. Var	10,1%	21,8%	21,8%	22,4%	23,9%
84. Vaucluse	10,9%	25,5%	20,1%	19,7%	23,3%
Corse **	11,2%	23,8%	22,7%	21,8%	19,5%
2A. Corse Sud	10,2%	22,9%	23,0%	21,7%	22,2%
2B. Haute Corse **	12,4%	25,0%	22,4%	22,0%	16,1%
Métropole	15,0%	24,1%	20,7%	19,5%	20,1%
971. Guadeloupe	18,9%	25,4%	23,5%	11,1%	9,2%
972. Martinique	4,8%	31,2%	32,6%	19,1%	12,3%
973. Guyane	17,5%	38,1%	24,5%	13,7%	6,3%
974. Réunion	19,8%	31,2%	20,4%	16,4%	12,1%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 10
Age du titulaire du contrat de location en zone prioritaire, tris par régions (1/2)

région	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Ile de France	11,5%	24,2%	22,6%	22,3%	18,2%
ZUS	10,4%	23,5%	23,1%	23,9%	16,9%
ZRR	.	.	.	.	.
Ch-Ardenne	17,0%	24,2%	20,3%	19,3%	19,1%
ZUS	17,2%	23,5%	20,8%	22,0%	16,4%
ZRR	17,5%	23,6%	19,6%	17,8%	21,1%
Picardie	17,9%	25,6%	21,0%	18,2%	16,9%
ZUS	16,0%	24,4%	22,0%	21,8%	15,4%
ZRR	8,3%	21,8%	21,6%	18,2%	30,0%
H. Normandie	15,8%	23,7%	20,0%	19,0%	21,4%
ZUS	14,3%	22,1%	20,5%	22,4%	20,6%
ZRR	9,4%	46,9%	25,0%	7,8%	10,9%
Centre	17,8%	25,2%	20,1%	18,2%	18,4%
ZUS	14,3%	22,8%	21,3%	23,8%	17,3%
ZRR	18,6%	24,3%	18,4%	15,2%	22,7%
B. Normandie	14,5%	24,1%	21,5%	17,0%	22,6%
ZUS	17,8%	22,5%	21,9%	18,8%	17,0%
ZRR	19,4%	23,8%	16,0%	13,7%	21,4%
Bourgogne	14,7%	23,2%	20,1%	19,5%	22,5%
ZUS	12,9%	22,5%	21,8%	23,4%	19,2%
ZRR	17,1%	23,6%	18,7%	15,9%	24,7%
Nord Pas de Calais	18,6%	23,2%	19,2%	17,0%	21,9%
ZUS	21,2%	23,4%	19,3%	18,5%	17,7%
ZRR	21,5%	33,9%	18,5%	9,2%	16,9%
Lorraine	16,0%	23,9%	20,4%	19,6%	20,2%
ZUS	17,3%	23,2%	20,7%	22,3%	16,6%
ZRR	18,4%	26,2%	20,1%	16,1%	19,3%
Alsace	12,3%	23,2%	20,9%	23,1%	20,5%
ZUS	11,4%	21,9%	21,7%	27,0%	18,0%
ZRR	.	.	.	.	.
Franche-Comté	17,2%	23,5%	19,8%	20,7%	18,8%
ZUS	16,2%	22,6%	20,3%	24,6%	16,3%
ZRR	16,6%	31,4%	19,2%	16,8%	16,0%
Pays de la Loire	19,8%	24,9%	20,1%	16,2%	18,8%
ZUS	17,4%	23,5%	22,0%	20,3%	16,7%
ZRR	19,0%	24,0%	15,9%	13,0%	28,1%
Bretagne *	19,1%	25,4%	20,3%	15,5%	19,7%
ZUS	14,8%	24,6%	23,4%	20,3%	17,0%
ZRR	19,3%	20,7%	15,3%	13,1%	31,6%

Tableau n°10
Age du titulaire du contrat de location en zone prioritaire, tris par régions (2/2)

région	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Poitou-Charentes	20,2%	24,2%	20,0%	16,3%	19,1%
ZUS	15,8%	22,5%	21,4%	20,6%	19,2%
ZRR	21,0%	25,4%	17,1%	13,0%	23,4%
Aquitaine	13,7%	24,9%	22,2%	17,9%	20,3%
ZUS	12,2%	24,2%	20,9%	21,1%	20,0%
ZRR	13,2%	24,4%	19,3%	16,1%	27,0%
Midi-Pyrénées	15,8%	24,9%	18,9%	18,1%	21,5%
ZUS	12,3%	21,0%	19,4%	21,4%	25,5%
ZRR	14,8%	27,2%	14,4%	21,5%	21,6%
Limousin	15,6%	21,5%	18,5%	18,0%	23,9%
ZUS	13,8%	21,4%	20,5%	22,7%	19,4%
ZRR	16,2%	22,6%	18,9%	16,3%	23,9%
Rhône-Alpes	14,6%	24,3%	19,6%	20,3%	20,9%
ZUS	12,3%	22,0%	19,3%	23,5%	21,5%
ZRR	15,7%	25,3%	18,8%	17,4%	22,8%
Auvergne	16,1%	24,4%	20,2%	18,6%	20,8%
ZUS	14,7%	21,9%	20,7%	22,1%	20,6%
ZRR	16,1%	26,2%	20,0%	15,6%	22,2%
Languedoc-Rouss.	12,8%	23,4%	20,6%	19,6%	23,6%
ZUS	12,0%	20,4%	20,5%	22,7%	24,2%
ZRR	18,6%	24,2%	18,9%	18,1%	20,3%
PACA	11,3%	22,7%	20,8%	21,2%	22,6%
ZUS	10,9%	20,7%	20,1%	22,8%	23,8%
ZRR	15,2%	29,3%	20,5%	16,2%	16,3%
Corse	11,2%	23,8%	22,7%	21,8%	19,5%
ZUS	8,6%	18,8%	20,1%	25,2%	25,7%
ZRR	11,8%	22,9%	23,3%	21,8%	19,9%
Métropole	15,0%	24,1%	20,7%	19,5%	20,1%
ZUS	13,9%	22,8%	21,2%	22,5%	18,7%
ZRR	16,9%	24,9%	18,4%	16,8%	22,3%

Tableau n° 11
Age du titulaire du contrat de location en zone prioritaire, tris par zone géographique

Zones Géographiques	moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
Zone 1 bis	8,5%	20,3%	22,0%	24,4%	23,7%
ZUS	8,2%	19,3%	21,5%	26,2%	22,8%
ZRR	.	.	.	.	.
Zone 1 hors 1 bis	12,9%	26,1%	23,0%	21,3%	15,4%
ZUS	10,7%	24,6%	23,5%	23,3%	15,7%
ZRR	.	.	.	.	.
Zone 2	15,6%	23,5%	20,4%	19,5%	20,4%
ZUS	14,6%	22,5%	20,5%	22,2%	19,5%
ZRR	14,9%	23,0%	19,8%	17,0%	22,6%
Zone 3	16,5%	24,8%	19,9%	17,7%	20,8%
ZUS	15,6%	23,0%	21,1%	21,8%	18,2%
ZRR	17,0%	25,0%	18,4%	16,8%	22,4%
Métropole	15,0%	24,1%	20,7%	19,5%	20,1%
ZUS	13,9%	22,8%	21,2%	22,5%	18,7%
ZRR	16,9%	24,9%	18,4%	16,8%	22,3%
DOM	14,7%	30,4%	25,1%	16,2%	11,4%
ZUS	18,9%	27,3%	20,8%	19,3%	13,7%
ZRR	.	.	.	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Les titulaires de contrat de location ont tendance à être plus âgés en zone 1 bis, la part des plus de 50 ans y atteignant 48,1% contre 39,6% pour la Métropole. La zone 1 hors 1 bis accueille en revanche plutôt des titulaires d'âge moyen, de 30 à 49 ans (70,4% contre 64,3% pour la Métropole). Les zones 2 et 3 sont quant à elles plus proches de la Métropole dans son ensemble. Les titulaires âgés de 30 à 49 ans prédominent par ailleurs largement dans les DOM (55,5% contre 44,8%).

Les 50 à 64 ans sont en outre prédominants dans les ZUS quelle que soit la zone considérée. Les ZRR tendent davantage à accueillir des titulaires d'âge extrême (moins de 30 ans et plus de 65 ans).

➤ *Structure par âge des familles locataires*

Ce paragraphe s'attache à caractériser la structure par âge des occupants des logements sociaux, et non plus seulement celle des titulaires du contrat de location. Sont donc considérés les ménages locataires dans leur ensemble.

Nous avons ainsi éliminé ici les organismes pour lesquels la somme des personnes physiques en fonction de leur répartition par âge est nulle ou bien inférieure au nombre d'occupants des logements recensés pour les ménages ayant répondu à l'enquête. Ceci nous amène à rejeter les données propres à 15 organismes. 99,3% des participants à l'enquête sont donc pris en compte dans l'analyse suivante.

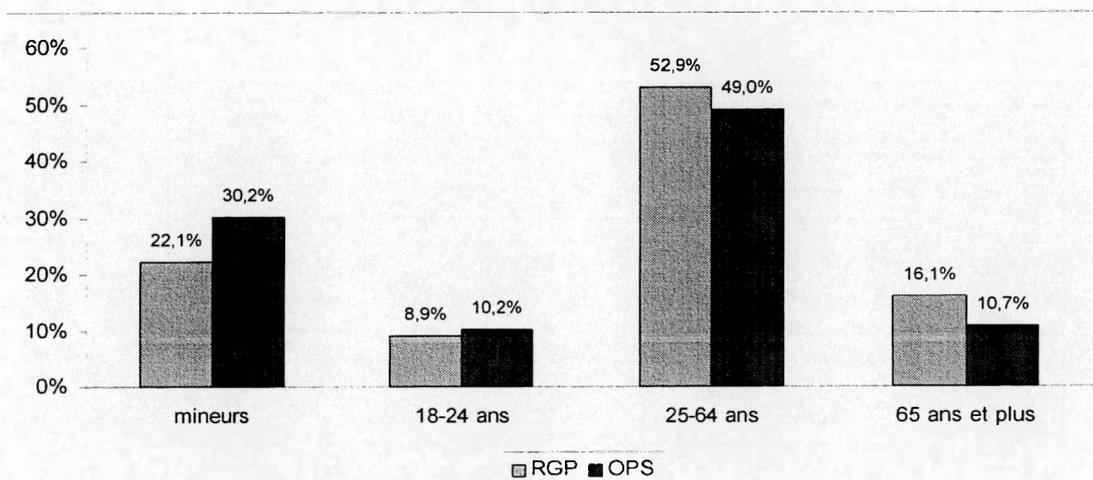
- ✓ *Une population plus jeune dans l'ensemble, la part des mineurs atteignant 30% contre 22% pour le RGP 1999 et la part des plus de 65 ans se limitant à 11% contre 16% pour le RGP.*

Ces comparaisons sont basées sur les résultats démographiques issus du Recensement Général de la Population (RGP) de 1999, et se réfèrent aux personnes qui vivent dans un logement ordinaire et non en habitat communautaire.

Alors que la part des 18-24 ans et 25-64 ans est relativement proche de celle observée pour l'ensemble de la population française, des disparités sont constatées quant à la répartition des populations d'âge extrêmes. La part des mineurs est ainsi de 8 points supérieure à celle observée en population globale alors que la part des 65 ans et plus lui est inférieure de 5 points.

On constate par ailleurs quelques disparités régionales, la part des mineurs variant entre 25 et 35% des occupants. Il existe aussi des différences au niveau de l'écart entre la proportion observée pour les occupants de logements sociaux et celle recensée pour l'ensemble de la population française. Les occupants des logements sociaux sont ainsi particulièrement jeunes dans les régions du sud de la France (Languedoc-Roussillon, PACA et Corse) où la part des mineurs en logements sociaux excède de près de 10% celle observée en population globale. Elle atteint par ailleurs près de 35 % des locataires de logements sociaux dans les DOM. Ces écarts sont moins importants en ce qui concerne la part des personnes de plus de 65 ans.

Graphique n° 6
La répartition des occupants de logements sociaux par âge
- comparaison à l'ensemble de la population française



Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC
recensement général, INSEE, 1999

Tableau n° 12 (1/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>
Ile de France **	29,5%	22,9%	9,4%	9,2%	51,4%	55,7%	9,7%	12,2%
75. Paris **	23,6%	16,4%	8,3%	9,4%	52,9%	58,9%	15,4%	15,3%
77. Sei. et Marne *	33,5%	26,0%	9,5%	9,3%	50,3%	54,3%	6,8%	10,4%
78. Yvelines *	31,8%	25,0%	10,2%	9,1%	51,5%	54,8%	6,6%	11,0%
91. Essonne ***	31,1%	24,8%	10,6%	9,0%	50,0%	55,4%	8,3%	10,8%
92. Hts-de-Seine **	26,5%	21,7%	8,9%	8,3%	52,6%	56,3%	12,0%	13,8%
93. Sei.-St-Denis *	31,3%	25,5%	9,5%	9,7%	50,5%	53,8%	8,8%	11,0%
94. Val-de-Marne **	29,2%	22,7%	8,9%	8,7%	51,8%	55,5%	10,0%	13,0%
95. Val d'Oise **	32,5%	26,3%	9,8%	9,9%	50,9%	53,8%	6,7%	10,0%
Ch-Ardenes	29,5%	22,7%	10,8%	9,1%	49,8%	52,4%	10,0%	15,7%
08. Ardenes	31,3%	23,8%	10,5%	8,4%	48,3%	51,7%	10,0%	16,1%
10. Aube	28,8%	22,3%	11,2%	8,4%	49,5%	52,4%	10,6%	16,9%
51. Marne	29,3%	22,5%	10,9%	10,4%	50,4%	53,0%	9,5%	14,1%
52. Haute-Marne **	27,6%	22,3%	10,3%	7,7%	50,8%	51,9%	11,3%	18,1%
Picardie	32,8%	24,3%	10,1%	9,1%	48,2%	52,5%	9,0%	14,2%
02. Aisne	33,7%	24,1%	9,5%	8,5%	45,6%	51,5%	11,3%	15,9%
60. Oise	32,0%	25,5%	10,7%	8,7%	49,6%	53,8%	7,8%	12,0%
80. Somme	33,1%	22,7%	9,6%	10,1%	48,9%	51,6%	8,4%	15,6%

Tableau n°12 (2/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>
Haute Normandie	30,2%	24,0%	9,8%	9,2%	48,8%	52,3%	11,2%	14,6%
27. Eure	33,2%	24,7%	10,2%	8,2%	47,9%	53,0%	8,6%	14,1%
76. Seine-Marit.	30,0%	23,6%	9,6%	9,6%	49,0%	52,0%	11,4%	14,8%
Centre *	31,2%	21,7%	9,9%	8,3%	46,8%	52,3%	12,1%	17,7%
18. Cher	29,2%	20,3%	8,9%	7,2%	50,1%	52,7%	11,8%	19,8%
28. Eure et Loir *	31,2%	24,1%	11,4%	8,0%	48,3%	52,4%	9,2%	15,4%
36. Indre	26,9%	18,5%	10,6%	7,0%	50,6%	51,6%	11,9%	22,8%
37. Indre et Loire *	31,3%	21,2%	8,6%	9,8%	42,3%	52,1%	17,9%	16,9%
41. Loir et Cher **	34,1%	20,9%	8,7%	7,4%	48,6%	51,7%	8,7%	20,1%
45. Loiret	33,0%	22,9%	10,8%	8,7%	48,0%	52,6%	8,3%	15,8%
B. Normandie	31,4%	22,7%	9,7%	8,9%	47,3%	51,2%	11,7%	17,2%
14. Calvados	31,3%	22,9%	9,4%	10,1%	47,6%	51,7%	11,8%	15,3%
50. Manche	30,7%	22,6%	9,9%	7,8%	47,2%	50,8%	12,2%	18,8%
61. Orne	32,9%	22,2%	10,2%	8,0%	46,6%	51,0%	10,3%	18,8%
Bourgogne	29,3%	21,0%	10,1%	8,2%	48,3%	51,9%	12,2%	18,9%
21. Côte d'Or	30,9%	21,6%	11,3%	10,3%	48,7%	52,5%	9,2%	15,6%
58. Nièvre	28,0%	19,0%	6,7%	7,0%	49,5%	51,3%	11,2%	22,7%
71. Saône et Loi.	26,9%	20,6%	10,0%	7,4%	47,9%	51,9%	15,2%	20,1%
89. Yonne	32,2%	22,0%	10,9%	7,4%	47,8%	51,3%	9,2%	19,3%
N.p.de Calais	32,1%	25,0%	12,2%	10,2%	45,2%	50,6%	10,5%	14,2%
59. Nord	31,7%	25,1%	12,9%	10,7%	45,0%	50,6%	10,3%	13,6%
62. Pas de calais	32,8%	24,9%	10,7%	9,5%	45,5%	50,4%	11,0%	15,2%

Tableau n°12 (3/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	OPS	RGP99	OPS	RGP99	OPS	RGP99	OPS	RGP99
Lorraine	28,5%	22,5%	10,6%	9,0%	50,1%	53,0%	10,8%	15,5%
54. Meu. et Moselle	29,0%	22,1%	11,5%	10,4%	49,9%	52,2%	9,6%	15,3%
55. Meuse	25,8%	22,9%	10,7%	7,9%	52,6%	51,5%	10,9%	17,8%
57. Moselle	28,6%	22,7%	9,7%	8,7%	50,5%	54,1%	11,2%	14,5%
88. Vosges	28,4%	22,6%	11,0%	8,1%	48,8%	52,1%	11,9%	17,2%
Alsace	31,2%	22,5%	9,9%	8,9%	49,1%	54,7%	9,9%	13,9%
67. Bas-Rhin *	32,1%	22,2%	9,7%	9,5%	49,0%	54,7%	9,3%	13,7%
68. Haut-Rhin	29,9%	23,0%	10,1%	8,1%	49,2%	54,6%	10,7%	14,3%
Franche-Comté	30,5%	22,6%	11,5%	9,0%	48,5%	52,5%	9,6%	15,9%
25. Doubs	30,7%	22,8%	11,1%	10,1%	48,7%	52,6%	9,5%	14,4%
39. Jura	29,7%	22,2%	11,5%	7,6%	48,8%	51,8%	10,0%	18,4%
70. Haute-Saône	30,8%	22,4%	12,2%	8,0%	48,3%	52,4%	8,7%	17,2%
90. Belfort	30,7%	22,7%	11,7%	9,0%	47,7%	53,4%	9,9%	14,9%
Pays de la Loire	29,2%	22,7%	11,2%	9,6%	49,5%	51,6%	10,1%	16,1%
44. Loire Atlantique	29,3%	22,9%	10,4%	10,2%	50,4%	52,3%	9,8%	14,6%
49. Maine et Loire	30,0%	23,5%	11,8%	10,6%	48,3%	50,6%	9,9%	15,3%
53. Mayenne	28,8%	23,2%	11,6%	8,6%	48,2%	50,9%	11,5%	17,3%
72. Sarthe	28,5%	22,3%	10,7%	8,6%	50,3%	51,7%	10,6%	17,4%
85. Vendée	27,3%	21,6%	12,6%	8,4%	50,6%	51,4%	9,6%	18,6%

Tableau n° 12 (4/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	OPS	RGP99	OPS	RGP99	OPS	RGP99	OPS	RGP99
Bretagne *	29,3%	21,6%	10,3%	9,1%	49,4%	51,4%	10,9%	17,9%
22. Côte. d'Armor	30,9%	20,6%	9,7%	7,6%	47,4%	50,6%	12,1%	21,2%
29. Finistère *	28,7%	21,1%	10,2%	8,6%	50,0%	51,5%	11,2%	18,7%
35. Ille-et-Vilaine	29,6%	22,5%	10,1%	11,0%	49,7%	51,7%	10,7%	14,8%
56. Morbihan **	29,0%	21,7%	11,2%	8,3%	49,3%	51,5%	10,5%	18,5%
Poitou-Charentes	27,9%	20,0%	10,7%	8,4%	50,3%	51,6%	11,1%	19,9%
16. Charente	27,8%	19,9%	10,9%	7,5%	51,3%	52,4%	10,0%	20,1%
17. Char-Maritime	28,9%	19,6%	9,3%	7,7%	49,7%	51,2%	12,1%	21,4%
79. Deux-Sèvres	25,7%	21,1%	10,6%	7,6%	51,4%	52,1%	12,3%	19,2%
86. Vienne * *	28,4%	19,8%	12,0%	10,9%	49,6%	51,0%	10,1%	18,2%
Aquitaine	29,0%	19,8%	9,5%	8,5%	49,5%	52,5%	12,0%	19,2%
24. Dordogne	29,1%	18,2%	9,5%	6,7%	48,8%	51,3%	12,6%	23,9%
33. Gironde	28,7%	20,5%	9,5%	10,0%	49,9%	53,2%	11,8%	16,4%
40. Landes	32,9%	19,4%	7,7%	6,6%	48,3%	52,8%	11,1%	21,2%
47. Lot-et-Garonne.	32,0%	19,7%	10,6%	7,3%	46,2%	51,0%	11,2%	22,0%
64. Pyr. atlantiques *	27,2%	19,6%	9,7%	8,1%	50,3%	52,4%	12,9%	19,9%

Tableau n°12 (5/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	OPS	RGP99	OPS	RGP99	OPS	RGP99	OPS	RGP99
Midi-Pyrénées	28,9%	19,5%	10,4%	8,5%	49,0%	52,7%	11,7%	19,3%
09. Ariège	28,3%	18,8%	10,6%	6,4%	46,4%	51,1%	14,6%	23,8%
12. Aveyron	27,1%	18,5%	10,6%	6,9%	49,0%	51,4%	13,3%	23,2%
31. Haute-Garonne	29,0%	20,3%	9,6%	10,8%	50,2%	54,2%	11,2%	14,7%
32. Gers	32,3%	18,0%	11,8%	6,1%	43,6%	51,8%	12,3%	24,0%
46. Lot *	27,8%	18,3%	11,3%	6,3%	50,6%	51,2%	10,4%	24,2%
65. Hautes-Pyrénées	26,6%	18,4%	9,2%	7,1%	49,8%	52,8%	14,4%	21,7%
81. Tarn	30,5%	19,6%	12,7%	7,5%	46,9%	51,1%	9,9%	21,8%
82. Tarn et Garonne	31,3%	20,6%	11,8%	7,1%	45,8%	51,7%	11,1%	20,6%
Limousin *	26,1%	17,4%	9,7%	7,9%	50,1%	51,5%	14,2%	23,2%
19. Corrèze **	29,2%	17,5%	9,5%	6,8%	49,7%	51,6%	11,6%	24,1%
23. Creuse	25,9%	16,6%	10,7%	6,2%	49,8%	49,9%	13,6%	27,3%
87. Haute Vienne * *	25,6%	17,5%	9,4%	9,3%	50,2%	52,1%	14,8%	21,1%
Rhône-Alpes	30,4%	22,9%	10,4%	9,1%	48,4%	53,2%	10,8%	14,9%
01. Ain *	31,7%	24,4%	11,2%	8,0%	49,8%	53,8%	8,5%	13,8%
07. Ardèche	30,2%	21,1%	9,6%	7,0%	47,8%	52,7%	12,3%	19,2%
26. Drôme	31,6%	22,9%	10,7%	7,7%	44,1%	52,3%	13,6%	17,0%
38. Isère	30,8%	23,3%	10,6%	9,7%	49,0%	53,2%	9,6%	13,8%
42. Loire *	26,3%	21,7%	10,7%	9,0%	47,6%	51,6%	15,4%	17,6%
69. Rhône	29,7%	22,7%	10,2%	10,3%	48,6%	52,8%	11,6%	14,1%
73. Savoie	31,2%	22,0%	9,4%	8,6%	50,9%	53,8%	8,5%	15,7%
74. Haute-Savoie	35,0%	23,8%	10,0%	7,7%	48,5%	55,5%	6,5%	13,0%

Tableau n° 12 (6/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>
Auvergne	29,1%	19,2%	10,0%	8,3%	49,7%	53,0%	11,2%	19,5%
03. Allier *	29,1%	18,4%	10,1%	7,2%	48,2%	51,9%	12,7%	22,5%
15. Cantal	28,0%	17,9%	10,6%	7,2%	50,4%	52,5%	11,0%	22,4%
43. Haute-Loire	28,5%	20,9%	9,8%	7,5%	47,3%	52,3%	14,5%	19,3%
63. Puy-de-Dôme	29,4%	19,3%	9,9%	9,6%	50,9%	54,0%	9,8%	17,1%
Languedoc-Rouss.	32,2%	20,5%	10,5%	8,5%	44,9%	51,3%	12,4%	19,6%
11. Aude	30,4%	19,6%	9,8%	7,0%	46,2%	50,7%	13,6%	22,7%
30. Gard	32,0%	21,7%	9,7%	7,8%	44,2%	52,3%	14,1%	18,3%
34. Hérault **	32,6%	20,5%	11,7%	10,0%	45,1%	51,5%	10,7%	17,9%
48. Lozère *	28,7%	19,5%	11,5%	7,5%	50,2%	52,1%	9,7%	20,9%
66. Pyr. Orientales	33,8%	19,6%	10,1%	7,7%	43,9%	49,8%	12,3%	22,8%
PACA *	31,0%	21,0%	9,4%	8,1%	47,6%	52,2%	12,0%	18,7%
04. A-Hte-Pvence	35,0%	21,1%	7,7%	6,4%	47,9%	52,7%	9,4%	19,9%
05. Hautes-Alpes	30,9%	21,7%	8,7%	6,8%	50,9%	53,3%	9,5%	18,3%
06. A-Maritimes *	28,1%	19,1%	7,9%	7,5%	49,6%	51,5%	14,4%	21,8%
13. Bou-du-Rh *	31,4%	21,6%	9,4%	9,1%	47,7%	52,8%	11,6%	16,4%
83. Var	31,4%	20,7%	10,3%	7,1%	45,9%	51,5%	12,4%	20,6%
84. Vaucluse	31,3%	22,7%	10,7%	8,1%	46,1%	52,2%	11,9%	17,0%
Corse **	31,3%	20,0%	8,7%	7,2%	49,7%	53,5%	10,4%	19,3%
2A. Corse Sud	32,3%	20,6%	8,5%	6,7%	47,9%	53,4%	11,4%	19,3%
2B. Haute Corse **	30,0%	19,6%	8,9%	7,6%	52,1%	53,6%	9,0%	19,3%
Métropole	30,2%	22,1%	10,2%	8,9%	49,0%	52,9%	10,7%	16,1%

Tableau n° 12 (7/7)
Age des personnes présentes dans le parc logement social - Comparaison avec l'ensemble de la population
Tris par département

département	part des mineurs		part des 18-24 ans		part des 25-64 ans		part des 65 et +	
	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>	<i>OPS</i>	<i>RGP99</i>
971. Guadeloupe	33,6%	.	17,2%	.	45,9%	.	3,3%	.
972. Martinique	35,5%	.	10,9%	.	48,7%	.	5,1%	.
973. Guyane	47,2%	.	10,1%	.	40,3%	.	2,5%	.
974. Réunion	38,4%	.	9,9%	.	40,1%	.	11,6%	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC
 Recensement Général de la Population, INSEE, 1999

*écart entre le nombre total de logements selon PLS et selon OPS compris entre 6 et 14 %

** écart entre PLS et OPS supérieur à 14 %

✓ Des occupants des logements sociaux plus jeunes en ZUS et plus âgés en ZRR

Les familles locataires de logements sociaux en ZUS sont plus jeunes dans l'ensemble ; la part des moins de 24 ans dépasse en effet de 2% celle observée pour l'ensemble de la population.

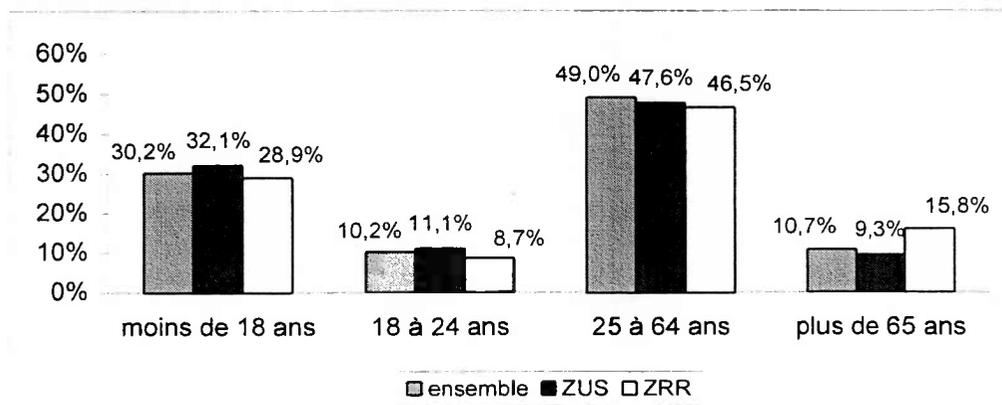
A l'opposé, la population présente en ZRR est plus âgée, 15,8% des locataires de logements sociaux ayant plus de 65 ans en ZRR contre 10,7% dans l'ensemble. Certaines régions dérogent cependant à la règle en ce qui concerne les ZRR, accueillant davantage de familles composées de jeunes enfants. La part des mineurs est ainsi nettement plus importante pour la Haute Normandie (44,4% contre 28,9% pour la Métropole), le Nord Pas de Calais (38%) et la Franche-Comté (34,7%).

Tableau n° 13
Répartition par âge des occupants de logements sociaux en zone prioritaire,
tris par zones géographiques

Zone géographique	part des			
	mineurs	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et plus
zone 1 bis	25,1%	8,55%	52,7%	13,63%
ZUS	27,5%	8,9%	51,0%	12,6%
ZRR	.	.	.	.
zone 1 hors 1 bis	31,2%	9,7%	51,0%	8,1%
ZUS	32,8%	10,5%	49,3%	7,5%
ZRR	.	.	.	.
zone 2	30,0%	10,6%	48,5%	11,0%
ZUS	31,8%	11,1%	47,3%	9,9%
ZRR	30,8%	8,6%	48,3%	12,3%
zone 3	30,9%	10,2%	47,9%	10,9%
ZUS	32,9%	11,7%	46,4%	9,0%
ZRR	29,6%	9,6%	48,7%	12,2%
Métropole	30,2%	10,2%	49,0%	10,7%
ZUS	32,1%	11,1%	47,6%	9,3%
ZRR	28,9%	8,7%	46,5%	15,8%
DOM	37,0%	11,2%	43,6%	8,1%
ZUS	34,5%	12,1%	41,6%	11,9%
ZRR	.	.	.	.

Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Graphique n° 7
Répartition par âge des occupants de logements sociaux en zones sensibles



Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 14
Répartition par âge des occupants de logements sociaux en zones prioritaires, tris par région

région	part de mineurs			part de 18-24 ans			part de 25-64 ans			part de 65 ans et plus		
	ensemble	ZUS	ZRR	ensemble	ZUS	ZRR	ensemble	ZUS	ZRR	ensemble	ZUS	ZRR
Ile de France	29,5%	31,9%		9,4%	10,2%		51,4%	49,6%		9,7%	8,3%	
Ch-Ardenne	29,5%	31,8%	27,4%	10,8%	12,2%	10,4%	49,8%	48,1%	50,5%	10,0%	7,9%	11,7%
Picardie	32,8%	34,9%	29,1%	10,1%	10,7%	9,5%	48,2%	46,5%	46,8%	9,0%	7,9%	14,6%
H. Normandie	30,2%	32,7%	44,4%	9,8%	10,9%	7,5%	48,8%	46,7%	43,9%	11,2%	9,8%	4,3%
Centre	31,2%	33,9%	31,1%	9,9%	11,8%	9,0%	46,8%	45,6%	47,4%	12,1%	8,6%	12,5%
B. Normandie	31,4%	34,0%	33,3%	9,7%	11,6%	9,5%	47,3%	45,9%	46,6%	11,7%	8,5%	10,6%
Bourgogne	29,3%	31,3%	29,5%	10,1%	11,1%	9,8%	48,3%	47,7%	47,2%	12,2%	9,9%	13,5%
N.P de Calais	32,1%	34,4%	38,0%	12,2%	12,2%	11,6%	45,2%	45,2%	42,6%	10,5%	8,1%	7,9%
Lorraine	28,5%	31,1%	28,0%	10,6%	12,3%	10,3%	50,1%	48,3%	51,7%	10,8%	8,3%	10,0%
Alsace	31,2%	34,3%		9,9%	11,4%		49,1%	46,4%		9,9%	7,9%	
Franche Comté	30,5%	32,2%	34,7%	11,5%	12,3%	9,5%	48,5%	47,5%	48,4%	9,6%	8,0%	7,4%
Pays de la Loire	29,2%	30,3%	32,9%	11,2%	11,9%	9,9%	49,5%	49,1%	48,9%	10,1%	8,7%	8,4%
Bretagne *	29,3%	31,0%	24,7%	10,3%	10,8%	8,2%	49,4%	49,3%	47,5%	10,9%	9,0%	19,5%
Poitou-Charentes	27,9%	28,3%	27,5%	10,7%	10,6%	9,6%	50,3%	50,2%	45,5%	11,1%	10,9%	17,4%
Aquitaine	29,0%	29,5%	31,5%	9,5%	9,9%	8,3%	49,5%	48,1%	46,1%	12,0%	12,5%	14,0%
Midi-Pyrénées	28,9%	31,2%	28,9%	10,4%	11,1%	9,7%	49,0%	45,5%	48,9%	11,7%	12,3%	12,6%
Limousin	26,1%	30,1%	26,8%	9,7%	10,6%	10,3%	50,1%	48,9%	49,3%	14,2%	10,4%	13,7%
Rhône-Alpes	30,4%	31,0%	30,8%	10,4%	11,2%	9,2%	48,4%	46,9%	48,4%	10,8%	10,9%	11,6%
Auvergne	29,1%	29,9%	29,7%	10,0%	10,7%	8,8%	49,7%	48,6%	49,9%	11,2%	10,8%	11,6%
Langued.-Rou	32,2%	33,7%	29,6%	10,5%	11,9%	10,2%	44,9%	42,3%	48,7%	12,4%	12,2%	11,5%
PACA	31,0%	31,9%	32,2%	9,4%	9,7%	7,1%	47,6%	46,3%	51,5%	12,0%	12,1%	9,2%
Corse	31,3%	25,8%		8,7%	8,8%	8,5%	49,7%	50,9%	46,0%	10,4%	14,5%	9,1%
Métropole	30,2%	32,1%	28,9%	10,2%	11,1%	8,7%	49,0%	47,6%	46,5%	10,7%	9,3%	15,8%

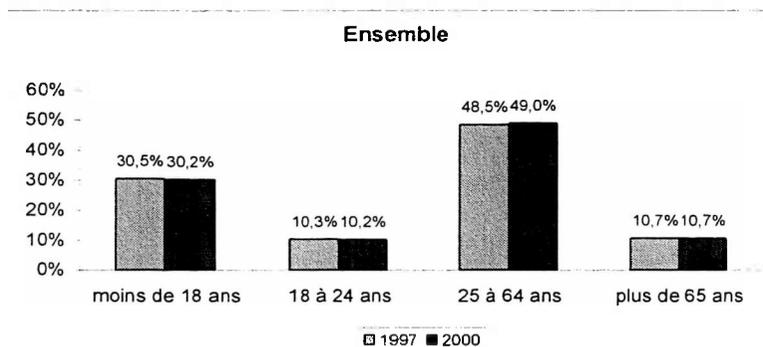
source : enquête Occupation du Parc Social, 2000, exploitation : CRÉDOC

➤ Une répartition par âge des occupants stable par rapport à 1997

Ces proportions n'ont pas évolué dans l'ensemble depuis 1997 et ce, quel que soit le département considéré. La Corse** voit cependant la part des occupants de plus de 65 ans se réduire de 3,6%, au profit des moins de 25 ans.

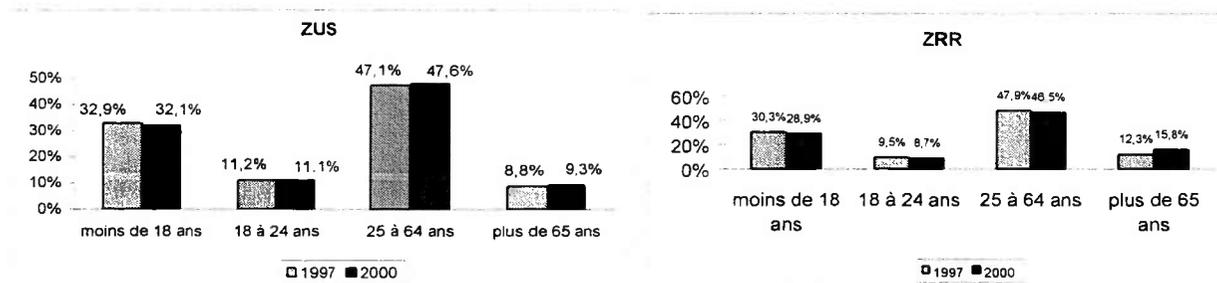
Ces considérations se vérifient moins pour les ZRR pour lesquelles la part des plus de 65 ans a eu tendance à augmenter par rapport à 1997 (+3,5%), au détriment des populations plus jeunes.

Graphique n° 8
Évolution de la répartition par âge des occupants des logements sociaux par rapport à 1997, ensemble



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Graphique n° 9
Évolution de la répartition par âge des occupants des logements sociaux en zones prioritaires par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Les logements sociaux sont loués par des familles plus jeunes que l'ensemble de la population, ce constat étant d'autant plus marqué qu'ils sont situés en ZUS. Les ZRR accueillent quant à elles une population plus âgée dans l'ensemble.

La répartition par âge des locataires de logements sociaux a peu évolué depuis 1997, à l'exception des ZRR pour lesquelles les plus de 65 ans prennent un poids de plus en plus important.

I.4 Structures familiales

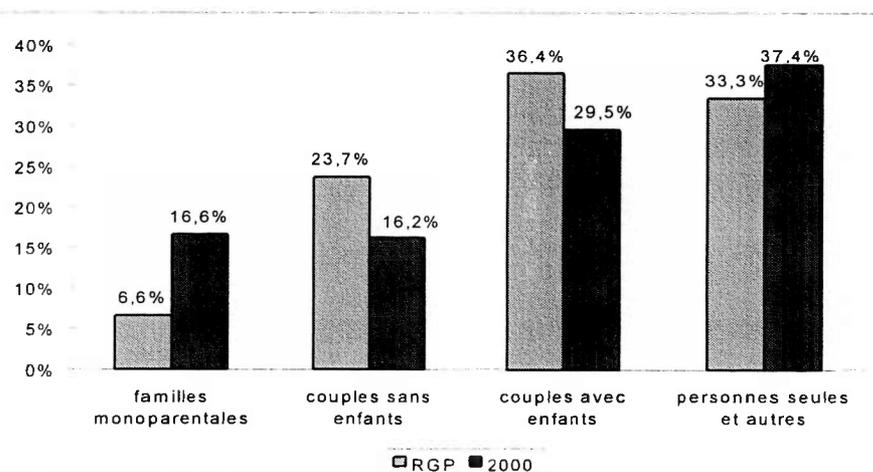
En ce qui concerne la structure familiale des ménages locataires de logements sociaux, on a éliminé les organismes pour lesquels la somme des différentes structures familiales était nulle ou bien supérieure au nombre de ménages enquêtés. Cela nous amène à ne pas considérer 108 organismes (112 421 logements) les résultats portent ainsi sur 95% de la population interrogée.

- *Des logements privilégiés par les familles monoparentales (16,6% contre 6,6% pour le RGP 1990)*

Les logements sociaux sont principalement loués par des personnes seules (34%) et des couples avec enfants (29,5%). Ce chiffre apparaît plus élevé que celui obtenu dans l'enquête logement 1996 : 29,7% de personnes seules parmi les locataires HLM, et 33,5% parmi les locataires autre secteur social. Ceci provient peut-être d'une sous-déclaration des couples dont la situation n'est pas officialisée vis-à-vis du bailleur. Si la part des premiers est proche de celle observée pour la population dans son ensemble, la part des seconds est quant à elle très inférieure à la proportion de couples avec enfants observée en population générale (36,4% pour le RGP 1990). Les familles monoparentales sont par ailleurs très largement sur-représentées (16,6% contre 6,6%).

Les structures familiales observées dans les logements sociaux sont relativement disparates selon la région considérée, notamment en ce qui concerne la part des personnes seules dans les ménages locataires de logements sociaux (39,8% pour le Limousin* et 37,2% pour l'Auvergne contre 34% pour la Métropole).

Graphique n° 10
Répartition des ménages en logement social selon la situation familiale



Source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC, recensement général 1990, INSEE

- *Les ZUS accueillent davantage de familles avec enfants, les ZRR sont privilégiées par les personnes seules*

Le fait que le logement soit situé en ZUS ou ZRR influe aussi sur les structures familiales observées. Les ZUS accueillent davantage de familles : les familles monoparentales représentent 17,7% des ménages locataires de logements sociaux (contre 16,6% dans l'ensemble) et les couples avec enfants 30,4% contre 29,5% pour la Métropole. Les logements sociaux en ZRR sont quant à eux davantage occupés par les personnes seules (37,3% contre 34%).

Tableau n° 15 (1/4)
Structure des ménages ayant répondu à l'enquête OPS -
Comparaison Recensement général 1990 - Tris par département

département	part de familles monoparentales		part de couples sans enfant		part de couples avec enfants		part de personnes seules et de autres personnes autres	
	OPS	RGP90	OPS	RGP90	OPS	RGP90	seules	autres
Ile de France **	16,0%	7,2%	15,9%	21,0%	31,3%	34,0%	31,8%	4,5%
75. Paris **	15,5%	6,3%	15,7%	18,7%	20,9%	18,6%	45,3%	2,5%
77. Sei. et Marne *	17,0%	6,3%	16,0%	22,0%	36,0%	46,2%	26,5%	3,8%
78. Yvelines *	15,7%	6,7%	15,7%	22,0%	37,7%	44,6%	27,2%	3,7%
91. Essonne **	15,6%	7,2%	15,2%	22,2%	34,2%	44,8%	26,2%	8,3%
92. Hts-de-Seine **	16,1%	7,6%	16,4%	21,9%	28,2%	29,7%	34,6%	4,6%
93. Sei.-St-Denis *	16,2%	8,6%	15,4%	20,7%	33,6%	37,0%	29,3%	4,5%
94. Val-de-Marne **	15,9%	8,0%	16,4%	22,4%	30,6%	35,1%	30,6%	5,3%
95. Val d'Oise **	16,8%	7,4%	15,8%	21,1%	36,9%	45,1%	26,9%	3,5%
Ch-Ardenes	15,1%	6,7%	17,0%	24,2%	30,8%	38,7%	34,6%	1,9%
08. Ardenes	16,1%	7,2%	16,2%	23,8%	32,6%	40,2%	33,7%	1,4%
10. Aube	16,4%	6,5%	13,8%	25,6%	27,5%	36,7%	36,6%	2,9%
51. Marne	14,2%	6,6%	18,6%	23,3%	32,1%	39,3%	33,4%	1,7%
52. Haute-Marne ** **	14,5%	6,5%	17,5%	25,3%	27,0%	37,9%	39,0%	2,0%
Picardie	14,6%	6,4%	19,6%	23,7%	30,4%	42,2%	31,1%	4,3%
02. Aisne	17,1%	6,2%	16,1%	24,5%	30,1%	40,4%	38,0%	1,8%
60. Oise	16,0%	6,2%	16,7%	22,9%	37,3%	45,2%	28,4%	1,7%
80. Somme	9,2%	6,8%	28,8%	24,0%	18,8%	40,0%	31,4%	11,9%
Haute Normandie	16,0%	6,6%	18,0%	24,3%	30,4%	40,2%	32,4%	3,2%
27. Eure	20,6%	6,1%	13,3%	24,5%	27,3%	42,5%	32,6%	6,3%
76. Seine-Marit.	14,8%	6,8%	19,3%	24,3%	31,2%	39,3%	32,3%	2,4%
Centre *	16,4%	5,6%	15,9%	26,8%	28,9%	36,8%	35,8%	2,7%
18. Cher	16,4%	5,4%	13,3%	27,1%	22,1%	34,6%	40,5%	7,7%
28. Eure et Loir *	16,2%	5,6%	15,5%	25,4%	35,4%	41,2%	31,6%	1,3%
36. Indre	15,1%	5,8%	16,8%	27,9%	24,0%	32,4%	42,1%	1,0%
37. Indre et Loire *	16,9%	5,8%	17,9%	26,4%	27,7%	36,3%	36,5%	0,9%
41. Loir et Cher **	17,0%	5,1%	15,1%	29,3%	30,1%	35,5%	36,4%	1,5%
45. Loiret	16,3%	5,8%	15,0%	26,2%	31,2%	38,2%	32,7%	4,1%
B. Normandie	15,5%	6,2%	16,8%	24,5%	31,3%	38,2%	34,7%	1,7%
14. Calvados	16,8%	6,9%	16,4%	23,2%	33,0%	38,6%	31,7%	2,2%
50. Manche	12,3%	5,6%	18,2%	25,5%	30,7%	38,6%	37,5%	1,4%
61. Orne	20,3%	5,8%	13,9%	25,7%	25,7%	36,8%	39,6%	0,5%

Tableau n° 15 (2/4)
Structure des ménages ayant répondu à l'enquête OPS -
Comparaison Recensement général 1990 - Tris par département

département	part de familles monoparentales		part de couples sans enfant		part de couples avec enfants		part de personnes seules et de autres personnes seules	
	OPS	RGP90	OPS	RGP90	OPS	RGP90	personnes seules	autres personnes seules
Bourgogne	14,4%	6,0%	19,0%	26,2%	29,1%	35,0%	34,9%	2,5%
21. Côte d'Or	16,9%	6,5%	15,5%	23,9%	32,6%	36,4%	33,7%	1,4%
58. Nièvre	14,4%	5,9%	31,9%	27,5%	26,9%	31,0%	26,3%	0,6%
71. Saône et Loi.	11,6%	6,0%	20,1%	26,6%	25,6%	36,0%	39,3%	3,4%
89. Yonne	16,4%	5,4%	14,4%	27,9%	32,3%	34,4%	33,2%	3,6%
N.p.de Calais	16,5%	7,4%	16,1%	22,2%	30,1%	41,2%	34,6%	2,8%
59. Nord	16,3%	7,5%	16,2%	22,0%	29,1%	40,7%	35,4%	3,1%
62. Pas de calais	17,0%	7,2%	15,7%	22,6%	32,3%	42,0%	33,0%	2,2%
Lorraine	16,8%	6,7%	16,2%	23,0%	30,3%	40,0%	34,1%	2,7%
54. Meu. et Moselle	16,8%	6,9%	15,8%	22,9%	28,9%	37,8%	35,2%	3,3%
55. Meuse	17,9%	6,4%	15,6%	24,2%	28,8%	39,0%	37,6%	0,2%
57. Moselle	17,5%	6,7%	16,4%	22,4%	33,5%	42,3%	29,7%	3,0%
88. Vosges	15,0%	6,7%	16,7%	24,1%	26,7%	38,9%	39,7%	1,9%
Alsace	16,0%	6,3%	17,0%	23,0%	34,8%	39,0%	29,7%	2,5%
67. Bas-Rhin *	17,3%	6,3%	17,0%	22,7%	35,5%	38,3%	28,2%	2,0%
68. Haut-Rhin	14,3%	6,1%	17,0%	23,4%	31,1%	40,0%	31,6%	3,1%
Franche-Comté	16,6%	6,7%	14,9%	23,8%	31,3%	38,5%	35,6%	1,5%
25. Doubs	16,5%	7,0%	14,9%	22,6%	30,4%	39,1%	37,0%	1,2%
39. Jura	16,7%	6,3%	14,0%	25,4%	32,9%	36,3%	34,1%	2,1%
70. Haute-Saône	17,0%	6,2%	15,2%	24,3%	29,9%	39,8%	35,4%	2,5%
90. Belfort	16,2%	7,2%	15,6%	24,0%	33,1%	38,0%	34,0%	1,0%
Pays de la Loire	16,6%	5,6%	16,8%	24,9%	27,2%	40,1%	37,2%	2,3%
44. Loire Atlantique	18,7%	6,5%	15,1%	23,2%	26,7%	39,9%	38,0%	1,5%
49. Maine et Loire	15,4%	5,6%	18,6%	23,9%	29,6%	40,8%	34,6%	1,8%
53. Mayenne	14,1%	4,6%	16,5%	25,7%	28,6%	40,6%	39,9%	0,9%
72. Sarthe	15,4%	5,3%	17,5%	27,5%	27,0%	38,2%	37,1%	3,1%
85. Vendée	17,5%	4,8%	15,6%	26,6%	19,4%	41,6%	41,0%	6,5%
Bretagne *	18,2%	6,2%	13,1%	23,2%	23,7%	36,9%	43,0%	2,0%
22. Côte. d'Armor	20,7%	6,0%	11,4%	25,2%	20,6%	34,7%	43,8%	3,5%
29. Finistère *	18,7%	6,4%	11,8%	22,3%	21,2%	36,1%	46,6%	1,7%
35. Ille-et-Vilaine	17,5%	5,9%	15,4%	22,9%	26,1%	38,8%	39,6%	1,4%
56. Morbihan **	17,3%	6,7%	11,8%	22,9%	24,8%	37,7%	43,7%	2,3%

Tableau n° 15 (3/4)
Structure des ménages ayant répondu à l'enquête OPS -
Comparaison Recensement général 1990 - Tris par département

département	part de familles monoparentales		part de couples sans enfant		part de couples avec enfants		part de personnes seules et de autres personnes seules	
	OPS	RGP90	OPS	RGP90	OPS	RGP90	seules	autres
Poitou-Charentes	18,1%	5,6%	16,9%	27,9%	21,3%	35,4%	39,9%	3,6%
16. Charente	18,5%	5,8%	14,9%	27,0%	21,0%	35,5%	42,0%	3,0%
17. Char-Maritime	19,0%	6,0%	15,6%	29,4%	21,7%	33,5%	38,6%	5,2%
79. Deux-Sèvres	17,1%	4,9%	23,0%	27,9%	20,4%	38,9%	38,2%	1,3%
86. Vienne *	17,5%	5,5%	15,8%	26,4%	21,7%	34,8%	41,1%	3,9%
Aquitaine	19,6%	6,6%	14,8%	24,8%	25,6%	33,6%	32,7%	4,2%
24. Dordogne	20,2%	5,9%	11,7%	28,6%	23,0%	30,7%	37,3%	7,8%
33. Gironde	18,4%	6,8%	15,9%	24,0%	25,4%	34,5%	29,1%	5,2%
40. Landes	21,9%	6,2%	13,9%	25,0%	28,5%	34,1%	34,5%	1,2%
47. Lot-et-Garonne.	21,0%	6,3%	13,2%	27,1%	21,0%	32,8%	42,8%	1,9%
64. Pyr. atlantiques *	20,7%	7,2%	15,0%	22,4%	28,1%	33,7%	34,1%	2,2%
Midi-Pyrénées	19,2%	6,4%	14,9%	24,4%	24,5%	33,2%	37,5%	3,9%
09. Ariège	16,0%	5,9%	16,9%	26,1%	22,7%	31,2%	44,4%	0,1%
12. Aveyron	19,1%	5,3%	16,4%	25,2%	27,3%	33,3%	36,1%	1,1%
31. Haute-Garonne	18,4%	6,9%	16,0%	22,6%	26,2%	33,7%	36,4%	2,9%
32. Gers	26,1%	6,4%	13,7%	24,5%	22,7%	31,4%	35,3%	2,2%
46. Lot *	20,9%	5,8%	13,1%	27,0%	25,4%	30,6%	40,3%	0,3%
65. Hautes-Pyrénées	16,6%	7,1%	13,0%	23,9%	18,8%	32,5%	40,5%	11,1%
81. Tarn	21,1%	5,9%	12,7%	26,4%	21,7%	34,6%	38,0%	6,4%
82. Tarn et Garonne	22,3%	6,3%	13,5%	25,5%	25,2%	34,7%	38,2%	0,8%
Limousin *	14,9%	5,8%	18,7%	26,6%	21,1%	30,7%	39,8%	5,4%
19. Corrèze **	14,9%	5,9%	17,7%	26,8%	28,5%	31,0%	36,1%	2,8%
23. Creuse	14,0%	5,9%	17,7%	26,7%	18,9%	27,8%	42,9%	6,3%
87. Haute Vienne *	15,1%	5,8%	19,1%	26,4%	20,5%	31,5%	39,7%	5,6%
Rhône-Alpes	15,6%	6,7%	15,8%	23,0%	31,2%	38,2%	33,1%	4,4%
01. Ain * *	15,5%	5,9%	15,1%	23,8%	36,0%	41,5%	32,5%	1,0%
07. Ardèche	15,8%	6,1%	16,3%	24,4%	28,5%	37,1%	37,9%	1,6%
26. Drôme	19,3%	6,7%	14,3%	24,5%	32,5%	37,3%	32,9%	0,4%
38. Isère	16,2%	6,7%	15,4%	22,6%	33,5%	40,1%	30,2%	4,7%
42. Loire *	13,4%	6,4%	19,7%	23,7%	27,7%	38,4%	37,2%	2,0%
69. Rhône	14,9%	7,0%	15,7%	22,3%	28,6%	36,0%	34,2%	6,4%
73. Savoie	16,1%	6,6%	14,1%	22,7%	31,6%	37,5%	34,0%	4,2%
74. Haute-Savoie	17,7%	6,9%	13,3%	22,0%	36,2%	39,6%	26,2%	6,8%

Tableau n° 15 (4/4)
Structure des ménages ayant répondu à l'enquête OPS -
Comparaison Recensement général 1990 - Tris par département

département	part de familles monoparentales		part de couples sans enfant		part de couples avec enfants		part de personnes seules et de autres personnes seules	
	OPS	RGP90	OPS	RGP90	OPS	RGP90	personnes seules	autres personnes seules
Auvergne	16,3%	6,3%	16,3%	24,2%	27,6%	34,6%	37,2%	2,7%
03. Allier *	16,9%	6,0%	14,9%	26,6%	23,7%	31,3%	39,3%	5,1%
15. Cantal	16,5%	6,0%	17,7%	23,3%	29,8%	35,0%	34,8%	1,2%
43. Haute-Loire	15,4%	6,2%	15,6%	23,4%	27,8%	37,5%	40,2%	1,0%
63. Puy-de-Dôme	16,0%	6,6%	17,0%	23,1%	29,4%	35,5%	35,7%	2,0%
Languedoc-Rouss.	21,7%	6,9%	15,1%	26,0%	27,5%	33,1%	33,5%	2,2%
11. Aude	22,7%	6,4%	12,2%	27,5%	23,2%	32,0%	36,5%	5,5%
30. Gard	18,7%	7,0%	18,3%	25,5%	29,6%	35,7%	31,9%	1,5%
34. Hérault **	24,1%	7,0%	14,4%	25,0%	27,2%	32,8%	33,3%	1,1%
48. Lozère *	16,5%	5,7%	12,0%	23,0%	29,3%	34,5%	39,4%	2,8%
66. Pyr. Orientales	22,5%	7,1%	13,5%	28,2%	27,9%	30,4%	33,2%	2,9%
PACA *	18,6%	7,4%	16,6%	25,0%	28,4%	32,8%	32,2%	3,8%
04. A-Hte-Pvence	19,5%	6,3%	14,1%	26,9%	33,5%	33,3%	31,4%	1,5%
05. Hautes-Alpes	15,8%	6,9%	13,8%	23,9%	32,3%	34,5%	37,4%	0,7%
06. A-Maritimes *	14,4%	7,1%	13,4%	26,3%	22,3%	27,3%	44,4%	5,2%
13. Bou-du-Rh *	17,6%	8,0%	18,3%	22,7%	29,4%	35,6%	30,0%	4,2%
83. Var	24,4%	7,0%	19,1%	27,7%	29,6%	32,1%	23,4%	3,6%
84. Vaucluse	21,8%	7,2%	12,8%	25,1%	29,9%	35,9%	33,4%	2,1%
Corse **	19,5%	7,6%	17,7%	21,6%	29,5%	33,7%	27,8%	5,5%
2A. Corse Sud	21,4%	7,5%	17,2%	21,8%	29,6%	33,6%	26,6%	5,2%
2B. Haute Corse **	17,8%	7,6%	18,2%	21,4%	29,4%	33,8%	28,9%	5,7%
Métropole	16,6%	6,6%	16,2%	23,7%	29,5%	36,4%	34,0%	3,4%
971. Guadeloupe	38,8%	.	6,7%	.	23,8%	.	29,3%	1,3%
972. Martinique	44,7%	.	5,8%	.	26,6%	.	22,9%	0,0%
973. Guyane	40,7%	.	7,3%	.	29,0%	.	22,9%	0,0%
974. Réunion	25,4%	.	6,9%	.	24,6%	.	28,6%	24,5%

source : enquête Occupation du Parc Social, 2000, exploitation : CREDOC
recensement général de la population, 1990, INSEE

* écart entre le nombre total de logements selon PLS et selon OPS compris entre 6 et 14 %

** écart entre PLS et OPS supérieur à 14 %

Tableau n° 16
Structure des ménages en logement social en ZUS et ZRR : tris par région

Région	part de familles monoparentales			part de couples sans enfant			part de couples avec enfants			part de personnes seules			autres		
	Ensemble	ZUS	ZRR	Ensemble	ZUS	ZRR	Ensemble	ZUS	ZRR	Ensemble	ZUS	ZRR	Ensemble	ZUS	ZRR
Ile de France	16,0%	16,5%	.	15,9%	14,9%	.	31,3%	34,4%	.	31,8%	28,6%	.	4,5%	4,5%	.
Ch-Ardenne	15,1%	17,6%	14,8%	17,0%	15,2%	17,1%	30,8%	31,6%	26,7%	34,6%	33,2%	38,7%	1,9%	1,8%	2,8%
Picardie	14,6%	16,3%	13,0%	19,6%	19,1%	15,5%	30,4%	30,4%	37,4%	31,1%	28,6%	33,8%	4,3%	5,6%	0,0%
H. Normandie	14,6%	19,2%	15,6%	19,6%	15,1%	1,6%	30,4%	30,1%	39,1%	31,1%	32,0%	29,7%	4,3%	3,6%	14,1%
Centre	16,4%	18,7%	14,4%	15,9%	13,8%	16,6%	28,9%	30,4%	25,1%	35,8%	35,5%	38,6%	2,7%	1,6%	4,9%
B. Normandie	15,5%	18,9%	16,3%	16,8%	14,2%	16,8%	31,3%	26,4%	28,7%	34,7%	37,4%	33,9%	1,7%	1,8%	0,5%
Bourgogne	14,4%	15,9%	15,2%	19,0%	18,3%	17,0%	29,1%	31,2%	28,0%	34,9%	31,3%	38,8%	2,5%	3,3%	1,0%
N.Pas de Calais	16,5%	19,0%	13,9%	16,1%	14,0%	18,5%	30,1%	29,6%	44,6%	34,6%	35,1%	21,5%	2,8%	2,2%	1,5%
Lorraine	16,8%	19,4%	16,6%	16,2%	13,8%	15,7%	30,3%	30,5%	33,5%	34,1%	33,0%	33,2%	2,7%	3,4%	1,0%
Alsace	16,0%	18,3%	.	17,0%	15,1%	.	34,8%	38,5%	.	29,7%	26,0%	.	2,5%	2,2%	.
Franche-Comté	16,6%	17,7%	17,1%	14,9%	13,7%	12,7%	31,3%	32,1%	40,0%	35,6%	34,7%	28,9%	1,5%	1,8%	1,4%
Pays de la Loire	16,6%	19,7%	10,2%	16,8%	14,0%	20,5%	27,2%	26,7%	34,1%	37,2%	37,7%	33,4%	2,3%	1,9%	1,8%
Bretagne *	18,2%	19,2%	12,9%	13,1%	12,5%	13,7%	23,7%	25,0%	13,9%	43,0%	40,7%	57,8%	2,0%	2,6%	1,8%
Poitou-Charentes	18,1%	18,7%	16,6%	16,9%	15,5%	20,9%	21,3%	21,0%	26,7%	39,9%	40,7%	34,3%	3,6%	3,8%	1,5%
Aquitaine	19,6%	19,3%	19,9%	14,8%	14,6%	15,3%	25,6%	26,7%	27,4%	32,7%	31,0%	36,0%	4,2%	5,0%	1,5%
Midi-Pyrénées	19,2%	18,5%	19,1%	14,9%	13,0%	14,3%	24,5%	25,5%	24,9%	37,5%	37,1%	37,2%	3,9%	5,9%	4,5%
Limousin	14,9%	18,5%	14,6%	18,7%	17,3%	17,5%	21,1%	23,5%	20,8%	39,8%	34,1%	42,0%	5,4%	6,7%	5,1%
Rhône-Alpes	15,6%	15,9%	15,7%	15,8%	14,7%	15,7%	31,2%	31,0%	29,5%	33,1%	32,0%	36,4%	4,4%	5,4%	2,7%
Auvergne	16,3%	15,8%	15,4%	16,3%	16,2%	17,0%	27,6%	25,7%	30,5%	37,2%	38,5%	34,1%	2,7%	3,8%	3,0%
Languedoc-Rous	21,7%	22,7%	17,3%	15,1%	14,1%	14,9%	27,5%	29,4%	28,8%	33,5%	31,4%	36,9%	2,2%	2,4%	2,1%
PACA	18,6%	17,1%	13,9%	16,6%	14,8%	11,7%	28,4%	26,2%	30,7%	32,2%	36,9%	42,5%	3,8%	4,5%	0,7%
Corse	19,5%	16,1%	18,5%	17,7%	20,8%	13,0%	29,5%	23,9%	33,0%	27,8%	32,8%	32,4%	5,5%	6,5%	3,1%
Métropole	16,6%	17,7%	15,9%	16,2%	14,8%	16,3%	29,5%	30,4%	27,4%	34,0%	32,8%	37,3%	3,4%	3,7%	3,0%

source : enquête Occupation du Parc Social, 2000, exploitation : CREDOC

Tableau n° 17
Structure des ménages en logement social en ZUS et en ZRR : tris par zone géographique

zone géographique	part de familles monoparentales			part de couples sans enfant			part de couples avec enfants			part de personnes seules			autres		
	Ens- emble	ZUS	ZRR	Ens- emble	ZUS	ZRR	Ens- emble	ZUS	ZRR	Ens- emble	ZUS	ZRR	Ens- emble	ZUS	ZRR
zone 1 bis	15,6%	15,6%	.	16,4%	17,0%	.	24,5%	24,9%	.	39,7%	38,0%	.	3,6%	3,7%	.
zone 1 hors 1 bis	16,2%	16,7%	.	15,6%	14,5%	.	34,4%	36,6%	.	28,2%	26,4%	.	5,0%	5,0%	.
zone 2	16,8%	17,8%	15,0%	16,4%	14,9%	16,6%	28,5%	29,0%	17,7%	34,6%	34,1%	38,5%	3,4%	3,6%	1,9%
zone 3	16,7%	19,0%	15,9%	16,2%	14,4%	16,2%	29,7%	30,0%	27,4%	34,6%	33,8%	37,3%	2,7%	2,8%	3,0%
Métropole	16,6%	17,7%	15,9%	16,2%	14,8%	16,3%	29,5%	30,4%	27,4%	34,0%	32,8%	37,3%	3,4%	3,7%	3,0%
DOM	34,5%	28,4%	.	6,5%	6,4%	.	25,2%	22,6%	.	21,9%	22,5%	.	12,0%	6,4%	.

source : enquête Occupation du Parc Social, 2000, exploitation : CREDOC

La zone 1 bis est surtout occupée par des familles sans enfants (39,7% de personnes seules contre 34% pour la Métropole), notamment en ZUS où personnes seules et couples sans enfants sont sur-représentés.

La zone 1 hors 1 bis accueille quant à elle plus de couples avec enfants (34,4% contre 29,5% pour la Métropole) et des structures familiales complexes (5% contre 3,4%). La zone 2 reste proche des structures observées en moyenne alors que la zone 3 accueille davantage de familles monoparentales, notamment en ZUS (19% contre 17,7% pour la Métropole).

Les DOM présentent quant à eux des résultats clairement atypiques, avec une proportion de familles monoparentales s'élevant à 34,5% (contre 16,6%) des ménages locataires de logements sociaux tandis que les couples sans enfants ne représentent que 6,5% (contre 16,2%) de cette même population et les autres structures familiales 12% (contre 3,4%).

➤ *Des structures relativement stables par rapport à 1997*

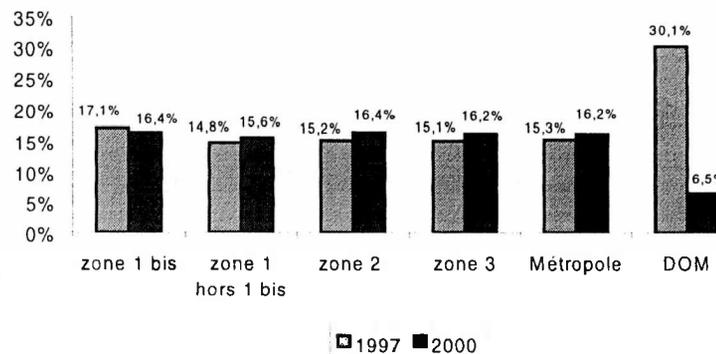
La distinction des personnes seules et ménages complexes n'étant possible que pour la vague 2000, ces structures familiales ont été considérées communément en ce qui concerne l'évolution des structures familiales.

La définition des familles avec enfants a par ailleurs été modifiée par rapport à 1997 de manière à correspondre à la définition INSEE (s'il y a un autre adulte que les parents et les enfants dans le ménage, ce dernier est désormais classé dans la catégorie famille monoparentale ou couple avec enfants selon le cas et non plus dans la catégorie autre ménage), la répartition des locataires en fonction de leur structure familiale a ainsi quelque peu été modifiée pour la vague 2000. Les parts des couples sans enfants et des familles monoparentales ont ainsi légèrement augmenté en contrepartie d'une baisse du nombre de couples avec enfants. Les résultats sont proches pour l'ensemble des zones.

Graphique n° 11
Évolution par rapport à 1997 selon les zones géographiques de la part des différents types de ménages

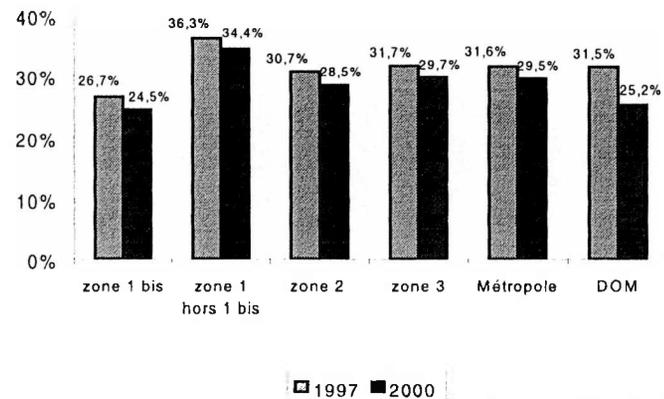
couples sans enfants

Part de couples sans enfants



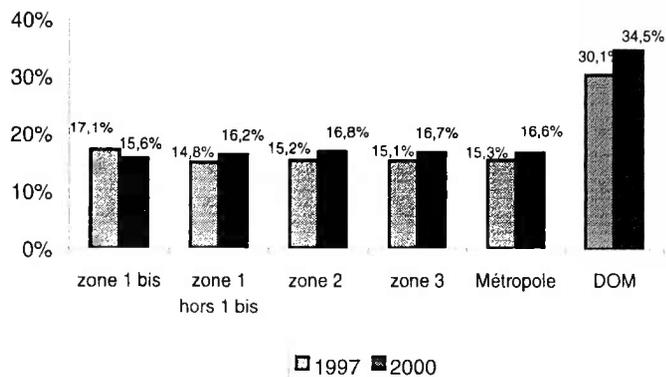
couples avec enfants

Part de couples avec enfants



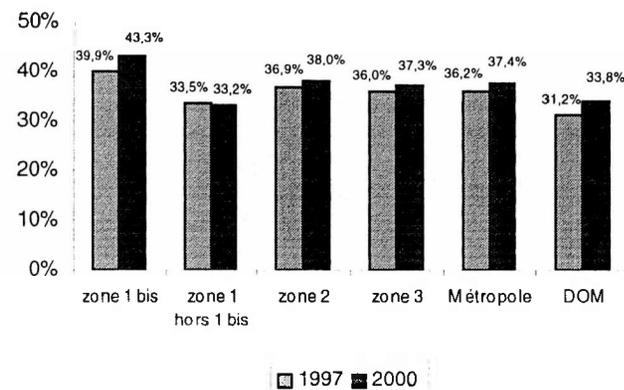
familles monoparentales

Part de familles monoparentales



personnes seules et autres

Part de personnes seules et autres



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

- *46% de ménages avec enfants (couples avec enfants et familles monoparentales) en Métropole dont la moitié est constituée de couples avec deux enfants ou moins (20,2% de la population des locataires de logements sociaux).*

Ces chiffres seront comparés aux résultats issus du Recensement Général de la Population 1999, dès leur parution, notamment en ce qui concerne les données relatives au nombre d'enfants (familles de 2 enfants et moins et de 3 enfants et plus) qui n'étaient pas disponibles pour la vague 1997 (la distinction portait alors sur l'âge des enfants).

Les familles nombreuses représentent 11,9% des ménages locataires de logements sociaux, l'Alsace et le Nord Pas de Calais présentant des proportions encore plus élevées (15,3% et 14,7% respectivement). Les familles corses sont par ailleurs moins nombreuses, la part des familles avec deux enfants ou moins dépassant de 5,6% celle observée en Métropole. Le Poitou-Charentes est d'autre part majoritairement sur-représenté par les familles sans enfants, celles-ci représentant 60,6% des locataires de logements sociaux (54% en Métropole).

- *D'avantage de familles nombreuses en ZUS (15,5% contre 11,9%), ces structures familiales étant peu fréquentes en ZRR (9,8%)*

Les familles nombreuses sont plus présentes en ZUS (15,5% contre 11,9% pour la Métropole), notamment en Alsace (22%) et à l'exception de la Corse (6,7%), alors que les ZRR accueillent plutôt des familles sans enfants (56,7% contre 54%). Bretagne * et Limousin ont ainsi une proportion de près de 3 points inférieurs à la moyenne nationale en ce qui concerne les familles nombreuses locataires de logements sociaux en ZRR, la part des familles sans enfants atteignant 73,2% pour la Bretagne * (contre 54% pour la Métropole). La répartition des familles avec moins de 3 enfants est moins diversifiée selon les régions, se situant entre 30 et 40% des ménages locataires.

Tableau n° 18 (1/4)
Taille des familles avec enfants, tris par départements

Département	familles monoparentales avec 3 enfants ou plus	familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants	couples avec 3 enfants ou plus	couples avec 1 ou 2 enfants	ensemble des ménages avec enfants
Ile de France **	2,4%	13,7%	9,5%	21,8%	47,3%
75. Paris **	1,8%	13,7%	6,4%	14,6%	36,4%
77. Sei. et Marne *	2,8%	14,2%	11,1%	24,9%	53,0%
78. Yvelines *	2,4%	13,3%	12,1%	25,6%	53,4%
91. Essonne **	2,5%	13,1%	9,9%	24,3%	49,8%
92. Hts-de-Seine **	2,4%	13,8%	7,4%	20,8%	44,4%
93. Sei.-St-Denis *	2,7%	13,5%	11,3%	22,3%	49,7%
94. Val-de-Marne **	2,1%	13,9%	9,2%	22,0%	47,1%
95. Val d'Oise **	2,7%	14,1%	11,5%	25,3%	53,6%
Ch-Ardennes	2,6%	12,5%	9,2%	21,6%	45,8%
08. Ardennes	3,1%	13,1%	11,5%	21,1%	48,7%
10. Aube	2,9%	13,5%	8,7%	18,8%	43,9%
51. Marne	0,0%	11,9%	8,9%	23,2%	46,3%
52. Haute-Marne ** **	2,4%	12,1%	6,8%	20,3%	41,5%
Picardie	2,7%	11,9%	9,9%	20,5%	45,0%
02. Aisne	3,5%	13,5%	10,5%	19,7%	47,2%
60. Oise	2,7%	13,3%	12,0%	25,3%	53,3%
80. Somme	1,7%	7,5%	5,7%	13,1%	28,0%
Haute Normandie	2,8%	13,2%	8,6%	21,7%	46,4%
27. Eure	3,9%	16,6%	8,6%	18,7%	47,9%
76. Seine-Marit.	2,5%	12,2%	8,6%	22,5%	46,0%
Centre *	3,1%	13,3%	8,9%	20,1%	45,3%
18. Cher	2,7%	13,7%	6,7%	15,4%	38,5%
28. Eure et Loir *	2,8%	13,4%	12,2%	23,2%	51,5%
36. Indre	2,0%	13,1%	5,9%	18,0%	39,1%
37. Indre et Loire *	2,8%	14,2%	6,9%	20,8%	44,6%
41. Loir et Cher **	2,5%	14,4%	8,4%	21,7%	47,0%
45. Loiret	4,3%	12,0%	11,3%	20,0%	47,5%
B. Normandie	2,6%	12,9%	9,0%	22,3%	46,8%
14. Calvados	2,8%	14,0%	10,0%	22,9%	49,7%
50. Manche	2,0%	10,3%	8,2%	22,4%	42,9%
61. Orne	3,9%	16,4%	7,2%	18,5%	46,0%

Tableau n° 18 (2/4)
Taille des familles avec enfants, tris par départements

Département	familles monoparentales avec 3 enfants ou plus	familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants	couples avec 3 enfants ou plus	couples avec 1 ou 2 enfants	ensemble des ménages avec enfants
Bourgogne	2,2%	12,3%	8,8%	20,4%	43,6%
21. Côte d'Or	2,3%	14,6%	10,3%	22,4%	49,5%
58. Nièvre	2,1%	12,3%	6,0%	20,9%	41,3%
71. Saône et Loi.	1,7%	9,9%	7,0%	18,5%	37,1%
89. Yonne	2,9%	13,5%	11,6%	20,7%	48,7%
N.p.de Calais	3,4%	13,1%	11,3%	18,8%	46,6%
59. Nord	3,4%	12,9%	10,8%	18,3%	45,3%
62. Pas de calais	3,5%	13,4%	12,3%	20,0%	49,2%
Lorraine	2,8%	14,0%	9,0%	21,3%	47,1%
54. Meu. et Moselle	2,7%	14,0%	8,8%	20,1%	45,6%
55. Meuse	3,0%	14,8%	8,4%	20,5%	46,7%
57. Moselle	3,2%	14,3%	9,6%	23,9%	51,0%
88. Vosges	2,2%	12,8%	8,3%	18,4%	41,7%
Alsace	3,1%	12,9%	12,2%	22,7%	50,8%
67. Bas-Rhin *	3,4%	14,0%	12,7%	22,8%	52,8%
68. Haut-Rhin	2,9%	11,4%	11,6%	22,5%	48,4%
Franche-Comté	2,8%	13,8%	11,0%	20,4%	47,9%
25. Doubs	2,5%	14,0%	10,5%	19,9%	47,0%
39. Jura	3,4%	13,3%	11,3%	21,6%	49,6%
70. Haute-Saône	3,1%	13,9%	10,7%	19,3%	46,9%
90. Belfort	2,9%	13,4%	12,0%	21,2%	49,4%
Pays de la Loire	3,0%	13,6%	7,7%	19,5%	43,7%
44. Loire Atlantique	3,0%	15,7%	7,6%	19,2%	45,4%
49. Maine et Loire	3,5%	11,9%	8,8%	20,8%	45,0%
53. Mayenne	2,7%	11,4%	8,6%	20,0%	42,7%
72. Sarthe	2,4%	12,9%	7,5%	19,4%	42,3%
85. Vendée	2,7%	14,8%	4,2%	15,2%	37,0%
Bretagne *	3,0%	15,2%	6,5%	17,2%	41,9%
22. Côte. d'Armor	3,5%	17,2%	5,8%	14,8%	41,4%
29. Finistère *	3,1%	15,6%	5,5%	15,7%	39,9%
35. Ille-et-Vilaine	2,7%	14,8%	6,9%	19,2%	43,6%
56. Morbihan **	3,0%	14,3%	7,7%	17,1%	42,2%
Poitou-Charentes	2,7%	15,3%	5,2%	16,1%	39,4%
16. Charente	2,6%	15,9%	5,2%	15,8%	39,5%
17. Char-Maritime	2,8%	16,2%	5,3%	16,4%	40,7%
79. Deux-Sèvres	3,3%	13,7%	4,1%	16,3%	37,5%
86. Vienne *	2,4%	15,1%	5,8%	15,8%	39,2%

Tableau n° 18 (3/4)
Taille des familles avec enfants, tris par départements

Département	familles monoparentales avec 3 enfants ou plus	familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants	couples avec 3 enfants ou plus	couples avec 1 ou 2 enfants	ensemble des ménages avec enfants
Aquitaine	4,3%	15,3%	6,4%	19,2%	45,2%
24. Dordogne	2,9%	17,3%	5,5%	17,5%	43,2%
33. Gironde	5,5%	12,8%	6,1%	19,3%	43,8%
40. Landes	3,0%	18,9%	7,3%	21,2%	50,4%
47. Lot-et-Garonne.	3,2%	17,8%	7,1%	14,0%	42,0%
64. Pyr. atlantiques *	2,9%	17,7%	7,0%	21,2%	48,8%
Midi-Pyrénées	2,7%	16,5%	6,6%	17,9%	43,7%
09. Ariège	2,3%	13,7%	7,2%	15,4%	38,7%
12. Aveyron	2,5%	16,7%	6,9%	20,4%	46,5%
31. Haute-Garonne	2,2%	16,2%	6,8%	19,5%	44,6%
32. Gers	7,8%	18,3%	5,5%	17,2%	48,8%
46. Lot *	3,1%	17,8%	6,5%	18,9%	46,4%
65. Hautes-Pyrénées	2,0%	14,7%	4,0%	14,9%	35,5%
81. Tarn	3,4%	17,8%	7,3%	14,4%	42,9%
82. Tarn et Garonne	3,0%	19,3%	9,2%	16,0%	47,5%
Limousin *	2,1%	12,8%	4,8%	16,4%	36,0%
19. Corrèze **	1,9%	13,0%	6,6%	22,0%	43,4%
23. Creuse	1,7%	12,3%	4,6%	14,4%	33,0%
87. Haute Vienne *	2,2%	12,9%	4,6%	16,0%	35,6%
Rhône-Alpes	2,6%	13,0%	10,4%	20,7%	46,7%
01. Ain * *	2,7%	12,8%	11,9%	24,1%	51,5%
07. Ardèche	2,7%	13,2%	9,0%	19,5%	44,3%
26. Drôme	3,7%	15,6%	13,3%	19,2%	51,7%
38. Isère	2,7%	13,5%	10,9%	22,6%	49,6%
42. Loire *	2,2%	11,2%	8,2%	19,6%	41,1%
69. Rhône	2,6%	12,3%	10,1%	18,5%	43,5%
73. Savoie	2,3%	13,8%	8,5%	23,1%	47,7%
74. Haute-Savoie	2,8%	14,9%	13,3%	22,8%	53,8%
Auvergne	2,3%	14,0%	6,9%	20,7%	43,8%
03. Allier *	2,7%	14,3%	5,8%	17,9%	40,7%
15. Cantal	2,0%	14,5%	6,9%	22,9%	46,3%
43. Haute-Loire	2,1%	13,4%	8,5%	19,3%	43,3%
63. Puy-de-Dôme	2,1%	13,9%	7,1%	22,3%	45,4%

Tableau n° 18 (4/4)
Taille des familles avec enfants, tris par départements

Département	familles monoparentales avec 3 enfants ou plus	familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants	couples avec 3 enfants ou plus	couples avec 1 ou 2 enfants	ensemble des ménages avec enfants
Languedoc-Rouss.	4,3%	17,4%	8,6%	19,0%	49,2%
11. Aude	3,9%	18,8%	6,6%	16,7%	45,9%
30. Gard	4,8%	13,9%	9,8%	19,8%	48,3%
34. Hérault **	3,9%	20,2%	8,2%	19,0%	51,3%
48. Lozère *	2,2%	14,3%	8,7%	20,5%	45,8%
66. Pyr. Orientales	4,6%	17,9%	8,6%	19,2%	50,4%
PACA *	3,4%	15,2%	9,0%	19,4%	47,0%
04. A-Hte-Pvence	3,2%	16,3%	9,6%	23,9%	52,9%
05. Hautes-Alpes	2,2%	13,7%	10,3%	22,1%	48,1%
06. A-Maritimes *	1,8%	12,6%	5,9%	16,3%	36,7%
13. Bou-du-Rh *	3,3%	14,3%	9,4%	20,0%	47,0%
83. Var	6,3%	18,0%	10,1%	19,5%	54,0%
84. Vaucluse	3,0%	18,9%	10,3%	19,7%	51,7%
Corse **	2,4%	17,1%	6,9%	22,6%	49,0%
2A. Corse Sud	2,9%	18,6%	7,8%	21,8%	51,0%
2B. Haute Corse **	2,0%	15,8%	6,1%	23,3%	47,2%
Métropole	2,8%	13,8%	9,1%	20,4%	46,0%
971. Guadeloupe	9,1%	29,7%	6,0%	17,9%	62,6%
972. Martinique	11,3%	33,4%	7,3%	19,3%	71,3%
973. Guyane	13,5%	27,3%	11,5%	17,6%	69,8%
974. Réunion	7,3%	18,1%	8,0%	16,6%	50,0%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 19
Taille des familles avec enfants en zones prioritaires, tris par régions

région	familles nom-breuses	familles avec 1 ou 2 enfants	familles sans enfant	région	familles nom-breuses	familles avec 1 ou 2 enfants	familles sans enfants
Ile de France	11,9%	35,6%	52,5%	Bretagne *	9,5%	32,4%	58,1%
ZUS	16,1%	34,9%	49,1%	ZUS	11,8%	32,4%	55,7%
ZRR	.	.	.	ZRR	6,4%	20,3%	73,2%
Ch-Ardenne	11,8%	34,1%	54,2%	Poitou-Charentes	8,0%	31,4%	60,6%
ZUS	15,1%	34,1%	50,8%	ZUS	9,4%	30,3%	60,3%
ZRR	9,2%	32,3%	58,5%	ZRR	9,2%	34,2%	56,7%
Picardie	12,6%	32,4%	55,0%	Aquitaine	10,7%	34,5%	54,8%
ZUS	14,7%	32,1%	53,2%	ZUS	14,4%	31,6%	54,0%
ZRR	15,2%	35,2%	49,6%	ZRR	11,2%	36,1%	52,7%
H. Normandie	11,5%	35,4%	53,0%	Midi-Pyrénées	9,3%	34,5%	56,2%
ZUS	16,1%	33,2%	50,7%	ZUS	14,2%	29,7%	56,0%
ZRR	25,0%	29,7%	45,3%	ZRR	8,8%	35,2%	56,0%
Centre	11,9%	33,4%	54,7%	Limousin	6,9%	29,2%	64,0%
ZUS	17,5%	31,6%	51,0%	ZUS	11,3%	30,7%	58,0%
ZRR	8,1%	31,4%	60,6%	ZRR	6,8%	28,6%	64,6%
B. Normandie	11,7%	35,1%	53,2%	Rhône-Alpes	13,1%	33,7%	53,3%
ZUS	13,5%	31,8%	54,7%	ZUS	16,2%	30,7%	53,1%
ZRR	10,7%	34,3%	55,0%	ZRR	11,3%	34,0%	54,8%
Bourgogne	10,9%	32,7%	56,4%	Auvergne	9,1%	34,7%	56,2%
ZUS	14,5%	32,6%	52,9%	ZUS	10,3%	31,1%	58,5%
ZRR	10,4%	32,8%	56,8%	ZRR	9,1%	36,9%	54,1%
Nord Pas de Calais	14,7%	31,9%	53,4%	Languedoc-Rouss.	12,8%	36,4%	50,8%
ZUS	16,8%	31,8%	51,4%	ZUS	17,6%	34,6%	47,9%
ZRR	21,5%	36,9%	41,5%	ZRR	11,3%	34,8%	53,9%
Lorraine	11,8%	35,3%	52,9%	PACA	12,4%	34,6%	53,0%
ZUS	16,0%	33,9%	50,1%	ZUS	14,8%	28,6%	56,7%
ZRR	12,9%	37,2%	49,9%	ZRR	10,4%	34,2%	55,3%
Alsace	15,3%	35,5%	49,2%	Corse	9,3%	39,7%	51,1%
ZUS	22,0%	34,8%	43,2%	ZUS	6,7%	33,3%	60,0%
ZRR	.	.	100,0%	ZRR	13,0%	38,6%	48,5%
Franche-Comté	13,8%	34,1%	52,1%	Métropole	11,9%	34,1%	54,0%
ZUS	17,1%	32,7%	50,2%	ZUS	15,5%	32,6%	51,9%
ZRR	16,8%	40,2%	43,0%	ZRR	9,8%	33,6%	56,7%
Pays de la Loire	10,7%	33,0%	56,3%				
ZUS	13,7%	32,6%	53,7%				
ZRR	11,6%	32,7%	55,7%				

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 20
Structure des ménages en logement social en ZUS et ZRR, tris par zone géographique

	part de familles monoparentales			part de couples sans enfant			part de couples avec enfants			part de personnes seules			autres		
	<i>ensemble</i>	<i>ZUS</i>	<i>ZRR</i>	<i>ensemble</i>	<i>ZUS</i>	<i>ZRR</i>	<i>ensemble</i>	<i>ZUS</i>	<i>ZRR</i>	<i>ensemble</i>	<i>ZUS</i>	<i>ZRR</i>	<i>ensemble</i>	<i>ZUS</i>	<i>ZRR</i>
zone 1 bis	15,6%	15,6%	.	16,4%	17,0%	.	24,5%	24,9%	.	39,7%	38,0%	.	3,6%	3,7%	.
zone 1 hors 1 bis	16,2%	16,7%	.	15,6%	14,5%	.	34,4%	36,6%	.	28,2%	26,4%	.	5,0%	5,0%	.
zone 2	16,8%	17,8%	15,0%	16,4%	14,9%	16,6%	28,5%	29,0%	27,7%	34,6%	34,1%	38,5%	3,4%	3,6%	1,9%
zone 3	16,7%	19,0%	15,9%	16,2%	14,4%	16,2%	29,7%	30,0%	27,4%	34,6%	33,8%	37,3%	2,7%	2,8%	3,0%
Métropole	16,6%	17,8%	15,9%	16,2%	14,8%	16,3%	29,5%	30,3%	27,4%	34,1%	32,9%	37,3%	3,4%	3,7%	3,0%
DOM	34,5%	28,4%	.	6,5%	6,4%	.	25,2%	22,6%	.	21,9%	22,5%	.	12,0%	20,1%	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

La zone 1 bis est davantage occupée par des personnes seules (39,7% contre 34,1% pour la Métropole), ce constat est moins valable en ZUS où ce sont les couples sans enfants qui sont majoritaires (17% contre 16,4% pour l'ensemble de la zone). La zone 1 hors 1 bis est caractérisée par la présence de couples avec enfants et autres structures familiales, notamment en ZUS (36,6% contre 30,3% pour la Métropole et 5% contre 3,7% respectivement). La zone 3 accueille en revanche davantage de familles monoparentales et ce, surtout pour les ZUS (19% contre 17,8% pour la Métropole).

La répartition des locataires de logements sociaux est donc disparate selon les zones géographiques considérées, et ce d'autant plus pour les DOM où les familles monoparentales sont les plus représentées (34,5%).

I.5 Ressources des ménages

Les réponses aux questions sur les ressources des ménages locataires de logements sociaux sont susceptibles d'être biaisées en cas de faible taux de réponse pour ces questions. Ces considérations sont d'autant plus vraies dans le contexte de cette enquête que les logements sociaux sont soumis à un plafond de ressources. Nous avons donc imposé de ne retenir que les organismes pour lesquels le taux de réponse à ces questions était supérieur à 80%.

La proportion de ménages est parfois très élevée dans la tranche de ressources la plus faible (le montant des ressources du ménage ne dépasse pas 19,99% du plafond). Il semble que certains organismes aient mal compris la grille de répartition utilisée, et aient considéré dans la première tranche les locataires en dessous de 119% et non 19% du plafond⁶. Cette éventualité est confirmée par le fait qu'il n'y a pour la plupart de ces organismes aucun ménage recensé dans les tranches de revenus correspondant à 80% du plafond ou plus. Les observations pour lesquelles les cinq dernières tranches de ressources (80% du plafond ou plus) sont nulles et dont la proportion de ménages interrogés appartenant à la tranche de revenus la plus faible est supérieure à 50 % ont donc été éliminées pour l'exploitation de cette question.

Comme dans les analyses précédentes, les résultats ne porteront de plus que sur les organismes pour lesquels le nombre de ménages recensé à travers ces questions n'est pas nul et est inférieur ou égal au nombre de ménages ayant répondu à l'enquête.

Au final, les analyses concernant les ressources des ménages portent sur 96% des organismes interrogés.

Afin d'assurer la comparabilité des résultats quelque que soient les zones géographiques considérées, les ressources des ménages ont été rapportées au montant du plafond de ressources PLA fixé légalement et qui conditionne l'accès au parc des logements sociaux.

Ces plafonds se sont cependant modifiés par rapport à 1997, limitant les possibilités de comparer les évolutions de la répartition des ménages selon leurs ressources.

Alors qu'auparavant ces plafonds prenaient en considération à la fois la zone géographique, la composition familiale du ménage et le nombre d'actifs dans le ménage, ils ne reposent désormais plus que sur la taille du ménage et sa localisation géographique, les

⁶ Cela provient d'une confusion avec une autre enquête nationale obligatoire sur l'application du supplément de loyer de solidarité, également prévue par la loi du 4 mars 1996, et qui utilise cette même grille.

distinctions se réduisant désormais à Paris, l'Ile de France hors Paris et les autres régions. La distinction 0 ou lactif/plusieurs actifs n'ayant plus cours, les inactifs se sont vu appliquer les mêmes plafonds que les actifs, ces derniers étant plus élevés. Les plafonds PLA ont été revalorisés depuis 1997, notamment pour les catégories de ménage 1 et 2 pour lesquelles les plafonds augmentent de 11 756 F et 19 683 F respectivement en zone 1 bis, et de 13 216 F et 9 270 F dans les autres régions.

Sont considérés ici les revenus du ménage pour l'année 1998, c'est-à-dire la somme des revenus nets imposables au titre de l'avis d'imposition 1999 de chacun des membres du foyer. Les données relatives aux ressources des ménages locataires de logements sociaux ne sont donc plus ici seulement déclaratives mais issues de documents administratifs.

Tableau n° 21
Montant des plafonds de ressources annuelles (revenu net imposable en Francs)
applicables aux logements PLA au 1^{er} janvier 2000, en fonction du nombre d'occupants

Nombre d'occupants	Paris et communes limitrophes	Ile de France hors Paris	Autres régions
1	90 973 F	90 973 F	79 093 F
2	135 959 F	135 959 F	105 617 F
3	178 232 F	163 432 F	127 017 F
4	212 790 F	195 768 F	153 341 F
5	253 174 F	231 753 F	180 380 F
6	284 893 F	260 787 F	203 272 F
par occupant supplémentaire	+ 31 741 F	+ 29 054 F	+ 22 672 F

Source : Circulaire UHC/FB/1 n°2000-1 janvier 2000 relative aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les HLM et des nouvelles aides de l'État en secteur locatif paru dans le Bulletin Officiel Equipement, Logement, Transports, Mer, Tourisme n°2 du 10 février 2000

Il convient par ailleurs de rappeler que du point de vue légal, le seuil de 60% du plafond de ressources PLA correspond au plafond de ressources pour l'attribution des logements très sociaux, destinés aux familles défavorisées, qu'au seuil de 120%, les organismes d'HLM et les SEM ont la possibilité de percevoir auprès de leurs locataires un supplément de loyer de solidarité, et qu'au seuil de 140%, ils en ont l'obligation (loi du 4 mars 1996).

Les résultats ci-après présentent la situation des occupants du parc social, au 1er janvier 2000, par rapport aux conditions d'accès au parc social pour cette même année.

- *88,5% des locataires de logements sociaux ont des ressources inférieures au plafond. Il existe des disparités régionales fortes*

Les ressources des résidents en logement social sont dans l'ensemble faibles, 88,5% d'entre eux pour la métropole ont ainsi des ressources inférieures au plafond. On constate cependant de fortes disparités régionales, notamment en ce qui concerne la part des ménages ayant des ressources extrêmement faibles. C'est ainsi que le Nord Pas de Calais et la Bretagne * se distinguent avec 65,4% et 66% de locataires ayant des ressources inférieures à 60% du plafond contre 58,8% pour la Métropole. La région Ile-de-France accueille quant à elle davantage de ménages avec des ressources moyennes (23,2% ont des ressources comprises entre 80 et 120% contre 18,6% pour la Métropole).

Ces proportions varient cependant de plus en plus marginalement en fonction des zones géographiques avec l'augmentation des tranches de ressources.

- *Des ressources systématiquement plus faibles en ZUS ; des situations plus mitigées en ZRR*

Les ménages locataires de logements sociaux en ZUS sont plus nombreux à appartenir aux tranches de revenu les plus faibles ; 47,2% des ménages qui résident en ZUS ont ainsi des ressources inférieures à 40% du plafond contre 37,1% pour l'ensemble des logements. Ce constat est valable dans toutes les régions.

La situation en ZRR varie davantage en fonction des régions considérées. Ces ménages ont dans l'ensemble des revenus proches des locataires de logements sociaux métropolitains mais dans certaines régions, ils leurs sont inférieurs, ce de manière moins marquée que pour les ZUS.

Tableau n° 22 (1/6)

Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements

	en dessous de 20 %	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Ile de France	12,5%	30,8%	51,9%	70,7%	85,2%	93,9%	97,1%	98,5%	99,1%	100%
75. Paris **	13,8%	30,8%	49,5%	66,6%	82,9%	90,8%	94,8%	96,8%	97,8%	100%
77. Sei. et Marne *	13,6%	35,8%	60,1%	80,1%	91,8%	97,2%	98,9%	99,5%	99,8%	100%
78. Yvelines *	10,5%	29,5%	52,2%	72,8%	87,9%	95,1%	97,8%	98,9%	99,4%	100%
91. Essonne **	11,5%	31,1%	54,1%	74,5%	88,8%	95,6%	98,2%	99,2%	99,6%	100%
92. Hts-de-Seine **	10,8%	23,2%	40,1%	58,1%	73,9%	91,6%	96,0%	98,0%	98,9%	100%
93. Sei.-St-Denis **	15,1%	36,8%	58,9%	76,5%	88,9%	95,1%	97,8%	98,9%	99,4%	100%
94. Val-de-Marne *	11,5%	29,0%	50,9%	70,8%	86,3%	94,0%	97,3%	98,7%	99,4%	100%
95. Val d'Oise *	12,3%	32,8%	56,3%	76,0%	89,5%	95,7%	98,2%	99,2%	99,6%	100%
Ch-Ardenne	17,4%	34,9%	55,8%	73,8%	86,1%	93,6%	96,9%	98,5%	99,2%	100%
08. Ardennes	21,4%	41,8%	64,2%	80,4%	90,0%	95,6%	98,1%	99,1%	99,5%	100%
10. Aube	20,1%	39,4%	60,8%	78,7%	90,1%	95,9%	98,2%	99,1%	99,5%	100%
51. Marne	15,3%	31,1%	51,2%	70,0%	83,6%	92,1%	96,0%	98,0%	98,9%	100%
52. Haute-Marne ** **	14,1%	31,0%	51,5%	68,9%	81,7%	91,9%	96,2%	98,1%	99,1%	100%
Picardie	18,7%	38,1%	59,6%	77,0%	88,4%	94,7%	97,6%	98,8%	99,4%	100%
02. Aisne	22,2%	42,3%	63,6%	79,8%	89,8%	94,8%	97,4%	98,5%	99,1%	100%
60. Oise	13,3%	30,8%	52,6%	72,3%	85,9%	94,0%	97,5%	99,0%	99,7%	100%
80. Somme	23,9%	45,9%	67,2%	82,0%	91,1%	96,0%	98,2%	99,2%	99,6%	100%
H, Normandie	15,7%	33,4%	55,4%	74,7%	87,7%	94,7%	97,6%	98,9%	99,4%	100%
27. Eure	16,6%	35,7%	57,8%	75,9%	88,4%	95,2%	97,9%	99,1%	99,6%	100%
76. Seine-Marit. *	15,5%	32,9%	54,9%	74,6%	87,7%	94,7%	97,7%	99,0%	99,6%	100%

Tableau n° 22 (2/6)

Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements

	en dessous de 20 %	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Centre	19,4%	37,3%	58,5%	76,6%	88,7%	95,1%	97,8%	99,0%	99,5%	100%
18. Cher	20,3%	38,7%	59,5%	77,7%	89,5%	94,9%	97,8%	98,9%	99,4%	100%
28. Eure et Loir *	15,3%	33,0%	54,7%	73,4%	86,7%	94,3%	97,4%	98,8%	99,4%	100%
36. Indre	20,6%	39,7%	61,1%	79,2%	90,0%	95,6%	97,8%	98,8%	99,3%	100%
37. Indre et Loire *	22,5%	39,6%	59,9%	77,7%	89,4%	95,5%	98,0%	99,1%	99,5%	100%
41. Loir et Cher	17,8%	35,5%	57,5%	76,0%	88,8%	95,5%	98,2%	99,2%	99,6%	100%
45. Loiret	18,3%	36,5%	58,1%	76,0%	88,2%	94,9%	97,7%	99,0%	99,5%	100%
B. Normandie	16,7%	36,9%	60,0%	78,5%	90,1%	96,1%	98,4%	99,3%	99,7%	100%
14. Calvados	17,3%	37,3%	60,3%	78,9%	90,6%	96,4%	98,6%	99,5%	99,8%	100%
50. Manche	15,8%	36,0%	59,2%	77,7%	89,3%	95,5%	98,1%	99,1%	99,6%	100%
61. Orne	16,9%	38,0%	60,9%	79,2%	90,1%	96,2%	98,5%	99,3%	99,7%	100%
Bourgogne	15,7%	34,6%	57,0%	76,1%	88,5%	95,5%	98,0%	99,1%	99,6%	100%
21. Côte d'Or	15,1%	34,1%	56,9%	76,7%	89,2%	96,1%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
58. Nièvre	16,0%	32,5%	52,1%	69,9%	83,5%	91,9%	95,6%	97,7%	98,8%	100%
71. Saône et Loi.	14,9%	33,0%	55,9%	75,6%	88,2%	95,7%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
89. Yonne	18,0%	39,7%	62,4%	79,9%	91,0%	96,5%	98,5%	99,4%	99,7%	100%
Nord Pas de Calais	21,0%	42,4%	65,4%	82,1%	91,7%	96,4%	98,4%	99,2%	99,5%	100%
59. Nord	20,6%	41,4%	64,1%	81,2%	91,2%	96,2%	98,3%	99,1%	99,5%	100%
62. Pas de calais	22,0%	44,6%	68,1%	84,1%	92,8%	96,9%	98,6%	99,3%	99,6%	100%
Lorraine	18,9%	37,3%	59,4%	77,3%	88,6%	95,0%	97,7%	98,9%	99,4%	100%
54. Meu. et Moselle	21,9%	39,4%	59,9%	76,9%	88,4%	94,6%	97,5%	98,7%	99,3%	100%
55. Meuse	21,5%	41,5%	63,0%	79,7%	90,3%	95,8%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
57. Moselle	16,5%	34,5%	57,1%	76,1%	87,5%	94,8%	97,7%	98,9%	99,5%	100%
88. Vosges	17,5%	38,0%	62,4%	80,0%	90,8%	96,3%	98,3%	99,3%	99,6%	100%

Tableau n° 22 (3/6)

Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements

	en dessous de 20 %	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Alsace	18,2%	36,1%	56,4%	73,2%	85,5%	93,1%	97,0%	98,7%	99,4%	100%
67. Bas-Rhin * *	18,1%	35,8%	55,8%	72,5%	85,4%	93,0%	96,7%	98,5%	99,2%	100%
68. Haut-Rhin	18,3%	36,4%	56,9%	73,8%	85,3%	92,8%	96,9%	98,5%	99,3%	100%
Franche-Comté	18,7%	38,3%	60,4%	77,9%	89,2%	95,8%	98,2%	99,2%	99,6%	100%
25. Doubs	18,5%	37,5%	59,5%	77,5%	89,0%	95,7%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
39. Jura	16,4%	36,8%	60,4%	77,9%	89,5%	95,9%	98,0%	99,0%	99,4%	100%
70. Haute-Saône	19,6%	41,7%	64,5%	81,7%	91,9%	97,1%	99,0%	99,6%	99,9%	100%
90. Belfort	21,1%	39,8%	60,2%	76,8%	88,0%	95,4%	98,0%	99,2%	99,7%	100%
Pays de la Loire	17,5%	36,8%	59,6%	78,7%	90,4%	96,1%	98,3%	99,2%	99,6%	100%
44. Loire Atlantique	19,3%	39,2%	62,4%	80,7%	91,9%	97,0%	98,9%	99,6%	99,9%	100%
49. Maine et Loire	16,2%	34,4%	56,5%	75,8%	87,9%	94,3%	97,0%	98,4%	99,1%	100%
53. Mayenne	13,3%	33,1%	56,0%	76,5%	89,0%	96,3%	98,4%	99,2%	99,6%	100%
72. Sarthe	16,9%	35,9%	58,5%	77,8%	90,2%	96,1%	98,4%	99,1%	99,5%	100%
85. Vendée	19,8%	40,9%	64,5%	84,2%	94,1%	97,9%	99,2%	99,8%	100,0%	100%
Bretagne *	19,9%	42,4%	66,0%	83,7%	93,6%	97,8%	99,2%	99,7%	99,9%	100%
22. Côte. d'Armor	24,3%	49,3%	72,0%	87,2%	95,2%	98,2%	99,3%	99,7%	99,9%	100%
29. Finistère * *	19,8%	42,1%	66,4%	84,2%	94,0%	98,1%	99,4%	99,8%	99,9%	100%
35. Ille-et-Vilaine.*	16,7%	37,8%	61,1%	80,4%	92,0%	97,1%	98,8%	99,4%	99,6%	100%
56. Morbihan **	22,9%	46,5%	70,2%	86,4%	94,7%	98,2%	99,4%	99,7%	99,8%	100%
Poitou-Charentes	20,9%	41,8%	63,9%	81,1%	91,5%	96,5%	98,6%	99,4%	99,8%	100%
16. Charente	22,4%	44,8%	65,8%	81,3%	91,1%	95,9%	98,4%	99,2%	99,6%	100%
17. Char-Maritime *	20,8%	41,3%	63,8%	80,7%	91,2%	96,2%	98,4%	99,2%	99,6%	100%
79. Deux-Sèvres	19,0%	40,9%	64,0%	82,9%	92,9%	97,2%	98,8%	99,3%	99,5%	100%
86. Vienne *	21,2%	40,8%	62,6%	79,9%	90,7%	96,2%	98,4%	99,3%	99,7%	100%

Tableau n° 22(4/6)

Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements

	en dessous de 20 %	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Aquitaine	19,9%	40,1%	62,0%	79,8%	90,7%	96,0%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
24. Dordogne	22,9%	46,7%	68,5%	84,4%	93,1%	97,2%	98,8%	99,5%	99,9%	100%
33. Gironde *	17,5%	36,1%	58,0%	76,7%	88,9%	95,0%	97,9%	99,1%	99,6%	100%
40. Landes	19,6%	42,6%	65,4%	83,1%	92,6%	97,1%	98,8%	99,5%	99,6%	100%
47. Lot-et-Garonne.	29,6%	53,3%	73,7%	87,4%	94,9%	98,1%	99,2%	99,6%	99,8%	100%
64. Pyr. atlantiques *	21,0%	41,4%	63,7%	81,8%	92,2%	96,9%	98,8%	99,5%	99,8%	100%
Midi-Pyrénées	23,2%	44,1%	65,1%	81,5%	91,4%	96,2%	98,4%	99,3%	99,7%	100%
09. Ariège	28,1%	51,6%	73,2%	86,8%	94,0%	97,4%	98,5%	99,5%	99,7%	100%
12. Aveyron	19,2%	40,9%	64,4%	81,8%	91,7%	96,2%	98,6%	99,3%	99,6%	100%
31. Haute-Garonne	21,5%	41,2%	61,7%	78,9%	89,8%	95,5%	97,9%	99,0%	99,5%	100%
32. Gers	23,9%	46,5%	67,7%	83,0%	92,5%	96,6%	98,2%	98,8%	99,2%	100%
46. Lot *	29,9%	48,0%	68,8%	84,0%	93,2%	96,8%	99,0%	99,7%	100,0%	100%
65. Hautes-Pyrénées	21,6%	43,7%	64,9%	81,9%	91,7%	96,2%	98,5%	99,3%	99,6%	100%
81. Tarn	27,8%	51,8%	72,7%	87,0%	94,2%	97,5%	98,9%	99,5%	99,8%	100%
82. Tarn et Garonne	32,3%	54,5%	75,9%	87,8%	94,8%	98,0%	99,0%	99,5%	99,8%	100%
Limousin	18,5%	36,8%	57,9%	75,2%	90,8%	96,3%	98,4%	99,3%	99,7%	100%
19. Corrèze *	20,6%	41,7%	63,4%	81,1%	89,6%	95,4%	97,9%	98,9%	99,4%	100%
23. Creuse *	20,6%	43,0%	65,5%	81,5%	91,9%	96,1%	98,2%	99,1%	99,5%	100%
87. Haute Vienne **	17,7%	34,6%	55,3%	72,9%	90,8%	96,5%	98,6%	99,4%	99,7%	100%

Tableau n° 22 (5/6)

Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements

	en dessous de 20 %	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Rhône-Alpes	16,8%	35,6%	57,3%	75,5%	88,1%	94,8%	97,8%	99,0%	99,5%	100%
01. Ain * *	12,1%	30,3%	52,1%	71,3%	85,2%	93,5%	97,1%	98,7%	99,4%	100%
07. Ardèche *	19,9%	42,0%	64,5%	81,7%	91,5%	96,7%	98,5%	99,3%	99,7%	100%
26. Drôme	26,8%	51,3%	72,7%	87,2%	94,4%	97,9%	99,1%	99,6%	99,8%	100%
38. Isère	17,8%	37,2%	58,5%	76,5%	88,9%	95,3%	97,9%	98,9%	99,4%	100%
42. Loire	15,8%	34,8%	57,4%	77,1%	90,2%	96,2%	98,5%	99,4%	99,7%	100%
69. Rhône *	17,3%	34,7%	55,8%	73,7%	86,7%	93,9%	97,5%	98,8%	99,5%	100%
73. Savoie	14,6%	33,1%	56,1%	75,0%	88,0%	94,9%	97,7%	98,9%	99,3%	100%
74. Haute-Savoie **	14,0%	33,1%	55,3%	73,6%	86,7%	94,2%	97,3%	98,7%	99,3%	100%
Auvergne	19,6%	40,1%	61,8%	79,4%	90,3%	95,9%	98,2%	99,1%	99,5%	100%
03. Allier *	22,8%	42,9%	64,4%	81,3%	91,6%	96,4%	98,4%	99,2%	99,5%	100%
15. Cantal	25,3%	48,6%	70,4%	86,3%	94,1%	98,1%	99,2%	99,7%	99,9%	100%
43. Haute-Loire	17,6%	43,2%	67,0%	84,8%	93,9%	97,8%	99,2%	99,8%	99,9%	100%
63. Puy-de-Dôme	17,3%	36,5%	57,8%	76,1%	88,2%	94,9%	97,7%	98,9%	99,4%	100%
Languedoc-Rouss,	27,0%	48,5%	67,7%	80,6%	87,5%	97,5%	98,8%	99,5%	99,8%	100%
11. Aude	30,4%	53,8%	74,0%	87,6%	94,4%	97,7%	98,8%	99,4%	99,7%	100%
30. Gard	30,0%	54,1%	74,0%	87,0%	93,8%	96,9%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
34. Hérault **	20,9%	38,1%	55,4%	67,9%	75,2%	97,8%	99,0%	99,5%	99,7%	100%
48. Lozère *	17,8%	37,6%	60,8%	78,3%	88,8%	94,8%	97,6%	98,9%	99,3%	100%
66. Pyr. Orientales	32,4%	56,3%	76,7%	89,0%	95,0%	98,2%	99,3%	99,6%	99,8%	100%

Tableau n° 22 (6/6)

Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources – Tris par départements

	en dessous de 20 %	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
PACA	23,3%	44,7%	66,1%	81,9%	91,0%	96,1%	98,3%	99,3%	99,7%	100%
04. A-Hte-Pvence*	22,3%	45,5%	67,2%	83,4%	92,6%	97,1%	98,8%	99,3%	99,6%	100%
05. Hautes-Alpes *	10,9%	27,3%	51,1%	73,8%	88,4%	95,2%	97,8%	99,0%	99,5%	100%
06. A-Maritimes *	18,7%	37,5%	59,2%	76,4%	87,9%	94,9%	97,8%	99,0%	99,5%	100%
13. Bou-du-Rh **	23,4%	44,8%	66,1%	81,9%	90,2%	95,6%	98,0%	99,1%	99,6%	100%
83. Var	24,0%	45,0%	66,5%	83,0%	93,7%	97,0%	98,8%	99,6%	99,9%	100%
84. Vaucluse	29,0%	54,1%	75,1%	87,9%	94,7%	97,9%	99,1%	99,7%	99,9%	100%
Corse	27,6%	50,1%	70,3%	83,5%	91,6%	95,8%	97,9%	99,2%	99,6%	100%
2A. Corse Sud	29,2%	51,6%	71,7%	83,9%	91,8%	95,8%	97,8%	99,2%	99,7%	100%
2B. Haute Corse	21,3%	44,1%	64,9%	81,8%	90,8%	95,8%	98,2%	99,0%	99,2%	100%
Métropole	17,7%	37,1%	58,8%	76,6%	88,5%	95,2%	97,8%	98,9%	99,4%	100%
971. Guadeloupe	35,9%	55,6%	71,3%	82,3%	89,1%	93,1%	95,5%	97,1%	98,1%	100%
972. Martinique	30,2%	46,4%	61,8%	76,5%	86,3%	92,0%	95,4%	97,2%	98,4%	100%
973. Guyane	26,5%	41,1%	55,8%	68,3%	76,3%	93,7%	96,4%	98,0%	98,7%	100%
974. Réunion	25,4%	41,0%	56,7%	72,5%	94,6%	97,0%	98,2%	98,9%	99,3%	100%

Tableau n° 23 (1/4)
Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources
Tris par région

Part de ménages ayant	moins de 20% du plafond	20 à 40 % du plafond	40 à 60 % du plafond	60 à 80 % du plafond	80 à 100 % du plafond	100 à 120 % du plafond	120 à 140 % du plafond	140 à 160 % du plafond	160 à 180% du plafond
Ile de France	12,5%	18,3%	21,1%	18,8%	14,5%	8,7%	3,2%	1,4%	0,6%
ZUS	16,4%	23,0%	21,0%	15,7%	10,7%	9,4%	2,1%	0,9%	0,4%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Champagne-Ardenne	17,4%	17,5%	20,9%	18,0%	12,3%	7,5%	3,3%	1,6%	0,7%
ZUS	24,1%	20,8%	19,9%	15,7%	9,7%	5,4%	2,4%	1,0%	0,5%
ZRR	14,7%	17,7%	21,4%	17,7%	12,5%	9,1%	3,7%	1,6%	0,9%
Picardie	18,7%	19,4%	21,5%	17,4%	11,4%	6,3%	2,9%	1,2%	0,6%
ZUS	25,4%	21,6%	19,6%	15,0%	9,1%	5,1%	2,2%	1,0%	0,5%
ZRR	20,5%	28,8%	29,1%	12,1%	6,2%	1,9%	0,6%	0,3%	0,2%
Haute Normandie	15,7%	17,7%	22,0%	19,3%	13,0%	7,0%	2,9%	1,3%	0,5%
ZUS	22,5%	21,9%	22,1%	15,7%	9,6%	4,9%	1,9%	0,9%	0,4%
ZRR	23,4%	32,8%	17,2%	7,8%	14,1%	4,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Centre	19,4%	17,9%	21,2%	18,1%	12,1%	6,4%	2,7%	1,2%	0,5%
ZUS	28,5%	22,0%	19,4%	14,1%	8,3%	4,3%	1,8%	0,8%	0,3%
ZRR	19,4%	20,6%	22,8%	17,8%	10,8%	5,1%	2,0%	0,9%	0,3%
Basse Normandie	16,7%	20,2%	23,1%	18,5%	11,6%	6,0%	2,3%	0,9%	0,4%
ZUS	30,5%	22,2%	19,0%	13,7%	7,9%	3,8%	1,6%	0,6%	0,3%
ZRR	16,6%	24,4%	25,1%	16,3%	10,1%	4,7%	1,9%	0,4%	0,3%
Bourgogne	15,7%	18,9%	22,4%	19,1%	12,4%	7,0%	2,5%	1,1%	0,5%
ZUS	19,9%	22,2%	21,6%	16,3%	10,2%	5,8%	2,1%	1,0%	0,5%
ZRR	16,2%	21,6%	23,1%	18,9%	10,2%	6,2%	1,8%	1,0%	0,5%

Tableau n° 23 (2/4)
Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources
Tris par région

Part de ménages ayant	moins de	20 à 40 %	40 à 60 %	60 à 80 %	80 à 100 %	100 à 120	120 à 140	140 à 160	160 à
Région	20% du	du plafond	du plafond	du plafond	du plafond	% du	% du	% du	180% du
	plafond					plafond	plafond	plafond	plafond
Nord-Pas-de-Calais	21,0%	21,4%	23,0%	16,7%	9,6%	4,7%	2,0%	0,8%	0,3%
ZUS	31,0%	23,3%	19,8%	12,9%	7,0%	3,5%	1,5%	0,6%	0,3%
ZRR	33,8%	23,1%	18,5%	6,2%	12,3%	3,1%	1,5%	1,5%	0,0%
Lorraine	18,9%	18,4%	22,1%	17,9%	11,3%	6,4%	2,7%	1,2%	0,5%
ZUS	27,9%	21,8%	20,4%	13,9%	8,1%	4,7%	1,8%	0,7%	0,3%
ZRR	18,8%	20,7%	23,0%	17,9%	9,9%	5,5%	2,3%	1,0%	0,4%
Alsace	18,2%	17,9%	20,3%	16,8%	12,3%	7,6%	3,9%	1,7%	0,7%
ZUS	24,0%	21,9%	19,9%	14,6%	10,1%	5,4%	2,5%	1,1%	0,4%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Franche-Comté	18,7%	19,6%	22,1%	17,5%	11,3%	6,6%	2,4%	1,0%	0,4%
ZUS	24,9%	22,9%	20,4%	14,2%	8,5%	5,8%	1,9%	0,7%	0,3%
ZRR	15,1%	22,5%	26,4%	17,2%	10,9%	4,6%	1,3%	1,2%	0,2%
Pays de la Loire	17,5%	19,3%	22,8%	19,1%	11,7%	5,7%	2,2%	0,9%	0,4%
ZUS	26,2%	21,8%	20,7%	15,3%	8,8%	4,6%	1,5%	0,6%	0,3%
ZRR	12,3%	25,3%	25,4%	18,7%	9,5%	6,3%	1,7%	0,3%	0,4%
Bretagne *	19,9%	22,5%	23,6%	17,7%	9,9%	4,2%	1,4%	0,5%	0,2%
ZUS	24,1%	22,8%	21,6%	15,4%	9,2%	4,3%	1,6%	0,6%	0,2%
ZRR	22,9%	23,7%	24,1%	16,1%	7,4%	4,0%	1,4%	0,2%	0,0%

Tableau n° 23 (3/4)
Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources
Tris par région

Part de ménages ayant	moins de 20% du plafond	20 à 40 % du plafond	40 à 60 % du plafond	60 à 80 % du plafond	80 à 100 % du plafond	100 à 120 % du plafond	120 à 140 % du plafond	140 à 160 % du plafond	160 à 180% du plafond
Région									
Poitou-Charentes	20,9%	20,9%	22,1%	17,2%	10,4%	5,0%	2,1%	0,8%	0,4%
ZUS	26,4%	22,3%	21,0%	14,4%	8,6%	4,1%	1,8%	0,7%	0,4%
ZRR	19,2%	27,0%	24,5%	15,7%	8,1%	2,9%	1,5%	0,5%	0,2%
Aquitaine	19,9%	20,2%	21,9%	17,8%	10,9%	5,3%	2,3%	1,0%	0,4%
ZUS	25,2%	22,1%	20,6%	15,3%	8,9%	4,4%	2,1%	0,9%	0,3%
ZRR	23,2%	26,1%	23,9%	15,0%	7,1%	3,2%	0,8%	0,4%	0,1%
Midi-Pyrénées	23,2%	20,9%	21,0%	16,4%	9,9%	4,8%	2,2%	0,9%	0,4%
ZUS	35,3%	25,5%	17,5%	10,5%	5,9%	2,9%	1,2%	0,6%	0,3%
ZRR	23,0%	21,4%	22,7%	16,4%	9,3%	3,8%	2,0%	0,7%	0,4%
Limousin	18,5%	18,3%	21,1%	17,3%	15,6%	5,5%	2,1%	0,9%	0,4%
ZUS	23,4%	19,9%	20,0%	16,0%	12,8%	4,8%	1,9%	0,9%	0,2%
ZRR	21,5%	22,4%	22,1%	16,4%	9,2%	4,5%	2,1%	0,9%	0,4%
Rhône-Alpes	16,8%	18,8%	21,7%	18,2%	12,6%	6,7%	3,0%	1,2%	0,5%
ZUS	23,9%	21,5%	20,5%	14,9%	9,6%	5,1%	2,4%	1,0%	0,5%
ZRR	18,9%	22,4%	22,1%	16,1%	10,3%	5,5%	2,7%	1,1%	0,4%
Auvergne	19,6%	20,5%	21,7%	17,6%	10,9%	5,6%	2,3%	0,9%	0,4%
ZUS	22,7%	21,3%	20,2%	16,2%	9,9%	5,8%	2,2%	1,0%	0,4%
ZRR	20,1%	25,0%	22,3%	16,7%	8,7%	4,2%	1,7%	0,5%	0,3%

Tableau n°23 (4/4)
Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources
Tris par région

Part de ménages ayant	moins de 20% du plafond	20 à 40 % du plafond	40 à 60 % du plafond	60 à 80 % du plafond	80 à 100 % du plafond	100 à 120 % du plafond	120 à 140 % du plafond	140 à 160 % du plafond	160 à 180% du plafond
Région									
Languedoc-Roussillon	27,0%	21,5%	19,2%	12,9%	6,9%	10,0%	1,3%	0,7%	0,3%
ZUS	37,9%	21,7%	14,6%	8,4%	4,1%	12,0%	0,6%	0,4%	0,1%
ZRR	20,6%	20,9%	20,0%	14,5%	8,6%	11,6%	2,1%	0,8%	0,4%
PACA	23,3%	21,4%	21,4%	15,8%	9,1%	5,1%	2,2%	1,0%	0,4%
ZUS	33,5%	23,7%	18,6%	11,8%	5,9%	3,6%	1,6%	0,7%	0,3%
ZRR	20,7%	23,0%	22,1%	16,0%	10,3%	4,7%	1,4%	0,7%	0,5%
Corse	27,6%	22,5%	20,2%	13,2%	8,1%	4,2%	2,1%	1,3%	0,4%
ZUS	28,3%	22,3%	20,2%	13,1%	7,9%	4,2%	2,1%	1,4%	0,3%
ZRR	34,5%	25,3%	19,7%	10,4%	4,7%	2,2%	1,8%	0,6%	0,3%
Métropole	17,7%	19,4%	21,7%	17,8%	11,9%	6,7%	2,6%	1,1%	0,5%
ZUS	24,8%	22,4%	20,2%	14,5%	8,9%	5,8%	1,9%	0,8%	0,4%
ZRR	19,3%	21,9%	22,6%	16,9%	9,9%	5,6%	2,2%	0,9%	0,4%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 24
Répartition des locataires de logements sociaux en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources
Tris par zone géographique

Part de ménages en dessous de : zone géographique	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	ensemble
zone 1 bis	13,7%	30,3%	49,6%	67,6%	83,3%	91,9%	95,9%	97,8%	98,7%	100%
ZUS	17,0%	38,9%	60,3%	76,6%	89,4%	94,9%	97,7%	98,9%	99,5%	100%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Zone 1 hors 1 bis	11,9%	30,8%	52,5%	71,6%	85,7%	94,7%	97,6%	98,8%	99,3%	100%
ZUS	16,2%	39,4%	60,2%	75,7%	85,9%	96,5%	98,5%	99,3%	99,6%	100%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Zone 2	19,6%	38,5%	59,9%	77,4%	88,9%	95,2%	97,9%	99,0%	99,5%	100%
ZUS	27,4%	49,5%	69,3%	83,4%	91,8%	96,5%	98,4%	99,2%	99,6%	100%
ZRR	21,4%	43,3%	65,6%	82,3%	91,5%	96,0%	98,1%	99,2%	99,4%	100%
Zone 3	18,5%	39,3%	61,9%	79,6%	90,3%	96,1%	98,3%	99,2%	99,6%	100,0%
ZUS	26,0%	48,6%	69,0%	83,4%	91,8%	96,9%	98,6%	99,3%	99,6%	100,0%
ZRR	19,2%	41,1%	63,8%	80,7%	90,6%	96,2%	98,4%	99,3%	99,7%	100,0%
Métropole	17,7%	37,1%	58,8%	76,6%	88,5%	95,2%	97,8%	98,9%	99,4%	100%
ZUS	24,8%	47,2%	67,4%	81,9%	90,8%	96,6%	98,5%	99,3%	99,7%	100%
ZRR	19,3%	41,2%	63,8%	80,7%	90,6%	96,2%	98,4%	99,3%	99,7%	100%
DOM	28,9%	45,3%	60,9%	75,4%	90,0%	94,4%	96,7%	98,0%	98,8%	100%
ZUS	23,3%	39,0%	54,7%	71,0%	92,4%	95,4%	97,1%	98,1%	98,8%	100%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

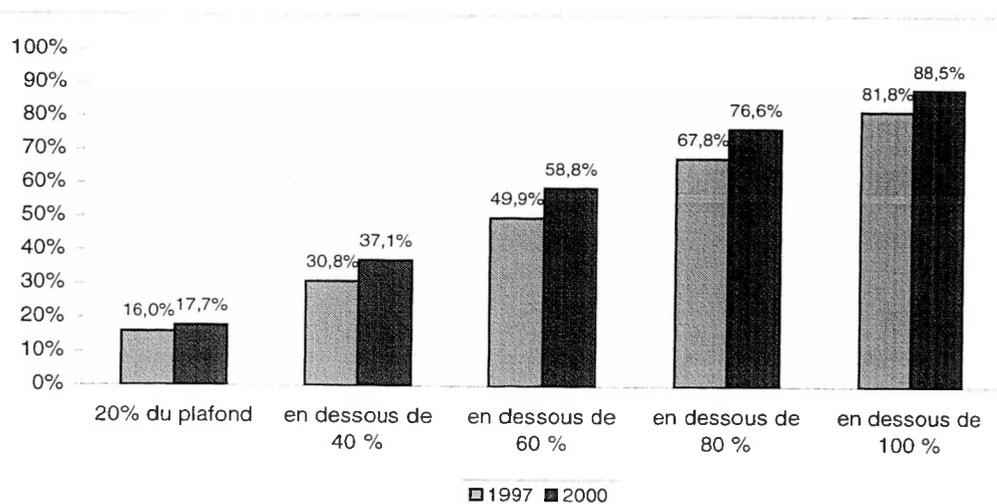
source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Les ressources des locataires sont plus élevées en zone 1 bis. Ils sont en effet systématiquement moins nombreux dans les différentes tranches, 83,3% des ménages ayant ainsi des ressources inférieures au plafond contre 92% pour l'ensemble de la Métropole. Ils sont aussi moins nombreux à avoir des ressources inférieures à 140% du plafond en zone 1 hors 1 bis. Les ressources des ménages résidant en zone 3 sont à l'inverse plus faibles, 61,9% des ces locataires ayant des ressources inférieures à 60% du plafond contre 58,8% pour la métropole. Ces spécificités s'observent aussi en zone prioritaire.

➤ *Des évolutions qui ne peuvent être déterminées*

La comparaison de la structure des locataires de logements sociaux en terme de ressources est difficilement interprétable compte tenu de l'évolution du montant des plafonds. Le graphique suivant conclut en effet à une augmentation de la part des ménages en dessous des plafonds mais les plafonds ayant augmenté, il est normal de constater une progression de la proportion de ménages en dessous de ces derniers. D'autre part, la répartition par classe des ressources des ménages ramenées au plafond de ressources s'est elle aussi modifiée, n'autorisant que la comparaison de la proportion de ménages ayant des ressources inférieures au montant de celui-ci.

Graphique n° 12
Évolution de la part de la population en dessous des plafonds par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

I.6 Allocations perçues

Les ménages interrogés devaient préciser s'ils étaient bénéficiaires d'une aide au logement (Aide Personnalisée au Logement, Allocation de Logement Social ou Allocation de Logement Familial) ou d'un des quatre principaux minima sociaux existants en France (Revenu minimum d'Insertion, Allocation de Parent Isolé, Allocation pour Adulte Handicapé ou Minimum Vieillesse).

Les résultats présentés ici sont donc établis à partir d'une déclaration des locataires, et non comme pour la partie précédente d'un document administratif (avis d'imposition joint par les locataires au questionnaire). Il existe donc des risques de biais entre la véritable situation des ménages et ce qu'ils ont déclaré dans le questionnaire. Les risques d'erreur sont de deux natures :

- le ménage devait déclarer bénéficier d'une des prestations considérées si au moins une personne du ménage était allocataire, même s'il ne s'agissait pas du locataire en titre ou de son conjoint. En particulier, si le ménage héberge une personne allocataire, il devait en tenir compte. Il est probable que ces situations ont été parfois omises par les personnes ayant répondu au questionnaire.
- les ressources font partie des sujets « sensibles » sur lesquels les Français ont parfois du mal à se prononcer. De plus, dans leur esprit, en particulier pour les allocations logement, les distinctions entre les différentes aides ne sont pas toujours claires. La plupart de ces prestations étant versées par le même organisme, la Caisse d'allocations familiales (CAF), il arrive que les ménages fassent des confusions.

L'éventualité d'une confusion entre APL et ALS ou ALF de la part des locataires a cependant été prise en considération de par la correction du nombre de bénéficiaires en fonction du nombre de logements conventionnés dans le cas où les chiffres n'étaient pas cohérents, mais des erreurs subsistent.

➤ *Aides au logement perçues*

Les prestations de logement sont de trois sortes :

- Allocation de Logement Familiale (ALF) : elle est attribuée aux isolés et aux couples ayant à charge des enfants, des ascendants ou des parents infirmes, ainsi qu'aux jeunes ménages mariés depuis moins de cinq ans et sans personne à charge, si certaines conditions de logement et de revenus sont remplies.
- Allocation de Logement Sociale (ALS) : elle a pour but d'aider des catégories de personnes autres que les familles, mais qui sont caractérisées, comme pour l'ALF, par le niveau souvent modeste de leurs ressources. Il s'agit des personnes âgées, des personnes handicapées, des jeunes travailleurs de moins de 25 ans, des chômeurs indemnisés de longue durée ou encore des bénéficiaires du RMI.
- Aide Personnalisée au Logement (APL) : elle a été conçue comme une prestation à caractère économique, social et familial. Son champ d'application comprend en secteur locatif les logements conventionnés, neufs ou réhabilités, les logements-foyers conventionnés et en accession à la propriété, les logements financés par un prêt aidé de l'État (PAP) ou un prêt conventionné.

En ce qui concerne le parc social, l'APL est une aide au logement qui concerne les locataires de logements conventionnés, alors que l'ALS et l'ALF concernent les locataires de logements non conventionnés. Au sein d'un même organisme, le nombre de ménages bénéficiaires de l'ALS ou de l'ALF ne peut donc pas en théorie être supérieur au nombre de logements non conventionnés. Les corrections appliquées en ce sens ont permis de réduire le taux d'erreur pour ces questions de près de 40%. Les erreurs supérieures à 5% subsistent cependant et il convient de ne pas considérer ces données dans l'analyse qui suit. Les organismes pour lesquels le nombre de ménages déclarant l'APL est supérieur au nombre de ménages enquêtés ont ainsi été éliminés de la base d'analyse (9 organismes soit 6 303 logements).

Les questions suivantes portent ainsi sur un échantillon de 3 659 967 logements, soit 99,8%, de la base des organismes ayant répondu à l'enquête.

- ✓ La moitié des ménages (52,2%) déclarent bénéficier de l'APL alors que la quasi-totalité (96,3%) des logements sociaux sont conventionnés.

La part des ménages bénéficiaires de l'APL est en fait une double approximation :

- Il est calculé sur la base de l'ensemble des ménages ayant répondu à l'enquête (Q7) et assimile les personnes qui n'ont pas répondu à des personnes qui ne bénéficient pas de l'APL ;
- Il est calculé sur l'ensemble des logements occupés pour lesquels les locataires ont répondu à l'enquête, et non uniquement sur ceux qui occupent un logement conventionné, qui sont les seuls à pouvoir bénéficier de l'APL.

Ces deux approximations sont susceptibles d'induire une sous-estimation du taux de locataires bénéficiant de l'APL. La deuxième approximation provient du fait que le découpage entre logements conventionnés et non-conventionnés n'est pas prévu dans le questionnaire aux organismes pour déterminer la part de logements occupés, et la proportion de locataires qui ont répondu dans ces deux parties du parc. Si on prend comme hypothèse que le taux de vacance et le taux de réponse est semblable dans le parc conventionné et dans le parc non conventionné, en tenant compte des variations de ces données sur les différentes zones prioritaires, *il est possible de calculer une estimation de la part de locataires bénéficiant de l'APL parmi les locataires de logements conventionnés, qui serait de 54,2% (52,2% de bénéficiaires de l'APL pour 96,3% de logements conventionnés) contre 53,8% en 1997. Ce taux est plus élevé en zones prioritaires. Il atteint 61,8% (contre 60,1% en 1997) en ZUS et 60,1% (contre 60,3% en 1997) en ZRR.*

Ce taux rectifié au plan national est tout à fait comparable avec le pourcentage de bénéficiaires d'APL dans les logements HLM, calculé à partir des statistiques de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui est de 53,4% à fin 1995

Le tableau suivant présente les taux non redressés, donc un peu sous-estimés mais fournit des éléments comparatifs entre les régions. Il est d'ailleurs complété par l'information relative aux taux de conventionnement du parc social, qui explique certaines différences, en particulier en région d'Ile de France.

✓ Un recours plus important en ZUS et plus faible en ZRR

Le nombre de ménages bénéficiaires de l'APL est plus élevé dans les ZUS, 60,3% des ménages déclarent ainsi percevoir cette aide (contre 52,2% pour l'ensemble des locataires de logements sociaux) pour une proportion de logements conventionnés de très peu supérieurs (97,5% contre 96,3%). Ils sont aussi 59,3% en ZRR pour des logements qui sont conventionnés à 98,7%.

La part des bénéficiaires fluctue davantage en ZUS que pour l'ensemble des logements sociaux, le minimum étant observé pour le Val d'Oise (30,2%) pour un maximum de 82,9% dans les Landes. Les disparités régionales sont légèrement moins marquées dans les ZRR avec un minimum de 47,8% pour la Haute Marne et un maximum de 100% pour le Calvados.

Tableau n° 25 (1/4)
Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par départements

	part des bénéficiaires de l'APL	part des logements conventionnés	part des bénéficiaires APL en ZUS	part des logements conventionnés en ZUS	part des bénéficiaires APL en ZRR	part des logements conventionnés en ZRR
Ile de France **	31,6%	81,7%	41,1%	93,0%	.	.
75. Paris **	25,3%	88,3%	41,0%	99,6%	.	.
77. Sei. et Marne *	42,0%	94,3%	41,4%	100,0%	.	.
78. Yvelines *	34,0%	91,8%	46,4%	94,5%	.	.
91. Essonne **	35,0%	89,2%	41,8%	99,0%	.	.
92. Hts-de-Seine **	23,9%	85,6%	35,7%	93,9%	.	.
93. Sei.-St-Denis *	39,5%	92,3%	47,5%	93,9%	.	.
94. Val-de-Marne **	28,5%	85,5%	36,3%	88,9%	.	.
95. Val d'Oise **	28,9%	73,0%	30,2%	75,5%	.	.
Ch-Ardennes	55,3%	97,4%	63,5%	99,0%	52,9%	98,5%
08. Ardennes	65,9%	100,0%	75,2%	100,0%	72,5%	100,0%
10. Aube	61,1%	97,9%	66,6%	99,3%	63,7%	95,9%
51. Marne	50,0%	98,7%	57,8%	98,4%	55,3%	99,5%
52. Haute-Marne **	49,0%	99,1%	62,5%	100,0%	47,8%	99,0%
Picardie	54,7%	99,1%	62,3%	100,0%	60,3%	99,9%
02. Aisne	64,3%	99,2%	68,6%	99,9%	52,3%	100,0%
60. Oise	44,9%	99,5%	52,5%	100,0%	.	.
80. Somme	60,3%	99,9%	69,0%	100,0%	60,9%	.
Haute Normandie	56,4%	96,9%	65,5%	98,6%	56,3%	100,0%
27. Eure	57,7%	98,5%	64,7%	96,5%	56,3%	100,0%
76. Seine-Marit.	56,0%	98,9%	65,8%	99,1%	.	.

Tableau n° 25 (2/4)
Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par départements

	part des bénéficiaires de l'APL	part des logements conventionnés	part des bénéficiaires APL en ZUS	part des logements conventionnés en ZUS	part des bénéficiaires APL en ZRR	part des logements conventionnés en ZRR
Centre *	54,4%	97,1%	64,6%	99,7%	59,3%	99,6%
18. Cher	58,5%	100,0%	70,2%	99,9%	56,6%	100,0%
28. Eure et Loir *	48,2%	94,6%	61,2%	100,0%	67,2%	97,6%
36. Indre	57,3%	98,7%	70,8%	100,0%	59,9%	99,9%
37. Indre et Loire *	56,0%	98,5%	63,8%	100,0%	63,3%	98,6%
41. Loir et Cher **	51,8%	98,9%	56,0%	99,0%	51,4%	100,0%
45. Loiret	54,1%	99,5%	68,2%	99,0%	.	.
B. Normandie	58,8%	98,5%	66,8%	99,9%	56,8%	100,0%
14. Calvados	60,0%	99,1%	69,5%	100,0%	100,0%	100,0%
50. Manche	57,2%	100,0%	67,7%	100,0%	52,7%	100,0%
61. Orne	58,6%	99,6%	62,9%	99,8%	57,0%	100,0%
Bourgogne	56,1%	98,4%	59,5%	86,5%	52,4%	91,2%
21. Côte d'Or	53,4%	99,9%	61,6%	100,0%	51,1%	99,9%
58. Nièvre	56,9%	99,7%	14,5%	17,9%	35,4%	53,4%
71. Saône et Loi.	51,9%	97,6%	59,4%	99,9%	63,4%	100,0%
89. Yonne	68,5%	98,4%	77,6%	99,9%	59,5%	98,2%
N.p.de Calais	62,7%	97,5%	70,8%	99,4%	75,4%	100,0%
59. Nord	61,3%	98,1%	69,3%	99,6%	.	.
62. Pas de calais	65,6%	98,1%	74,8%	98,8%	75,4%	100,0%
Lorraine	54,4%	98,3%	64,8%	99,8%	64,0%	99,5%
54. Meu. et Moselle	53,2%	97,8%	63,1%	99,8%	60,7%	100,0%
55. Meuse	58,7%	99,6%	72,3%	100,0%	66,7%	99,3%
57. Moselle	52,8%	98,8%	64,6%	99,8%	56,7%	100,0%
88. Vosges	58,5%	100,0%	68,0%	99,9%	52,3%	100,0%
Alsace	51,7%	97,7%	64,3%	96,6%	.	.
67. Bas-Rhin * *	51,6%	98,7%	60,1%	95,1%	.	.
68. Haut-Rhin	51,9%	98,7%	73,2%	99,4%	.	.
Franche-Comté	57,8%	99,0%	66,2%	99,9%	63,9%	100,0%
25. Doubs	58,0%	99,6%	62,3%	99,8%	79,2%	100,0%
39. Jura	61,4%	99,3%	80,0%	100,0%	56,8%	100,0%
70. Haute-Saône	58,6%	99,8%	68,2%	99,6%	61,5%	100,0%
90. Belfort	53,1%	99,4%	67,7%	100,0%	.	.
Pays de la Loire	59,7%	98,6%	66,5%	100,0%	66,7%	99,8%
44. Loire Atlantique	62,0%	99,1%	71,4%	100,0%	70,3%	100,0%
49. Maine et Loire	60,1%	99,9%	63,2%	99,8%	68,8%	100,0%
53. Mayenne	56,0%	99,9%	60,6%	100,0%	66,0%	100,0%
72. Sarthe	55,8%	97,9%	65,3%	100,0%	65,5%	98,9%
85. Vendée	61,4%	99,6%	60,5%	100,0%	.	.

Tableau n° 25 (3/4)
Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par départements

	part des bénéficiaires de l'APL	part des logements conventionnés	part des bénéficiaires APL en ZUS	part des logements conventionnés en ZUS	part des bénéficiaires APL en ZRR	part des logements conventionnés en ZRR
Bretagne *	66,4%	99,1%	69,1%	99,8%	69,2%	100,0%
22. Côte. d'Armor	69,7%	100,0%	71,9%	100,0%	77,9%	100,0%
29. Finistère *	66,7%	100,0%	72,4%	100,0%	60,9%	100,0%
35. Ille-et-Vilaine	60,5%	99,7%	61,4%	99,7%	.	.
56. Morbihan **	74,0%	99,2%	82,4%	100,0%	.	.
Poitou-Charentes	62,1%	99,4%	67,7%	100,0%	68,4%	100,0%
16. Charente	65,1%	100,0%	68,5%	100,0%	72,2%	100,0%
17. Char-Maritime	61,6%	99,5%	64,0%	100,0%	60,6%	100,0%
79. Deux-Sèvres	62,0%	99,9%	73,4%	100,0%	68,6%	100,0%
86. Vienne *	60,8%	100,0%	72,5%	100,0%	68,1%	100,0%
Aquitaine	60,3%	96,0%	65,2%	99,6%	72,1%	99,6%
24. Dordogne	69,7%	100,0%	86,6%	100,0%	76,1%	100,0%
33. Gironde	55,5%	97,7%	62,9%	99,4%	64,6%	97,3%
40. Landes	65,3%	100,0%	82,9%	100,0%	72,6%	100,0%
47. Lot-et-Garonne.	67,2%	99,5%	79,1%	100,0%	71,0%	98,7%
64. Pyr. atlantiques *	63,6%	99,9%	67,5%	100,0%	69,8%	99,7%
Midi-Pyrénées	63,2%	96,5%	73,1%	95,3%	56,6%	99,5%
09. Ariège	77,4%	98,1%	.	.	0,4%	98,1%
12. Aveyron	56,9%	99,6%	71,9%	100,0%	60,2%	99,1%
31. Haute-Garonne	58,0%	96,4%	69,3%	94,0%	57,9%	100,0%
32. Gers	63,5%	98,8%	.	.	67,0%	99,7%
46. Lot *	68,2%	100,0%	.	.	68,2%	100,0%
65. Hautes-Pyrénées	64,5%	99,2%	79,1%	100,0%	61,8%	99,8%
81. Tarn	77,2%	99,0%	81,0%	96,9%	64,0%	100,0%
82. Tarn et Garonne	71,4%	99,4%	.	.	72,5%	100,0%
Limousin *	55,8%	96,6%	59,9%	99,0%	62,5%	99,6%
19. Corrèze **	62,4%	98,6%	.	.	63,5%	99,6%
23. Creuse	60,5%	100,0%	.	.	60,5%	100,0%
87. Haute Vienne *	53,7%	97,2%	59,9%	99,0%	67,0%	98,1%
Rhône-Alpes	54,4%	97,4%	63,0%	99,0%	56,9%	99,3%
01. Ain *	47,3%	99,3%	52,8%	100,0%	52,9%	100,0%
07. Ardèche	61,5%	99,9%	80,4%	100,0%	70,7%	100,0%
26. Drôme	69,2%	99,5%	67,4%	99,1%	67,8%	100,0%
38. Isère	55,3%	99,4%	60,9%	98,9%	60,2%	100,0%
42. Loire *	54,7%	97,7%	68,2%	93,3%	64,5%	100,0%
69. Rhône	54,2%	98,5%	63,6%	99,7%	55,5%	100,0%
73. Savoie	51,9%	98,7%	58,7%	99,9%	46,4%	98,4%
74. Haute-Savoie	51,6%	99,0%	60,8%	98,4%	.	.

Tableau n° 25 (4/4)
Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par départements

	part des bénéficiaires de l'APL	part des logements conventionnés	part des bénéficiaires APL en ZUS	part des logements conventionnés en ZUS	part des bénéficiaires APL en ZRR	part des logements conventionnés en ZRR
Auvergne	58,0%	98,7%	59,1%	99,0%	61,7%	99,7%
03. Allier * *	59,5%	99,9%	64,6%	100,0%	62,6%	100,0%
15. Cantal	68,3%	99,6%	.	.	62,6%	98,9%
43. Haute-Loire	70,1%	99,1%	73,8%	99,8%	71,8%	99,8%
63. Puy-de-Dôme	52,8%	98,9%	55,3%	98,3%	52,5%	100,0%
Languedoc-Rouss.	69,5%	98,6%	77,6%	99,4%	60,0%	99,3%
11. Aude	82,9%	98,9%	92,8%	99,9%	75,7%	100,0%
30. Gard	64,2%	99,4%	77,3%	98,7%	60,9%	99,5%
34. Hérault **	67,6%	99,8%	73,3%	100,0%	53,7%	100,0%
48. Lozère *	53,7%	98,7%	.	.	53,7%	98,7%
66. Pyr. Orientales	74,7%	99,7%	80,5%	100,0%	71,9%	100,0%
PACA *	59,9%	97,6%	64,8%	99,8%	61,4%	97,8%
04. A-Hte-Pvence	66,6%	99,9%	73,8%	100,0%	67,7%	100,0%
05. Hautes-Alpes	54,9%	97,8%	.	.	59,0%	96,0%
06. A-Maritimes *	57,6%	99,2%	68,4%	100,0%	57,9%	100,0%
13. Bou-du-Rh *	57,1%	98,9%	60,3%	99,8%	.	.
83. Var	61,3%	96,3%	75,7%	100,0%	.	0,0%
84. Vaucluse	72,4%	100,0%	80,5%	100,0%	68,1%	100,0%
Corse **	63,1%	98,4%	61,8%	100,0%	71,9%	100,0%
2A. Corse Sud	66,9%	99,4%	71,4%	100,0%	75,3%	100,0%
2B. Haute Corse **	58,3%	100,0%	54,7%	100,0%	64,4%	100,0%
Métropole	52,2%	96,3%	60,3%	97,5%	59,3%	98,7%
971. Guadeloupe	.	.	.	.	.	.
972. Martinique	.	.	.	.	.	.
973. Guyane	.	.	.	.	.	.
974. Réunion	.	.	.	.	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 26
Les ménages bénéficiaires de l'APL, tris par zones géographiques

Zones géographiques	Part de ménages bénéficiaires de l'APL	Part de logements conventionnés
zone 1 bis	27,0%	87,5%
ZUS	37,7%	93,8%
ZRR	.	.
Zone 1 hors 1 bis	33,8%	88,3%
ZUS	42,4%	93,2%
ZRR	.	.
Zone 2	57,4%	98,5%
ZUS	65,1%	99,0%
ZRR	63,2%	99,5%
Zone 3	59,2%	98,9%
ZUS	66,3%	97,8%
ZRR	59,2%	98,7%
Métropole	52,2%	96,3%
ZUS	60,3%	97,5%
ZRR	59,3%	98,7%
DOM	.	.
ZUS	.	.
ZRR	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Les ménages bénéficiaires de l'APL sont surtout présents en zone 2 et 3 où cette proportion dépasse de plus de 5% celle observée sur le territoire métropolitain dans son ensemble. Ils sont ainsi moins nombreux en zone 1 et 1 bis, le conventionnement des logements n'existant par ailleurs pas dans les DOM.

➤ Évolution

Compte tenu des difficultés posées par l'analyse de cette question en 1997, nous n'avons pas procédé à la comparaison des chiffres relatifs aux aides au logement.

➤ *Minima sociaux*

Les réponses aux questions sur les minima sociaux ont posé davantage de problèmes. Le taux de non-réponse pour ces questions risquant de conduire à sous-estimer la part des bénéficiaires dans la population des locataires, nous avons corrigé les résultats par rapport au nombre de ménages ayant effectivement répondu. Les chiffres ci-après ne portent donc que sur les ménages répondants. Le nombre de répondants à ces questions dépasse par ailleurs le nombre de ménages enquêtés pour 73 812 logements (37 organismes), nous ne les avons donc pas considérés dans notre analyse.

Les restrictions apposées à la sélection des données ont été assez importantes. Les organismes sélectionnés devaient ainsi répondre à plusieurs contraintes. La somme des ménages déclarant bénéficier d'un des minima sociaux (Q16 à Q19) ne doit pas excéder le nombre de ménages enquêtés (Q7) ni le nombre de répondants à ces questions (Q22). Le nombre de ménages déclarant ne bénéficier d'aucune allocation (Q20) et le nombre de répondants (Q22) ne doivent pas non plus être supérieurs au nombre de ménages enquêtés (Q7). Enfin, comme pour l'enquête 1997, le taux de réponse à ces questions doit excéder 60% de la population interrogée.

La question visant à recueillir le nombre de ménages bénéficiant d'au moins une allocation, introduite de manière à collecter une information agrégée sur les familles et à ne pas compter parmi ces familles les non-répondants, a été mal comprise par les organismes qui y ont parfois fait figurer la somme des ménages bénéficiaires. Compte tenu des difficultés que pose le traitement de cette question, nous nous sommes limités à l'exploitation de la question précisant le nombre de ménages ne percevant aucune allocation et nous n'avons pas intégré cette question dans les contrôles⁷.

Les considérations précédentes nous amènent à prendre en compte 2 974 138 logements à travers ces questions, soit 81,1% des logements recensés pour l'enquête OPS.

On dénombre 1 881 076 logements pour lesquels la somme des ménages ayant déclaré percevoir une des allocations proposée dans le questionnaire (Q16 à Q19) et n'en percevoir aucune (Q20) est supérieure au nombre de ménages interrogés dans l'enquête. Cette proportion est encore plus importante lorsqu'on compare cette somme au nombre de ménages ayant répondu à ces questions. Il semble donc que le cumul des prestations soit pour les locataires de logements sociaux relativement fréquent.

⁷ Si l'on somme le nombre de ménages déclarant ne percevoir aucune allocation (S20) et ceux déclarant en percevoir au moins une (S21), elle dépasse le nombre de ménages interrogés pour 124 283 logements. Chacune de ces variables dépasse par ailleurs le nombre de ménages enquêtés pour 2 779 logements.

- ✓ *1 ménage locataire de logement social sur 10 bénéficie de minima sociaux, le RMI pour la majorité, mais ce chiffre est sujet à de fortes variations régionales*

11,3% des ménages bénéficient d'au moins un minimum social en Métropole⁸. La moitié de ces bénéficiaires est allocataire du RMI (5,6%), L'Allocation pour Adulte Handicapés (3,1%) arrivant en seconde position au niveau national. La répartition des minima sociaux entre bénéficiaires est aussi assujettie à des variations départementales, la Corse du Sud accueille ainsi davantage de bénéficiaires du minimum vieillesse (10,2% contre 1,6% pour la Métropole) alors que l'Indre intègre davantage de bénéficiaires de l'AAH (9,8% contre 3,1% pour la Métropole). La plus forte concentration de RMistes dans les logements sociaux est ainsi observée pour l'Ariège (19,5%) et la Réunion (19,3%) qui dépassent de près de 15 points la valeur observée pour la Métropole.

Par comparaison au nombre d'allocataires dénombré par la CNAF (en intégrant l'ensemble des organismes quel que soit le taux de réponse des locataires à ces questions), on constate que plus d'un RMiste sur 10 (14,9%) est locataire d'un logement social. Cette proportion est plus faible que celle observée en 1997 (16,9%) mais compte tenu des risques de sous-estimation de ces chiffres (les bénéficiaires du RMI sont souvent hébergés par des proches), ces résultats sont à considérer avec précaution. Il en est de même pour les bénéficiaires de l'API qui sont un peu moins d'un sur trois (26,7%) à résider en logement social contre 32% en 1997. Ces chiffres sont à rapprocher des structures familiales observées en logement social, les familles monoparentales étant largement représentées par rapport à la population globale.

⁸ chiffre à considérer avec précaution compte tenu de la fréquence des erreurs sur cette question

Tableau n° 27 (1/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements⁹

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil	part des ménages allocataires en logt social
Ile de France **	16 539	3,3%	12,3%	4 569	0,9%	44,9%	9 748	2,0%	30,1%	7 079	1,4%	17,1%
75. Paris **	1 445	3,1%	7,0%	449	1,0%	56,1%	1 033	2,2%	35,8%	548	1,2%	9,3%
77. Sei. et Marne *	1 774	3,7%	20,1%	586	1,2%	124,3%	1 134	2,4%	37,9%	641	1,3%	14,7%
78. Yvelines *	1 367	2,1%	15,8%	529	0,8%	31,5%	1 200	1,9%	18,0%	623	1,0%	18,4%
91. Essonne **	1 381	2,8%	12,2%	467	1,0%	12,7%	898	1,8%	24,5%	670	1,4%	20,4%
92. Hts-de-Seine **	1 837	2,1%	10,2%	523	0,6%	30,2%	1 368	1,6%	17,2%	1 006	1,2%	20,1%
93. Sei.-St-Denis *	5 465	5,3%	17,0%	1 187	1,2%	72,6%	2 255	2,2%	40,1%	2 097	2,0%	34,3%
94. Val-de-Marne **	2 265	3,4%	15,4%	511	0,8%	205,8%	1 284	1,9%	87,0%	1 124	1,7%	22,0%
95. Val d'Oise **	1 005	3,2%	9,3%	317	1,0%	90,1%	576	1,8%	31,6%	370	1,2%	9,9%
Ch-Ardennes	4 931	6,3%	28,2%	1 264	1,6%	33,8%	2 229	2,9%	17,9%	888	1,1%	11,4%
08. Ardennes	1 976	9,5%	30,7%	447	2,1%	41,0%	746	3,6%	18,6%	142	0,7%	5,8%
10. Aube	1 085	7,4%	22,9%	342	2,3%	37,9%	435	3,0%	14,6%	410	2,8%	18,9%
51. Marne	1 497	4,5%	32,6%	367	1,1%	200,3%	813	2,5%	52,7%	269	0,8%	17,7%
52. Haute-Marne **	373	4,1%	16,0%	108	1,2%	4,7%	235	2,6%	3,6%	67	0,7%	2,5%
Picardie	4 345	4,9%	16,4%	1 348	1,5%	13,9%	2 698	3,0%	11,6%	1 074	1,2%	7,7%
02. Aisne	1 607	5,7%	19,6%	460	1,6%	23,1%	1 103	3,9%	13,3%	398	1,4%	7,7%
60. Oise	2 394	5,5%	25,0%	772	1,8%	10,1%	1 342	3,1%	6,4%	632	1,5%	14,0%
80. Somme	344	1,9%	6,1%	116	0,7%	32,9%	253	1,4%	39,6%	44	0,3%	3,0%

Guide de lecture : En Ile de France, 16 539 ménages enquêtés ont déclaré bénéficier du RMI. On compte ainsi 3,3% de ménages bénéficiaires du RMI parmi les locataires de logements sociaux ce qui implique que 12,3% des allocataires du RMI recensés par la CAF sur la région sont locataires de logements sociaux.

⁹ Le nombre de ménages bénéficiaires ainsi que leur part dans l'ensemble des ménages enquêtés sont calculés à partir des organismes pour lesquels au moins 60% des locataires ayant participé à l'enquête ont répondu aux questions concernant les allocations perçues. La part des ménages allocataires en logement social est quant à elle calculée à partir de l'ensemble des ménages répondants, quel que soit ce taux de réponse.

Tableau n°27 (2/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil	part des ménages allocataires en logt social
Haute Normandie	5 478	6,5%	19,9%	1 232	1,5%	51,8%	2 359	2,8%	17,3%	1 821	2,2%	15,7%
27. Eure	292	3,6%	11,4%	205	2,5%	29,8%	119	1,5%	4,4%	249	3,0%	9,2%
76. Seine-Marit.	5 186	6,8%	22,1%	1 027	1,4%	71,9%	2 240	3,0%	37,0%	1 572	2,1%	18,4%
Centre *	6 227	5,8%	23,6%	1 479	1,4%	27,4%	3 191	3,0%	12,4%	2 852	2,7%	12,5%
18. Cher	957	5,6%	17,1%	219	1,3%	28,4%	512	3,0%	13,3%	125	0,7%	3,0%
28. Eure et Loir *	1 030	4,6%	23,4%	261	1,2%	9,3%	526	2,4%	7,5%	143	0,6%	5,4%
36. Indre	736	9,4%	33,6%	180	2,3%	8,7%	768	9,8%	7,7%	474	6,0%	8,8%
37. Indre et Loire *	1 166	5,9%	29,7%	238	1,2%	155,5%	356	1,8%	36,8%	643	3,3%	17,2%
41. Loir et Cher **	420	4,6%	10,6%	97	1,1%	34,0%	155	1,7%	4,7%	113	1,2%	3,0%
45. Loiret	1 918	6,3%	25,5%	484	1,6%	56,6%	874	2,9%	20,3%	1 354	4,5%	33,7%
B. Normandie	3 274	5,7%	31,0%	884	1,5%	47,9%	2 650	4,6%	23,5%	1 277	2,2%	12,2%
14. Calvados	677	5,2%	31,6%	245	1,9%	54,0%	422	3,2%	21,7%	324	2,5%	16,1%
50. Manche	1 345	5,0%	30,6%	377	1,4%	92,4%	1 418	5,2%	65,1%	466	1,7%	9,2%
61. Orne	1 252	7,4%	30,0%	262	1,5%	20,6%	810	4,8%	11,2%	487	2,9%	10,9%
Bourgogne	3 985	5,1%	21,0%	1 252	1,6%	25,9%	2 849	3,7%	15,5%	721	0,9%	4,1%
21. Côte d'Or	1 187	4,8%	19,8%	367	1,5%	186,3%	695	2,8%	32,3%	244	1,0%	6,1%
58. Nièvre	748	7,8%	20,1%	210	2,2%	9,7%	566	5,9%	7,6%	114	1,2%	3,5%
71. Saône et Loi.	1 439	4,7%	23,9%	411	1,3%	53,8%	1 084	3,5%	28,2%	282	0,9%	2,9%
89. Yonne	611	5,0%	19,4%	264	2,1%	16,7%	504	4,1%	11,0%	81	0,7%	6,1%
N.p.de Calais	12 471	6,4%	17,1%	3 129	1,6%	216,9%	5 795	3,0%	60,0%	1 975	1,0%	8,6%
59. Nord	8 657	5,8%	15,3%	2 159	1,4%	365,3%	4 172	2,8%	116,5%	1 150	0,8%	7,9%
62. Pas de calais	3 814	8,3%	20,4%	970	2,1%	144,7%	1 623	3,5%	34,0%	825	1,8%	9,6%

Tableau n°27(3/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil.	part des ménages allocataires en logt social
Lorraine	6 307	5,4%	19,4%	2 194	1,9%	12,9%	3 121	2,7%	6,4%	1 390	1,2%	8,7%
54. Meu. et Moselle	2 097	5,2%	16,7%	540	1,3%	45,9%	790	2,0%	14,7%	323	0,8%	7,6%
55. Meuse	688	7,5%	25,6%	215	2,3%	8,5%	359	3,9%	3,6%	54	0,6%	2,3%
57. Moselle	2 282	5,0%	17,7%	1 036	2,3%	8,1%	1 128	2,5%	3,2%	878	1,9%	15,1%
88. Vosges	1 240	5,8%	28,1%	403	1,9%	92,2%	844	4,0%	65,3%	135	0,6%	3,8%
Alsace	1 387	3,1%	17,6%	560	1,2%	30,8%	985	2,2%	9,0%	848	1,9%	9,9%
67. Bas-Rhin * *	391	2,1%	17,0%	154	0,8%	20,3%	229	1,2%	4,8%	141	0,7%	3,9%
68. Haut-Rhin	996	3,8%	18,6%	406	1,5%	88,8%	756	2,9%	33,8%	707	2,7%	21,2%
Franche-Comté	3 963	6,5%	29,6%	1 217	2,0%	24,2%	2 204	3,6%	9,9%	677	1,1%	5,8%
25. Doubs	1 944	6,6%	28,3%	565	1,9%	38,5%	985	3,3%	17,1%	136	0,5%	3,5%
39. Jura	529	4,7%	27,8%	191	1,7%	33,2%	417	3,7%	16,2%	82	0,7%	2,3%
70. Haute-Saône	612	7,2%	23,9%	202	2,4%	17,4%	383	4,5%	8,4%	258	3,0%	7,3%
90. Belfort	878	7,5%	42,6%	259	2,2%	14,2%	419	3,6%	4,5%	201	1,7%	28,8%
Pays de la Loire	8 229	6,2%	21,2%	2 543	1,9%	65,0%	4 752	3,6%	24,1%	1 594	1,2%	3,7%
44. Loire Atlantique	3 267	7,3%	18,8%	913	2,1%	286,4%	1 617	3,6%	74,7%	394	0,9%	3,7%
49. Maine et Loire	2 644	5,8%	29,2%	846	1,9%	55,4%	1 463	3,2%	25,0%	360	0,8%	3,4%
53. Mayenne	515	4,2%	29,8%	197	1,6%	34,3%	458	3,7%	21,4%	322	2,6%	5,7%
72. Sarthe	1 012	6,2%	17,2%	330	2,0%	43,4%	662	4,1%	18,1%	161	1,0%	3,4%
85. Vendée	791	5,8%	18,1%	257	1,9%	35,3%	552	4,1%	9,1%	357	2,6%	3,1%

Tableau n°27 (4/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil.	part des ménages allocataires en logt social
Bretagne *	7 023	6,8%	22,5%	2 124	2,1%	43,6%	4 443	4,3%	18,8%	1 595	1,6%	2,8%
22. Côte. d'Armor	746	5,7%	13,6%	323	2,5%	38,4%	415	3,2%	10,7%	133	1,0%	1,0%
29. Finistère *	2 541	8,0%	23,4%	706	2,2%	26,1%	1 483	4,7%	13,3%	685	2,2%	4,2%
35. Ille-et-Vilaine	2 156	6,5%	28,1%	724	2,2%	81,9%	1 788	5,4%	35,8%	568	1,7%	4,6%
56. Morbihan **	1 580	6,5%	22,4%	371	1,5%	64,7%	757	3,1%	20,5%	209	0,9%	1,5%
Poitou-Charentes	3 780	8,3%	16,3%	981	2,2%	39,7%	1 669	3,7%	13,4%	729	1,6%	2,5%
16. Charente	581	11,1%	16,1%	159	3,1%	27,0%	266	5,1%	10,2%	169	3,2%	2,9%
17. Char-Maritime	1 702	10,4%	16,4%	408	2,5%	28,4%	521	3,2%	11,6%	237	1,4%	2,5%
79. Deux-Sèvres	311	6,4%	11,6%	79	1,6%	86,9%	156	3,2%	15,7%	75	1,6%	1,6%
86. Vienne *	1 186	6,3%	19,2%	335	1,8%	30,6%	726	3,8%	15,9%	248	1,3%	3,2%
Aquitaine	6 585	6,9%	12,6%	1 390	1,5%	17,2%	4 246	4,5%	11,9%	1 552	1,6%	2,6%
24. Dordogne	983	9,6%	14,4%	182	1,8%	15,5%	420	4,1%	8,4%	326	3,2%	2,5%
33. Gironde	2 781	5,3%	10,9%	618	1,2%	42,1%	2 029	3,9%	21,1%	703	1,3%	4,3%
40. Landes	646	8,6%	14,9%	156	2,1%	8,9%	373	5,0%	3,7%	269	3,6%	3,2%
47. Lot-et-Garonne.	736	9,8%	12,4%	148	2,0%	9,1%	450	6,0%	6,1%	90	1,2%	1,0%
64. Pyr. atlantiques *	1 439	8,0%	15,0%	286	1,6%	14,0%	974	5,4%	22,0%	164	0,9%	1,3%

Tableau n°27 (5/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil.	part des ménages allocataires en logt social
Midi-Pyrénées	4 500	7,0%	10,8%	1 006	1,6%	7,4%	2 773	4,3%	5,5%	822	1,3%	1,8%
09. Ariège	17	19,5%	3,9%	7	8,1%	6,3%	6	6,9%	4,9%	5	5,8%	0,2%
12. Aveyron	243	5,4%	13,8%	57	1,3%	23,6%	247	5,5%	8,5%	163	3,7%	1,6%
31. Haute-Garonne	2 387	6,5%	10,1%	580	1,6%	17,4%	1 188	3,2%	7,5%	376	1,0%	3,4%
32. Gers	18	1,9%	9,3%	6	0,6%	1,4%	39	4,2%	1,8%	29	3,1%	1,9%
46. Lot *	7	2,4%	1,3%	2	0,7%	34,4%	19	6,4%	2,5%	0	0,0%	0,2%
65. Hautes-Pyrénées	489	5,7%	14,8%	85	1,0%	3,5%	524	6,1%	7,1%	138	1,6%	3,0%
81. Tarn	781	9,6%	15,9%	150	1,9%	6,1%	403	5,0%	4,2%	58	0,7%	1,7%
82. Tarn et Garonne	558	12,2%	14,1%	119	2,6%	6,1%	347	7,6%	7,0%	53	1,2%	0,8%
Limousin *	1 294	5,6%	16,1%	755	3,2%	32,9%	1 212	5,2%	11,6%	245	1,1%	1,1%
19. Corrèze **	157	5,2%	6,4%	51	1,7%	12,4%	171	5,7%	5,3%	73	2,4%	0,9%
23. Creuse	14	4,6%	14,8%	4	1,3%	5,2%	11	3,6%	6,2%	17	5,5%	0,6%
87. Haute Vienne *	1 123	5,6%	21,0%	700	3,5%	87,3%	1 030	5,2%	21,3%	155	0,8%	1,7%
Rhône-Alpes	9 776	4,2%	15,3%	2 694	1,2%	21,5%	6 610	2,8%	12,1%	2 961	1,3%	6,8%
01. Ain *	736	2,6%	18,1%	285	1,0%	42,7%	676	2,4%	18,1%	170	0,6%	5,8%
07. Ardèche	371	4,4%	10,0%	100	1,2%	16,8%	329	3,9%	8,6%	269	3,2%	3,8%
26. Drôme	833	9,1%	15,4%	179	2,0%	36,3%	350	3,8%	12,5%	227	2,5%	4,1%
38. Isère	2 182	4,7%	18,7%	540	1,2%	92,0%	1 265	2,7%	44,2%	761	1,6%	9,9%
42. Loire *	1 484	4,9%	17,7%	440	1,5%	20,0%	990	3,3%	10,9%	626	2,1%	9,2%
69. Rhône	3 015	4,4%	12,9%	812	1,2%	87,0%	2 122	3,1%	37,7%	609	0,9%	7,4%
73. Savoie	727	3,1%	19,1%	212	0,9%	5,5%	657	2,8%	3,8%	189	0,8%	5,4%
74. Haute-Savoie	428	2,4%	12,0%	126	0,7%	5,7%	221	1,3%	2,8%	110	0,6%	5,8%

Tableau n°27 (6/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil	part des ménages allocataires en logt social
Auvergne	2 257	7,1%	17,3%	719	2,3%	35,0%	1 424	4,5%	12,1%	527	1,7%	2,9%
03. Allier * *	1 033	10,0%	19,4%	366	3,6%	41,4%	441	4,3%	8,6%	163	1,6%	2,6%
15. Cantal	187	6,9%	16,3%	43	1,6%	31,4%	130	4,8%	10,1%	51	1,9%	2,2%
43. Haute-Loire	168	2,8%	10,3%	62	1,0%	5,8%	298	5,0%	6,1%	116	1,9%	1,5%
63. Puy-de-Dôme	869	6,8%	17,5%	248	1,9%	95,6%	555	4,3%	23,8%	197	1,5%	4,6%
Languedoc-Rouss.	8 037	11,9%	11,9%	2 241	3,3%	53,1%	2 208	3,3%	9,6%	2 022	3,0%	5,3%
11. Aude	1 303	12,2%	14,9%	278	2,6%	23,3%	449	4,2%	10,8%	400	3,7%	5,1%
30. Gard	2 914	13,2%	16,1%	1 022	4,6%	361,1%	773	3,5%	30,0%	1 064	4,8%	12,5%
34. Hérault **	2 287	9,7%	8,3%	497	2,1%	128,9%	488	2,1%	15,4%	380	1,6%	3,3%
48. Lozère *	5	7,6%	16,7%	2	3,0%	2,2%	2	3,0%	0,4%	7	10,6%	2,7%
66. Pyr. Orientales	1 528	13,4%	11,9%	442	3,9%	30,4%	496	4,4%	7,3%	171	1,5%	2,2%
PACA *	10 416	8,0%	11,0%	2 176	1,7%	21,5%	4 596	3,5%	12,3%	4 313	3,3%	8,3%
04. A-Hte-Pvence	225	5,8%	10,3%	70	1,8%	20,6%	153	3,9%	10,2%	72	1,9%	3,6%
05. Hautes-Alpes	122	2,1%	11,6%	45	0,8%	19,8%	170	2,9%	10,7%	96	1,6%	4,0%
06. A-Maritimes *	508	3,8%	3,2%	239	1,8%	8,8%	574	4,3%	5,3%	249	1,9%	2,4%
13. Bou-du-Rh *	5 685	8,8%	12,5%	963	1,5%	18,9%	2 156	3,3%	14,2%	1 802	2,8%	10,0%
83. Var	1 796	9,3%	11,1%	263	1,4%	53,1%	891	4,6%	21,2%	1 836	9,5%	17,6%
84. Vaucluse	2 080	8,8%	16,6%	596	2,5%	55,7%	652	2,8%	15,7%	258	1,1%	3,4%
Corse **	415	7,5%	6,4%	94	1,7%	6,5%	325	5,9%	3,3%	417	7,5%	2,0%
2A. Corse Sud	286	8,5%	8,7%	64	1,9%	9,2%	242	7,2%	5,5%	345	10,2%	2,8%
2B. Haute Corse **	129	6,0%	4,5%	30	1,4%	4,2%	83	3,8%	1,7%	72	3,3%	1,1%

Tableau n°27 (7/7)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux, tris par départements

département	nombre de ménages bénéficiant du RMI	part de ménages enquêtés bénéficiant du RMI	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'API	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'API	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant de l'AAH	part des ménages enquêtés bénéficiant de l'AAH	part des ménages allocataires en logt social	nombre de ménages bénéficiant min. vieil.	part de ménages enquêtés bénéficiant min. vieil.	part des ménages allocataires en logt social
Métropole	131 219	5,6%	14,9%	35 851	1,5%	26,7%	72 087	3,1%	13%	37 379	1,6%	5,9%
971. Guadeloupe	759	7,7%	.	65	0,7%	.	155	1,6%	.	100	1,0%	.
972. Martinique	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
973. Guyane	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
974. Réunion	3 930	19,3%	.	649	3,2%	.	507	2,5%	.	287	1,4%	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

✓ Des allocataires du RMI et de l'API plus présents en ZUS, les ZRR étant privilégiées par les bénéficiaires du minimum vieillesse

La part des bénéficiaires de minima sociaux atteint 15,8% en ZUS et 12,7% en ZRR contre 11,3% pour l'ensemble de la métropole. Ces résultats ne représentent cependant que la tendance générale car on constate que la part des ménages bénéficiant d'au moins une allocation varie de 8,7% pour l'Ile de France à 28,4% pour le Languedoc-Roussillon en ce qui concerne les ZUS et de 2,3% pour la Bretagne * à 29,5% pour la Corse en ce qui concerne les ZRR.

La répartition des bénéficiaires en fonction du type d'allocation perçue est aussi très fluctuante en fonction des départements. On note malgré tout une prédominance des bénéficiaires de l'API (2,3% contre 1,5%) et du RMI (9% contre 5,6%) en ZUS. Les ZRR accueillent plus souvent des bénéficiaires du minimum vieillesse (2,3% contre 1,6% pour la Métropole). On retrouve ainsi les caractéristiques en terme de structure par âge et familiale des logements sociaux, les ZUS accueillant davantage de familles et de personnes jeunes alors que les logements sociaux situés en ZRR sont plus que la moyenne occupés par des personnes âgées et des personnes seules.

Tableau n° 28 (1/2)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux en ZUS et ZRR, tris par régions

Région	part des bénéficiaires du RMI	part des bénéficiaires du Minimum Vieillesse	Part des bénéficiaires de l'API	Part des bénéficiaires de l'AAH	Part des ménages qui ne bénéficient d'aucun minimum social
Ile de France	3,3%	1,4%	0,9%	2,0%	94,7%
ZUS	4,9%	1,9%	1,2%	4,3%	92,7%
ZRR					
Ch-Ardenne	6,4%	1,1%	1,6%	2,9%	88,5%
ZUS	10,2%	1,3%	2,4%	3,8%	83,3%
ZRR	4,3%	0,9%	1,4%	2,8%	91,0%
Picardie	5,0%	1,3%	1,5%	4,1%	90,3%
ZUS	6,8%	1,4%	1,9%	3,6%	87,4%
ZRR	6,1%	7,6%	1,0%	2,9%	82,4%
H, Normandie	6,4%	2,1%	1,5%	2,8%	87,5%
ZUS	12,9%	1,7%	2,4%	3,3%	79,8%
ZRR	6,3%	1,6%	4,7%	0,0%	87,5%
Centre	5,8%	2,7%	1,4%	3,0%	94,0%
ZUS	9,9%	2,0%	2,1%	3,7%	87,8%
ZRR	5,8%	4,6%	1,5%	6,0%	113,3%
B, Normandie	5,7%	2,2%	1,5%	4,6%	86,5%
ZUS	12,1%	1,8%	2,8%	6,1%	77,9%
ZRR	4,9%	3,8%	1,5%	4,1%	86,0%
Bourgogne	5,1%	0,9%	1,6%	3,7%	90,2%
ZUS	8,2%	1,2%	2,4%	4,9%	85,9%
ZRR	3,5%	1,0%	1,4%	3,1%	92,2%
Nord Pas de Calais	6,4%	1,0%	1,6%	3,0%	89,0%
ZUS	9,2%	0,8%	2,4%	3,1%	85,4%
ZRR	10,4%	2,1%	2,1%	8,3%	77,1%
Lorraine	5,4%	1,2%	1,9%	2,7%	89,2%
ZUS	8,7%	1,5%	2,8%	3,6%	84,1%
ZRR	6,5%	0,5%	2,0%	3,1%	88,3%
Alsace	3,1%	1,9%	1,2%	2,2%	92,1%
ZUS	5,4%	0,9%	1,6%	2,9%	90,3%
ZRR					
Franche-Comté	6,5%	1,1%	2,0%	3,6%	87,3%
ZUS	9,9%	1,1%	2,7%	4,5%	82,4%
ZRR	3,3%	1,6%	1,4%	4,0%	90,3%
Pays de la Loire	6,2%	1,2%	1,9%	3,6%	88,7%
ZUS	9,9%	1,0%	2,6%	4,4%	83,0%
ZRR	2,4%	2,5%	1,3%	3,4%	90,9%
Bretagne	6,8%	1,6%	2,1%	4,3%	86,2%
ZUS	11,2%	2,0%	3,6%	6,4%	78,6%
ZRR	0,4%	0,4%	0,2%	1,3%	97,7%
Poitou-Charentes	8,4%	1,6%	2,2%	3,8%	82,3%
ZUS	12,9%	2,1%	3,2%	4,8%	76,3%
ZRR	6,6%	3,2%	1,6%	4,4%	85,1%
Aquitaine	6,9%	1,6%	1,5%	4,5%	86,3%
ZUS	9,1%	1,4%	1,9%	5,3%	83,3%
ZRR	8,5%	3,2%	1,7%	6,0%	81,2%

Tableau n° 28 (2/2)
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux en ZUS et ZRR, tris par régions

Région	part des bénéficiaires du RMI	part des bénéficiaires du Minimum Vieillesse	Part des bénéficiaires de l'API	Part des bénéficiaires de l'AAH	Part des ménages qui ne bénéficient d'aucun minimum social
Midi-Pyrénées	6,9%	1,4%	1,6%	4,3%	86,3%
ZUS	11,6%	2,0%	2,4%	5,3%	79,0%
ZRR	4,6%	2,4%	0,9%	5,5%	86,9%
Limousin	5,6%	1,0%	3,0%	5,4%	85,1%
ZUS	9,2%	0,2%	6,7%	6,9%	79,4%
ZRR	5,5%	1,7%	1,5%	6,0%	82,7%
Rhône-Alpes	4,2%	1,3%	1,2%	2,8%	90,8%
ZUS	6,6%	1,2%	1,6%	3,5%	87,5%
ZRR	2,3%	2,2%	1,1%	3,2%	91,2%
Auvergne	6,8%	1,7%	2,2%	4,4%	85,4%
ZUS	11,9%	1,5%	3,7%	5,0%	78,7%
ZRR	4,0%	2,5%	1,1%	4,8%	87,7%
Languedoc-Rouss.	11,8%	3,0%	3,3%	3,3%	79,9%
ZUS	18,1%	3,0%	5,6%	3,6%	71,6%
ZRR	9,4%	3,4%	2,2%	5,3%	80,3%
PACA	8,1%	3,2%	1,7%	3,6%	98,1%¹⁰
ZUS	13,1%	2,6%	2,2%	4,0%	98,8%
ZRR	4,0%	1,4%	1,1%	2,8%	-
Corse	7,5%	7,5%	1,7%	5,9%	81,2%
ZUS	6,9%	8,4%	1,4%	6,0%	81,4%
ZRR	11,6%	12,1%	1,6%	8,4%	70,5%
Métropole	5,6%	1,6%	1,5%	3,1%	90,3%
ZUS	9,0%	1,6%	2,3%	4,1%	86,0%
ZRR	5,1%	2,3%	1,4%	4,4%	91,0%

¹⁰ Ce chiffre paraît peu cohérent compte tenu de la part de bénéficiaires pour chacune des allocations. Ce dernier est obtenu à partir d'une question spécifique et non par déduction du nombre de bénéficiaires des différentes prestations, un individu pouvant en effet en percevoir plusieurs simultanément. Il faut donc considérer ce chiffre avec précaution.

Tableau n° 29
Part de ménages bénéficiant des différents minima sociaux en ZUS et ZRR, tris par zone géographiques

Zones géographiques	part des bénéficiaires du RMI	part des bénéficiaires du Minimum Vieillesse	Part des bénéficiaires de l'API	Part des bénéficiaires de l'AAH	Part des ménages qui ne bénéficient d'aucun minimum social
Zone 1 bis	3,2%	1,6%	0,8%	2,0%	93,1%
ZUS	6,3%	4,2%	1,3%	3,1%	85,8%
ZRR	.	.	.	.	.
Zone 1 hors 1 bis	3,4%	1,3%	0,9%	1,9%	95,3%
ZUS	4,7%	1,5%	1,2%	4,5%	93,3%
ZRR	.	.	.	.	.
Zone 2	6,5%	1,4%	1,7%	3,2%	90,0%
ZUS	9,7%	1,4%	2,3%	3,9%	85,7%
ZRR	5,7%	8,3%	1,3%	6,8%	79,6%
Zone 3	5,9%	2,0%	1,7%	3,7%	88,2%
ZUS	10,3%	1,8%	3,0%	4,7%	81,9%
ZRR	5,5%	2,3%	1,6%	4,5%	89,9%
DOM	16,4%	1,8%	2,5%	2,4%	95,5%
ZUS	12,9%	1,1%	2,2%	2,2%	85,3%
ZRR	.	.	.	.	.

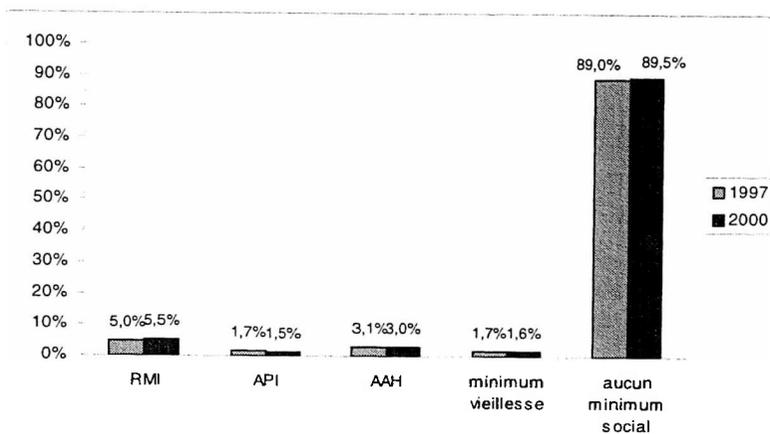
source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CREDOC

La part des ménages ne bénéficiant d'aucun minimum social est plus importante pour la zone 1 (plus de 93% contre 90,3% pour la Métropole). Les bénéficiaires du RMI sont par ailleurs plus présents en zone 2 et 3 (6% et plus contre 5,6% pour l'ensemble du territoire national), la part des bénéficiaires du minimum vieillesse dépassant aussi de 0,4 point celle observée pour la Métropole dans le cadre de la zone 3. Les bénéficiaires de l'API sont quant à eux sur-représentés dans les DOM (2,5% contre 1,5% pour la Métropole).

✓ Des résultats stables par rapport à 1997

La répartition des locataires de logements sociaux en fonction des minima sociaux a peu évolué depuis 1997. On constate une légère augmentation de la part des ménages ne bénéficiant d'aucun minima, ainsi que de la part des bénéficiaires du RMI.

Graphique n° 13
Évolution de la part des bénéficiaires de minima sociaux par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

I.7 Nature de l'activité professionnelle

Une question supplémentaire a été introduite par rapport à 1997 de manière à permettre de tester la cohérence des données collectées en matière de nature de l'activité professionnelle des ménages locataires de logements sociaux. Celle-ci dénombre ainsi le nombre de personnes majeures sans emploi mais non inscrites à l'ANPE. Elle permet ainsi de valider que le nombre de personnes considérées pour ces questions correspond bien au nombre de personnes majeures c'est-à-dire celles susceptibles de correspondre à ces critères.

Ajouté au fait que ces questions avaient déjà été mal renseignées au départ, l'introduction de cette nouvelle variable a conduit à accentuer le taux d'incohérences. On dénombre ainsi 112 939 logements pour lesquels le nombre de personnes exerçant une activité professionnelle ou inscrites à l'ANPE est supérieur au nombre de personnes de 18 à 64 ans mais 223 244 logements si l'on considère cette fois l'ensemble des questions relatives à la nature de l'activité professionnelle et l'intégralité des individus majeurs. Les logements pour lesquels le taux d'erreurs sur ces questions est supérieur à 5% n'ont pas été considérés pour la suite de l'analyse. La variable relative aux autres personnes sans emploi a par ailleurs été corrigée lorsqu'elle intégrait le nombre de mineurs à ces individus (les élèves devant être intégrés à cette catégorie, certains organismes ont cru devoir y ajouter les enfants d'âge scolaire).

Les restrictions habituelles ont aussi été introduites, à savoir un nombre de répondants supérieur au nombre d'enquêté et des réponses non nulles à l'ensemble de ces questions.

Les résultats ci-après s'appliquent ainsi à 1 934 organismes, soit 3 417 016 (93,2%) logements sociaux.

- *36,6% d'individus inactifs parmi les individus majeurs résidant en logement social pour la Métropole mais des résultats variables selon les régions considérées*

Afin de limiter les biais dus aux faibles taux de réponses, la part des inactifs est calculée par rapport au nombre d'individus ayant répondu aux questions relatives à la nature de l'activité professionnelle. Les logements sociaux accueillent ainsi 36,6% d'occupants n'exerçant pas d'activité professionnelle (au foyer, étudiant ou élève, retraité ou préretraité, invalidité, etc. ...) parmi les plus de 18 ans. Cette proportion est relativement fluctuante selon les régions (de 20 à 60%) mais certains chiffres paraissent peu réalistes. Il est à noter en effet que pour la vague 1997, la part des inactifs avait été déduite par différence entre le nombre d'occupants de 18 à 64 ans et le nombre d'actifs dans le foyer alors que pour la vague 2000, une question spécifique a été introduite de manière à distinguer les non répondants des inactifs. Il semble cependant que cette question ait parfois été mal interprétée et que des erreurs subsistent malgré un apurement déjà restrictif.

Les catégories suivantes concernent l'ensemble des occupants majeurs des logements sociaux

CDI : personnes ayant un emploi stable (travailleurs indépendants, salariés avec un contrat à durée indéterminée y compris fonctionnaires et salariés de la fonction publique)

CDD : personnes ayant un emploi précaire (salariés avec un contrat à durée déterminée, intérimaire, apprentis, stagiaires, titulaires de contrat aidés, ...)

Chômeurs : personnes sans emploi inscrites à l'ANPE

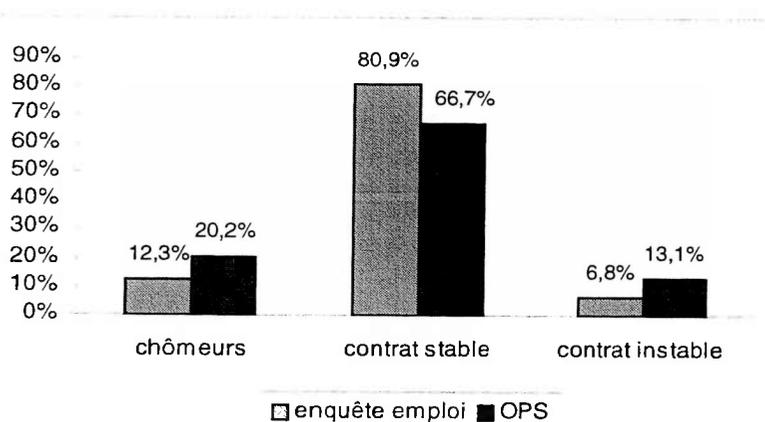
Inactifs : autres personnes sans emploi (au foyer, étudiant ou élève, retraité et préretraité, invalidité, etc...)

➤ *Des situations plus précaires en logement social*

79,3% des locataires de logement sociaux exercent effectivement une activité parmi les ménages actifs, avec près de 84% de ces personnes en CDI (66,7% des locataires de logements sociaux). La proportion d'actifs en CDI dépasse très largement les CDD et les chômeurs pour l'ensemble des départements et varie entre 40 et 80% des ménages actifs. La part des actifs en CDD est plus stable, fluctuant autour de 13%. Les actifs sans emploi inscrits à l'ANPE représentent quant à eux 20,2% des actifs pour la Métropole, cette proportion allant de 15% pour la Guadeloupe à 38,1% pour la Somme.

La part des actifs sans emploi et des actifs en CDD est plus importante en logement social que pour l'ensemble de la population française. Les logements sociaux accueillent ainsi plus de 20% de chômeurs, proportion de près de 10 points supérieure à celle observée en population globale. La part des actifs en CDD dans l'ensemble des individus actifs y est aussi plus élevée, atteignant 13,1% en logement social contre 6,8% pour la population globale.

Graphique n° 14
Nature de l'activité professionnelle des locataires de logements sociaux,
comparaison à l'ensemble de la population



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC
 enquête emploi, INSEE, 1997

- *Une population plus souvent sans emploi en ZUS (26,5% contre 20,2%), des situations plus contrastées pour les ZRR*

Les inactifs sont plus nombreux en ZUS (39,8% contre 36,6% pour la Métropole), de même que les chômeurs qui représentent près d'un tiers de la population active en ZUS (26,5%).

Seuls la Basse Normandie, la Bourgogne, le Nord Pas de Calais, les Pays de la Loire, la Bretagne * et le Limousin dénotent des proportions légèrement inférieures en ce qui concerne la part des inactifs, la proportion d'actifs sans emploi est quant à elle systématiquement plus élevée pour l'ensemble des régions.

La répartition des occupants de logements sociaux en ZRR en fonction de la nature de leur activité professionnelle est plus proche de celle observée pour l'ensemble, mais les situations varient selon les départements.

La part des contrats stables est ainsi plus élevée en ZRR pour une majorité de départements, la Corse se distinguant avec une proportion de 47,4% d'occupants actifs en CDI contre 71,2% pour la Corse dans son ensemble. Malgré une part des inactifs en Métropole proche de celle observée pour l'ensemble du parc social (35,8% contre 36,6%), pour la moitié des régions considérées les inactifs sont plus nombreux en ZRR, la situation étant inverse pour les autres.

Tableau n° 30 (1/4)
Nature de l'activité professionnelle, tris par départements

	part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Ile de France **	74,4%	9,5%	16,1%	34,7%
75. Paris **	72,1%	9,8%	18,1%	41,5%
77. Sei. et Marne *	73,1%	10,8%	16,1%	33,3%
78. Yvelines *	76,5%	9,8%	13,6%	29,9%
91. Essonne **	77,4%	9,9%	12,7%	30,2%
92. Hts-de-Seine **	77,5%	8,2%	14,3%	35,7%
93. Sei.-St-Denis *	69,9%	10,1%	20,1%	34,8%
94. Val-de-Marne **	75,7%	8,4%	15,9%	33,7%
95. Val d'Oise **	75,7%	9,2%	15,1%	34,4%
Ch-Ardenne	64,7%	15,0%	20,3%	38,4%
08. Ardenne	57,6%	17,9%	24,5%	-
10. Aube	56,1%	23,0%	20,9%	37,9%
51. Marne	68,6%	12,0%	19,4%	30,8%
52. Haute-Marne **	70,7%	11,5%	17,8%	36,4%
Picardie	61,9%	14,2%	23,9%	40,6%
02. Aisne	63,3%	14,1%	22,5%	39,6%
60. Oise	65,6%	13,5%	20,9%	36,1%
80. Somme	-	-	-	-
Haute Normandie	60,7%	17,7%	21,6%	30,0%
27. Eure	62,2%	17,0%	20,8%	25,7%
76. Seine-Marit.	60,2%	17,9%	21,8%	31,1%
Centre *	65,6%	13,1%	21,3%	32,8%
18. Cher	60,8%	21,8%	17,4%	38,8%
28. Eure et Loir *	64,3%	13,6%	22,1%	36,8%
36. Indre	73,9%	11,0%	15,0%	22,3%
37. Indre et Loire *	65,4%	10,0%	24,6%	35,9%
41. Loir et Cher **	69,7%	13,8%	16,4%	37,7%
45. Loiret	64,8%	13,9%	21,4%	26,8%
B. Normandie	62,1%	15,2%	22,6%	36,9%
14. Calvados	61,6%	13,7%	24,6%	35,8%
50. Manche	62,7%	17,3%	20,0%	39,0%
61. Orne	62,2%	14,6%	23,2%	35,2%

Tableau n° 30 (2/4)
Nature de l'activité professionnelle, tris par départements

	part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Bourgogne	67,0%	13,0%	20,0%	40,0%
21. Côte d'Or	69,0%	10,1%	20,9%	28,9%
58. Nièvre	68,6%	14,7%	16,8%	40,1%
71. Saône et Loi.	66,0%	14,1%	19,9%	46,6%
89. Yonne	64,3%	15,3%	20,3%	43,1%
N.p.de Calais	60,6%	15,4%	24,0%	40,1%
59. Nord	62,3%	14,9%	22,8%	38,4%
62. Pas de calais	57,4%	16,4%	26,2%	43,1%
Lorraine	67,4%	11,9%	20,7%	43,9%
54. Meu. et Moselle	66,1%	13,2%	20,8%	44,9%
55. Meuse	68,9%	9,4%	21,7%	37,1%
57. Moselle	69,5%	10,9%	19,6%	45,1%
88. Vosges	64,8%	12,6%	22,5%	41,7%
Alsace	69,9%	14,3%	15,8%	39,4%
67. Bas-Rhin * *	69,7%	14,1%	16,3%	41,8%
68. Haut-Rhin	70,1%	14,6%	15,3%	36,7%
Franche-Comté	65,7%	12,9%	21,4%	41,2%
25. Doubs	66,2%	12,5%	21,2%	37,7%
39. Jura	65,9%	17,8%	16,3%	34,9%
70. Haute-Saône	69,6%	10,8%	19,6%	38,8%
90. Belfort	60,0%	10,0%	29,9%	-
Pays de la Loire	62,4%	16,7%	20,9%	31,4%
44. Loire Atlantique	59,8%	18,4%	21,8%	30,6%
49. Maine et Loire	71,7%	11,0%	17,3%	31,0%
53. Mayenne	65,3%	17,2%	17,5%	20,1%
72. Sarthe	56,2%	20,3%	23,5%	36,0%
85. Vendée	55,9%	19,6%	24,5%	28,8%
Bretagne *	62,9%	17,9%	19,2%	35,9%
22. Côte. d'Armor	56,3%	24,5%	19,2%	22,6%
29. Finistère *	60,1%	14,4%	25,5%	36,4%
35. Ille-et-Vilaine	63,5%	22,4%	14,1%	34,9%
56. Morbihan **	66,8%	14,3%	19,0%	38,2%
Poitou-Charentes	61,3%	15,0%	23,7%	34,4%
16. Charente	60,5%	14,1%	25,4%	34,9%
17. Char-Maritime	55,4%	18,6%	26,0%	35,9%
79. Deux-Sèvres	66,6%	10,8%	22,5%	29,6%
86. Vienne *	63,3%	15,1%	21,7%	35,7%

Tableau n° 30 (3/4)
Nature de l'activité professionnelle, tris par départements

	part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Aquitaine	64,1%	15,3%	20,6%	35,3%
24. Dordogne	55,7%	17,0%	27,3%	34,7%
33. Gironde	70,0%	13,1%	16,9%	26,9%
40. Landes	54,3%	17,6%	28,1%	37,8%
47. Lot-et-Garonne.	49,1%	19,9%	31,0%	38,8%
64. Pyr. atlantiques *	66,1%	15,7%	18,2%	43,7%
Midi-Pyrénées	65,1%	13,3%	21,6%	29,1%
09. Ariège	65,0%	13,5%	21,5%	44,9%
12. Aveyron	65,4%	15,2%	19,4%	30,5%
31. Haute-Garonne	64,2%	14,2%	21,6%	26,4%
32. Gers	82,7%	7,2%	10,1%	27,1%
46. Lot *	59,0%	23,4%	17,6%	29,4%
65. Hautes-Pyrénées	69,5%	7,4%	23,1%	44,5%
81. Tarn	67,5%	9,1%	23,4%	18,2%
82. Tarn et Garonne	56,0%	23,2%	20,8%	35,4%
Limousin *	64,9%	14,5%	20,6%	26,8%
19. Corrèze **	66,2%	16,2%	17,6%	26,1%
23. Creuse	62,2%	15,4%	22,4%	42,5%
87. Haute Vienne *	65,3%	13,9%	20,8%	21,7%
Rhône-Alpes	66,5%	13,3%	20,1%	39,2%
01. Ain *	74,8%	11,3%	14,0%	33,4%
07. Ardèche	70,9%	11,0%	18,1%	33,1%
26. Drôme	48,9%	15,1%	36,0%	46,3%
38. Isère	65,2%	15,3%	19,5%	39,5%
42. Loire *	58,2%	14,2%	27,6%	-
69. Rhône	68,2%	12,3%	19,5%	37,0%
73. Savoie	66,9%	16,3%	16,8%	36,3%
74. Haute-Savoie	69,8%	11,7%	18,6%	40,4%
Auvergne	62,7%	14,0%	23,3%	35,0%
03. Allier * *	62,5%	13,2%	24,3%	37,1%
15. Cantal	48,8%	19,6%	31,5%	31,6%
43. Haute-Loire	59,5%	15,3%	25,1%	40,1%
63. Puy-de-Dôme	65,5%	13,3%	21,2%	33,0%

Tableau n° 30 (4/4)
Nature de l'activité professionnelle, tris par départements

	part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Languedoc-Rouss.	54,6%	12,7%	32,7%	39,5%
11. Aude	53,4%	12,2%	34,3%	47,1%
30. Gard	50,5%	12,5%	36,9%	40,1%
34. Hérault **	57,8%	11,2%	31,1%	32,5%
48. Lozère *	60,8%	19,6%	19,5%	30,8%
66. Pyr. Orientales	56,4%	17,2%	26,4%	48,2%
PACA *	64,6%	12,5%	23,0%	38,4%
04. A-Hte-Pvence	81,8%	3,6%	14,6%	22,4%
05. Hautes-Alpes	65,5%	22,0%	12,4%	28,2%
06. A-Maritimes *	80,5%	6,0%	13,5%	26,9%
13. Bou-du-Rh *	62,4%	11,5%	26,1%	41,5%
83. Var	54,2%	16,2%	29,6%	42,1%
84. Vaucluse	58,5%	21,0%	20,5%	40,9%
Corse **	71,3%	9,9%	18,8%	38,0%
2A. Corse Sud	67,5%	11,7%	20,9%	50,8%
2B. Haute Corse **	75,1%	8,1%	16,7%	15,6%
Métropole	66,7%	13,1%	20,2%	36,6%
971. Guadeloupe	77,2%	7,7%	15,0%	2,9%
972. Martinique	77,1%	9,8%	13,1%	49,5%
973. Guyane	75,9%	9,2%	14,9%	47,4%
974. Réunion	49,3%	19,5%	31,2%	60,3%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 31 (1/2)
Nature de l'activité professionnelle en ZUS et ZRR, tris par régions

région	part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs
Ile de France	74,4%	9,5%	16,1%	34,7%
ZUS	69,2%	10,5%	20,3%	37,0%
ZRR	.	.	.	.
Ch-Ardenne	64,7%	15,0%	20,3%	38,4%
ZUS	57,2%	18,3%	24,5%	40,0%
ZRR	67,9%	13,0%	19,2%	39,2%
Picardie	61,9%	14,2%	23,9%	40,6%
ZUS	55,6%	14,0%	30,4%	43,7%
ZRR	58,0%	16,9%	25,1%	-
H. Normandie	60,7%	17,7%	21,6%	30,0%
ZUS	51,6%	18,5%	29,8%	32,3%
ZRR	62,5%	14,3%	23,2%	36,4%
Centre	65,6%	13,1%	21,3%	32,8%
ZUS	54,4%	15,6%	30,0%	38,5%
ZRR	68,8%	11,1%	20,1%	30,1%
B. Normandie	62,1%	15,2%	22,6%	36,9%
ZUS	48,7%	17,1%	34,2%	36,5%
ZRR	67,3%	13,6%	19,1%	36,1%
Bourgogne	67,0%	13,0%	20,0%	40,0%
ZUS	59,9%	14,8%	25,3%	41,0%
ZRR	71,0%	12,5%	16,4%	40,4%
Nord Pas de Calais	60,6%	15,4%	24,0%	40,1%
ZUS	50,2%	16,9%	33,0%	43,8%
ZRR	69,0%	8,5%	22,5%	33,6%
Lorraine	67,4%	11,9%	20,7%	43,9%
ZUS	57,8%	14,2%	28,0%	48,8%
ZRR	67,7%	11,5%	20,8%	34,6%
Alsace	69,9%	14,3%	15,8%	39,4%
ZUS	61,2%	17,1%	21,7%	41,5%
ZRR	.	.	.	.
Franche-Comté	65,7%	12,9%	21,4%	41,2%
ZUS	58,3%	13,3%	28,4%	43,6%
ZRR	71,4%	15,5%	13,1%	29,9%
Pays de la Loire	62,4%	16,7%	20,9%	31,4%
ZUS	50,0%	18,1%	31,9%	31,5%
ZRR	64,5%	19,4%	16,0%	47,1%
Bretagne *	62,9%	17,9%	19,2%	35,9%
ZUS	58,7%	19,8%	21,5%	33,3%
ZRR	76,1%	15,1%	8,8%	46,6%
Poitou-Charentes	61,3%	15,0%	23,7%	34,4%
ZUS	52,9%	16,2%	30,9%	41,0%
ZRR	66,8%	12,8%	20,4%	36,8%

Tableau n° 31 (2/2)
Nature de l'activité professionnelle en ZUS et ZRR, tris par régions

région	part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs
Aquitaine	64,1%	15,3%	20,6%	35,3%
ZUS	62,8%	15,3%	21,9%	38,7%
ZRR	54,2%	19,7%	26,1%	42,6%
Midi-Pyrénées	65,1%	13,3%	21,6%	29,1%
ZUS	47,9%	11,8%	40,3%	39,1%
ZRR	69,0%	15,9%	15,1%	31,0%
Limousin	64,9%	14,5%	20,6%	26,8%
ZUS	55,7%	18,0%	26,3%	18,0%
ZRR	63,8%	15,8%	20,4%	36,6%
Rhône-Alpes	66,5%	13,3%	20,1%	39,2%
ZUS	62,2%	13,7%	24,2%	41,8%
ZRR	68,0%	14,4%	17,5%	37,8%
Auvergne	62,7%	14,0%	23,3%	35,0%
ZUS	58,0%	14,0%	28,0%	42,0%
ZRR	59,8%	16,5%	23,7%	31,1%
Languedoc-Rouss.	54,6%	12,7%	32,7%	39,5%
ZUS	41,1%	11,4%	47,5%	47,2%
ZRR	59,2%	17,4%	23,3%	37,5%
PACA	64,6%	12,5%	23,0%	38,4%
ZUS	49,1%	17,8%	33,1%	43,6%
ZRR	65,1%	20,8%	14,0%	24,5%
Corse	71,3%	9,9%	18,8%	38,0%
ZUS	78,8%	9,6%	11,6%	40,7%
ZRR	47,4%	20,3%	32,3%	51,6%
Métropole	66,7%	13,1%	20,2%	36,6%
ZUS	59,0%	14,5%	26,5%	39,8%
ZRR	66,0%	14,4%	19,5%	35,8%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 32
Nature de l'activité professionnelle en ZUS et ZRR, tris par zones géographiques

Zone géographique	part d'inactifs	Part dans la population active de :		
		contrat stable	contrat instable	chômeurs
Zone 1 bis	39,1%	74,3%	9,0%	16,7%
ZUS	38,6%	67,7%	10,8%	21,5%
ZRR	.	.	.	.
Zone 1 hors 1 bis	32,8%	74,7%	9,5%	15,8%
ZUS	36,9%	69,8%	10,3%	19,9%
ZRR	4,9%	71,2%	10,6%	18,2%
Zone 2	37,1%	64,0%	13,9%	22,1%
ZUS	40,3%	55,6%	15,6%	28,7%
ZRR	27,3%	66,5%	11,8%	21,8%
Zone 3	37,2%	64,1%	15,0%	21,0%
ZUS	41,1%	55,1%	16,5%	28,4%
ZRR	36,1%	66,0%	14,5%	19,5%
Métropole	36,6%	66,7%	13,1%	20,2%
ZUS	39,8%	59,0%	14,5%	26,5%
ZRR	35,8%	66,0%	14,4%	19,5%
DOM	46,7%	69,3%	12,0%	18,7%
ZUS	49,4%	12,2%	20,3%	67,5%
ZRR	.	.	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

- *Davantage de contrats stables en zone 1 et de contrats instables et de chômeurs en zones 2 et 3*

La zone 1 hors 1 bis se distingue par une proportion d'inactifs plus faible de 4 points que celle observée en Métropole, la part des contrats stables dans la population des actifs s'élevant quant à elle à 74,7% contre 66,7% pour l'ensemble. La part des contrats stables atteint aussi un niveau proche des 75% en zone 1 bis.

Les zones 2 et 3 sont quant à elles davantage caractérisées par des contrats instables, la proportion des individus en CDD dépassant de 5 points celle observée en zone 1. Les chômeurs sont aussi sur-représentés, notamment pour la zone 2 où la part des individus actifs sans emploi atteint 22,1% contre 20,2% pour la Métropole.

➤ Une baisse de la part des chômeurs au profit des contrats instables

La répartition des locataires de logements sociaux a peu évolué par rapport à 1997. Il semble cependant que la part des chômeurs ait légèrement diminué au profit des contrats instables (respectivement -2,2% et +1,8%), signe de l'embellie économique générale constatée depuis plusieurs années. L'évolution de la part des inactifs n'a quant à elle pu être mesurée compte tenu des évolutions dans la définition de cette modalité entre 1997 et 2000.

Graphique n° 15
Évolution de la répartition entre activités professionnelles par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

CHAPITRE III :

LES EMMENAGES RECENTS

Afin de connaître l'évolution des caractéristiques des locataires de logement social, l'enquête détaille un certain nombre d'informations sur les « emménagés récents » : il s'agit des ménages ayant emménagé dans leur logement actuel depuis le 1^{er} janvier 1997, soit depuis moins de 3 ans avant le lancement de l'enquête. On ne dispose pas d'éléments sur les raisons de leur déménagement (installation, changement de zone géographique, passage à un logement plus grand ou plus petit), ni sur l'ancien statut des nouveaux locataires. Ils peuvent accéder à leur premier logement, venir du secteur privé ou avoir habité précédemment dans un autre logement social.

Les résultats concernant la part des emménagés récents dans la population des locataires de logements sociaux portent sur l'intégralité des logements enquêtés. L'apurement a comme pour les autres questions conduit à rejeter les logements pour lesquels le nombre d'emménagés récents est plus important que le nombre de ménages ayant répondu à l'enquête ou bien lorsque ceux-ci sont inexistantes, or ces tests n'ont décelé aucune incohérence pour cette question.

I LE TIERS DES LOCATAIRES EST DANS SON LOGEMENT DEPUIS MOINS DE 3 ANS

Dans l'ensemble, les ménages « emménagés récents » représentent 32,9% des ménages locataires de logements sociaux. Cette part fluctue entre 30 et 40% selon les départements, les Alpes-Maritimes et la Haute Corse présentant des résultats atypiques (17,7% et 2,7% contre 32,9% pour la Métropole).

➤ *Des emménagés récents plus nombreux en ZRR mais des situations contrastées selon les régions*

La part des emménagés récents en ZRR dépasse de 4% celle observée pour l'ensemble des logements sociaux (36,7% contre 32,9%) alors que cette proportion est légèrement plus faible en ZUS (30,2%).

Les disparités régionales sont aussi légèrement plus fortes en ZUS et en ZRR, la plupart des départements observant cependant une part des emménagés récents comprise entre 25 et 40% des locataires de logements sociaux pour les ZUS et 30 à 50% pour les ZRR.

Carte n° 4
Part des emménagés récents (depuis moins de 3 ans) dans le Parc locatif social



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 33 (1/2)
Emménagés récents en zones prioritaires, tris par départements

	ensemble	ZUS	ZRR		ensemble	ZUS	ZRR
Ile de France **	28,9%	28,3%	.	N.p.de Calais	28,8%	29,7%	46,2%
75. Paris **	23,3%	23,7%	.	59. Nord	27,4%	27,6%	.
77. Sei. et Marne *	35,6%	34,6%	.	62. Pas de calais	31,8%	35,1%	46,2%
78. Yvelines *	32,2%	30,4%	.	Lorraine	34,7%	35,1%	37,5%
91. Essonne **	33,5%	33,2%	.	54. Meu. et Moselle	36,9%	39,7%	47,7%
92. Hts-de-Seine **	27,4%	28,1%	.	55. Meuse	38,5%	34,4%	36,6%
93. Sei.-St-Denis *	28,2%	27,9%	.	57. Moselle	31,3%	28,2%	35,8%
94. Val-de-Marne **	27,8%	24,6%	.	88. Vosges	36,2%	38,2%	40,1%
95. Val d'Oise **	31,2%	27,9%	.	Alsace	31,6%	29,7%	.
Ch-Ardenes	34,3%	34,8%	35,4%	67. Bas-Rhin *	31,0%	28,6%	.
08. Ardenes	37,2%	38,1%	38,4%	68. Haut-Rhin	32,4%	32,0%	.
10. Aube	35,3%	33,5%	34,1%	Franche-Comté	36,3%	35,5%	36,6%
51. Marne	32,6%	34,2%	39,0%	25. Doubs	37,9%	37,0%	28,7%
52. Haute-Marne **	35,1%	50,0%	35,1%	39. Jura	33,7%	30,8%	39,5%
Picardie	34,3%	31,4%	29,0%	70. Haute-Saône	37,3%	38,7%	38,5%
02. Aisne	36,4%	30,9%	43,2%	90. Belfort	34,3%	32,3%	.
60. Oise	33,5%	32,7%	.	Pays de la Loire	35,9%	33,2%	19,7%
80. Somme	33,4%	30,2%	28,3%	44. Loire Atlantique	36,9%	33,9%	27,0%
Haute Normandie	35,1%	32,8%	37,5%	49. Maine et Loire	38,1%	36,2%	36,0%
27. Eure	42,0%	41,4%	37,5%	53. Mayenne	16,5%	13,7%	3,6%
76. Seine-Marit.	33,2%	30,8%	.	72. Sarthe	37,7%	34,5%	37,4%
Centre *	36,8%	31,8%	39,8%	85. Vendée	39,4%	29,3%	.
18. Cher	33,3%	25,7%	33,5%	Bretagne * *	36,9%	26,5%	47,7%
28. Eure et Loir *	34,0%	34,3%	31,8%	22. Côte. d'Armor	39,9%	36,3%	42,2%
36. Indre	41,4%	37,4%	43,2%	29. Finistère *	39,7%	28,6%	53,0%
37. Indre et Loire *	40,0%	36,3%	42,4%	35. Ille-et-Vilaine	34,6%	24,7%	.
41. Loir et Cher **	36,9%	32,5%	39,5%	56. Morbihan **	35,5%	23,9%	.
45. Loiret	35,0%	22,7%	.	Poitou-Charentes	34,0%	24,3%	37,6%
B. Normandie	38,5%	37,6%	37,8%	16. Charente	10,5%	8,8%	6,4%
14. Calvados	40,4%	32,9%	20,0%	17. Char-Maritime	33,3%	28,7%	47,5%
50. Manche	35,2%	41,4%	35,5%	79. Deux-Sèvres	39,5%	37,9%	40,8%
61. Orne	39,5%	39,4%	38,0%	86. Vienne *	45,8%	34,7%	48,4%
Bourgogne	34,7%	31,1%	37,1%				
21. Côte d'Or	34,5%	32,5%	36,6%				
58. Nièvre	34,4%	31,2%	36,6%				
71. Saône et Loi.	34,9%	32,3%	39,5%				
89. Yonne	34,7%	29,1%	37,1%				

Tableau n° 33 (2/2)
Emménagés récents en zones prioritaires, tris par départements

	ensemble	ZUS	ZRR		ensemble	ZUS	ZRR
Aquitaine	30,3%	22,3%	38,7%	Auvergne	35,7%	31,5%	38,1%
24. Dordogne	37,2%	50,0%	36,9%	03. Allier *	37,0%	35,5%	42,3%
33. Gironde	25,0%	19,5%	21,3%	15. Cantal	37,3%	.	37,8%
40. Landes	39,6%	41,9%	42,5%	43. Haute-Loire	37,6%	39,7%	39,6%
47. Lot-et-Garonne.	42,7%	32,8%	45,5%	63. Puy-de-Dôme	34,3%	28,8%	33,6%
64. Pyr. atlantiques *	32,6%	26,4%	36,5%	Languedoc-Rouss.	40,8%	37,9%	44,5%
Midi-Pyrénées	38,2%	34,7%	31,9%	11. Aude	40,4%	34,9%	46,2%
09. Ariège	39,0%	.	0,3%	30. Gard	37,5%	36,7%	28,6%
12. Aveyron	38,7%	35,7%	41,3%	34. Hérault **	40,8%	35,6%	48,4%
31. Haute-Garonne	39,5%	32,5%	33,8%	48. Lozère * *	44,8%	.	44,8%
32. Gers	40,1%	.	40,0%	66. Pyr. Orientales	47,4%	48,7%	51,3%
46. Lot *	41,7%	.	41,7%	PACA *	28,7%	22,1%	39,3%
65. Hautes-Pyrénées	25,6%	35,7%	22,2%	04. A-Hte-Pvence	40,7%	30,7%	44,7%
81. Tarn	40,4%	40,4%	44,9%	05. Hautes-Alpes	36,5%	.	36,8%
82. Tarn et Garonne	43,0%	.	56,5%	06. A-Maritimes *	17,7%	4,0%	41,1%
Limousin *	32,3%	31,3%	34,5%	13. Bou-du-Rh *	29,0%	24,0%	.
19. Corrèze **	35,5%	.	33,8%	83. Var	31,1%	21,1%	.
23. Creuse	35,1%	.	35,1%	84. Vaucluse	35,7%	34,4%	38,9%
87. Haute Vienne *	31,2%	31,3%	34,1%	Corse **	17,1%	7,8%	20,9%
Rhône-Alpes	35,3%	32,9%	40,7%	2A. Corse Sud	28,5%	18,4%	30,2%
01. Ain *	37,4%	29,4%	43,5%	2B. Haute Corse **	2,7%	0,0%	0,0%
07. Ardèche	36,4%	39,7%	39,5%	Métropole	32,9%	30,2%	36,7%
26. Drôme	36,7%	29,7%	39,1%	971. Guadeloupe	36,5%	28,0%	.
38. Isère	34,5%	30,9%	34,9%	972. Martinique	31,4%	22,7%	.
42. Loire *	30,2%	29,1%	35,2%	973. Guyane	43,7%	45,8%	.
69. Rhône	35,6%	34,5%	43,5%	974. Réunion	40,5%	33,4%	.
73. Savoie	39,0%	36,4%	42,5%				
74. Haute-Savoie	36,4%	28,9%	.				

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 34
Emménagés récents en zones prioritaires, tris par zones géographiques

	Ensemble	ZUS	ZRR
zone 1 bis	25,3%	25,8%	.
zone 1 hors 1 bis	30,6%	28,7%	.
zone 2	32,3%	29,6%	38,8%
zone 3	36,3%	33,6%	36,6%
Métropole	32,9%	30,2%	36,7%
DOM	36,9%	32,0%	.

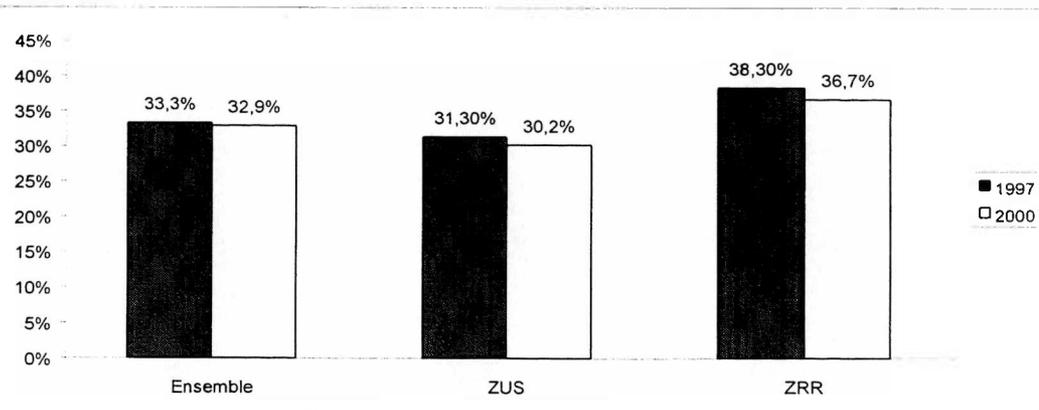
source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Les emménagés récents sont plus nombreux en zone 3 (36,3% contre 32,9%), notamment en ZUS (33,6% contre 30,2%) alors que cette proportion se limite à 25,3% pour la zone 1 bis.

➤ *Un renouvellement relativement stable des locataires du parc social*

La proportion d'emménagés récent s'est peu modifiée par rapport à 1997 (-0,4 points). Les variations de population semblent donc relativement stables. Les écarts sont plus sensibles en zones prioritaires, la tendance étant plutôt à la diminution de la part des emménagés récents dans le parc locatif social.

Graphique n° 16
Évolution de la part des emménagés récents par rapport à 1997 en zones prioritaires



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

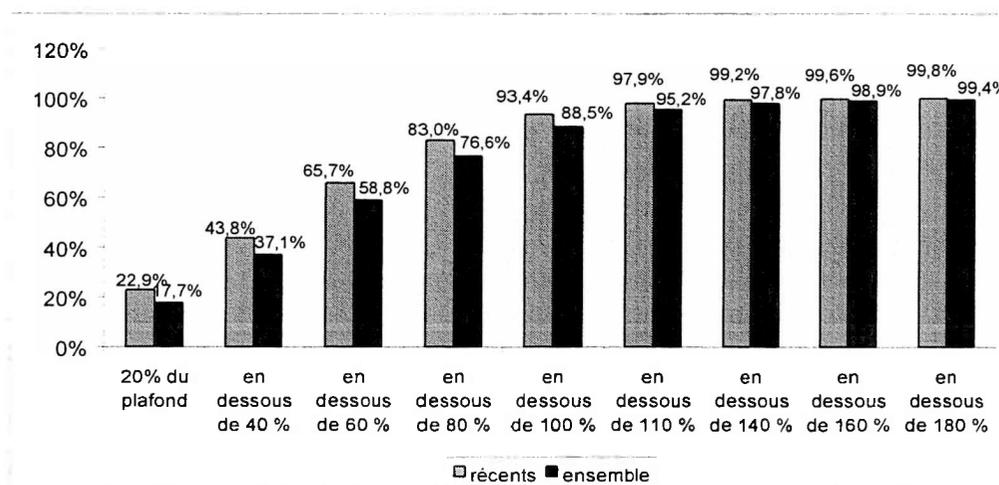
I.1 ressources

➤ *Plus de 90% des emménagés récents en dessous des plafonds de ressources*

93,4% des ménages ayant emménagé dans leur logement depuis moins de 3 ans ont des ressources inférieures au plafond au titre de l'avis d'imposition pour l'année 1998. Ce chiffre est stable selon les régions, le minimum étant 91,8% pour la région Champagne-Ardennes (contre 93,4% pour la Métropole).

La proportion de ménages en dessous des plafonds de ressources pour les emménagés récents dépasse par ailleurs d'environ 5 points celle observée pour l'ensemble des locataires, l'écart étant relativement stable en fonction des régions.

Graphique n° 17
Répartition des locataires emménagés récents
en fonction du montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources,
comparaison à l'ensemble des locataires de logements sociaux



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

➤ *Davantage de locataires emménagés récents en dessous de 80% des plafonds de ressources en zones prioritaires*

La part des emménagés récents en dessous de 80% du plafond est plus élevée en zone prioritaire (88,7% pour le ZUS et 84,7% pour le ZRR contre 83% dans l'ensemble), l'écart a cependant tendance à se réduire pour les ZRR après ce seuil alors qu'ils sont toujours plus nombreux en ZUS à avoir des ressources inférieures à 110% du plafond (98,6% contre 97,9% pour l'ensemble). La part des emménagés récents ayant des ressources inférieures au plafond est ainsi presque systématiquement plus élevée en ZUS, alors qu'en ZRR, les variations sont plus ou moins importantes selon les régions. On constate par exemple que cette proportion se limite à 88,9% des emménagés récents en ZRR (contre 91,8% pour l'ensemble des emménagés récents) en Champagne-Ardenne alors qu'elle atteint 98,2% en Picardie (contre 92,7%).

Par ailleurs, les emménagés récents sont proportionnellement plus nombreux que l'ensemble des locataires dans les tranches de revenus les plus bas (43,8% en dessous de 40%, pour 37,1% dans l'ensemble).

Tableau n° 35 (1/6)
Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenus rapportés au plafond de ressources, tris par départements

	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180%	Ensemble
Ile de France **	15,5%	37,3%	59,8%	79,3%	92,0%	97,7%	98,9%	99,3%	99,5%	100,0%
75. Paris **	19,2%	41,0%	60,2%	76,6%	92,6%	96,8%	98,2%	98,7%	98,9%	100,0%
77. Sei. et Marne *	15,8%	39,8%	64,4%	85,0%	95,5%	98,9%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
78. Yvelines *	12,6%	34,5%	58,6%	80,4%	93,7%	98,0%	99,1%	99,5%	99,6%	100,0%
91. Essonne **	13,3%	35,2%	60,0%	81,4%	93,9%	98,1%	99,2%	99,5%	99,6%	100,0%
92. Hts-de-Seine **	12,5%	28,0%	46,8%	66,6%	81,4%	96,8%	98,8%	99,4%	99,7%	100,0%
93. Sei.-St-Denis *	19,8%	45,9%	69,0%	85,8%	95,1%	98,5%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
94. Val-de-Marne **	13,9%	34,1%	57,6%	78,7%	93,1%	97,9%	99,2%	99,5%	99,7%	100,0%
95. Val d'Oise **	15,2%	38,4%	62,6%	82,9%	94,1%	97,9%	99,1%	99,4%	99,6%	100,0%
Ch-Ardennes	24,4%	43,7%	64,6%	81,0%	91,8%	96,8%	98,6%	99,4%	99,7%	100,0%
08. Ardennes	29,8%	51,3%	71,9%	86,2%	94,2%	97,9%	99,1%	99,6%	99,8%	100,0%
10. Aube	28,3%	49,0%	69,2%	84,6%	94,1%	97,7%	99,0%	99,4%	99,6%	100,0%
51. Marne	21,2%	39,1%	60,6%	78,2%	90,5%	96,2%	98,2%	99,2%	99,5%	100,0%
52. Haute-Marne **	19,7%	37,6%	57,5%	74,9%	86,8%	95,0%	97,7%	98,7%	99,2%	100,0%
Picardie	22,6%	43,4%	65,0%	82,0%	92,7%	97,4%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%
02. Aisne	27,4%	48,4%	68,4%	83,1%	92,1%	96,4%	98,2%	98,9%	99,1%	100,0%
60. Oise	16,6%	35,9%	58,9%	78,8%	91,8%	97,5%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
80. Somme	27,6%	50,6%	71,5%	85,8%	94,4%	97,9%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
Haute Normandie	20,6%	40,0%	62,9%	81,9%	93,3%	97,6%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
27. Eure	21,4%	40,4%	62,3%	80,1%	91,5%	96,8%	98,8%	99,6%	99,9%	100,0%
76. Seine-Marit.	20,3%	39,8%	63,1%	82,5%	93,8%	97,8%	99,2%	99,6%	99,8%	100,0%

Tableau n° 35 (2/6)
Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenu rapportés au plafond de ressources, tris par départements

	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180%	Ensemble
Centre *	25,5%	44,3%	65,3%	82,9%	93,3%	97,6%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%
18. Cher	25,9%	45,2%	65,3%	83,1%	93,8%	97,6%	98,9%	99,4%	99,7%	100,0%
28. Eure et Loir *	19,9%	38,9%	60,3%	79,3%	91,4%	96,8%	98,8%	99,4%	99,6%	100,0%
36. Indre	28,1%	47,8%	68,9%	85,6%	94,4%	97,7%	98,8%	99,2%	99,5%	100,0%
37. Indre et Loire *	29,5%	47,2%	67,1%	84,2%	93,7%	97,9%	99,1%	99,6%	99,7%	100,0%
41. Loir et Cher **	24,4%	44,0%	65,6%	82,8%	94,0%	98,4%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
45. Loiret	23,0%	42,0%	64,3%	82,2%	93,0%	97,4%	98,8%	99,2%	99,4%	100,0%
B. Normandie	22,5%	43,4%	65,9%	83,4%	93,5%	97,7%	99,1%	99,6%	99,9%	100,0%
14. Calvados	20,3%	41,0%	63,6%	81,8%	92,6%	97,3%	98,9%	99,5%	99,8%	100,0%
50. Manche	22,4%	43,2%	66,3%	83,7%	94,1%	97,9%	99,3%	99,6%	99,8%	100,0%
61. Orne	28,1%	49,8%	70,7%	86,5%	94,4%	98,1%	99,2%	99,6%	99,8%	100,0%
Bourgogne	21,4%	41,6%	63,5%	81,3%	92,3%	97,6%	98,9%	99,4%	99,6%	100,0%
21. Côte d'Or	19,9%	40,1%	63,0%	82,7%	94,0%	98,4%	99,3%	99,7%	99,9%	100,0%
58. Nièvre	22,6%	41,9%	61,7%	79,2%	90,8%	96,8%	98,5%	99,2%	99,6%	100,0%
71. Saône et Loi.	21,9%	41,9%	63,5%	80,0%	91,1%	97,4%	98,9%	99,5%	99,8%	100,0%
89. Yonne	22,2%	43,5%	66,0%	83,7%	93,8%	98,1%	99,4%	99,8%	99,9%	100,0%
N.p.de Calais	26,1%	47,7%	69,8%	86,0%	94,8%	98,2%	99,4%	99,8%	99,9%	100,0%
59. Nord	25,5%	46,7%	68,9%	85,3%	94,6%	98,0%	99,2%	99,6%	99,7%	100,0%
62. Pas de calais	27,3%	49,5%	71,3%	87,1%	95,0%	98,2%	99,3%	99,7%	99,8%	100,0%
Lorraine	26,1%	46,0%	67,0%	83,3%	92,9%	97,4%	98,9%	99,5%	99,8%	100,0%
54. Meu. et Moselle	30,5%	50,1%	69,7%	84,6%	93,9%	97,6%	99,0%	99,6%	99,8%	100,0%
55. Meuse	29,6%	50,8%	69,2%	84,4%	93,5%	97,1%	99,1%	99,7%	99,9%	100,0%
57. Moselle	20,5%	39,4%	62,6%	80,8%	91,1%	96,9%	98,6%	99,3%	99,7%	100,0%
88. Vosges	26,3%	48,0%	68,8%	84,7%	93,8%	97,7%	99,2%	99,7%	99,8%	100,0%

Tableau n° 35 (3/6)
Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenus rapportés au plafond de ressources, tris par départements

	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180%	Ensemble
Alsace	22,1%	42,5%	64,7%	81,5%	93,1%	97,5%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
67. Bas-Rhin *	24,2%	44,1%	65,8%	82,2%	93,9%	97,9%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
68. Haut-Rhin	19,5%	40,4%	63,2%	80,6%	92,1%	97,0%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
Franche-Comté	26,7%	47,8%	68,7%	84,6%	93,6%	98,2%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
25. Doubs	26,4%	46,7%	67,2%	83,6%	92,9%	97,9%	99,3%	99,6%	99,7%	100,0%
39. Jura	22,5%	43,8%	66,7%	83,3%	93,4%	98,0%	98,9%	99,3%	99,6%	100,0%
70. Haute-Saône	25,6%	49,7%	72,5%	87,4%	95,2%	98,5%	99,4%	99,7%	99,9%	100,0%
90. Belfort	32,5%	53,1%	71,6%	86,3%	94,1%	98,3%	99,5%	99,9%	100,0%	100,0%
Pays de la Loire	22,5%	42,7%	65,2%	83,9%	94,2%	98,0%	99,1%	99,5%	99,7%	100,0%
44. Loire Atlantique	24,7%	45,7%	68,6%	85,7%	95,2%	98,5%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
49. Maine et Loire	22,0%	41,7%	63,8%	82,8%	93,3%	97,6%	99,0%	99,6%	99,8%	100,0%
53. Mayenne	14,9%	32,5%	56,6%	79,4%	92,8%	97,7%	99,2%	99,7%	99,8%	100,0%
72. Sarthe	20,8%	40,9%	63,2%	82,4%	93,8%	98,1%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
85. Vendée	23,8%	43,9%	66,3%	87,1%	96,0%	98,8%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
Bretagne * *	24,5%	47,6%	71,1%	88,4%	96,7%	99,1%	99,7%	99,9%	99,9%	100,0%
22. Côte. d'Armor	30,1%	55,6%	77,4%	91,7%	97,7%	99,5%	99,8%	99,9%	99,9%	100,0%
29. Finistère *	22,4%	44,6%	69,4%	87,5%	96,4%	99,0%	99,7%	99,9%	100,0%	100,0%
35. Ille-et-Vilaine	20,7%	43,5%	67,4%	86,8%	96,4%	99,0%	99,7%	99,9%	99,9%	100,0%
56. Morbihan **	30,1%	53,2%	75,6%	90,2%	96,9%	99,1%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
Poitou-Charentes	26,4%	47,7%	69,9%	87,0%	95,9%	98,9%	99,7%	99,9%	100,0%	100,0%
16. Charente	22,0%	46,2%	68,9%	86,5%	94,7%	97,8%	99,5%	99,8%	100,0%	100,0%
17. Char-Maritime	28,2%	49,3%	71,1%	86,9%	95,7%	98,8%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
79. Deux-Sèvres	23,9%	46,7%	69,6%	88,2%	96,9%	99,5%	99,9%	100,0%	100,0%	100,0%
86. Vienne *	27,2%	47,4%	69,3%	86,4%	95,6%	98,6%	99,5%	99,7%	99,8%	100,0%

Tableau n° 35 (4/6)
Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenus rapportés au plafond de ressources, tris par départements

	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180%	Ensemble
Aquitaine	25,9%	47,3%	69,5%	86,3%	95,2%	98,5%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
24. Dordogne	30,3%	55,0%	76,5%	90,8%	97,3%	99,2%	99,7%	99,8%	99,9%	100,0%
33. Gironde	22,2%	41,5%	65,1%	83,6%	94,1%	97,9%	99,3%	99,7%	99,8%	100,0%
40. Landes	25,3%	50,2%	72,6%	88,0%	96,2%	99,0%	99,6%	99,9%	99,9%	100,0%
47. Lot-et-Garonne.	36,7%	60,5%	78,4%	90,8%	97,3%	99,2%	99,7%	99,9%	99,9%	100,0%
64. Pyr. atlantiques *	24,8%	45,3%	67,5%	85,4%	94,2%	98,3%	99,4%	99,8%	100,0%	100,0%
Midi-Pyrénées	29,7%	50,5%	70,6%	86,6%	94,9%	98,1%	99,3%	99,6%	99,7%	100,0%
09. Ariège	39,7%	60,8%	79,2%	90,0%	96,0%	98,6%	99,0%	99,7%	99,8%	100,0%
12. Aveyron	24,2%	45,8%	68,3%	85,2%	94,3%	97,6%	99,3%	99,7%	99,8%	100,0%
31. Haute-Garonne	26,9%	46,6%	67,0%	84,4%	94,1%	97,9%	99,3%	99,7%	99,9%	100,0%
32. Gers	25,2%	43,7%	63,7%	81,5%	93,7%	98,0%	99,4%	99,6%	99,8%	100,0%
46. Lot *	30,9%	50,2%	72,4%	89,9%	97,7%	99,3%	99,8%	99,9%	100,0%	100,0%
65. Hautes-Pyrénées	35,5%	58,7%	76,0%	89,8%	95,7%	98,5%	99,6%	99,7%	99,7%	100,0%
81. Tarn	36,0%	60,4%	79,3%	91,9%	96,9%	98,9%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
82. Tarn et Garonne	39,0%	58,6%	79,5%	91,2%	97,0%	99,2%	99,7%	99,7%	99,9%	100,0%
Limousin *	25,7%	45,4%	66,0%	81,9%	95,3%	98,6%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
19. Corrèze **	29,8%	50,5%	71,2%	87,1%	93,1%	97,7%	99,2%	99,5%	99,8%	100,0%
23. Creuse	29,7%	53,4%	76,3%	90,0%	97,3%	99,1%	99,8%	99,9%	99,9%	100,0%
87. Haute Vienne *	23,9%	42,5%	62,6%	79,1%	95,4%	98,8%	99,7%	100,0%	100,1%	100,0%

Tableau n° 35 (5/6)
Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenus rapportés au plafond de ressources, tris par départements

	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180%	Ensemble
Rhône-Alpes	22,7%	42,8%	64,7%	81,9%	92,7%	97,2%	98,9%	99,4%	99,6%	100,0%
01. Ain *	15,9%	33,8%	55,6%	75,8%	89,1%	96,4%	98,6%	99,4%	99,7%	100,0%
07. Ardèche	25,2%	47,2%	69,9%	86,4%	94,7%	98,3%	99,4%	99,8%	99,9%	100,0%
26. Drôme	32,3%	56,8%	77,5%	91,1%	96,8%	99,0%	99,7%	99,8%	99,9%	100,0%
38. Isère	21,4%	42,2%	64,4%	81,8%	93,1%	97,8%	99,3%	99,8%	100,0%	100,0%
42. Loire *	23,7%	45,1%	66,5%	84,0%	94,4%	98,2%	99,3%	99,7%	99,8%	100,0%
69. Rhône	25,1%	44,0%	65,1%	81,4%	92,1%	96,4%	98,6%	99,2%	99,5%	100,0%
73. Savoie	18,7%	38,8%	63,0%	81,7%	93,0%	97,6%	99,1%	99,6%	99,7%	100,0%
74. Haute-Savoie	18,4%	38,7%	62,5%	81,0%	92,9%	97,6%	99,0%	99,6%	99,8%	100,0%
Auvergne	25,0%	46,5%	68,3%	84,8%	94,1%	98,0%	99,3%	99,7%	99,9%	100,0%
03. Allier *	31,2%	52,9%	73,6%	87,5%	95,3%	98,3%	99,2%	99,4%	99,6%	100,0%
15. Cantal	31,3%	53,9%	73,9%	88,9%	95,7%	99,1%	99,9%	100,2%	100,2%	100,0%
43. Haute-Loire	22,1%	48,9%	71,3%	87,0%	95,7%	98,7%	99,6%	100,0%	100,0%	100,0%
63. Puy-de-Dôme	20,8%	40,6%	63,2%	81,7%	92,5%	97,3%	99,0%	99,6%	99,8%	100,0%
Languedoc-Rouss.	32,3%	54,6%	73,3%	85,0%	91,0%	98,7%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
11. Aude	37,8%	60,0%	78,7%	90,7%	96,5%	98,6%	99,3%	99,5%	99,7%	100,0%
30. Gard	35,4%	60,7%	80,1%	91,1%	97,2%	99,0%	99,5%	99,7%	99,8%	100,0%
34. Hérault **	24,7%	43,9%	61,6%	73,6%	80,2%	98,6%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
48. Lozère **	26,6%	46,7%	68,0%	85,9%	94,0%	97,4%	98,6%	99,6%	99,8%	100,0%
66. Pyr. Orientales	38,4%	62,1%	81,3%	91,9%	96,6%	98,8%	99,5%	99,7%	99,8%	100,0%

Tableau n° 35 (6/6)
Répartition des emménagés récents en fonction du montant de leur revenus rapportés au plafond de ressources, tris par départements

	20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 120 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180%	Ensemble
PACA *	27,3%	48,9%	70,3%	85,5%	94,3%	97,9%	99,1%	99,6%	99,8%	100,0%
04. A-Hte-Pvence	26,2%	49,5%	70,5%	86,4%	94,0%	97,8%	99,1%	99,5%	99,8%	100,0%
05. Hautes-Alpes	11,4%	27,6%	51,7%	73,5%	89,9%	96,7%	98,2%	99,0%	99,7%	100,0%
06. A-Maritimes *	19,1%	37,6%	60,5%	78,9%	90,7%	97,0%	98,7%	99,6%	99,8%	100,0%
13. Bou-du-Rh *	27,3%	47,9%	69,5%	84,8%	93,8%	97,6%	98,9%	99,4%	99,7%	100,0%
83. Var	26,7%	48,9%	70,3%	86,8%	95,9%	98,5%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
84. Vaucluse	35,1%	61,2%	81,0%	91,8%	97,1%	98,8%	99,3%	99,6%	99,6%	100,0%
Corse **	26,4%	48,9%	70,4%	84,6%	93,1%	97,2%	98,5%	99,5%	99,8%	100,0%
2A. Corse Sud	28,2%	50,4%	71,5%	85,2%	93,4%	97,3%	98,6%	99,6%	100,0%	100,0%
2B. Haute Corse **	2,4%	29,8%	57,2%	77,4%	89,3%	96,4%	98,8%	100,0%	100,0%	100,0%
Métropole	22,9%	43,8%	65,7%	83,0%	93,4%	97,9%	99,2%	99,6%	99,8%	100,0%
971. Guadeloupe	40,6%	59,0%	74,8%	86,2%	92,5%	95,7%	97,5%	98,6%	99,2%	100,0%
972. Martinique	44,0%	59,9%	76,6%	88,5%	95,8%	98,2%	99,3%	99,6%	99,8%	100,0%
973. Guyane	31,9%	45,9%	59,0%	70,1%	77,0%	95,9%	98,2%	99,0%	99,3%	100,0%
974. Réunion	34,6%	50,3%	63,8%	75,9%	96,0%	97,8%	98,6%	99,1%	99,4%	100,0%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CREDOC

Tableau n° 36 (1/4)
Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources

région		20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 110 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Ile de France	ensemble	12,5%	30,8%	51,9%	70,8%	85,3%	94,0%	97,2%	98,6%	99,2%	100,0%
	récents	15,5%	37,3%	59,8%	79,3%	92,0%	97,7%	98,9%	99,3%	99,5%	100,0%
	ZUS ZRR	21,6%	48,8%	70,2%	84,2%	91,7%	98,7%	99,4%	99,6%	99,7%	100,0%
Ch-Ardenne	ensemble	17,4%	34,9%	55,8%	73,8%	86,1%	93,6%	96,9%	98,5%	99,2%	100,0%
	récents	24,4%	43,7%	64,6%	81,0%	91,8%	96,8%	98,6%	99,4%	99,7%	100,0%
	ZUS ZRR	34,0%	56,1%	75,2%	88,4%	95,6%	98,3%	99,3%	99,6%	99,8%	100,0%
Picardie	ensemble	18,7%	38,1%	59,6%	77,0%	88,4%	94,7%	97,6%	98,8%	99,4%	100,0%
	récents	22,6%	43,4%	65,0%	82,0%	92,7%	97,4%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%
	ZUS ZRR	34,5%	59,1%	77,8%	89,7%	95,9%	98,7%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
H. Normandie	ensemble	15,6%	33,3%	55,5%	74,9%	87,9%	94,8%	97,7%	99,0%	99,5%	100,0%
	récents	20,6%	40,0%	62,9%	81,9%	93,3%	97,6%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
	ZUS ZRR	32,1%	54,8%	75,8%	88,5%	95,5%	98,1%	99,2%	99,6%	99,7%	100,0%
Centre	ensemble	19,4%	37,3%	58,5%	76,6%	88,7%	95,1%	97,8%	99,0%	99,5%	100,0%
	récents	25,5%	44,3%	65,3%	82,9%	93,3%	97,6%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%
	ZUS ZRR	38,9%	61,9%	79,6%	91,0%	96,5%	98,7%	99,5%	99,7%	99,8%	100,0%
B. Normandie	ensemble	16,7%	36,9%	60,0%	78,5%	90,1%	96,1%	98,4%	99,3%	99,7%	100,0%
	récents	22,5%	43,4%	65,9%	83,4%	93,5%	97,7%	99,1%	99,6%	99,9%	100,0%
	ZUS ZRR	39,8%	62,9%	80,4%	91,1%	96,8%	98,9%	99,7%	99,9%	100,0%	100,0%
		18,9%	43,1%	67,9%	84,5%	93,3%	97,5%	99,1%	99,4%	99,9%	100,0%

Tableau n° 36 (2/4)
Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources

région		20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 110 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Bourgogne	ensemble	15,7%	34,6%	57,0%	76,1%	88,5%	95,5%	98,0%	99,1%	99,6%	100,0%
	récents	21,4%	41,6%	63,5%	81,3%	92,3%	97,6%	98,9%	99,4%	99,6%	100,0%
	ZUS	27,9%	52,2%	73,4%	87,6%	94,9%	98,4%	99,4%	99,8%	100,0%	100,0%
	ZRR	20,9%	43,5%	65,7%	82,9%	91,9%	97,5%	98,9%	99,5%	99,9%	100,0%
Nord Pas de Calais	ensemble	21,0%	42,4%	65,4%	82,1%	91,7%	96,4%	98,4%	99,2%	99,5%	100,0%
	récents	26,1%	47,7%	69,8%	86,0%	94,8%	98,2%	99,4%	99,8%	99,9%	100,0%
	ZUS	36,9%	59,8%	78,4%	90,4%	96,3%	98,7%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
	ZRR	53,3%	63,3%	76,6%	83,3%	93,3%	96,6%	99,9%	99,9%	99,9%	100,0%
Lorraine	ensemble	18,9%	37,3%	59,4%	77,3%	88,6%	95,0%	97,7%	98,9%	99,4%	100,0%
	récents	26,1%	46,0%	67,0%	83,3%	92,9%	97,4%	98,9%	99,5%	99,8%	100,0%
	ZUS	37,8%	60,9%	78,4%	89,3%	94,9%	98,1%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
	ZRR	26,5%	48,2%	67,0%	83,7%	93,5%	97,2%	98,9%	99,5%	99,7%	100,0%
Alsace	ensemble	18,2%	36,1%	56,4%	73,2%	85,5%	93,1%	97,0%	98,7%	99,4%	100,0%
	récents	22,1%	42,5%	64,7%	81,5%	93,1%	97,5%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
	ZUS	32,3%	57,8%	78,0%	89,0%	96,3%	98,7%	99,6%	99,9%	100,0%	100,0%
	ZRR										100,0%
Franche-Comté	ensemble	18,7%	38,3%	60,4%	77,9%	89,2%	95,8%	98,2%	99,2%	99,6%	100,0%
	récents	26,7%	47,8%	68,7%	84,6%	93,6%	98,2%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZUS	34,3%	59,3%	77,6%	88,5%	94,3%	98,8%	99,7%	99,9%	100,0%	100,0%
	ZRR	20,2%	43,3%	68,9%	88,1%	95,9%	98,1%	98,9%	99,3%	99,3%	100,0%
Pays de la Loire	ensemble	17,5%	36,8%	59,6%	78,7%	90,4%	96,1%	98,3%	99,2%	99,6%	100,0%
	récents	22,5%	42,7%	65,2%	83,9%	94,2%	98,0%	99,1%	99,5%	99,7%	100,0%
	ZUS	35,3%	58,3%	77,1%	90,0%	96,2%	98,8%	99,5%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZRR	15,7%	35,8%	60,4%	83,2%	93,3%	97,4%	98,9%	99,5%	99,8%	100,0%

Tableau n° 36 (3/4)
Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources

région		20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 110 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Bretagne * *	ensemble	19,9%	42,4%	66,0%	83,7%	93,6%	97,8%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
	récents	24,5%	47,6%	71,1%	88,4%	96,7%	99,1%	99,7%	99,9%	99,9%	100,0%
	ZUS	36,1%	61,8%	81,5%	92,9%	97,4%	99,1%	99,7%	99,9%	99,9%	100,0%
	ZRR	20,3%	42,7%	68,9%	86,2%	93,0%	98,9%	99,7%	100,1%	100,1%	100,0%
Poitou-Charentes	ensemble	20,9%	41,8%	63,9%	81,1%	91,5%	96,5%	98,6%	99,4%	99,8%	100,0%
	récents	26,4%	47,7%	69,9%	87,0%	95,9%	98,9%	99,7%	99,9%	100,0%	100,0%
	ZUS	37,1%	60,8%	80,4%	91,8%	97,1%	99,0%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
	ZRR	23,8%	49,3%	71,5%	88,3%	96,7%	98,8%	99,7%	99,8%	99,8%	100,0%
Aquitaine	ensemble	19,9%	40,1%	62,0%	79,8%	90,7%	96,0%	98,3%	99,3%	99,7%	100,0%
	récents	25,9%	47,3%	69,5%	86,3%	95,2%	98,5%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
	ZUS	33,6%	56,7%	76,6%	89,0%	95,3%	98,1%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZRR	29,9%	57,1%	78,3%	91,1%	97,1%	99,6%	99,8%	99,9%	99,9%	100,0%
Midi-Pyrénées	ensemble	23,1%	44,1%	65,1%	81,5%	91,3%	96,1%	98,2%	99,1%	99,5%	100,0%
	récents	29,7%	50,5%	70,6%	86,6%	94,9%	98,1%	99,3%	99,6%	99,7%	100,0%
	ZUS	47,5%	73,1%	87,9%	95,4%	98,2%	99,2%	99,6%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZRR	27,3%	48,8%	70,9%	87,9%	95,7%	98,5%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
Limousin	ensemble	18,5%	36,8%	57,9%	75,2%	90,8%	96,3%	98,4%	99,3%	99,7%	100,0%
	récents	25,7%	45,4%	66,0%	81,9%	95,3%	98,6%	99,6%	99,8%	99,9%	100,0%
	ZUS	30,9%	53,7%	73,2%	86,3%	96,8%	99,4%	99,9%	100,0%	100,1%	100,0%
	ZRR	30,9%	53,1%	74,7%	89,0%	95,7%	98,5%	99,4%	99,6%	99,7%	100,0%
Rhône-Alpes	ensemble	16,8%	35,6%	57,3%	75,5%	88,1%	94,8%	97,8%	99,0%	99,5%	100,0%
	récents	22,7%	42,8%	64,7%	81,9%	92,7%	97,2%	98,9%	99,4%	99,6%	100,0%
	ZUS	33,1%	56,2%	75,5%	87,3%	94,1%	97,1%	98,5%	99,0%	99,4%	100,0%
	ZRR	22,4%	44,6%	65,5%	81,1%	90,7%	95,1%	97,8%	98,8%	99,1%	100,0%

Tableau n° 36 (4/4)
Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources

région		20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 110 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
Auvergne	ensemble	19,6%	40,1%	61,8%	79,4%	90,3%	95,9%	98,2%	99,1%	99,5%	100,0%
	récents	25,0%	46,5%	68,3%	84,8%	94,1%	98,0%	99,3%	99,7%	99,9%	100,0%
	ZUS	32,8%	56,4%	75,8%	88,8%	95,6%	98,5%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZRR	22,9%	47,2%	69,8%	86,1%	94,2%	97,7%	99,1%	99,5%	99,6%	100,0%
Languedoc-Rouss.	ensemble	27,0%	48,5%	67,7%	80,6%	87,5%	97,5%	98,8%	99,5%	99,8%	100,0%
	récents	32,3%	54,6%	73,3%	85,0%	91,0%	98,7%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZUS	45,1%	66,8%	82,3%	88,1%	90,3%	99,4%	99,6%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZRR	27,4%	48,4%	67,0%	80,9%	87,1%	97,8%	99,0%	99,7%	99,9%	100,0%
PACA	ensemble	23,3%	44,7%	66,1%	81,9%	91,0%	96,1%	98,3%	99,3%	99,7%	100,0%
	récents	27,3%	48,9%	70,3%	85,5%	94,3%	97,9%	99,1%	99,6%	99,8%	100,0%
	ZUS	45,2%	68,4%	84,7%	93,4%	97,5%	99,0%	99,6%	99,7%	99,8%	100,0%
	ZRR	18,2%	40,4%	64,0%	81,1%	92,5%	97,2%	98,4%	98,6%	99,3%	100,0%
Corse	ensemble	27,6%	50,1%	70,3%	83,5%	91,6%	95,8%	97,9%	99,2%	99,6%	100,0%
	récents	26,4%	48,9%	70,4%	84,6%	93,1%	97,2%	98,5%	99,5%	99,8%	100,0%
	ZUS	42,0%	68,4%	86,0%	94,8%	98,8%	99,2%	99,6%	100,0%	100,0%	100,0%
	ZRR	35,5%	64,5%	88,5%	95,5%	99,0%	99,5%	99,5%	100,0%	100,0%	100,0%
Métropole	ensemble	17,7%	37,1%	58,8%	76,6%	88,5%	95,2%	97,8%	98,9%	99,4%	100,0%
	récents	22,9%	43,8%	65,7%	83,0%	93,4%	97,9%	99,2%	99,6%	99,8%	100,0%
	ZUS	33,3%	57,5%	76,7%	88,7%	94,9%	98,6%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
	ZRR	24,8%	46,9%	68,5%	84,7%	93,3%	97,6%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 37

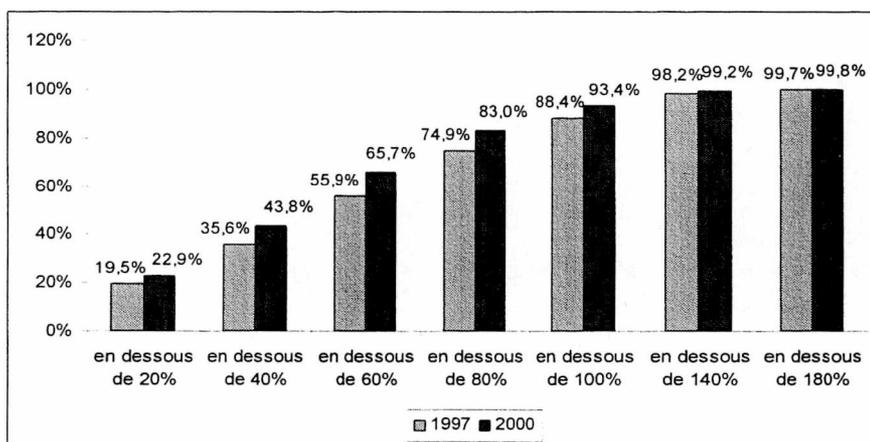
Répartition des locataires emménagés récents en fonction de montant de leurs revenus rapportés au plafond de ressources, tris par zones géographiques

Zones géographiques		20% du plafond	en dessous de 40 %	en dessous de 60 %	en dessous de 80 %	en dessous de 100 %	en dessous de 110 %	en dessous de 140 %	en dessous de 160 %	en dessous de 180 %	Ensemble
zone 1 bis	ensemble récents	13,7%	30,3%	49,6%	67,6%	83,3%	91,9%	95,9%	97,8%	98,7%	100,0%
		17,9%	39,2%	59,5%	77,5%	91,8%	97,0%	98,5%	99,0%	99,2%	100,0%
	ZUS	23,1%	50,0%	71,7%	84,8%	95,7%	98,5%	99,3%	99,5%	99,6%	100,0%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
zone 1 hors bis	ensemble récents	11,9%	30,8%	52,5%	71,6%	85,7%	94,7%	97,6%	98,8%	99,3%	100,0%
		14,4%	36,3%	59,5%	79,6%	91,9%	98,0%	99,1%	99,4%	99,5%	100,0%
	ZUS	21,3%	48,6%	69,8%	83,8%	90,8%	98,8%	99,5%	99,7%	99,8%	100,0%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
zone 2	ensemble récents	19,6%	38,5%	59,9%	77,4%	88,9%	95,2%	97,9%	99,0%	99,5%	100,0%
		25,5%	45,5%	66,9%	83,6%	93,7%	97,8%	99,2%	99,7%	99,9%	100,0%
	ZUS	36,3%	59,6%	78,2%	89,6%	95,7%	98,5%	99,4%	99,7%	99,8%	100,0%
ZRR	24,9%	46,8%	70,0%	86,0%	94,3%	97,4%	99,0%	99,5%	99,6%	100,0%	
zone 3	ensemble récents	18,5%	39,3%	61,9%	79,6%	90,3%	96,1%	98,3%	99,2%	99,6%	100,0%
		23,6%	45,1%	67,3%	84,4%	93,9%	98,1%	99,3%	99,7%	99,9%	100,0%
	ZUS	35,2%	59,1%	78,0%	89,8%	95,5%	98,6%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
ZRR	24,8%	46,9%	68,4%	84,6%	93,2%	97,6%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%	
Métropole	ensemble récents	17,7%	37,1%	58,8%	76,6%	88,5%	95,2%	97,8%	98,9%	99,4%	100,0%
		22,9%	43,8%	65,7%	83,0%	93,4%	97,9%	99,2%	99,6%	99,8%	100,0%
	ZUS	33,3%	57,5%	76,7%	88,7%	94,9%	98,6%	99,5%	99,8%	99,9%	100,0%
ZRR	24,8%	46,9%	68,5%	84,7%	93,3%	97,6%	99,0%	99,5%	99,7%	100,0%	
DOM	ensemble récents	28,9%	45,3%	60,9%	75,4%	90,0%	94,4%	96,7%	98,0%	98,8%	100,0%
		37,2%	53,4%	67,9%	79,8%	94,3%	97,4%	98,5%	99,1%	99,5%	100,0%
	ZUS	31,3%	46,8%	59,5%	72,4%	95,4%	97,4%	98,5%	99,1%	99,5%	100,0%
ZRR	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

- Des évolutions difficiles à mesurer compte tenu de l'augmentation des plafonds

Comme dans le cas des ressources de l'ensemble des locataires de logements sociaux, les évolutions des ressources des emménagés récents sont difficilement mesurables du fait de l'augmentation des plafonds de ressources pour l'année 2000.

Graphique n° 18
Répartition des emménagés récents en fonction de leurs revenus rapportés au plafond, évolution par rapport à 1997



I.2 allocations perçues

- Aides au logement

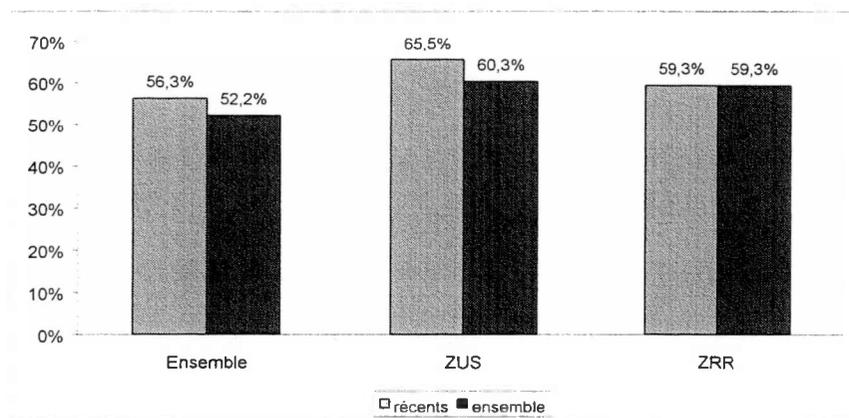
Ne disposant pas du nombre de logements conventionnés concernant les logements loués depuis moins de 3 ans, l'apurement a été moins restrictif pour les emménagés récents que pour l'ensemble des locataires de logements sociaux. Ont été considérés ici les organismes pour lesquels la somme des bénéficiaires d'une aide au logement est inférieure au nombre d'emménagés récents. Les tests n'ont conduit à rejeter aucun organisme de l'analyse.

➤ 56,3% des ménages emménagés récents bénéficient de l'APL

Les ménages emménagés récents sont 56,3% à déclarer bénéficiaire de l'APL, cette proportion étant plus élevée en zones prioritaires (65,5% en ZUS et 59,3% en ZRR). La part des bénéficiaires de l'APL est relativement variable selon les régions (35,6% pour l'Ile de France à 73,5% pour le Languedoc-Roussillon). Les données présentées pour les emménagés récents n'ont de plus pas pu être corrigées, les incohérences par rapport au nombre de logements conventionnés n'ayant pu être décelées.

A titre comparatif, on remarque que les emménagés récents sont proportionnellement plus nombreux que l'ensemble des locataires de logements sociaux à percevoir l'APL, mais les données relatives à l'ensemble des locataires de logement social ont été apurées de manière plus restrictive, la proportion d'emménagés récents bénéficiaires de l'APL risque donc d'être sous-estimée.

Graphique n° 19
Proportion des locataires emménagés récents bénéficiaires de l'APL en zones prioritaires, comparaison avec l'ensemble des locataires de logements sociaux



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 38 (1/3)
Emménagés récents bénéficiaires de l'APL en zone prioritaire, tris par départements

	Ensemble	ZUS	ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR
Ile de France **	35,6%	46,9%	.	Lorraine	59,9%	71,4%	62,9%
75. Paris **	31,1%	43,5%	.	54. Meu. et Moselle	62,4%	71,7%	64,0%
77. Sei. et Marne *	38,2%	41,1%	.	55. Meuse	61,4%	72,3%	64,8%
78. Yvelines *	36,4%	51,5%	.	57. Moselle	56,9%	70,8%	58,5%
91. Essonne **	35,3%	43,3%	.	88. Vosges	59,9%	71,3%	53,0%
92. Hts-de-Seine **	27,5%	41,8%	.	Alsace	56,3%	68,9%	.
93. Sei.-St-Denis *	45,4%	54,7%	.	67. Bas-Rhin *	61,3%	71,6%	.
94. Val-de-Marne **	31,5%	41,8%	.	68. Haut-Rhin	50,2%	63,8%	.
95. Val d'Oise **	38,6%	46,6%	.	Franche-Comté	62,0%	70,5%	65,4%
Ch-Ardenes	59,1%	68,4%	55,8%	25. Doubs	61,4%	69,0%	72,7%
08. Ardenes	66,5%	74,7%	68,3%	39. Jura	57,2%	68,4%	56,5%
10. Aube	61,4%	70,0%	56,5%	70. Haute-Saône	66,2%	74,2%	70,5%
51. Marne	55,7%	65,1%	59,2%	90. Belfort	64,7%	76,2%	.
52. Haute-Marne **	54,8%	66,7%	53,8%	Pays de la Loire	64,4%	74,3%	62,5%
Picardie	57,1%	63,3%	70,1%	44. Loire Atlantique	67,9%	79,3%	50,0%
02. Aisne	61,4%	56,3%	36,8%	49. Maine et Loire	66,0%	72,7%	67,3%
60. Oise	50,0%	62,3%	.	53. Mayenne	53,1%	65,4%	46,9%
80. Somme	63,7%	76,3%	72,6%	72. Sarthe	59,6%	70,8%	61,5%
Haute Normandie	62,1%	72,4%	50,0%	85. Vendée	61,4%	65,8%	.
27. Eure	60,6%	68,0%	50,0%	Bretagne * *	69,7%	78,6%	67,5%
76. Seine-Marit.	62,7%	73,9%	.	22. Côte. d'Armor	76,7%	83,2%	82,5%
Centre *	58,1%	69,8%	63,0%	29. Finistère *	68,2%	73,6%	56,0%
18. Cher	60,0%	73,2%	63,0%	35. Ille-et-Vilaine	66,9%	77,5%	.
28. Eure et Loir *	54,0%	66,1%	66,4%	56. Morbihan **	71,7%	82,9%	.
36. Indre	61,4%	75,8%	63,2%	Poitou-Charentes	59,6%	63,2%	63,9%
37. Indre et Loire *	58,0%	70,1%	65,7%	16. Charente	64,8%	68,2%	76,9%
41. Loir et Cher **	57,9%	64,4%	54,6%	17. Char-Maritime	54,0%	51,3%	83,9%
45. Loiret	58,4%	74,1%	.	79. Deux-Sèvres	53,2%	78,5%	42,7%
B. Normandie	62,3%	74,6%	59,4%	86. Vienne *	66,3%	76,5%	68,8%
14. Calvados	62,2%	79,6%	100,0%	Aquitaine	61,3%	64,9%	74,0%
50. Manche	63,4%	75,8%	55,0%	24. Dordogne	74,4%	88,1%	76,3%
61. Orne	60,7%	68,7%	59,7%	33. Gironde	50,7%	58,0%	55,7%
Bourgogne	58,8%	67,6%	58,9%	40. Landes	72,1%	88,6%	79,2%
21. Côte d'Or	59,8%	70,7%	55,2%	47. Lot-et-Garonne.	70,0%	80,6%	73,2%
58. Nièvre	59,6%	69,0%	62,3%	64. Pyr. atlantiques *	65,9%	72,1%	65,4%
71. Saône et Loi.	57,2%	66,2%	66,3%				
89. Yonne	60,0%	64,9%	59,2%				
N.p.de Calais	64,4%	71,2%	70,0%				
59. Nord	63,0%	68,6%	.				
62. Pas de calais	66,9%	76,3%	70,0%				

Tableau n° 38 (2/3)
Emménagés récents bénéficiaires de l'APL en zone prioritaire, tris par départements

	Ensemble	ZUS	ZRR		Ensemble	ZUS	ZRR
Midi-Pyrénées	61,3%	76,8%	53,7%	Languedoc-Rouss.	73,5%	80,5%	63,2%
09. Ariège	71,3%	.	25,0%	11. Aude	77,5%	86,4%	78,5%
12. Aveyron	51,2%	84,5%	37,3%	30. Gard	73,1%	84,6%	75,5%
31. Haute-Garonne	59,4%	75,9%	62,2%	34. Hérault **	70,2%	71,1%	61,4%
32. Gers	20,4%	.	25,2%	48. Lozère *	53,8%	.	53,8%
46. Lot *	67,5%	.	67,5%	66. Pyr. Orientales	80,5%	87,1%	75,2%
65. Hautes-Pyrénées	69,0%	85,1%	69,9%	PACA *	64,2%	72,0%	59,7%
81. Tarn	73,7%	75,1%	62,5%	04. A-Hte-Pvence	80,9%	98,7%	80,3%
82. Tarn et Garonne	83,6%	.	76,9%	05. Hautes-Alpes	58,3%		63,7%
Limousin *	63,8%	70,4%	62,8%	06. A-Maritimes *	43,1%	23,2%	0,0%
19. Corrèze **	58,9%	.	57,2%	13. Bou-du-Rh *	61,7%	68,8%	.
23. Creuse	68,2%	.	64,6%	83. Var	67,0%	84,1%	.
87. Haute Vienne *	63,6%	70,4%	67,5%	84. Vaucluse	81,7%	87,1%	76,8%
Rhône-Alpes	57,4%	67,0%	43,4%	Corse **	63,6%	71,2%	74,5%
01. Ain *	51,2%	58,7%	53,4%	2A. Corse Sud	64,7%	71,2%	74,5%
07. Ardèche	64,2%	79,7%	75,1%	2B. Haute Corse **	48,8%		
26. Drôme	45,2%	65,1%	3,6%	Métropole	56,3%	65,5%	59,3%
38. Isère	59,4%	68,4%	65,5%	971. Guadeloupe	0,2%	0,1%	
42. Loire *	64,8%	77,1%	61,4%	972. Martinique	0,0%	0,0%	
69. Rhône	56,6%	66,3%	47,1%	973. Guyane	0,0%	0,0%	
73. Savoie	59,6%	69,7%	47,0%	974. Réunion	0,0%	0,0%	
74. Haute-Savoie	57,6%	62,7%	.				
Auvergne	62,5%	68,2%	65,4%				
03. Allier *	66,1%	73,9%	63,4%				
15. Cantal	76,3%		74,4%				
43. Haute-Loire	69,2%	78,0%	70,7%				
63. Puy-de-Dôme	56,2%	63,4%	53,5%				

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 39
Emménagés récents bénéficiaires de l'APL, tris par zones géographiques

Zones géographiques	Part de ménages bénéficiaires de l'APL emménagés récents	Part de ménages bénéficiaires de l'APL ensemble des locataires
Zone 1 bis	31,5%	27,0%
ZUS	43,1%	37,7%
ZRR	.	.
Zone 1 hors 1 bis	37,1%	33,8%
ZUS	48,2%	42,4%
ZRR	.	.
Zone 2	61,4%	57,4%
ZUS	70,4%	65,1%
ZRR	66,7%	63,2%
Zone 3	61,5%	59,2%
ZUS	69,7%	66,3%
ZRR	59,7%	59,2%
Métropole	56,3%	52,2%
ZUS	65,5%	60,3%
ZRR	59,3%	59,3%
DOM	.	.
ZUS	.	.
ZRR	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Les bénéficiaires de l'APL sont plus nombreux en zone 2 et 3, leur proportion dépassant d'environ 4% celle observée pour la Métropole. On retrouve ainsi les mêmes résultats qu'en population globale, les bénéficiaires de l'APL étant cependant plus nombreux parmi les emménagés récents que parmi l'ensemble des locataires de logements sociaux (56,3% contre 52,2% pour la Métropole).

➤ *Minima sociaux*

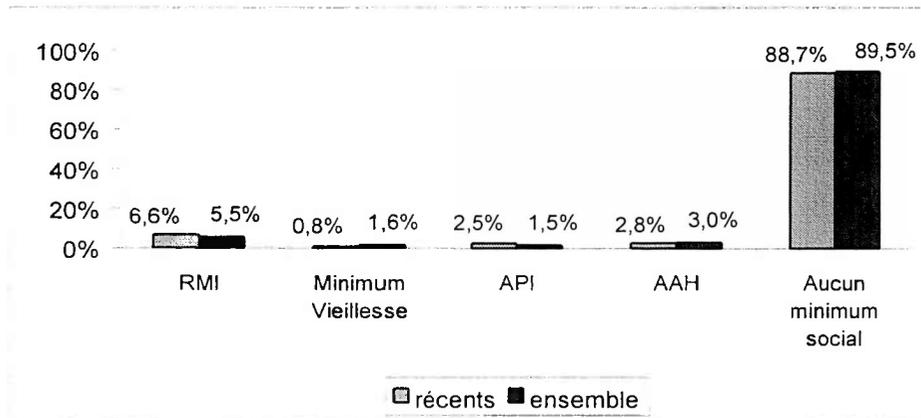
L'apurement concernant les questions relatives aux minima sociaux perçus par les emménagés récents a repris les mêmes conditions que celles imposées pour l'ensemble des locataires de logements sociaux. Les tests devaient ainsi valider un nombre de ménages ayant déclaré percevoir une allocation, au moins une allocation ou aucune allocation inférieur au nombre d'emménagés récents. Aucun organisme n'a été éliminé de l'analyse.

✓ Environ 1 locataire emménagé récent sur 10 bénéficie d'un minimum social

A l'instar de l'ensemble des locataires de logements sociaux, la proportion de bénéficiaires de minima est relativement fluctuante en fonction des départements. La part des ménages ne bénéficiant d'aucun minimum social varie ainsi entre 77,9% pour le Languedoc-Roussillon et 96,6% pour la région Centre. Le RMI est l'allocation la plus fréquente, suivie de l'AAH et de l'API. La répartition des locataires emménagés récents en fonction du minimum dont ils bénéficient est ici aussi relativement fluctuante entre les départements.

On constate par ailleurs que la part des bénéficiaires du RMI et de l'API est légèrement plus élevée pour les emménagés récents qu'elle ne l'est si on considère l'ensemble des locataires (6,6% et 2,5% contre 5,5% et 1,5%), au détriment du minimum vieillesse et de l'AAH qui sont légèrement moins fréquents (0,8% et 2,8% contre 1,6% et 3,0% pour l'ensemble des locataires).

Graphique n° 20
Proportion des locataires emménagés récents bénéficiaires de minima sociaux, comparaison avec l'ensemble des locataires de logements sociaux



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 40 (1/4)
Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum, tris par départements

	RMI	Minimum vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
Ile de France **	3,3%	0,5%	1,3%	1,6%	95,3%
75. Paris **	2,9%	0,4%	1,2%	2,3%	93,5%
77. Sei. et Marne *	4,5%	0,6%	2,0%	1,6%	87,5%
78. Yvelines *	2,0%	0,3%	1,0%	1,4%	95,5%
91. Essonne **	2,6%	0,5%	1,2%	1,4%	94,5%
92. Hts-de-Seine **	1,8%	0,5%	0,8%	1,6%	109,3%
93. Sei.-St-Denis *	5,4%	0,7%	1,7%	1,8%	90,6%
94. Val-de-Marne **	3,4%	0,6%	0,9%	1,5%	93,9%
95. Val d'Oise **	3,0%	0,4%	1,2%	1,9%	98,7%
Ch-Ardenes	7,4%	0,5%	3,0%	2,9%	86,8%
08. Ardenes	12,0%	0,5%	4,1%	3,8%	80,1%
10. Aube	6,6%	0,6%	3,8%	2,5%	88,8%
51. Marne	5,1%	0,7%	2,2%	2,5%	89,8%
52. Haute-Marne **	4,6%	0,2%	1,8%	2,2%	91,5%
Picardie	5,6%	0,6%	2,7%	2,5%	89,9%
02. Aisne	6,9%	1,1%	3,5%	3,0%	86,1%
60. Oise	6,4%	0,6%	3,1%	2,9%	88,6%
80. Somme	2,2%	0,1%	1,0%	0,8%	96,7%
Haute Normandie	7,5%	1,8%	2,1%	2,2%	86,7%
27. Eure	3,8%	0,9%	2,7%	0,7%	92,1%
76. Seine-Marit.	8,0%	1,9%	2,0%	2,3%	86,0%
Centre *	7,1%	1,2%	2,0%	2,9%	96,6%
18. Cher	7,1%	0,4%	2,3%	2,2%	88,2%
28. Eure et Loir *	5,7%	0,3%	2,0%	2,2%	89,8%
36. Indre	12,7%	3,5%	3,9%	9,2%	162,1%
37. Indre et Loire *	7,3%	2,6%	0,7%	2,6%	88,1%
41. Loir et Cher **	5,6%	0,6%	1,8%	1,7%	90,3%
45. Loiret	6,3%	0,6%	2,4%	2,1%	92,8%
B. Normandie	7,0%	1,4%	2,5%	4,1%	85,5%
14. Calvados	5,7%	2,4%	2,3%	3,3%	87,2%
50. Manche	6,6%	0,8%	2,7%	5,1%	85,3%
61. Orne	8,8%	1,1%	2,5%	3,8%	84,0%
Bourgogne	6,6%	0,5%	2,8%	3,6%	87,9%
21. Côte d'Or	6,2%	0,5%	2,6%	2,4%	90,2%
58. Nièvre	9,4%	0,5%	3,7%	5,3%	86,2%
71. Saône et Loi.	6,5%	0,6%	2,6%	4,1%	86,5%
89. Yonne	5,6%	0,2%	3,0%	3,4%	88,3%

Tableau n° 40 (2/4)
Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum, tris par départements

	RMI	Minimum vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
N.p.de Calais	8,1%	0,7%	2,9%	3,0%	86,6%
59. Nord	7,3%	0,6%	2,6%	3,0%	87,5%
62. Pas de calais	10,0%	1,0%	3,7%	2,9%	84,1%
Lorraine	6,7%	0,7%	3,1%	2,7%	87,4%
54. Meu. et Moselle	6,4%	0,8%	2,2%	2,1%	89,0%
55. Meuse	9,3%	0,5%	4,6%	3,5%	82,3%
57. Moselle	6,2%	0,9%	3,5%	2,2%	88,3%
88. Vosges	7,2%	0,2%	3,8%	4,5%	84,7%
Alsace	4,3%	1,2%	2,3%	2,7%	90,3%
67. Bas-Rhin *	3,6%	0,9%	1,9%	1,6%	92,1%
68. Haut-Rhin	4,7%	1,3%	2,4%	3,2%	89,4%
Franche-Comté	7,9%	0,5%	3,5%	3,1%	86,1%
25. Doubs	8,2%	0,1%	3,2%	2,9%	87,3%
39. Jura	5,4%	0,4%	3,1%	3,3%	88,4%
70. Haute-Saône	7,4%	0,9%	4,0%	4,1%	83,9%
90. Belfort	10,0%	0,9%	4,4%	2,8%	82,7%
Pays de la Loire	4,7%	0,6%	2,3%	2,2%	90,5%
44. Loire Atlantique	5,1%	0,8%	2,6%	2,1%	89,8%
49. Maine et Loire	3,5%	0,2%	1,5%	2,0%	92,9%
53. Mayenne	4,4%	1,0%	2,3%	3,4%	89,3%
72. Sarthe	7,1%	0,6%	3,3%	3,0%	86,9%
85. Vendée	5,1%	1,1%	2,6%	2,2%	89,5%
Bretagne *	8,2%	0,8%	3,8%	4,2%	84,4%
22. Côte. d'Armor	9,0%	1,3%	5,8%	4,7%	78,9%
29. Finistère *	7,4%	0,6%	3,2%	3,3%	86,5%
35. Ille-et-Vilaine	9,5%	0,8%	4,7%	5,5%	81,4%
56. Morbihan **	7,5%	0,7%	3,1%	3,7%	86,7%
Poitou-Charentes	8,1%	0,5%	3,1%	3,1%	85,4%
16. Charente	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%	97,4%
17. Char-Maritime	12,8%	0,6%	4,6%	2,9%	79,2%
79. Deux-Sèvres	6,8%	0,2%	2,3%	2,9%	87,9%
86. Vienne *	6,3%	0,6%	2,7%	3,2%	87,6%
Aquitaine	9,0%	1,2%	2,6%	4,2%	83,7%
24. Dordogne	13,2%	1,0%	3,3%	4,0%	79,0%
33. Gironde	6,0%	1,4%	1,9%	3,2%	88,5%
40. Landes	11,5%	2,0%	3,7%	4,5%	79,1%
47. Lot-et-Garonne.	12,0%	0,4%	3,5%	5,9%	78,4%
64. Pyr. atlantiques *	9,3%	0,9%	2,5%	5,0%	82,7%

Tableau n° 40 (3/4)
Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum, tris par départements

	RMI	Minimum vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
Midi-Pyrénées	9,1%	0,7%	2,9%	3,8%	84,0%
09. Ariège	8,8%	0,2%	2,8%	3,2%	85,0%
12. Aveyron	6,7%	1,7%	2,3%	4,0%	85,4%
31. Haute-Garonne	7,6%	0,5%	2,6%	2,6%	87,2%
32. Gers					
46. Lot *	4,1%	0,0%	1,2%	5,9%	88,9%
65. Hautes-Pyrénées	9,8%	1,7%	2,9%	6,8%	79,6%
81. Tarn	11,8%	0,6%	3,3%	4,5%	79,9%
82. Tarn et Garonne	16,2%	0,8%	4,8%	7,5%	71,3%
Limousin *	7,3%	0,2%	5,1%	4,6%	84,2%
19. Corrèze **	6,9%	0,3%	3,8%	5,6%	84,5%
23. Creuse	3,4%	2,7%	2,1%	2,7%	89,7%
87. Haute Vienne *	7,5%	0,1%	5,4%	4,5%	84,1%
Rhône-Alpes	4,9%	0,4%	1,7%	2,3%	90,8%
01. Ain *	2,6%	0,1%	1,3%	1,6%	94,5%
07. Ardèche	5,3%	1,1%	2,2%	3,6%	87,8%
26. Drôme	8,9%	0,4%	3,1%	2,1%	85,4%
38. Isère	5,0%	0,5%	1,7%	2,0%	90,9%
42. Loire *	6,8%	0,8%	2,5%	4,1%	83,4%
69. Rhône	5,5%	0,2%	1,7%	2,6%	90,3%
73. Savoie	3,5%	0,4%	1,5%	2,1%	92,6%
74. Haute-Savoie	3,5%	0,3%	1,2%	1,3%	94,1%
Auvergne	9,4%	0,7%	3,0%	4,3%	83,2%
03. Allier *	16,3%	0,5%	2,9%	4,9%	75,6%
15. Cantal	10,4%	0,8%	3,5%	4,4%	80,9%
43. Haute-Loire	4,3%	0,8%	2,1%	4,6%	88,5%
63. Puy-de-Dôme	7,3%	0,7%	3,3%	3,7%	85,7%
Languedoc-Rouss.	14,2%	1,2%	4,7%	2,9%	77,9%
11. Aude	13,4%	1,4%	4,3%	3,7%	78,0%
30. Gard	16,5%	2,1%	5,8%	3,1%	73,2%
34. Hérault **	11,9%	0,7%	3,4%	1,9%	83,5%
48. Lozère *	4,5%	0,8%	0,8%	1,2%	92,6%
66. Pyr. Orientales	16,5%	0,8%	6,0%	3,8%	73,7%

Tableau n° 40 (4/4)
Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum, tris par départements

	RMI	Minimum vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
PACA *	9,6%	1,8%	2,7%	3,1%	84,1%
04. A-Hte-Pvence	7,2%	1,5%	3,1%	3,8%	85,4%
05. Hautes-Alpes	2,7%	1,6%	1,3%	2,4%	92,3%
06. A-Maritimes *	3,8%	1,7%	2,5%	4,0%	88,9%
13. Bou-du-Rh *	9,3%	1,7%	2,5%	2,6%	85,7%
83. Var	11,3%	3,3%	2,1%	4,7%	79,6%
84. Vaucluse	12,5%	0,7%	4,4%	2,9%	81,1%
Corse **	11,3%	4,5%	4,1%	5,3%	76,8%
2A. Corse Sud	11,5%	4,3%	4,3%	5,5%	76,7%
2B. Haute Corse **	8,3%	8,3%	1,4%	2,8%	77,8%
Métropole	6,6%	0,8%	2,5%	2,8%	88,7%
971. Guadeloupe	6,6%	0,0%	0,0%	1,2%	92,2%
972. Martinique	.	.	.	.	.
973. Guyane	15,1%	0,4%	2,2%	1,6%	81,3%
974. Réunion					

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

✓ *Davantage de bénéficiaires du RMI en ZUS et de bénéficiaires du minimum vieillesse en ZRR*

On retrouve les spécificités des zones prioritaires observées sur l'ensemble des locataires de logements sociaux. Les ZUS accueillent davantage de bénéficiaires du RMI (11,6% contre 6,6% pour la Métropole) alors que la part des emménagés récents bénéficiant du minimum vieillesse s'élève à 1,1% en ZRR contre 0,8% pour l'ensemble des logements. On constate cependant que la part des ménages ne bénéficiant d'aucun minimum social est aussi plus élevée en ZRR (91,5% contre 88,7% pour la Métropole).

Tableau n° 41 (1/2)
Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum en zone prioritaire, tris par régions

région	RMI	Minimum vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
Ile de France	3,3%	0,5%	1,3%	1,6%	95,3%
ZUS	4,9%	0,6%	1,7%	1,9%	94,9%
ZRR	.	.	.	.	.
Ch-Ardenne	7,4%	0,5%	3,0%	2,9%	86,8%
ZUS	9,6%	1,0%	3,8%	3,4%	83,7%
ZRR	5,2%	0,3%	2,4%	2,9%	89,7%
Picardie	5,6%	0,6%	2,7%	2,5%	89,9%
ZUS	9,2%	0,6%	3,8%	3,3%	84,3%
ZRR	11,8%	0,0%	5,9%	0,0%	82,4%
H. Normandie	7,5%	1,8%	2,1%	2,2%	86,7%
ZUS	16,0%	1,5%	3,3%	3,1%	76,6%
ZRR	4,2%	0,0%	12,5%	0,0%	83,3%
Centre	7,1%	1,2%	2,0%	2,9%	96,6%
ZUS	12,9%	1,4%	3,5%	3,5%	85,6%
ZRR	8,4%	2,9%	2,5%	5,6%	116,3%
B. Normandie	7,0%	1,4%	2,5%	4,1%	85,5%
ZUS	12,9%	0,7%	4,1%	5,5%	77,7%
ZRR	5,3%	1,5%	2,4%	3,1%	88,2%
Bourgogne	6,6%	0,5%	2,8%	3,6%	87,9%
ZUS	11,3%	0,6%	4,1%	5,0%	81,7%
ZRR	4,1%	0,5%	2,3%	3,1%	91,0%
Nord Pas de Calais	8,1%	0,7%	2,9%	3,0%	86,6%
ZUS	12,1%	0,5%	4,6%	3,3%	81,0%
ZRR	19,1%	0,0%	4,8%	9,5%	66,7%
Lorraine	6,7%	0,7%	3,1%	2,7%	87,4%
ZUS	11,0%	1,1%	4,6%	3,7%	80,4%
ZRR	8,1%	0,7%	3,5%	2,1%	85,8%
Alsace	4,3%	1,2%	2,3%	2,7%	90,3%
ZUS	8,6%	1,4%	3,7%	5,0%	84,0%
ZRR	.	.	.	.	.
Franche-Comté	7,9%	0,5%	3,5%	3,1%	86,1%
ZUS	12,2%	0,6%	5,0%	4,0%	78,8%
ZRR	4,3%	0,2%	2,3%	4,1%	89,6%
Pays de la Loire	4,7%	0,6%	2,3%	2,2%	90,5%
ZUS	11,7%	0,5%	4,6%	3,5%	80,2%
ZRR	3,2%	0,3%	1,9%	3,6%	90,9%
Bretagne *	8,2%	0,8%	3,8%	4,2%	84,4%
ZUS	16,6%	0,9%	8,1%	6,5%	70,1%
ZRR	1,7%	0,0%	1,7%	1,7%	95,0%

Tableau n° 41 (2/2)
Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum en zone prioritaire, tris par régions

région	RMI	Minimum vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
Poitou-Charentes	8,1%	0,5%	3,1%	3,1%	85,4%
ZUS	18,0%	0,6%	6,8%	4,7%	70,6%
ZRR	5,7%	1,0%	2,4%	3,7%	87,6%
Aquitaine	9,0%	1,2%	2,6%	4,2%	83,7%
ZUS	12,4%	1,7%	3,8%	5,3%	78,0%
ZRR	12,0%	1,1%	3,3%	6,2%	78,2%
Midi-Pyrénées	9,1%	0,7%	2,9%	3,8%	84,0%
ZUS	17,2%	1,2%	4,6%	4,6%	72,8%
ZRR	5,8%	1,0%	1,9%	5,6%	85,8%
Limousin	7,3%	0,2%	5,1%	4,6%	84,2%
ZUS	13,3%	0,1%	9,8%	6,9%	72,9%
ZRR	5,9%	0,4%	3,0%	4,6%	86,9%
Rhône-Alpes	4,9%	0,4%	1,7%	2,3%	90,8%
ZUS	8,8%	0,4%	2,7%	2,8%	85,6%
ZRR	3,3%	0,9%	1,7%	2,4%	91,9%
Auvergne	9,4%	0,7%	3,0%	4,3%	83,2%
ZUS	18,1%	0,8%	4,8%	5,7%	71,6%
ZRR	4,9%	1,0%	2,2%	3,9%	88,6%
Languedoc-Rouss.	14,2%	1,2%	4,7%	2,9%	77,9%
ZUS	23,4%	1,0%	7,4%	3,2%	66,4%
ZRR	11,1%	1,2%	3,0%	3,9%	81,0%
PACA	9,6%	1,8%	2,7%	3,1%	84,1%
ZUS	17,8%	1,3%	4,0%	3,8%	74,9%
ZRR	5,3%	2,0%	2,7%	2,7%	87,8%
Corse	11,3%	4,5%	4,1%	5,3%	76,8%
ZUS	16,0%	6,8%	6,4%	7,6%	65,2%
ZRR	14,5%	6,0%	3,0%	6,0%	73,0%
Métropole	6,6%	0,8%	2,5%	2,8%	88,7%
ZUS	11,6%	0,8%	4,0%	3,6%	82,0%
ZRR	6,4%	1,1%	2,5%	3,8%	91,5%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 42

Part des emménagés récents bénéficiaires de minimum en zone prioritaire, tris par zones géographiques

zones géographiques	RMI	Minimum Vieillesse	API	AAH	Aucun minimum social
Zone 1 bis	3,4%	0,7%	1,1%	1,9%	94,0%
ZUS	5,6%	1,0%	1,4%	2,7%	89,8%
ZRR	.	.	.	.	.
Zone 1 hors 1 bis	3,2%	0,5%	1,3%	1,5%	95,9%
ZUS	4,8%	0,5%	1,7%	1,8%	95,4%
ZRR	.	.	.	.	.
Zone 2	7,6%	0,9%	2,7%	2,9%	86,8%
ZUS	13,0%	0,8%	4,3%	3,7%	79,4%
ZRR	7,4%	4,7%	2,0%	6,6%	80,6%
Zone 3	7,0%	0,9%	2,8%	3,1%	87,9%
ZUS	12,9%	1,0%	4,7%	4,4%	79,2%
ZRR	6,3%	0,8%	2,6%	3,6%	92,3%
Métropole	6,6%	0,8%	2,5%	2,8%	88,7%
ZUS	11,6%	0,8%	4,0%	3,6%	82,0%
ZRR	6,4%	1,1%	2,5%	3,8%	91,5%
DOM	13,6%	0,3%	1,6%	1,6%	96,8%
ZUS	11,5%	0,3%	2,1%	1,7%	88,9%
ZRR	.	.	.	.	.

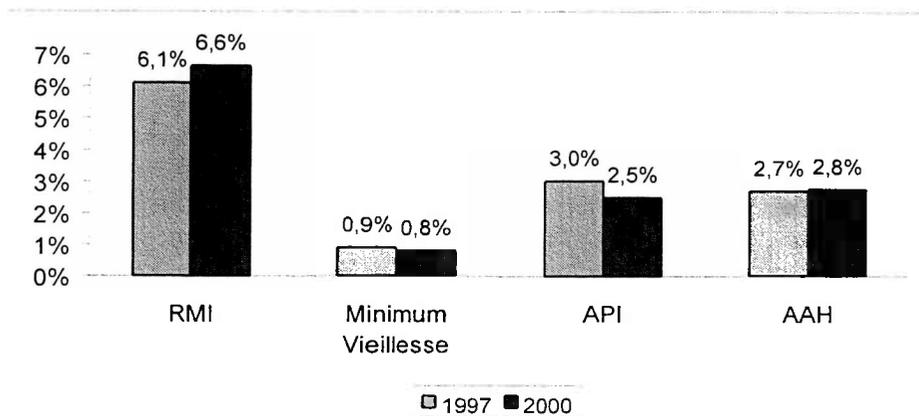
source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

La zone 1 se caractérise par une part de locataires emménagés récents ne bénéficiant d'aucune allocation plus importante que pour l'ensemble du territoire métropolitain (94% et 96% pour les zones 1 bis et hors 1 bis contre 88,7% pour la Métropole). La part des bénéficiaires du RMI, de l'API et de l'AAH est quant à elle plus élevée pour les zones 2 et 3.

✓ Davantage de bénéficiaires du RMI et moins de bénéficiaires de l'API

La répartition des emménagés récents en fonction du minimum social qu'ils perçoivent s'est quelque peu modifiée depuis 1997. La part des bénéficiaires du RMI est légèrement plus élevée (6,6% contre 6,1%) au détriment des bénéficiaires de l'API (2,5% contre 3% en 1997).

Graphique n° 21
Proportion des locataires emménagés récents bénéficiaires de minima sociaux,
évolution par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

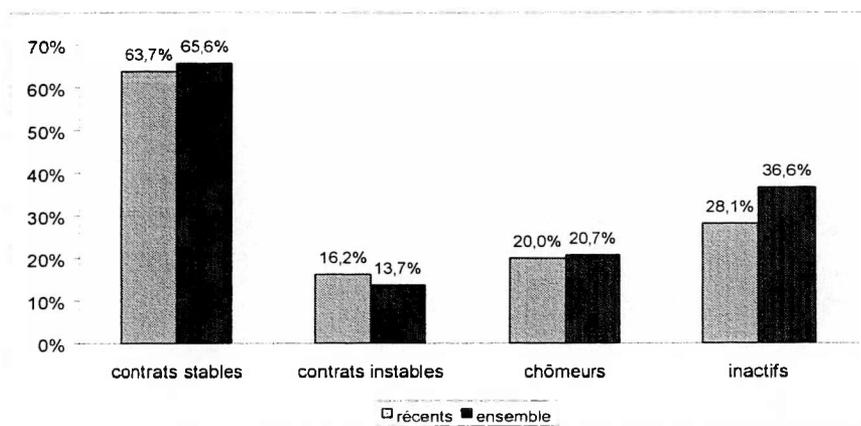
I.3 Nature de l'activité professionnelle

Ne connaissant pas la répartition par âge des emménagés récents ni le nombre d'occupants de ces logements, seuls ont été éliminés les organismes pour lesquels la somme des individus répondants à ces questions n'était pas nulle de manière à ne pas sous estimer les résultats. L'intégralité des logements est ainsi considéré par la suite. Comme dans le cadre de l'analyse de la nature de l'activité professionnelle de l'ensemble des locataires de logements sociaux, la part des inactifs est calculée par rapport à l'ensemble des individus majeurs occupants les logements sociaux, cette modalité intègre en effet les étudiants ou élèves ainsi que les retraités ou pré-retraités.

➤ *Moins d'un occupant majeur sur 3 sans activité*

Le taux d'inactivité s'élève à 28,1% pour les emménagés récents, proportion variant de 20,9% pour la région Midi-Pyrénées à 46% pour la Corse. Les emménagés récents sont ainsi plus nombreux à exercer une activité que l'ensemble des locataires de logements sociaux (28,1% d'inactifs contre 36,6% pour la Métropole). Les contrats instables sont par ailleurs sur-représentés par rapport à l'ensemble des locataires de logements sociaux, cette proportion d'individus dépassant de près de 3 points celle observée pour l'ensemble de la population (16,2%), alors que les contrats stables semblent être moins fréquents (63,7% contre 65,6% pour l'ensemble des locataires). Les écarts sont relativement fluctuants selon les départements mais la part des contrats instables reste toujours plus importante pour les emménagés récents.

Graphique n° 22
Répartition des locataires emménagés récents selon la nature de leur activité professionnelle, comparaison à l'ensemble des occupants de logements sociaux



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

Tableau n° 43 (1/2)
Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents, tris par départements

	contrat stable	contrat instable	Chômeurs	inactifs		contrat stable	contrat instable	Chômeurs	inactifs
Ile de France **	75,0%	10,6%	14,4%	23,3%	Bourgogne	63,8%	16,5%	19,7%	27,9%
75. Paris **	73,5%	9,9%	16,5%	21,1%	21. Côte d'Or	67,2%	12,3%	20,5%	21,3%
77. Sei. et Marne *	72,4%	12,6%	15,0%	23,7%	58. Nièvre	64,5%	18,9%	16,6%	24,2%
78. Yvelines *	77,5%	10,7%	11,8%	22,3%	71. Saône et Loi.	61,5%	18,1%	20,4%	33,4%
91. Essonne **	76,5%	11,1%	12,3%	23,7%	89. Yonne	62,3%	18,9%	18,8%	28,9%
92. Hts-de-Seine **	79,5%	8,3%	12,3%	22,1%	N.p.de Calais	58,5%	18,8%	22,7%	31,7%
93. Sei.-St-Denis *	69,2%	11,8%	19,0%	23,5%	59. Nord	60,8%	18,0%	21,2%	30,5%
94. Val-de-Marne **	77,1%	9,4%	13,4%	23,7%	62. Pas de calais	54,4%	20,1%	25,5%	33,8%
95. Val d'Oise **	77,4%	10,6%	12,0%	26,5%	Lorraine	63,7%	14,7%	21,6%	31,5%
Ch-Ardenes	61,1%	18,0%	20,9%	27,4%	54. Meu. et Moselle	60,3%	16,3%	23,4%	31,2%
08. Ardenes	54,6%	21,5%	23,9%	35,4%	55. Meuse	66,5%	10,8%	22,7%	28,6%
10. Aube	56,6%	21,3%	22,1%	31,7%	57. Moselle	69,2%	13,0%	17,8%	32,5%
51. Marne	64,1%	15,9%	20,0%	22,3%	88. Vosges	58,7%	16,4%	24,9%	31,4%
52. Haute-Marne **	66,7%	15,6%	17,8%	27,4%	Alsace	63,7%	19,3%	17,0%	29,1%
Picardie	59,3%	17,2%	23,5%	35,5%	67. Bas-Rhin *	63,5%	17,9%	18,6%	33,0%
02. Aisne	59,4%	18,8%	21,8%	32,0%	68. Haut-Rhin	63,9%	20,6%	15,5%	25,0%
60. Oise	63,3%	16,2%	20,6%	23,8%	Franche-Comté	61,5%	16,0%	22,5%	36,2%
80. Somme	43,4%	17,9%	38,7%	62,6%	25. Doubs	61,0%	15,3%	23,6%	29,4%
Haute Normandie	58,5%	18,7%	22,8%	21,4%	39. Jura	64,4%	20,8%	14,8%	24,2%
27. Eure	59,5%	20,0%	20,4%	15,2%	70. Haute-Saône	64,7%	15,2%	20,1%	30,6%
76. Seine-Marit.	58,1%	18,1%	23,7%	23,5%	90. Belfort	56,9%	13,0%	30,1%	58,8%
Centre *	63,5%	14,9%	21,6%	26,5%	Pays de la Loire	58,4%	19,8%	21,8%	25,6%
18. Cher	49,8%	20,0%	30,3%	41,5%	44. Loire Atlantique	57,1%	21,5%	21,4%	21,7%
28. Eure et Loir *	63,4%	16,3%	20,3%	26,2%	49. Maine et Loire	65,0%	14,0%	21,1%	22,5%
36. Indre	75,1%	10,6%	14,3%	12,7%	53. Mayenne	67,3%	18,1%	14,6%	9,9%
37. Indre et Loire *	64,9%	10,7%	24,5%	26,8%	72. Sarthe	52,9%	22,6%	24,4%	36,1%
41. Loir et Cher **	66,0%	16,0%	18,0%	22,6%	85. Vendée	47,5%	29,4%	23,1%	27,7%
45. Loiret	63,6%	17,9%	18,5%	22,4%	Bretagne *	59,3%	22,5%	18,3%	27,3%
B. Normandie	59,0%	18,5%	22,5%	23,8%	22. Côte. d'Armor	57,7%	25,5%	16,8%	18,8%
14. Calvados	60,1%	15,3%	24,6%	23,2%	29. Finistère *	58,3%	19,9%	21,8%	30,8%
50. Manche	57,9%	24,0%	18,1%	25,0%	35. Ille-et-Vilaine	59,7%	25,7%	14,6%	20,5%
61. Orne	58,1%	16,9%	25,0%	23,2%	56. Morbihan **	60,1%	19,6%	20,3%	33,8%

Tableau n° 43 (2/2)
Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents, tris par départements

	contrat stable	contrat instable	Chômeurs	inactifs		contrat stable	contrat instable	Chômeurs	inactifs
Poitou-Charentes	59,4%	18,3%	22,3%	27,0%	Auvergne	57,4%	19,1%	23,4%	34,7%
16. Charente	63,5%	23,5%	13,0%	26,5%	03. Allier *	56,4%	18,3%	25,3%	37,3%
17. Char-Maritime	49,4%	22,6%	28,0%	27,9%	15. Cantal	39,7%	38,4%	21,9%	13,8%
79. Deux-Sèvres	63,0%	14,4%	22,6%	32,1%	43. Haute-Loire	56,0%	17,8%	26,2%	61,5%
86. Vienne *	61,4%	17,9%	20,6%	24,0%	63. Puy-de-Dôme	62,3%	15,6%	22,1%	23,9%
Aquitaine	54,9%	21,7%	23,3%	31,7%	Languedoc-Rouss.	54,3%	19,8%	25,9%	31,2%
24. Dordogne	50,1%	20,2%	29,7%	42,5%	11. Aude	50,7%	13,2%	36,1%	45,6%
33. Gironde	55,1%	23,4%	21,4%	29,8%	30. Gard	47,9%	14,2%	37,9%	35,7%
40. Landes	48,7%	20,5%	30,8%	30,1%	34. Hérault **	59,7%	24,6%	15,7%	20,1%
47. Lot-et-Garonne.	45,5%	22,1%	32,4%	29,6%	48. Lozère *	55,9%	28,3%	15,8%	26,6%
64. Pyr. atlantiques *	63,7%	19,7%	16,5%	31,0%	66. Pyr. Orientales	53,4%	20,2%	26,5%	36,7%
Midi-Pyrénées	62,3%	15,5%	22,1%	20,9%	PACA *	54,1%	20,2%	25,7%	30,5%
09. Ariège	63,7%	14,1%	22,3%	23,5%	04. A-Hte-Pvence	77,3%	5,0%	17,8%	25,2%
12. Aveyron	62,8%	18,8%	18,4%	13,8%	05. Hautes-Alpes	62,1%	24,3%	13,6%	21,0%
31. Haute-Garonne	62,8%	15,4%	21,7%	20,2%	06. A-Maritimes *	69,8%	10,5%	19,6%	46,1%
32. Gers					13. Bou-du-Rh *	50,9%	21,2%	27,9%	30,3%
46. Lot *	54,4%	32,3%	13,3%	25,8%	83. Var	56,8%	18,7%	24,6%	33,2%
65. Hautes-Pyrénées	70,3%	3,9%	25,7%	35,2%	84. Vaucluse	51,8%	23,5%	24,7%	26,3%
81. Tarn	63,6%	11,7%	24,7%	13,4%	Corse **	67,7%	11,7%	20,7%	46,0%
82. Tarn et Garonne	47,5%	28,1%	24,4%	26,7%	2A. Corse Sud	67,3%	11,9%	20,8%	44,6%
Limousin *	59,4%	18,1%	22,5%	27,1%	2B. Haute Corse **	72,8%	8,6%	18,5%	59,1%
19. Corrèze **	59,7%	19,6%	20,6%	12,3%	Métropole	63,7%	16,2%	20,0%	28,1%
23. Creuse	55,5%	20,6%	23,9%	33,6%	971. Guadeloupe	71,4%	8,9%	19,6%	32,4%
87. Haute Vienne *	60,4%	17,2%	22,5%	27,5%	972. Martinique	78,2%	15,7%	6,1%	0,0%
Rhône-Alpes	64,8%	15,7%	19,4%	33,9%	973. Guyane	76,8%	10,7%	12,6%	29,1%
01. Ain *	74,3%	13,6%	12,2%	24,6%	974. Réunion	49,3%	23,9%	26,9%	61,5%
07. Ardèche	66,0%	14,0%	19,9%	36,1%					
26. Drôme	61,2%	13,1%	25,7%	27,3%					
38. Isère	62,8%	18,9%	18,4%	30,2%					
42. Loire *	51,9%	16,6%	31,5%	43,2%					
69. Rhône	65,9%	14,8%	19,3%	31,4%					
73. Savoie	63,3%	18,2%	18,5%	44,1%					
74. Haute-Savoie	67,5%	14,2%	18,3%	42,8%					

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

➤ Des emplois plus précaires en ZUS et en ZRR

Individus en contrats instables, chômeurs et inactifs sont sur-représentés en ZUS, la part des chômeurs et inactifs dépassant de plus de 6 points celle observée pour l'ensemble des emménagés récents (27,6% et 45,7% contre 20% et 39,1% respectivement). Les différences sont moins marquées pour les ZRR mais les individus ayant un contrat instable ou chômeurs sont relativement plus nombreux (18,4% et 23% contre 16,2% et 20% pour l'ensemble des emménagés récents).

Tableau n° 44 (1/3)
Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents en zone prioritaire,
tris par régions et comparaison à l'ensemble des locataires de logements sociaux

région		part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Ile de France	ensemble récents	73,4%	10,0%	16,7%	33,8%
	ZUS	75,0%	10,6%	14,4%	23,3%
	ZRR	68,7%	12,2%	19,2%	26,8%
Champagne-Ardenne	ensemble récents	64,7%	15,0%	20,3%	38,4%
	ZUS	61,1%	18,0%	20,9%	27,4%
	ZRR	51,8%	20,9%	27,3%	31,3%
Picardie	ensemble récents	64,6%	17,1%	18,3%	29,4%
	ZUS	62,3%	14,0%	23,6%	40,6%
	ZRR	59,3%	17,2%	23,5%	35,5%
Haute Normandie	ensemble récents	49,1%	18,2%	32,7%	40,7%
	ZUS	57,5%	19,8%	22,6%	34,7%
	ZRR	60,6%	18,0%	21,5%	30,1%
Centre	ensemble récents	58,5%	18,7%	22,8%	21,4%
	ZUS	47,6%	20,2%	32,3%	25,4%
	ZRR	61,1%	11,1%	27,8%	25,0%
Basse Normandie	ensemble récents	65,6%	13,1%	21,3%	33,0%
	ZUS	63,5%	14,9%	21,6%	26,5%
	ZRR	49,5%	17,6%	32,9%	33,4%
Bourgogne	ensemble récents	65,0%	11,7%	23,4%	24,1%
	ZUS	62,1%	15,2%	22,7%	37,0%
	ZRR	59,0%	18,5%	22,5%	23,8%
Bourgogne	ensemble récents	45,4%	23,6%	31,1%	23,6%
	ZUS	64,7%	14,1%	21,2%	22,8%
	ZRR	67,2%	12,8%	20,0%	39,2%
Bourgogne	ensemble récents	63,8%	16,5%	19,7%	27,9%
	ZUS	54,2%	19,5%	26,2%	30,1%
	ZRR	68,6%	14,9%	16,5%	29,4%

Tableau n° 44 (2/3)
Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents en zone prioritaire,
tris par régions et comparaison à l'ensemble des locataires de logements sociaux

région		part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Nord- Pas-de-Calais	ensemble récents	60,2%	15,8%	24,0%	40,4%
	ZUS	58,5%	18,8%	22,7%	31,7%
	ZRR	48,7%	20,7%	30,6%	31,8%
Lorraine	ensemble récents	58,8%	8,8%	32,4%	35,8%
	ZUS	67,4%	11,9%	20,7%	43,9%
	ZRR	63,7%	14,7%	21,6%	31,5%
Alsace	ensemble récents	52,5%	16,8%	30,7%	36,0%
	ZUS	64,5%	13,0%	22,4%	26,2%
	ZRR	69,9%	14,3%	15,8%	39,5%
Franche Comté	ensemble récents	63,7%	19,3%	17,0%	29,1%
	ZUS	53,3%	21,0%	25,7%	35,3%
	ZRR	65,7%	12,9%	21,4%	41,2%
Pays de la Loire	ensemble récents	61,5%	16,0%	22,5%	36,2%
	ZUS	51,2%	16,9%	31,9%	40,5%
	ZRR	67,7%	20,3%	12,0%	23,5%
Bretagne *	ensemble récents	61,6%	17,2%	21,2%	32,4%
	ZUS	58,4%	19,8%	21,8%	25,6%
	ZRR	45,0%	21,5%	33,6%	33,3%
Poitou-Charentes	ensemble récents	65,3%	18,4%	16,3%	35,3%
	ZUS	63,1%	17,9%	19,0%	35,8%
	ZRR	59,3%	22,5%	18,3%	27,3%
Aquitaine	ensemble récents	50,3%	25,5%	24,2%	28,2%
	ZUS	72,3%	18,8%	8,9%	37,3%
	ZRR	60,6%	15,3%	24,1%	35,8%
Midi Pyrénées	ensemble récents	59,4%	18,3%	22,3%	27,0%
	ZUS	48,6%	20,5%	30,9%	34,2%
	ZRR	66,5%	15,1%	18,4%	29,9%
Limousin	ensemble récents	63,9%	15,4%	20,7%	36,4%
	ZUS	54,9%	21,7%	23,3%	31,7%
	ZRR	48,4%	21,5%	30,1%	37,6%
ZRR	ensemble récents	46,8%	25,1%	28,1%	30,2%
	ZUS	64,4%	14,2%	21,4%	27,1%
	ZRR	62,3%	15,5%	22,1%	20,9%
ZRR	ensemble récents	47,9%	13,4%	38,6%	26,2%
	ZUS	65,4%	20,6%	14,0%	22,7%
	ZRR	64,9%	14,5%	20,6%	26,8%
ZRR	ensemble récents	59,4%	18,1%	22,5%	27,1%
	ZUS	47,8%	19,3%	32,8%	21,7%
	ZRR	57,4%	20,5%	22,2%	31,6%

Tableau n° 44 (3/3)
Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents en zone prioritaire,
tris par régions et comparaison à l'ensemble des locataires de logements sociaux

région		part des contrats stables dans la population active	part des contrats instables dans la population active	part des chômeurs dans la population active	part des inactifs dans la population
Rhône-Alpes	ensemble	66,8%	13,2%	20,0%	38,0%
	récents	64,8%	15,7%	19,4%	33,9%
	ZUS	56,1%	17,2%	26,7%	36,7%
	ZRR	68,7%	14,9%	16,5%	38,4%
Auvergne	ensemble	62,6%	14,0%	23,5%	35,2%
	récents	57,4%	19,1%	23,4%	34,7%
	ZUS	50,9%	17,9%	31,2%	41,8%
	ZRR	53,3%	24,7%	21,9%	37,9%
Languedoc- Roussillon	ensemble	54,6%	12,7%	32,7%	39,5%
	récents	54,3%	19,8%	25,9%	31,2%
	ZUS	45,9%	19,5%	34,6%	37,6%
	ZRR	55,0%	23,8%	21,3%	30,8%
PACA	ensemble	64,7%	12,5%	22,9%	38,8%
	récents	54,1%	20,2%	25,7%	30,5%
	ZUS	38,7%	27,3%	34,0%	30,0%
	ZRR	56,8%	24,2%	19,0%	19,5%
Corse	ensemble	71,2%	9,9%	18,9%	38,0%
	récents	67,7%	11,7%	20,7%	46,0%
	ZUS	66,2%	12,7%	21,0%	52,9%
	ZRR	48,0%	17,2%	34,8%	37,1%
Métropole	ensemble	65,6%	13,7%	20,7%	36,6%
	récents	63,7%	16,2%	20,0%	28,1%
	ZUS	54,3%	18,1%	27,6%	31,4%
	ZRR	58,6%	18,4%	23,0%	27,8%

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CREDOC

Tableau n° 45
Nature de l'activité professionnelle des emménagés récents, tris par zones géographiques

zone géographique	contrats stables	contrats instables	chômeurs	inactifs
zone 1 bis	74,4%	10,1%	15,4%	23,0%
ZUS	63,3%	14,4%	22,3%	20,8%
ZRR	.	.	.	.
zone 1 hors 1 bis	75,7%	10,4%	13,9%	23,1%
ZUS	70,0%	11,3%	18,7%	24,4%
ZRR	.	.	.	.
zone 2	60,6%	17,1%	22,3%	29,7%
ZUS	49,9%	19,6%	30,6%	33,3%
ZRR	72,8%	10,0%	17,2%	14,7%
zone 3	60,2%	18,8%	21,0%	29,1%
ZUS	49,6%	20,9%	29,5%	33,6%
ZRR	61,9%	17,9%	20,2%	29,8%
métropole	63,7%	16,2%	20,0%	28,1%
ZUS	54,3%	18,1%	27,6%	31,4%
ZRR	58,6%	18,4%	23,0%	27,8%
DOM	61,5%	16,5%	22,0%	49,8%
ZUS	63,4%	17,1%	19,6%	55,5%
ZRR	.	.	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

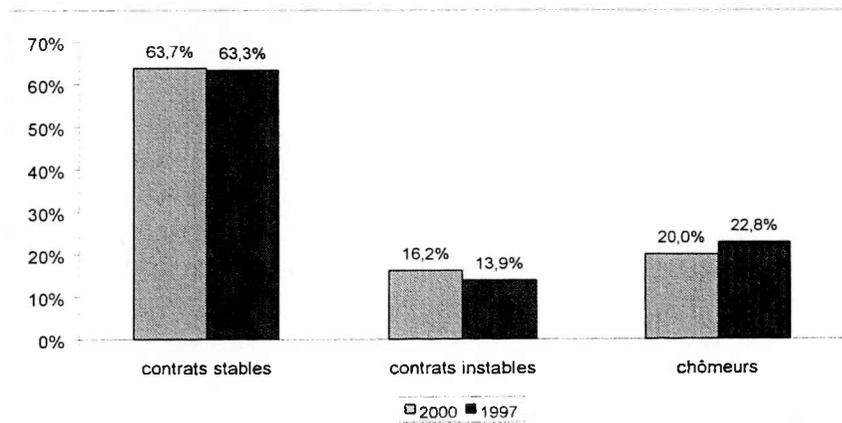
- *Des contrats stables en zone 1 pour des emplois précaires voire inexistants en zone 2 et 3*

La zone 1 dénombre environ 75% d'individus exerçant un emploi stable parmi les actifs contre 60% pour les zones 2 et 3, constat moins valable en ZUS. Les zones 2 et 3 sont quant à elles caractérisées par une proportion d'inactifs, de chômeurs et contrats instables plus élevée que l'ensemble des emménagés récents, et ce d'autant plus que les logements sont situés en ZUS.

- *D'avantage de chômeurs chez les emménagés récents par rapport à 1997*

L'évolution de la répartition des emménagés récents en fonction de la nature de leur activité professionnelle suit une tendance inverse à celle observée pour l'ensemble des locataires de logements sociaux. La part des chômeurs a en effet augmenté de près de 3 % pour les emménagés récents alors qu'elle avait tendance à diminuer pour l'ensemble des locataires de logements sociaux (-1,7%). De même, alors que la part des contrats instables augmentait, elle diminue dans le cadre des emménagés récents (-2,3% contre +2,4% pour l'ensemble des locataires).

Graphique n° 23
Répartition des locataires emménagés récents selon la nature de leur activité professionnelle, évolution par rapport à 1997



source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC

CONCLUSION

La Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction du Ministère de l'Équipement, des transports et du logement a confié au CRÉDOC l'exploitation des données issues de la deuxième vague d'enquête sur l'occupation des logements à loyer modéré et la préparation du rapport aux assemblées prévu par la loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité. Cette enquête nationale obligatoire a ainsi été reconduite pour la seconde fois au cours du premier semestre 2000, soit 3 ans après la première vague. Les résultats issus de l'analyse de la vague 2000 peuvent ainsi être confrontés à ceux issus de l'exploitation de l'enquête 1997, de manière à caractériser les évolutions relatives aux caractéristiques des locataires de logements sociaux.

Comme dans le cadre du premier rapport, le présent document s'attache à notifier un certain nombre de considérations méthodologiques quant à la qualité des données obtenues, de manière à intégrer certaines modifications pouvant être envisagées pour les vagues d'enquête à venir. Un certain nombre de contrôles et de corrections supplémentaires ont par ailleurs pu être développés pour cette vague du fait de la prise en compte dans le questionnaire d'enquête 2000 des remarques initiées pour la vague 1997.

Pour la vague 2000, les organismes semblent s'être davantage impliqués que la fois précédente. 94,3% des logements métropolitains recensés à travers l'enquête « Parc Locatif social » (autre enquête initiée par le Ministère de l'Équipement, des transports et du logement en direction des bailleurs sociaux et ayant pour objectif de recenser le parc social en France ainsi que mesurer son évolution) sont ainsi dénombrés dans l'enquête « Occupation du Parc Social », soit 1% de plus qu'en 1997 (3 666 270 logements recensés soit 237 532 logements de plus qu'en 1997). Comme la fois précédente, certains départements sont moins bien représentés mais dans l'ensemble, la quasi-totalité des organismes bailleurs de logements sociaux ont participé à l'enquête.

Les locataires de ces logements sont aussi très nombreux à avoir retourné leur questionnaire d'enquête (88,4%), mais cette proportion est inférieure à celle observée en 1997 (90%). Il semble en effet que l'intérêt de cette enquête n'ait pas été intégré par les locataires qui ont finalement eu peu de retours quant aux résultats, les sanctions prévues en cas de non-participation n'ayant par ailleurs pas toujours été appliquées.

Environ un français sur huit est logé dans le parc social, cette proportion ayant très peu varié depuis 1997 (12,9% de la population française contre 13% en 1997). Les logements sociaux sont par ailleurs davantage occupés que l'ensemble des logements du parc locatif social. La part

des logements vacants se limite en effet à 3,6% pour le parc locatif social contre 6,9% pour l'ensemble du parc locatif (RGP 1999), malgré une légère augmentation par rapport à 1997 (+0,6%).

Les logements loués sont occupés par une population plus jeune que la population française dans son ensemble (30,2% de moins de 18 ans contre 22,1% pour le recensement de 1999). A l'inverse, les personnes de plus de 65 ans occupent une place moins importante qu'en population globale si l'on considère l'ensemble des occupants des logements sociaux (10,7% contre 16,1% pour le RGP 1999). Si l'on s'intéresse uniquement aux titulaires des contrats de location, cette classe d'âge représente alors 20,1% des locataires de logements sociaux. D'ailleurs, près d'un ménage locataire sur 2 a des enfants (46%), les familles monoparentales étant beaucoup plus représentées dans les logements sociaux qu'en population générale (16,6% contre 6,6% pour le RGP 1990). Par ailleurs, un peu plus d'un ménage sur dix a plus de 3 enfants (11,9%). Les personnes seules sont malgré tout les plus nombreuses dans le parc locatif social, représentant plus du tiers (34,1%) des occupants de ces logements. On constate des évolutions très marginales par rapport à 1997, la part des familles monoparentales et couples sans enfants ayant très légèrement augmenté au détriment des couples avec enfants.

Près de 90 % des locataires ont des ressources inférieures au plafond en vigueur pour l'accès à ces logements, l'évolution par rapport à 1997 ne pouvant être caractérisée compte tenu de l'augmentation de ces plafonds depuis 1998. 58,8% des locataires de logements sociaux ont même des ressources inférieures à 60% du plafond alors que seuls 2,2% d'entre eux dépassent le seuil de 140%.

Un peu plus de la moitié des ménages déclarent bénéficier de l'APL, pour des logements conventionnés à plus de 95%. Un occupant sur 10 est par ailleurs bénéficiaire d'un minimum social, dont la moitié perçoit le RMI. Cela conduit à considérer qu'au final, plus d'un bénéficiaire du RMI sur 10 (14,9%) occupe un logement social, proportion inférieure à celle observée en 1997 (16,9%). Les risques de sous-estimation (personnes hébergées non comptabilisées et faiblesse du nombre de bénéficiaires retenus pour l'analyse par rapport à 1997) amènent cependant à considérer ces résultats avec précaution.

Les logements sociaux comptent davantage de chômeurs que la population dans son ensemble (20,7% contre 12,3% de la population active pour l'enquête emploi 1997). La part des inactifs et salariés restant proche de celle observée en population globale. On constate cependant une légère diminution de la part des chômeurs dans la population active au profit des contrats instables par rapport à 1997, celle-ci se limitant à 1,7%.

Les ZUS et ZRR présentent des particularités par rapport aux résultats énoncés pour l'ensemble du parc social. Ces caractéristiques sont en effet accentuées en zone prioritaire, quelques spécificités pouvant par ailleurs être soulignées. Les ZUS accueillent ainsi davantage d'occupants de moins de 18 ans, du fait d'une présence plus marquée des familles avec enfants, notamment de familles nombreuses. Les ressources y sont systématiquement plus faibles et les occupants sont davantage sans emploi (inactifs ou chômeurs) et bénéficiaires du RMI et de l'API.

La population locataire de logements sociaux en ZRR est nettement plus âgée (15,8% de plus de 65 ans contre 9,4% pour l'ensemble), les personnes seules étant en effet sur-représentées. La répartition des locataires des ZRR en fonction de leurs ressources est proche de celle observée en ZUS, la part des ménages en dessous de 80% du plafond lui étant cependant inférieure. Les ménages ne bénéficiant d'aucun minimum social sont aussi plus nombreux en ZRR, la part des actifs ayant un emploi étant légèrement plus élevée.

Des variations sont par ailleurs à noter selon les régions et les départements. La région Ile de France et les DOM se distinguant particulièrement.

Enfin, les locataires ayant emménagé dans leur logement depuis moins de 3 ans, qui représentent un tiers des locataires de logements sociaux, ont des particularités. Leurs ressources sont notamment plus faibles que l'ensemble des locataires de logements sociaux. Ils sont par ailleurs légèrement plus nombreux à bénéficier du RMI et à exercer une activité en contrat instable. Les ménages ayant emménagé en 1997 sont ainsi peu différents des caractéristiques observées pour les emménagés récents de 1997, c'est-à-dire ceux qui sont entrés dans leur logement en 1994.

ANNEXE

PROPORTION DE LOCATAIRES EN LOGEMENT SOCIAL ÉCHANTILLON REDRESSÉ

Tableau n° 46 (1/4)
Proportion de locataires en logement social, échantillon redressé¹¹
à partir du taux de couverture global de l'enquête

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	taux de couverture global ¹²
Ile de France **	1 839 512	23,2%	72,5%
75. Paris **	253 129	17,3%	68,9%
77. Sei. et Marne *	161 559	17,8%	75,9%
78. Yvelines *	209 404	20,3%	76,4%
91. Essonne **	167 092	20,7%	71,0%
92. Hts-de-Seine **	276 012	25,4%	76,0%
93. Sei.-St-Denis *	376 507	34,3%	79,4%
94. Val-de-Marne **	257 593	27,7%	75,8%
95. Val d'Oise **	138 216	25,3%	49,4%
Ch-Ardennes	269 314	23,1%	87,0%
08. Ardennes	52 499	19,8%	91,6%
10. Aube	56 434	22,5%	85,7%
51. Marne	139 503	26,8%	92,0%
52. Haute-Marne **	20 878	18,4%	58,4%
Picardie	262 332	17,0%	83,2%
02. Aisne	77 987	16,7%	87,2%
60. Oise	119 990	19,5%	80,1%
80. Somme	64 355	14,3%	81,0%
Haute Normandie	304 252	21,1%	80,9%
27. Eure	63 998	15,2%	77,8%
76. Seine-Marit.	240 254	24,4%	79,6%
Centre *	347 903	17,2%	83,1%
18. Cher	39 761	15,0%	84,1%
28. Eure et Loir *	59 159	18,4%	79,0%
36. Indre	31 126	15,5%	86,6%
37. Indre et Loire *	105 696	21,6%	88,2%
41. Loir et Cher **	20 728	12,6%	52,2%
45. Loiret	91 433	16,6%	89,2%
B. Normandie	225 467	17,8%	89,0%
14. Calvados	107 616	18,9%	88,0%
50. Manche	78 163	17,7%	91,8%
61. Orne	39 688	16,0%	85,0%

¹¹ le nombre d'occupants des logements sociaux n'étant connu que pour les seuls répondants alors que les résultats issus du recensement intègrent l'ensemble des occupants des logements métropolitains, les résultats ont été redressés par le taux de couverture global de l'enquête. Ces chiffres reposent donc sur l'hypothèse que les 16,6% de ménages métropolitains n'ayant pas communiqué d'informations ont les mêmes caractéristiques, en terme de nombre d'occupants des logements, que les 83,4% ayant répondu à l'enquête Occupation du Parc Social.

¹² cumul des taux de réponse de réponse des organismes et locataires

Tableau n°46 (2/4)
Proportion de locataires en logement social, échantillon redressé
à partir du taux de couverture global de l'enquête

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	taux de couverture global
Bourgogne	197 712	14,1%	87,1%
21. Côte d'Or	60 564	13,4%	89,0%
58. Nièvre	25 327	14,5%	77,3%
71. Saône et Loi.	71 790	15,0%	87,7%
89. Yonne	40 121	13,5%	89,0%
N.p.de Calais	635 529	18,6%	85,5%
59. Nord	428 691	19,8%	84,6%
62. Pas de calais	206 838	16,4%	87,6%
Lorraine	287 490	14,4%	86,6%
54. Meu. et Moselle	97 785	15,6%	87,8%
55. Meuse	20 784	12,4%	87,5%
57. Moselle	119 593	13,9%	83,9%
88. Vosges	49 328	14,4%	90,0%
Alsace	191 401	12,7%	86,8%
67. Bas-Rhin *	107 622	12,3%	85,5%
68. Haut-Rhin	83 779	13,4%	88,1%
Franche-Comté	154 105	15,3%	90,2%
25. Doubs	72 722	16,8%	86,9%
39. Jura	30 084	13,3%	89,9%
70. Haute-Saône	21 437	10,2%	91,9%
90. Belfort	29 862	23,1%	94,0%
Pays de la Loire	376 923	13,2%	88,5%
44. Loire Atlantique	123 689	13,2%	82,4%
49. Maine et Loire	122 801	17,8%	94,0%
53. Mayenne	30 633	12,1%	88,6%
72. Sarthe	70 910	14,9%	90,0%
85. Vendée	28 890	5,9%	90,5%
Bretagne *	262 392	10,7%	84,4%
22. Côte. d'Armor	30 614	6,3%	89,4%
29. Finistère * *	70 507	9,6%	85,9%
35. Ille-et-Vilaine	101 995	13,3%	88,7%
56. Morbihan **	59 276	13,8%	66,5%

Tableau n°46 (3/4)
Proportion de locataires en logement social, échantillon redressé
à partir du taux de couverture global de l'enquête

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	taux de couverture global
Poitou-Charentes	137 729	9,9%	84,8%
16. Charente	28 481	10,5%	80,2%
17. Char-Maritime	41 423	8,4%	88,5%
79. Deux-Sèvres	25 084	8,4%	87,0%
86. Vienne *	42 741	13,5%	79,6%
Aquitaine	230 923	8,8%	90,5%
24. Dordogne	23 656	6,9%	88,1%
33. Gironde	121 718	10,9%	87,1%
40. Landes	18 049	6,1%	90,7%
47. Lot-et-Garonne.	17 853	6,4%	91,2%
64. Pyr. atlantiques *	49 647	9,5%	86,9%
Midi-Pyrénées	179 651	7,9%	88,8%
09. Ariège	5 323	4,8%	80,2%
12. Aveyron	13 647	5,5%	93,4%
31. Haute-Garonne	90 499	9,9%	87,1%
32. Gers	7 113	4,8%	85,5%
46. Lot *	7 866	5,5%	89,3%
65. Hautes-Pyrénées	20 214	10,4%	87,4%
81. Tarn	23 919	7,4%	93,7%
82. Tarn et Garonne	11 070	6,4%	83,8%
Limousin *	60 125	10,0%	84,2%
19. Corrèze **	7 694	7,2%	45,8%
23. Creuse	9 640	9,4%	82,7%
87. Haute Vienne *	42 791	12,8%	94,1%
Rhône-Alpes	771 532	15,5%	88,2%
01. Ain *	76 068	17,4%	84,8%
07. Ardèche	20 822	8,1%	89,9%
26. Drôme	43 849	11,3%	88,6%
38. Isère	142 647	15,5%	84,2%
42. Loire *	97 944	15,7%	85,6%
69. Rhône	258 892	19,0%	86,3%
73. Savoie	58 614	17,4%	90,0%
74. Haute-Savoie	72 696	12,9%	89,2%

Tableau n° 46 (4/4)
Proportion de locataires en logement social, échantillon redressé
à partir du taux de couverture global de l'enquête

département	nombre d'occupants	comparaison pop. RGP 1999	taux de couverture global
Auvergne	118 636	10,1%	90,2%
03. Allier *	33 713	11,4%	86,0%
15. Cantal	9 429	6,6%	94,1%
43. Haute-Loire	13 808	7,7%	85,8%
63. Puy-de-Dôme	61 686	11,0%	93,1%
Languedoc-Rouss.	188 894	10,1%	81,3%
11. Aude	25 943	9,3%	90,3%
30. Gard	61 475	12,2%	81,0%
34. Hérault **	68 202	10,6%	71,7%
48. Lozère *	4 672	7,8%	81,1%
66. Pyr. Orientales	28 602	8,4%	86,7%
PACA *	461 968	12,6%	81,6%
04. A-Hte-Pvence	10 726	8,2%	94,0%
05. Hautes-Alpes	13 936	13,1%	87,3%
06. A-Maritimes *	68 236	8,1%	83,7%
13. Bou-du-Rh *	238 136	16,9%	76,8%
83. Var	71 744	9,3%	85,6%
84. Vaucluse	59 190	13,4%	88,7%
Corse **	17 736	10,1%	67,5%
2A. Corse Sud	10 051	9,8%	86,8%
2B. Haute Corse **	7 685	10,8%	50,2%
Métropole	7 521 526	15,4%	83,4%
971. Guadeloupe	29 930	.	.
972. Martinique	68 134	.	.
973. Guyane	7 067	.	.
974. Réunion	108 545	.	.

source : enquête Occupation du Parc Social, DGUHC, 2000, exploitation : CRÉDOC
(1) population totale issue du recensement 1999

ANNEXE 2
QUESTIONNAIRE

Dépôt légal : MAI 2002

ISSN : 1242-7764

ISBN : 2-84104-199-9

COLLECTION DES RaPPORTS

Récemment parus :

La diffusion, l'usage et l'acceptabilité des nouvelles technologies en France

*Étude réalisée à la demande du CGTI et de la DIGITIP
(Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie)
R. BIGOT - n°214 (2001)*

L'utilisation des moyens de paiement et l'accès au crédit des bénéficiaires de minima sociaux

*Étude réalisée à la demande du Conseil National du Crédit et du Titre
A. DANIEL - M.-O. SIMON - n°215 (2001)*

Les attentes des familles des Alpes-Maritimes dans le domaine des temps libres des jeunes

*Étude réalisée à la demande de la CAF des Alpes-Maritimes en partenariat avec le Conseil général et la DDJEP
G. POQUET, B. MOUHOUB, A. SITBON - n°216 (2001)*

Opinions sur la politique des prestations familiales, sur les aides aux grands enfants et sur les caisses d'allocations familiales

*Étude réalisée à la demande de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF)
S. BELLOT, R. BIGOT, G. HATCHUEL - n°217 (2001)*

Éléments de perception sur les services d'écoute et d'information à caractère social

*Principaux résultats de l'étude réalisée par le CREDOC à la demande de lignes d'écoute
É. DAVID, M.-O. SIMON - n°218 (2001)*

Les conditions de vie des exploitants agricoles à faible revenu

*Étude réalisée à la demande de la Direction des Exploitations de la Politique Sociale et de l'emploi du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
C. OLM, M.-O. SIMON - n°219 (2001)*

Baromètre de la diffusion des nouvelles technologies en France

*Étude réalisée à la demande du CGTI (Conseil Général des Technologies de l'Information - Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
R. BIGOT - n°220 (2001)*

Enquête quantitative sur les indus dans les CAF

*Réalisée à la demande de Caisse Nationale des Allocations Familiales
I. ALDEGHI, A. DANIEL, M.-O. SIMO - n°221 (2002)*

Président : Bernard SCHAEFER Directeur Général : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél. : 01 40 77 85 01

ISBN : 2-84104-199-9

CRÉDOC

Centre de recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie